

Dans « aden » :  
tout le cinéma  
et une sélection  
de sorties

Demandez notre supplément

## L'entrée d'EDF dans le capital de Montedison suscite une vive polémique en Italie

**ÉLECTRICITÉ DE FRANCE** (EDF) a confirmé, mercredi 23 mai, la rumeur qui circulait depuis plusieurs jours en Italie : l'établissement public a pris le contrôle de 20 % de Montedison, un conglomérat qui, par le biais de sa filiale Edison, est le deuxième électricien italien. Cette acquisition a déclenché une vive critique dans la Péninsule. Dans un entretien au *Monde*, Enrico Letta, ministre italien de l'industrie et du commerce extérieur, reproche à la France de ne pas avoir libéralisé son marché de l'électricité alors que l'Italie l'a fait. « Cette asymétrie est inacceptable », dit-il. Pour EDF, ces récriminations n'ont pas de fondement. Faisant valoir que 30 % du marché français sont ouverts à la concurrence, l'entreprise française estime que ces critiques « sont politiques et non pas économiques ».

Lire page 21

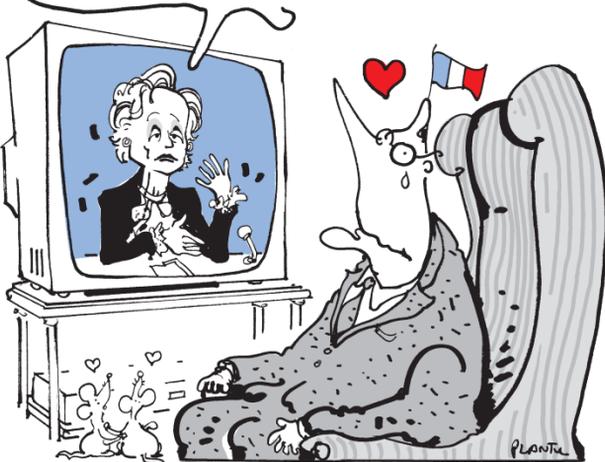
## Comment conjurer la peur de l'euro ?

- Le gouvernement présente un plan de mobilisation pour le passage à la monnaie unique ● Il veut éviter qu'il y ait des « perdants » ou des « exclus » ● Il veut faciliter les échanges d'espèces
- La croissance française n'a été que de 0,5 % au premier trimestre ● L'euro est toujours en recul

LE CONSEIL des ministres a été consacré en grande partie, mercredi 23 mai, aux modalités de la mise en circulation des devises euro, qui remplaceront les francs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Laurent Fabius, ministre de l'économie et des finances, a présenté une communication. Le président de la République et les membres du gouvernement ont pu prendre connaissance des billets et des pièces qui seront introduits en parallèle avec les francs pendant la période de transition, du 1<sup>er</sup> janvier au 17 février 2002.

A l'Élysée comme à Matignon, on affirme que la monnaie unique ne peut pas être un objet de polémique entre Jacques Chirac et Lionel Jospin. « S'il y a de vrais problèmes, le gouvernement ne sera pas seul à être tenu responsable. Dans cette affaire, nous sommes solidaires », indique-t-on dans l'entourage présidentiel. « L'euro est le fil bleu du septennat, qui n'en a pas tant que cela... », ajoute un proche du chef de l'État. Les deux partenaires de la cohabitation sont d'autant plus vigi-

Qu'on puisse imaginer que mon mari ait touché des euros à la Mairie de Paris!... Je suis un peu révoltée!



lants que les anti-européens se préparent à exploiter tout désordre dans la perspective de l'élection présidentielle d'avril 2002. « Tous les ingrédients des passions et des colères françaises sont réunis. On peut perdre une élection présidentielle sur l'euro », s'inquiète un conseiller du premier ministre. Le gouvernement veut éviter qu'il y ait des « perdants » ou des « exclus ».

Parmi les nouvelles dispositions, il a introduit, dans un projet de loi en cours de discussion, un assouplissement des obligations faites aux banques dans la lutte contre le blanchiment afin de faciliter les échanges d'espèces. Les liquidités détenues par les Français sont en effet évaluées à 150 milliards de francs. Ces mesures interviennent dans une conjoncture marquée par la baisse persistante de l'euro et par le ralentissement de la croissance française qui n'a été que de 0,5 % au premier trimestre 2001.

Lire pages 6 et 7

www.lemonde.fr/euro



## GRAND PRIX DU « MIDI LIBRE » Le souffle du peloton

De Gruissan à Saint-Cyprien (181 km), la première étape du Grand Prix du *Midi libre*, mardi 22 mai, a été gagnée par Jérôme Bernard, signataire comme tous les participants d'un « code éthique ». Parti avec une heure d'avance, notre reporter-coureur, Eric Fottorino, a été dépassé par le peloton dans le dernier col. Après s'être reposé, il a écrit sa « course libre » où il raconte comment le peloton respire. Le récit p. 14, notre éditorial p. 18, nos autres informations p. 27

www.lemonde.fr/midilibre

## Les fêtes techno sous surveillance

**FAUT-IL** tolérer ou réprimer les « free parties », ces fêtes clandestines qui rassemblent des milliers de jeunes autour de la musique techno ? En présentant un amendement dans le projet de loi sur la sécurité quotidienne, en débat au Sénat depuis mardi 22 mai, le gouvernement a choisi la fermeté. Ce texte conditionne la tenue d'une fête à une déclaration préalable auprès du préfet. En cas de non-respect de cette nouvelle législation, des peines de prison et la confiscation du matériel sont rendues possibles. Les « raveurs » dénoncent un texte « sécuritaire » et « liberticide » qui suit la ligne dure des élus, inquiets des nuisances provoquées par ce type de fête.

Lire page 10

## A Yale, George W. Bush promet la Maison Blanche aux cancrés

NEW YORK  
de notre correspondant

Ce ne fut pas exactement le retour du fils prodigue. Sifflets, pancartes, quolibets et l'absence remarquée de quelque cent soixante-dix professeurs aux yeux desquels le président n'était pas digne d'un doctorat *honoris causa* ont accueilli, lundi 21 mai, George W. Bush à l'université Yale, où il fit, il y a une trentaine d'années, des études dont il garde, de son propre aveu, aussi peu de souvenirs que ses professeurs en ont conservés de lui, mais une solide réputation de fétard.

Il en faut plus, cependant, pour démonter George W. Bush, invité à prononcer le rituel discours de fin d'année d'habitude dispensé par des intellectuels, artistes ou politiciens de renom le jour de la remise des diplômes. Les Bush ont étudié de père en fils dans cette université qui compte parmi les plus prestigieuses des États-Unis, mais dont le campus est d'une sensibilité politique à l'opposé de celle des présidents Bush père et fils. Pour amadouer son audience, le président a usé d'une arme à laquelle il a de plus en plus souvent recours, avec des fortunes diverses, l'autodérision.

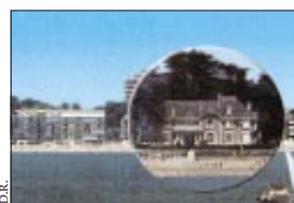
« A ceux d'entre vous qui avez reçu des honneurs, des prix, des distinctions, je dis bravo, a lancé M. Bush, revêtu de la traditionnelle tige bleue et noir. Aux étudiants qui ont eu des notes médiocres, je dis : vous aussi vous pouvez devenir président des États-Unis ! » Tous les espoirs sont permis, a poursuivi M. Bush en rappelant que le vice-président Dick Cheney était lui aussi passé par Yale, mais qu'il n'était pas allé jusqu'au bout : « Donc maintenant vous savez : si vous sortez de Yale avec un diplôme, vous devenez président ; si vous partez avant la fin de vos études, vous devenez vice-président. » A propos d'un camarade de promotion avec qui il lui arrivait d'étudier à la bibliothèque, le président a relevé : « Lui et moi avions un accord : il faisait attention à ne pas lire tout haut, et moi je faisais attention à ne pas ronfler. »

Ces perles, distillées tout au long de la journée sur les chaînes de télévision américaines, ont été diversement appréciées, en particulier par le corps enseignant, dont certains représentants ont jugé l'humour du président « lamentable ». A Yale, à l'initiative de trois professeurs, Bruce Ackerman, Peter Brooks et Robert Shul-

man, une pétition contre l'octroi d'un diplôme *honoris causa* à M. Bush avait circulé, jugeant que « sa carrière dans le service public n'avait pas révélé d'engagement particulier en faveur des valeurs intellectuelles qui sont au cœur de ce que fait Yale ». George W. Bush a même bâti une partie de sa carrière politique au Texas sur le rejet de l'image élitiste « Nouvelle-Angleterre » que confèrent les célèbres universités de la Côte est.

La performance du président a pu être jugée avec d'autant plus de sévérité qu'il avait été précédé, la veille, par une autre illustre diplômée de Yale : Hillary Clinton, invitée à prendre la parole dans une cérémonie de moindre envergure. Après quelques plaisanteries sur l'importance inattendue mais persistante accordée à ses cheveux par les médias, M<sup>me</sup> Clinton a été ovationnée lorsqu'elle a livré aux étudiants un ardent plaidoyer pour l'audace et la compétition : « Osez vous tourner vers les autres, osez vous mesurer aux autres, osez aimer, et quoi qu'il arrive, aussi fort qu'aboient les chiens sur vos talons, gardez le cap, continuez ! »

Sylvie Kauffmann



URBANISME

## La Baule, les pins, le béton

La comparaison entre le front de mer de La Baule aujourd'hui et en 1960 montre l'avancée inexorable des immeubles en béton au détriment des villas traditionnelles. La destruction des « Tottes » (photo), un témoignage de l'architecture bauloise, est programmée. Elle doit être remplacée, si la commission des sites donne son accord, par un immeuble qui... « respectera l'esprit balnéaire ». p. 13

## Comment Zara est devenu grand



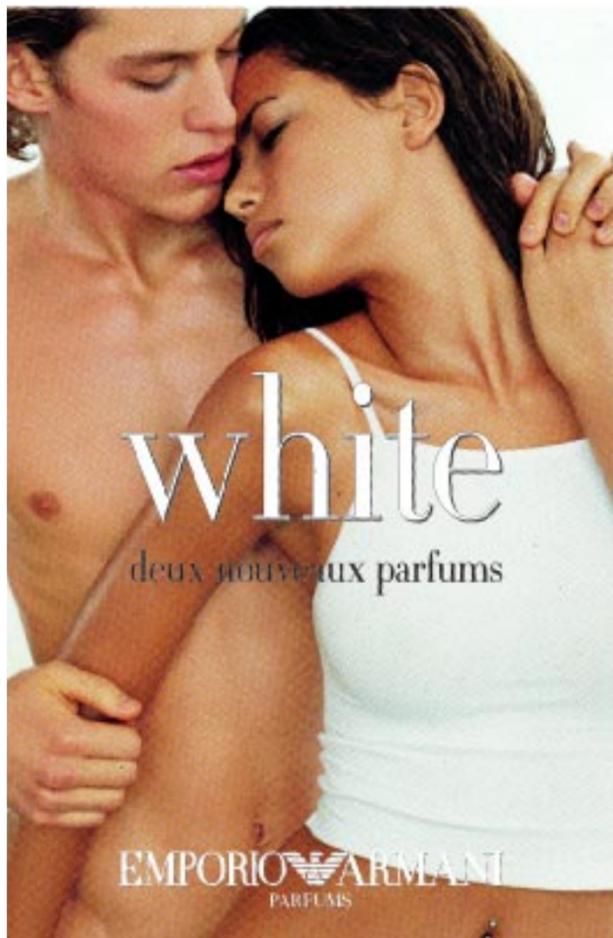
AMANCIO ORTEGA

LE GROUPE ESPAGNOL Inditex a été introduit, mercredi 23 mai, avec succès à la Bourse de Madrid. Avec ses centaines de magasins, son mystérieux fondateur, Amancio Ortega, a imposé la marque Zara grâce à sa rapidité à copier les tendances de la mode.

Lire page 20

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON, 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 524 - 7,50 F



## La fin de la dictature des marques

LES MARQUES entrent dans une zone de turbulences. Ce trou d'air, dans lequel la publicité est également aspirée, n'a que peu de rapports avec les risques de ralentissement de l'économie mondiale. Le problème se situe plutôt au niveau des relations entre les marques et les consommateurs.

Aidées par leurs agences de publicité, les entreprises ont modifié leur communication dans les années 1990, pour mettre l'accent non plus sur les qualités de leurs produits mais sur les valeurs que porte leur marque. C'est ainsi que le dépassement de soi, pour Nike, ou le bien-être, pour Danone, sont plus importants que le confort des chaussures du premier ou le goût des yaourts du second. Cette publicité, qui prétend proposer de nouvelles manières de vivre pour mieux vendre les marques, atteint aujourd'hui ses limites face à des consommateurs de moins en moins dupes.

Cette prise de conscience est illustrée par le roman de Frédéric Beigbeder, *99 francs* (Grasset), qui décrivait, avec outrance mais non sans justesse, le monde des agences de publicité. Même si la campagne de promotion de ce livre a été menée avec l'efficacité que l'on

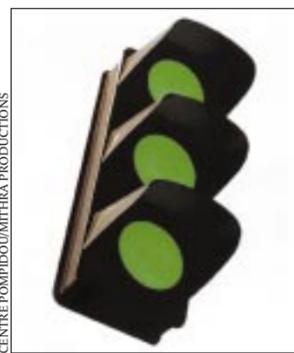
pouvait attendre d'un ancien publicitaire, son succès est sans aucun doute le signe d'une sensibilité du public à ces soupçons de manipulation.

Au cours du printemps, d'autres faits d'actualité ont mis en lumière une dégradation de la relation des consommateurs avec les marques. L'affaire Danone, au-delà de son aspect social, s'est rapidement transformée en une bataille d'image de marque. Le terme n'est pas choisi au hasard : c'est précisément sur le terrain de la propriété de son logo que le groupe présidé par Franck Riboud a porté son attaque contre le site qui appelait au boycottage de ses produits.

Certes, le choix de cet angle était motivé par des considérations de tactique juridique. Mais, en défendant à quiconque de détourner son logo, Danone protégeait surtout l'un des éléments les plus importants de son fonds de commerce : celui qui signe son identité et porte les valeurs de la marque à la connaissance du public.

Frédéric Roy

Lire la suite page 18



ARTS VISUELS

## Feu vert aux graphistes

Le Centre Pompidou accueille six graphistes témoins de la jeune création en France. Le travail de Pascal Colrat (photo) explore une nouvelle voie du graphisme d'utilité publique. A Chaumont, le Festival des arts graphiques présente le travail d'affichistes du monde entier sur le thème de la commande. p. 32

International.....	2	Carnet.....	26
France.....	6	Aujourd'hui.....	27
Société.....	10	Météorologie-Jeux.....	31
Régions.....	13	Culture.....	32
Horizons.....	14	Guide culturel.....	34
Entreprises.....	20	Kiosque.....	35
Communication.....	22	Abonnements.....	35
Tableau de bord.....	23	Radio-Télévision.....	36

**AMÉRIQUE DU SUD** Alors que l'Argentine est plongée depuis près de trois ans dans une profonde récession, les conflits sociaux se multiplient dans le pays. ● LES « PIQUETES-

ROS » – ou coupeurs de route – de La Matanza sont devenus l'emblème d'une nouvelle forme de lutte sociale qui se répète dans l'ensemble du pays. D'importants axes routiers de la

province de Buenos Aires, permettant l'accès à la capitale fédérale, sont coupés par les manifestants qui paralysent également des provinces de l'intérieur. ● LE MOUVEMENT de protes-

tation fait parfois référence aux « sans-chemise » qui, en 1945, donnèrent naissance au mouvement péroniste. ● LA SITUATION économique du pays reste extrêmement critique mal-

gré le soutien appuyé du Fonds monétaire international, qui a imposé au pays des conditions sévères pour éviter le défaut de paiement d'une dette de plus de 150 milliards de dollars.

## Les conflits sociaux se multiplient dans une Argentine en récession

Après trois années de marasme et malgré le soutien de la communauté internationale, la situation économique désastreuse provoque le mécontentement des plus démunis. Le mouvement de protestation s'étend aussi bien dans la capitale fédérale que dans les provinces de l'intérieur

### BUENOS AIRES

de notre correspondante

Les conflits sociaux se multiplient en Argentine, plongée depuis bientôt trois ans dans une profonde récession. Le taux de chômage officiel est de 15 %, 7 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté alors que des secteurs entiers de l'industrie disparaissent sous les coups d'une monnaie nationale surévaluée (un peso équivaut à un dollar), de la concurrence de produits importés, de la contrebande et des taux élevés des prêts bancaires.

Les piqueteros (coupeurs de routes) de La Matanza sont devenus l'emblème d'une nouvelle forme de lutte sociale qui s'étend dans l'ensemble du pays. Mardi 22 mai, d'importants axes routiers de la province de Buenos Aires permettant l'accès à la capitale fédérale étaient coupés. Des piquetes (coupures de routes) paralysent également des provinces de l'intérieur, celles de Jujuy, de Salta et de Tucumán (nord-est de l'Argentine), de Rio Negro et de Neuquén (Patagonie), et jusque dans les faubourgs pauvres de Buenos Aires.

Une marche de plusieurs centaines d'« Enfants du peuple », mouvement dépendant du syndicat de la Centrale des travailleurs argentins (CTA), est arrivée, mardi, sur la place de Mai, devant le palais présidentiel, après avoir parcouru pendant quinze jours plusieurs provinces de l'intérieur.

Venant de La Quiaca (extrême

nord du pays), ils demandaient du « travail pour leurs parents et des écoles pour les enfants ». Une autre marche réclamant « du pain et du travail » avait débouché, le 15 mai, sur la même place de Mai, au cœur de

### Le souvenir des « sans-chemise »

Juan Carlos Alderete, dirigeant du Courant de la classe combattive (CCC, extrême gauche) et l'un des leaders des « piqueteros » de La Matanza, explique que certains de ses compagnons « ont lancé un appel à un nouveau 17 octobre » (en allusion aux « descamisados », les sans-chemise qui, en 1945, donnèrent naissance au mouvement péroniste). « Aujourd'hui, assure-t-il, ce que nous revendiquons, c'est la geste populaire et historique d'un mouvement de masse national. Nous avons beaucoup appris tout au long de notre lutte pendant ces dernières années, sous la dictature et ensuite sous les gouvernements démocratiques. Nous voulons que les décisions soient prises par le peuple argentin sans pour autant se prosterner aux pieds d'un général. » (Corresp.)

la capitale, qui est la scène historique de toutes les revendications. C'est là que, chaque jeudi, les Mères de la place de Mai continuent, depuis près d'un quart de siècle, de se réunir pour leurs enfants disparus pendant la dictature militaire. C'est là, que le 22 mai, une centaine d'apiculteurs ont protesté contre les restrictions américaines à l'encontre des exportations de miel argentin. Des représentants des petites et moyennes entreprises ont, de leur côté, appelé à une manifestation devant le domicile du ministre de l'économie, Domingo Cavallo, pour protester « contre le modèle économique ».

Les politiciens sont devenus fort

impopulaires. Le gouvernement a suspendu le traditionnel défilé du 25 mai, arguant de problèmes budgétaires. Il n'y aura qu'une parade militaire pour fêter la révolution qui marqua, au début du XIX<sup>e</sup> siècle,

le début de la lutte pour l'indépendance contre l'Espagne des conquistadors.

Dans les couloirs du palais présidentiel, on admet redouter des actes d'hostilité contre Fernando

de la Rua, comme cela s'est produit il y a quelques jours à l'occasion de la fête de la marine, à Mar del Plata (400 kilomètres de Buenos Aires). La cote de popularité du président est au plus bas. Le chef de la Confédération générale du travail (CGT), Hugo Moyano, a réclamé que le gouvernement convoque des élections présidentielles anticipées afin de « sauver la démocratie ».

Un autre conflit préoccupe depuis de longues semaines le gouvernement : celui d'Aerolíneas argentinas, la compagnie d'aviation vendue, en 1990, aux Espagnols d'Iberia, et qui est aujourd'hui en faillite, avec une dette de 900 millions de dollars. Après des dizaines de licenciements et le projet d'augmenter les heures de travail, l'entreprise, qui appartient désormais à l'Etat espagnol (celui-ci possède 85 % des actions, le reste étant entre les mains du gouvernement argentin), n'a pas payé les salaires du mois d'avril, soit 11 millions de dollars. Tandis que 2 000 des

7 000 employés sont en grève, le gouvernement argentin menace d'appliquer de lourdes amendes d'un million de dollars par jour à la Société espagnole de participations industrielles (SEPI).

Les privatisations tous azimuts des entreprises publiques pratiquées depuis dix ans ont rapporté quelque 40 milliards de dollars à l'Etat argentin, sans toutefois permettre de réduire, comme il était prévu, la dette extérieure, qui est passée de 62 à 170 milliards de dollars.

### MONTÉE DE LA VIOLENCE

Parallèlement à la détérioration socio-économique, la délinquance a augmenté de près de 200 % depuis 1995, selon des chiffres officiels. Huit habitants de Buenos Aires sur dix craignent d'être attaqués à leur domicile, dans les rues ou à bord des taxis. De sanglants affrontements armés entre la police et des délinquants, en plein jour et en plein centre de Buenos Aires, font quotidiennement la une des jour-

naux. Dans l'enceinte du Congrès, le 22 mai, les législateurs étudiaient deux projets envoyés d'urgence par le gouvernement et visant à accorder davantage de pouvoirs à la police fédérale et instituant des peines de prison plus lourdes pour les délinquants.

De son côté, le Centre d'études légales et sociales (CELS) a dénoncé l'augmentation de la violence institutionnelle qui « répond à des comportements profondément enracinés dans les institutions de sécurité » depuis l'époque de la dictature militaire. « Les violations des droits de l'homme de la part de la police de Buenos Aires sont accompagnées par un pouvoir exécutif qui encourage la violence policière », affirme le CELS dans son rapport annuel, présenté le 22 mai à Buenos Aires et dans lequel sont analysées la répression policière, les mauvaises conditions de vie dans les prisons, la pauvreté et l'immigration en Argentine.

Christine Legrand

## Les « piqueteros » coupent les routes pour réclamer du travail

### BUENOS AIRES

de notre correspondante

« Je préférerais ne pas être ici. Avoir un travail. Récupérer ma dignité. Mais je n'ai pas le choix. On m'a

### REPORTAGE

#### La récession a poussé des milliers de « nouveaux pauvres » au bord des routes

coupé l'électricité, le gaz et le téléphone. Je n'ai pas d'argent pour payer les factures ni pour nourrir mes enfants. Au moins ici, on partage tout. La tristesse, la lutte et la soupe populaire. » Croisant son blazer élimé sur sa poitrine pour tenter de combattre le froid humide de l'automne austral, Antonio Blasco montre la tente dans laquelle il vit, faite de cartons et de sacs-poubelle, comme les centaines de tentes qui s'alignent le long des trottoirs boueux. A quarante-huit ans, sans emploi depuis 1998 après avoir travaillé pendant vingt ans dans une usine d'automobiles, il est l'un des quelque 4 000 piqueteros (coupeurs de route) de La Matanza.

A 20 kilomètres à l'ouest de Buenos Aires, au cœur de l'ancienne zone industrielle la plus importante et la plus peuplée de la province de Buenos Aires, ces milliers de chômeurs ont coupé depuis deux semaines la voie ferrée et la stratégique route nationale numéro 3, qui relie la capitale à Ushuaia (3 200 kilomètres au sud de Buenos Aires). Ils réclament des indemnités de chômage et la créa-

tion de postes de travail promis depuis de longs mois. Le président Fernando de la Rúa (radical), au pouvoir depuis un an et demi, attribue ces protestations à des « manipulations politiques » tout en reconnaissant qu'il y a « beaucoup de difficultés ». Le chef de l'Etat et le gouverneur de la province de Buenos Aires, Carlos Ruckauf (péroniste), se renvoient la balle, s'accusant mutuellement d'être responsable de la détérioration de la situation.

Antonio Blasco a perdu la sécurité sociale et n'a touché des indemnités de chômage que pendant quelques mois. « La plupart de mes compagnons n'ont rien touché, explique-t-il, car ils étaient employés au noir », comme un grand nombre d'ouvriers en Argentine. Il occupe ses journées à regarder la ribambelle d'enfants qui ne vont plus à l'école et courent parmi les braseros, les femmes qui se relaient pour nettoyer les deux seules toilettes et les adolescents qui déambulent, des bâtons à la main, « pour assurer la sécurité » du campement de misère.

### ANCIENS COMBATTANTS

Près d'un mât où flotte un drapeau argentin délavé, une tente est occupée par un groupe d'anciens combattants de la guerre des Malouines (1982). Un peu plus loin sont installés des jeunes gens de l'association Hijos, qui regroupe les enfants des 30 000 disparus de la dictature militaire (1976-1983). Une délégation des *sin tierras* (sans terres) du Brésil et une fédération de travailleurs uruguayens sont venues apporter leur soutien, alors que cha-



que jour arrivent de nouvelles familles provenant d'autres localités de la province de Buenos Aires et de l'intérieur du pays.

A peine franchie l'avenida General Paz, qui marque la frontière entre Buenos Aires et la province du même nom, commence un autre pays. Une Argentine grise et miséreuse qui n'a plus rien à voir avec la capitale et ses allures européennes. Le district de La Matanza, qui compte officiellement un million et demi d'habitants, et certainement plus si l'on y ajoute les immigrants venus des pays voisins – Pérou, Bolivie, Paraguay – sans papiers et

sans domicile fixe, reflète la nouvelle réalité sociale d'un pays plongé depuis trois ans dans une profonde récession. Pas de signes de reprise de la production ni de la consommation. Quatre millions de chômeurs et de sous-employés au niveau national.

A La Matanza, le taux de chômage est estimé à 30 %. Les grandes usines, Mercedes Benz, Volkswagen, la fabrique sidérurgique d'Acindar, les entrepôts frigorifiques et des centaines de petites entreprises ont fermé leurs portes ou tournent au ralenti. Selon des chiffres officiels, près de 40 % des habitants de La Matanza vivent en dessous du seuil de pauvreté. Parmi eux, 60 % sont des « nouveaux pauvres » qui proviennent d'une classe moyenne qui par le passé faisait l'orgueil de l'Argentine mais qui, au cours des dix dernières années, a perdu son pouvoir économique sous le coup du chômage et des réductions de salaires.

Un climat de colère et de deuil s'est emparé, lundi 21 mai, du campement de La Matanza, noyé sous des pluies torrentielles. Luisa Alegre, une retraitée de soixante-trois ans, qui participait au mouvement des piqueteros, est morte au petit matin d'une insuffisance cardiaque. « Ici, les conditions de vie sont particulièrement dures pour les enfants et les personnes âgées. Ils mangent mal, dorment à même le sol et sont mal habillés pour affronter le froid, sans parler de l'état de dépression dans lequel ils se trouvent » souligne Miguel, un médecin volontaire.

Ch. Le.

## Une économie toujours au bord du gouffre

QUARANTE milliards de dollars : c'est le montant du « blindage » financier dont dispose l'Argentine pour éviter de faire faillite. Inquiète des répercussions que pourrait avoir un défaut de paiement de ce poids lourd latino-américain sur l'ensemble des pays émergents, la communauté internationale n'a pas ménagé ses efforts. Le gouvernement du président De la Rúa et, surtout, son ministre de l'économie, Domingo Cavallo, s'est il est vrai montré docile vis-à-vis du Fonds monétaire international (FMI), dont seule l'imprimatur permet de drainer des fonds et d'ouvrir la voie à une restructuration d'une dette de plus de 150 milliards de dollars.

Les conditions en sont sévères mais répondent aux canons économiques de l'institution multilatérale : réduction du déficit budgétaire, hausse des taxes et engagement sans faille de l'équipe argentine à la loi de convertibilité du peso et du dollar américain sur la base d'un

pour un. Autant de mesures douloureuses pour la population. La parité peso-dollar, qui a permis lors de son instauration en 1991 – par le même Domingo Cavallo –, d'éradiquer une inflation à trois chiffres, va aujourd'hui à contre sens de l'intérêt du pays, la banque centrale ayant dû remonter ses taux d'intérêt dans le sillage de la Réserve fédérale américaine alors que son économie est déjà en plein marasme.

### CERCLE VICIEUX

Le gouvernement n'a pour l'instant pas d'alternative. Dévaluer « à chaud » provoquerait une crise financière aux effets dévastateurs aussi bien pour les entreprises argentines que dans les pays voisins. Le FMI a donc réaffirmé son soutien et encouragé les autorités argentines en annonçant, lundi 21 mai, qu'il débloquait une nouvelle tranche de 1,2 milliard de dollars sur la ligne de crédit de 13,4 milliards de dollars dont dispose Buenos Aires auprès de l'institution.

Cette décision a été prise par le conseil d'administration du Fonds à l'issue du troisième examen de la situation économique de l'Argentine effectué dans le cadre de l'obtention de cette ligne de crédit. Elle est intervenue après que le gouvernement et un groupe de banques sont parvenus à « un accord de principe » sur la restructuration d'une partie de sa dette privée qui va permettre à Buenos Aires d'échanger des obligations arrivant prochainement à maturité contre de nouveaux titres à échéances plus éloignées. Ce répit est bienvenu.

Le pays est pourtant loin d'être tiré d'affaire. La croissance économique s'est encore contractée au premier semestre 2001 et l'objectif du FMI de 2 % (après -2 % en 2000) semble ambitieux. La collecte budgétaire a encore diminué de 9 % en avril par rapport à la même période de 2000 en raison de la contraction de l'activité mais également de l'évasion fiscale. Les réserves de changes ont baissé de 7 milliards

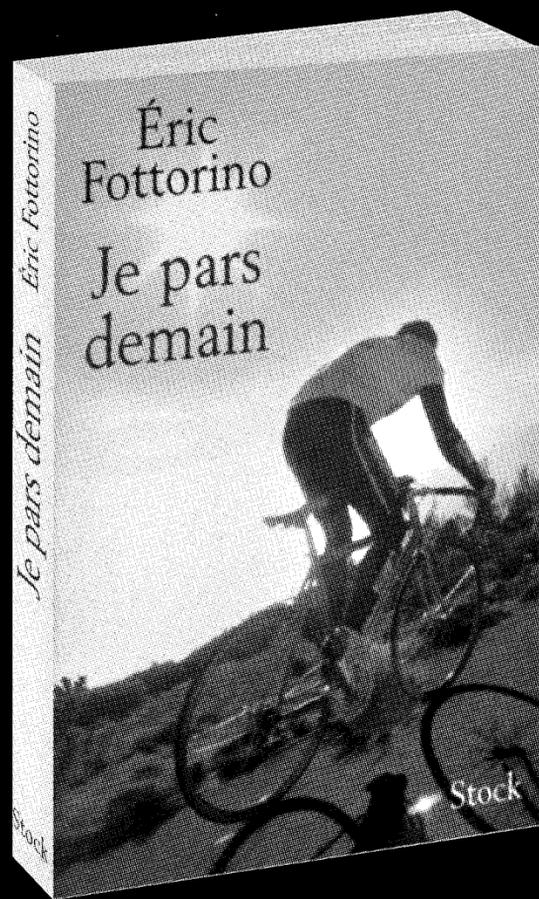
de dollars pour atteindre 28 milliards début mai.

Si, au bout du deuxième trimestre de l'année, l'Argentine ne montre pas de signes de sortie du cercle vicieux ajustement budgétaire-récession, le soutien de la classe politique à Domingo Cavallo pourrait s'effriter dans la perspective des élections législatives. Un scénario pessimiste ne peut donc pas être totalement écarté.

Un échec total du plan Cavallo (persistance ou accroissement de la volatilité sur la scène internationale, ralentissement prolongé de l'économie américaine, méfiance accrue des marchés, rupture d'un équilibre politique interne) déboucherait alors sur un défaut à chaud, l'effondrement du système de currency-board et la dévaluation ou la dollarisation, ou encore la dollarisation après une dévaluation. Le « blindage » financier n'aura alors servi qu'à reculer l'échéance.

Babette Stern

Aujourd'hui  
mercredi 23 mai  
Saint-Cyprien – Pézenas  
190 km



Un écrivain  
dans le peloton

Stock

# L'Espagne menace de bloquer le sommet européen de Göteborg

Madrid redoute de faire les frais de l'élargissement de l'Union

Les perspectives d'élargissement de l'Union européenne vont modifier la politique de solidarité économique envers les pays les plus pauvres de l'Union. L'Espagne

risque d'en faire les frais au profit des nouveaux venus. Pour appuyer ses revendications, Madrid menace de s'opposer au projet de libre circulation des travailleurs.

BRUXELLES

de notre bureau européen

Le forum sur la politique de cohésion qui a eu lieu, lundi 21 et mardi 22 mai, s'est tenu sur fond de discord communautaire. L'Espagne menace en effet de faire capoter un accord entre les Quinze sur le principe de la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union. Ce qui ne manquerait pas d'entraîner une crise lors du conseil européen de Göteborg des 15 et 16 juin. Ce forum, organisé par Michel Barnier, commissaire européen chargé de la politique régionale, a mis l'accent sur l'un des défis majeurs de l'élargissement : quelle devra être la politique de solidarité économique des pays et des régions riches de l'Europe envers les plus pauvres, lorsque l'Union regroupera 20 ou

imposer à ses pairs de lui accorder une sorte de garantie politique s'agissant des fonds structurels. En substance : puisque l'effet mécanique de l'élargissement va entraîner un nivellement du budget des fonds structurels, l'Espagne veut obtenir l'assurance qu'elle ne pâtira pas financièrement de cette situation.

Afin que le message passe, Madrid l'a assorti d'une menace à peine voilée : faute d'obtenir satisfaction, l'Espagne n'acceptera pas le consensus en gestation visant à accepter la revendication de l'Allemagne et de l'Autriche, qui, soucieuses de la concurrence sur leur marché du travail, demandent une période transitoire de sept ans pour que soit mise en œuvre la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union. Du coup, le « chantage » espagnol s'est heurté à une détermination d'autant plus forte que l'Allemagne et la France font front commun et sont soutenues par la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et le Danemark. Pas question d'accorder à l'Espagne un traitement de faveur. Pas question non plus pour Madrid d'obtenir une sorte de gage sur les futures perspectives financières de l'Union qui doivent entrer en vigueur après 2006 et ne devraient pas être négociées avant 2004-2005.

Dès lors, quelle attitude adopter avec José Maria Aznar ? Le laisser s'enfermer dans le piège qu'il a lui-même entretenu ? Telle est la position de l'Allemagne, ulcérée par le chantage espagnol. Berlin ne serait, d'autre part, pas mécontent de rendre la monnaie de sa pièce à l'Espagne, qui s'est livrée à la même tactique lors du sommet européen d'Amsterdam, en 1997. « L'Espagne n'aura aucune garantie ; elle a l'habitude de prendre l'Union en otage. Aznar doit prendre ses responsabilités politiques à l'égard des pays candidats et de l'ensemble du processus d'élargissement », martèle un diplomate allemand.

La France est plus mesurée. Outre qu'elle apprécie cette occasion d'attester une solidarité franco-allemande retrouvée, Paris n'est pas en désaccord sur le fond. « Suivre l'Espagne, c'est ouvrir la boîte de Pandore : nous pourrions exiger des

assurances identiques sur la politique agricole commune ; les Britanniques pourraient faire de même s'agissant de leur "chèque" et l'Allemagne pourrait exiger que son solde net au budget communautaire diminue après l'élargissement », souligne un responsable français. Madrid semblait avoir compris le message, jusqu'au moment où – divine surprise –, Giulio Tremonti, probable ministre des finances de Silvio Berlusconi, a souligné que l'Italie devait d'abord penser au Mezzogiorno (sud de la Péninsule) et que l'élargissement devrait se dérouler selon un calendrier « raisonnable ». Bref, la possibilité d'un front italo-espagnol renforcé par la nouvelle solidarité de centre droit des gouvernements de Rome et de Madrid est une « nouvelle donne » importante pour l'Europe. Les « pauvres » du Sud contre les « riches » du Nord : les ingrédients sont réunis pour une crise politique à Göteborg.

Laurent Zecchini

► www.lemonde.fr/ue

« Pauvres » du Sud contre « riches » du Nord : les ingrédients sont réunis pour une crise politique

27 Etats membres ? Si celle-ci doit être aussi généreuse qu'aujourd'hui, deux solutions se présentent : soit le budget communautaire consacré aux fonds structurels augmente nettement, soit les Quinze acceptent davantage de sacrifices au profit des « nouveaux pauvres » que sont la plupart des pays candidats.

Cette incertitude inquiète les pays qui bénéficient le plus de la politique de cohésion, tels l'Espagne, la Grèce et le Portugal. « Pauvres » aujourd'hui, ils deviendront de facto « riches » dans la grande Europe. Lors du sommet européen de Nice, en décembre dernier, José Maria Aznar avait obtenu de maintenir la règle du vote à l'unanimité s'agissant de la politique régionale. Fort de ce succès, la diplomatie espagnole s'est enhardie et fourvoyée. Elle a cru qu'elle pouvait

## La Commission s'oppose à l'extension du dépistage de l'ESB réclamée par Paris

BRUXELLES

de notre bureau européen

Le conseil des ministres de l'agriculture des Quinze, réuni mardi 22 mai à Bruxelles, a permis à Jean Glavany, ministre français de l'agriculture, de répondre aux accusations de la commission d'enquête du Sénat sur sa gestion de la crise de la vache folle. Il a ainsi fait remarquer que la France, lorsqu'elle veut imposer le principe de précaution, n'est pas toujours suivie sur le plan communautaire.

Comme il l'avait déjà annoncé dans un entretien au Monde (Le Monde du 19 mai), M. Glavany a proposé que les Quinze étendent les tests de dépistage de l'ESB aux bovins âgés de plus de 24 mois, au lieu de 30 mois actuellement. Le ministre a voulu non seulement manifester une certaine prudence par rapport au risque de transmission de la maladie de la vache folle, mais également faire en sorte que la viande française reste compétitive par rapport à la viande allemande. L'Allemagne, convertie à la rigueur depuis que des cas de vaches folles ont été découverts, pratique les tests de dépistage dès l'âge de 24 mois. Du coup, certains de ses opérateurs refusent d'acheter de la viande française parce qu'ils la jugent moins sûre que la leur. Ce que M. Glavany considère comme une « entrave commerciale ».

La demande de M. Glavany a été fraîchement accueillie par ses collègues. Ces derniers craignent une hausse des dépenses de dépistage. Le commissaire en charge de la santé et de la protection des consommateurs, David Byrne, a fait valoir que, depuis que les tests sur les bovins de plus de 30 mois sont en

vigueur, le plus jeune animal malade dépisté n'était âgé que de 42 mois. Pourtant, l'Allemagne a détecté deux cas d'animaux malades âgés de 28 mois seulement.

M. Byrne a donc opté pour une solution de compromis : l'abaissement de l'âge du dépistage à 24 mois, voire moins, pour les seuls animaux « à risques ». M. Glavany a aussitôt désapprouvé cette proposition. Les animaux à risques sont des animaux manifestement malades, qui ne sont donc pas destinés à la chaîne alimentaire. Il faut, selon le ministre, s'en tenir à la méthode qui consiste à tester tous les bovins entrant dans la chaîne alimentaire.

L'ÉTONNEMENT DE M. GLAVANY

M. Glavany s'est dit étonné « que l'on s'attache à tester des animaux qui n'entreront pas dans la chaîne alimentaire et que l'on veuille prendre moins de précautions pour ceux qui ont vocation à être mangés ». M. Byrne a proposé que les Etats soient autorisés à faire, sur une base nationale, plus que ce que leur imposait la norme européenne. Et cela, à condition que les importations en provenance des autres pays de l'Union ne soient pas réduites. En conséquence, M. Glavany s'est dit prêt à autoriser en France les tests sur des bovins de 24 mois.

Le comité vétérinaire permanent de l'Union se penchera le 8 juin sur les propositions de M. Byrne. Cette instance devrait aussi se prononcer sur l'introduction de tests pour les moutons et examiner également la possibilité de ne plus faire abattre systématiquement un troupeau lors du dépistage d'un animal malade.

Rafaële Rivais

# L'ex-président autrichien Kurt Waldheim reste indésirable aux Etats-Unis

Malgré les démarches entreprises par le gouvernement de Vienne, l'administration américaine refuse de réexaminer le cas de l'ancien chef de l'Etat, mis en cause pour son passé dans la Wehrmacht

VIENNE

de notre correspondante

L'ancien président autrichien Kurt Waldheim restera sur la liste des personnes jugées indésirables aux Etats-Unis pour avoir participé à des persécutions raciales, notamment aux crimes du nazisme : le verdict est tombé, mardi 22 mai, au lendemain d'une rencontre à Washington entre le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, et la ministre autrichienne des affaires étrangères, Benita Ferrero-Waldner.

Lundi encore, la ministre assurait pourtant que M. Powell avait promis de « faire réexaminer » cette mesure, prise en 1987 – au sommet de la polémique autour du passé de M. Waldheim dans la Wehrmacht – et que ses amis conservateurs ont toujours dénoncée comme une injustice. Un nouvel espoir de le tirer de ce long purgatoire avait surgi avec l'avènement de l'administration Bush, qui ne manifeste pas d'hostilité de principe à la coalition de droite au pouvoir à Vienne, et surtout depuis que les services secrets américains ont ouvert, fin avril, leurs archives sur plusieurs

figures majeures du III<sup>e</sup> Reich ainsi que sur M. Waldheim.

Les Autrichiens ont été soulagés d'apprendre que ce dossier n'a rien révélé d'inédit : le jeune lieutenant Waldheim, incorporé dans les services de renseignement de la Wehrmacht lors de la campagne des Balkans, n'a sans doute jamais participé en personne à des crimes de guerre, même s'il pouvait difficilement ignorer – comme il l'a pourtant soutenu devant une commission internationale d'historiens – l'extrême brutalité des sévices perpétrés par l'armée allemande contre les civils yougoslaves, ou la déportation de tous les juifs de Salonique à l'époque où lui-même y était cantonné.

UN PASSÉ MAL ASSUMÉ

En vertu de l'« amendement Holtzman » de 1978, un simple soupçon suffit pour que les autorités américaines puissent mettre quelqu'un sur leur liste noire. Mais cette mesure sans précédent, frappant le chef de l'Etat d'un pays allié, sanctionnait surtout le rapport ambigu du président autrichien – et à travers

lui, de nombre de ses compatriotes – avec un passé mal assumé, ses mensonges, puis son incapacité à trouver, au moment opportun, des mots de compassion pour les victimes.

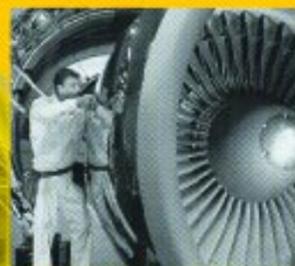
L'ex-président a fait depuis acte de contrition, et fréquente les cérémonies du souvenir organisées en Autriche avec l'assiduité d'un détenu qui s'efforce, par son comportement exemplaire, d'obtenir une remise de peine. Pourtant, comme l'écrivait récemment le quotidien Standard, rayer le nom de Waldheim de la liste noire reviendrait pour Washington à accorder soudain un satisfecit à « une attitude mensongère envers le passé nazi », au moment où le chancelier Schüssel a choisi de gouverner avec un parti d'extrême droite – le FPÖ – dont certaines franges ont du mal à répudier une idéologie nauséabonde : selon une étude récente, 80 % des électeurs du FPÖ – qui recueille toujours 20 % des intentions de vote – pensent que les juifs n'ont pas leur place en Autriche.

Joëlle Stolz

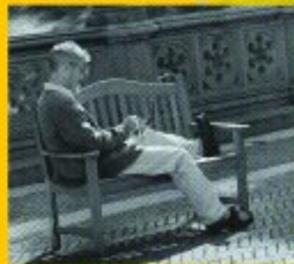
## ALLEZ JUSQU'AU BOUT DE VOS IDEES



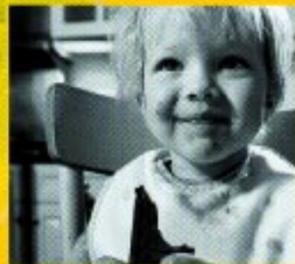
PLACES DE MARCHÉ



RELATION FOURNISSEUR



TECHNOLOGIES DU FUTUR



RELATION CLIENT

# SAP

## E-BUSINESS FORUM

## LE RENDEZ-VOUS DE LA NOUVELLE, NOUVELLE ECONOMIE

La révolution de la relation client : saurez-vous entrer dans les nouvelles logiques qu'impose Internet ? Comment la supply-chain va-t-elle conditionner la réussite des stratégies e-business ? Comment intégrer les places de marché dans votre stratégie d'entreprise ? Quelles seront demain les technologies gagnantes pour votre système d'information ? Autant d'interrogations qui seront abordées pendant ces deux journées, avec un cycle de conférences plénières, plus de 50 ateliers pédagogiques, une place de marché LIVE, plus de 75 exposants... **SAP e-Business Forum**, 2 jours pour vous aider à transformer les promesses de l'e-business en stratégie d'entreprise gagnante.

[www.sap.com/france/ebusinessforum](http://www.sap.com/france/ebusinessforum)

**PARIS**  
29-30 mai 2001  
PALAIS DES CONGRES

THE BEST-RUN E-BUSINESSES RUN SAP



# Climat tendu en Kabylie, où les émeutes continuent

Des incidents isolés sont ressentis comme des provocations par la population. A la colère des jeunes s'ajoute l'exaspération des adultes



**ALGER**  
correspondance

La situation demeure tendue en Kabylie, en particulier dans plusieurs localités de la wilaya (préfecture) de Bejaïa où de violents affrontements ont encore opposé, mardi, de jeunes manifestants aux forces de l'ordre. Dans certaines de ces localités, il règne un véritable climat d'intifada, avec des pneus allumés et des jets de pierres auxquels répliquent les forces anti-émeutes à coup de gaz lacrymogènes.

En l'absence de signaux forts de la part d'un pouvoir toujours enfermé dans son mutisme, le succès de la « marche noire » de Tizi-Ouzou, lundi, n'a pas suffi à apaiser les esprits. Des actes ressentis comme des provocations ont encore attisé la colère des uns et des autres. Dans la localité d'Aokas, par exemple, des commerces ont été saccagés et la population accuse les forces de l'ordre d'être les auteurs de ces pillages. Aux jeunes émeutiers s'ajoutent ainsi un certain nombre d'adultes, exaspérés comme eux.

A El-Kseur, une fillette de six ans est morte asphyxiée par des gaz lacrymogènes tombés dans la cour de sa maison. Cinq autres personnes ont été blessées. La ville est entourée de longues fumées noires des pneus incendiés par les jeunes manifestants. A Souk el-Tenine, les mêmes scènes de violence ont été enregistrées. A Tichi, des édifices publics ont été saccagés par des jeunes qui s'opposaient aux forces de l'ordre. A Maatkas, la situation a failli dégénérer complètement, alors que tout au long de la journée des jeunes exigeaient le départ du chef de la brigade de la gendarmerie.

## LE BACCALURÉAT REPORTÉ

A Azazga, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, les émeutes ont repris après la provocation d'un gendarme qui a démolé une plaque commémorative au nom d'un jeune, mort il y a une quinzaine de jours au cours des affrontements. Le chef de *daira* (sous-préfecture) et le père de la victime ont remis la plaque en place un peu plus tard, mais cela n'a pas suffi à calmer la colère des jeunes.

Les adultes ainsi que les comités de village ont de moins en moins

d'emprise sur des jeunes dont la colère serait entretenue délibérément par des actes de provocation, à en croire certains. La seule note positive - et tardive - est venue du chef du gouvernement algérien qui a décidé de reporter les examens du baccalauréat au 28 juillet dans les wilayas de Tizi-Ouzou et Bejaïa et dans quelques sous-préfectures de la wilaya de Bouira. Une mesure insuffisante pour les parents d'élèves qui réclament l'organisation d'une seconde session du baccalauréat en septembre.

## LA « HOGRA » DU POUVOIR

Maître Mohand Issad, en charge de la commission d'enquête voulue par le président Abdelaziz Bouteflika (mais très largement boycottée par la population et les organisations politiques et sociales de Kabylie), semble cependant commencer à prendre la mesure de la colère de la population. Selon ses premières constatations, la *hogra* (le mépris), la corruption, l'abus de pouvoir, les dépassements, l'absence de contrôle des agents de l'administration par leur hiérarchie, sont à l'origine des émeutes. « Les gens se plaignent des abus, de l'arrogance et de l'agressivité notamment des services de sécurité. C'est la grande constatation que j'ai faite (et transmise) à la commission de réforme de la justice et qui s'annonce déjà comme un des prémisses, un des facteurs, un des motifs déclenchant des événements que nous venons de vivre », a-t-il déclaré à la radio nationale.

Reste que le silence du président Bouteflika et l'apparente paralysie de l'appareil d'Etat n'ont pas fini d'inquiéter. Comme le note *Le Quotidien d'Oran*, le pouvoir donne l'impression d'être « totalement paralysé, impuissant à prendre des initiatives pour éviter le retour aux émeutes et à la violence qu'engendre la répression ». Toujours selon ce journal, les proches du chef de l'Etat sont « convaincus qu'un complot est en cours contre lui », et que les manifestations de Kabylie n'en sont qu'une des facettes. Le but serait de « discrediter Abdelaziz Bouteflika, avant de le (mettre) à la porte de la présidence ».

► www.lemonde.fr/algerie

# L'élection présidentielle au Tchad est entachée de multiples fraudes

Des irrégularités dans le recensement et les opérations de vote invalident un quart des suffrages

Le premier tour de l'élection présidentielle au Tchad, qui a eu lieu dimanche 20 mai, souffre de multiples fraudes. Recensement manipulé, opé-

rations de vote soustraites à tout contrôle en milieu nomade, font douter de la validité de ce scrutin. L'électorat du nord du pays, réputé favo-

rable au président sortant, Idriss Déby, aurait été « gonflé » lors de la dernière inscription sur les listes électorales.

## N'DJAMENA

de notre envoyé spécial

Le premier tour de l'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu au Tchad, dimanche 20 mai, est entachée d'une fraude organisée d'une ampleur telle que la validité du scrutin peut être remise en question. Les effets cumulés d'un recensement délibérément manipulé, puis des opérations de vote - notamment en milieu nomade et à l'étranger, soustraites à tout contrôle - jettent un doute sur la régularité d'au moins un quart des suffrages exprimés. La trentaine d'observateurs internationaux qui, sous la houlette de la Francophonie, ont suivi l'élection sur place, en se rendant dans 250 des 6 800 bureaux de vote, ont néanmoins estimé, mardi 22 mai, que « dans l'ensemble, le vote s'est déroulé sans difficulté majeure et sans intimidation ».

« Nous sommes venus pour assister au vote. Nous n'avons pas à nous prononcer sur le recensement électoral, qui était antérieur », a expliqué leur porte-parole, Idé Oumarou, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). « Je constate que les six candidats de l'opposition sont entrés en lice. Il y a donc eu consensus national. » Introduit par l'opposition, un recours contre l'irrégularité du recensement est cependant devant la chambre administrative de la Cour constitutionnelle. M. Oumarou a précisé qu'il n'avait pas de « nouvelles » du vote en milieu nomade et à l'étranger, en particulier en Libye, au Soudan et en Arabie saoudite où réside la grande majorité du demi-million d'électeurs expatriés qui représentent 12 % du corps électoral.

Mardi soir, alors que les procès-

verbaux affluaient à la Commission électorale nationale indépendante (CENI), à N'Djamena, depuis l'intérieur du pays et depuis l'étranger, des sources proches de l'organisme chargé du dépouillement indiquaient que le président Idriss Déby, candidat à sa succession, l'avait emporté en milieu nomade et dans les pays d'émigration, « partout avec plus de 80 % ».

Au Soudan, où 133 bureaux de vote avaient été installés, le verdict

Saleh, seul candidat de l'opposition issu du nord, comme le chef de l'Etat. A ses yeux, « le vote nomade doit être considéré comme nul et non avenue ».

La volonté de fraude a été manifeste dans l'organisation du recensement, qui est à la base du scrutin. Les experts nationaux, qui avaient pourtant réussi, en 1993, le meilleur recensement depuis l'indépendance, en ont été écartés « au profit de militants du pouvoir, formés à la va-

nes, et que celui des provinces du Bahr el-Ghazal et du Batha-Est a doublé, le nombre des recensés dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, un fief de sudistes, a été amputé du tiers des citoyens en âge de voter. Néanmoins, l'opposant Ngarlejo Yorongar y a battu le chef de l'Etat, en emportant 39 % des voix.

## CONTESTATION MINIMISÉE

Lors de la dernière présidentielle, en 1996, « l'essentiel de la fraude a eu lieu lors du dépouillement », a indiqué, sous couvert d'anonymat, un fonctionnaire du ministère de l'intérieur, à l'époque impliqué dans le trucage. « Nous avons modifié les procès-verbaux, parfois de façon grossière. » Les recours étaient alors jugés par la cour d'appel, dont le président a été, depuis, nommé à la tête de la Cour suprême. L'ancien président de la CENI coiffe, pour sa part, la Cour constitutionnelle, qui est désormais appelée à arbitrer les litiges électoraux.

« Le front judiciaire est verrouillé, constate un magistrat, et l'opposition n'a aucune chance de contester l'élection devant les tribunaux. » Les six adversaires d'Idriss Déby devaient rendre public, mercredi 23 mai, un « memorandum » commun pour récuser la validité de l'élection. Dans le camp présidentiel, qui a mené campagne pour une « victoire assurée dès le premier tour », on minimisait la contestation de l'opposition comme un « aveu de défaite ». La CENI, qui refuse de communiquer des résultats partiels, estimait ne pas être en mesure d'annoncer l'issue du scrutin « avant la fin de la semaine ».

Stephen Smith

# L'ONU examine un nouveau régime de sanctions contre l'Irak

## NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le Conseil de sécurité des Nations unies a commencé l'examen, mardi 22 mai, de propositions visant à modifier le régime des sanctions internationales contre l'Irak. Ces propositions, rédigées par Londres et soutenues par Washington, visent à alléger les effets néfastes sur la population civile des sanctions imposées depuis près de onze ans. Ces sanctions économiques, peu efficaces et fort controversées, sont devenues, depuis un certain temps déjà, un cauchemar pour Londres et surtout pour Washington, accusé par un grand nombre de pays et d'organisations non gouvernementales de prolonger la souffrance de la population civile en Irak.

Le texte à l'examen, n'est pas, comme l'affirment Londres et Washington, « une nouvelle approche aux sanctions », car il ne modifie pas en profondeur ses paramètres et n'autorise absolument pas la libre utilisation par Bagdad de ses revenus pétroliers. Il ne permet ni le redémarrage de l'économie irakienne, ni la reconstruction de l'infrastructure du pays, ni même la reprise des investissements. En revanche, il simplifie nettement les procédures d'importations de produits commerciaux. L'importation des biens civils, à l'exception des armes et des produits à double usage (civil et militaire), serait plus facile, alors que le régime actuel est fondé sur le concept selon lequel tout ce qui n'est pas autorisé est interdit. Les contrats commerciaux passés par l'Irak seraient désormais contrôlés par le secrétariat de l'ONU et non plus par le Comité des sanctions, très restrictif, qui en a la charge actuellement. Le contrôle sur les revenus pétroliers de

Bagdad, qui seront toujours versés sur un compte séquestre, serait maintenu. Le texte prévoit enfin la reprise sous contrôle des activités de l'aviation civile en Irak.

Comme prévu, des divergences sont apparues entre les grandes puissances lors des premières consultations sur ce projet. « Un grand nombre de questions doivent être clarifiées avant que le texte puisse être mis aux voix », a lancé mardi, en sortant de la salle du Conseil, l'ambassadeur russe Sergueï Lavrov, qui a lui-même présenté son propre projet de texte. Les Etats-Unis, qui assurent pour le mois de mai la présidence du Conseil, estiment pour leur part que le texte est clair : « Nous levons les contrôles sur le commerce civil de l'Irak, a dit le chargé d'affaires américain, James Cunningham, tout en maintenant la surveillance sur les aspects de sécurité et de désarmement. »

## « DATE ARTIFICIELLE »

Washington et Londres souhaitent que leur texte soit adopté avant le 3 juin, date de renouvellement du programme humanitaire de l'ONU « pétrole contre nourriture » qui permet depuis 1996 à Bagdad de vendre du pétrole pour acheter des biens de première nécessité. Mais les Russes et les Chinois refusent cette « date artificielle » et préfèrent un examen approfondi des propositions anglo-américaines. La France réserve pour l'instant son jugement. A Bagdad, le président Saddam Hussein a d'ores et déjà rejeté ces sanctions qualifiées par les diplomates d'« intelligentes », menaçant en outre de mettre fin au programme humanitaire actuel s'il était modifié.

Les Britanniques ont fait valoir que leur texte vise également à mettre fin à la contrebande de

produits pétroliers qui rapporterait plus de 2 milliards de dollars (2,25 milliards d'euros) de revenus non contrôlés au régime de Bagdad, mais ils ont eux-mêmes regretté le manque de coopération de pays voisins de l'Irak, notamment la Syrie et de la Turquie.

Le texte laisse tout de même sans réponse certaines questions cruciales comme la reprise des inspections de l'armement en Irak, suspendues depuis décembre 1998, celles des bombardements des zones d'exclusion aériennes au nord et sud de l'Irak, et l'aide apportée par Washington à l'opposition irakienne. « Cela confirme ce que nous avons soupçonné depuis un certain temps déjà, à savoir que les Américains ont bien pris la décision de placer leur priorité non plus sur le désarmement de l'Irak mais sur le maintien des sanctions », affirme un diplomate. Selon ce dernier, Washington aurait décidé que les inspections ne sont plus utiles, car « elles ne font que provoquer des crises systématiques obligeant les Etats-Unis à intervenir militairement en Irak ».

Une source arabe résume ainsi le projet de sanctions « intelligentes ». « Elles sont intelligentes mais pour Washington, car elles allégeront les embargos sur les biens civils, ce qui supprime l'argument humanitaire opposé au régime des sanctions, tout en les maintenant indéfiniment. » En effet, ces sanctions ne pourront être levées qu'à la suite d'un feu vert donné par les inspecteurs chargés de vérifier l'état du désarmement de l'Irak et dont le retour à Bagdad ne semble toujours pas d'actualité.

Afsané Bassir Pour

► www.lemonde.fr/irak

# Ariel Sharon demande aux Palestiniens de faire le premier pas

Le premier ministre israélien refuse de s'engager sur le gel de la colonisation

LE PREMIER MINISTRE israélien, Ariel Sharon, a appelé, mardi 22 mai, les Palestiniens à « cesser la violence immédiatement et à revenir à la table des négociations ». Lors d'une allocution radio-télévisée, qui constituait sa première réaction directe au rapport de la commission Mitchell sur les violences, rendu public lundi à New York, M. Sharon a qualifié ce texte de « base positive » tout en considérant qu'il appartenait aux Palestiniens de faire le premier pas.

« Si les Palestiniens acceptent la proposition d'un cessez-le-feu immédiat, nous cesserons le feu immédiatement », a lancé M. Sharon, qui a assuré que « le terrorisme doit prendre fin ». Le premier ministre a

refusé cependant de se prononcer sur le gel de la colonisation prôné par le rapport Mitchell. « Il n'y a pas de lien entre l'arrêt de la violence et la question des colonies. Cette question sera discutée entre les deux parties dans un second temps », a-t-il estimé, ajoutant que « le gouvernement considère la colonisation sous toutes ses formes comme une entreprise d'intérêt national et s'efforcera de la renforcer ».

## CONTACTS AMÉRICAINS

Cette prise de position a été plutôt mal accueillie par les Palestiniens, qui ont qualifié de « supercherie » l'ordre donné à l'armée israélienne « de cesser le feu et d'obéir aux consignes concernant

les tirs, qui ne peuvent avoir lieu que si des vies sont en danger ». Tsahal a procédé, mardi, à cinq incursions dans les zones autonomes palestiniennes. La position de M. Sharon sur les colonies « constitue un rejet clair et évident du rapport Mitchell », a déclaré le secrétaire du gouvernement palestinien, Ahmad Abdelrahmane. « Si les Palestiniens n'entendent pas un mot clair sur la fin de l'occupation et des colonies, ils n'ont pas d'autre choix que de continuer la résistance au moyen de l'intifada », a-t-il ajouté.

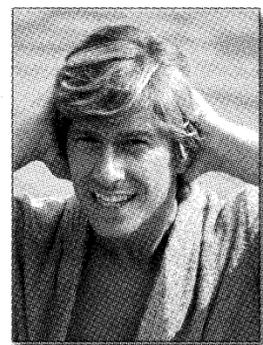
En revanche, le président américain, George W. Bush, a accueilli « favorablement » la déclaration de M. Sharon, ajoutant que les Etats-Unis « salueraient toute déclai-

ration du même type » émanant des Palestiniens. Selon le secrétariat d'Etat, des diplomates américains devraient rencontrer « prochainement » le président palestinien, Yasser Arafat, qui était attendu mercredi à Paris. D'autre part, le nouvel émissaire de Washington au Proche-Orient, William Burns, va se rendre en Israël pour établir les premiers contacts, avant de voir s'il est possible d'aller plus loin dans les négociations. « Pour passer au stade supérieur, il nous faut constater s'il existe des chances de faire des progrès », a estimé un responsable du secrétariat d'Etat. - (AFP. Reuters.)

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

# CALVITIE

## Le choix de la compétence.



Première clinique en France par le nombre d'interventions esthétiques, la **Clinique du Rond-Point des Champs-Élysées** dispose d'un service spécialisé utilisant toutes les techniques modernes permettant la repousse naturelle de vos cheveux.

Prix étudiés et application stricte des règles de sécurité sont nos principes permanents. **Résultat rapide, discret, efficace.**



Conseil gratuit et documentation au  
**01 53 77 26 00**

**Clinique d'esthétique  
du Rond-Point des Champs-Élysées**

61, avenue Franklin D. Roosevelt 75008 PARIS - [www.crpce.com](http://www.crpce.com)

# La libération d'Alpha Condé rend espoir à l'opposition guinéenne

L'ancien candidat à l'élection présidentielle reste privé de ses droits civils et politiques

Alpha Condé, l'opposant guinéen emprisonné depuis décembre 1998, ne souhaite pas s'exprimer publiquement, au lendemain de sa libération,

sur son avenir politique. Il dit songer d'abord à remercier tous ceux qui, en Afrique, en Europe et aux Etats-Unis, sont intervenus en sa faveur

auprès du régime du président Lansana Conté. Mais il reste pour ses sympathisants le leader du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG).

## DAKAR

de notre correspondante

Depuis qu'Alpha Condé a été libéré, vendredi 18 mai, sa maison à Conakry ne désemplit pas. Les sympathisants de son parti, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), se pressent en foule pour le saluer. Ils n'avaient pas vu le président du RPG depuis son arrestation, en décembre 1998, au lendemain de l'élection présidentielle à laquelle il était candidat. Et ils retrouvent un leader politique ragaillard.

« Sur le plan moral, je ne me suis jamais senti aussi fort », nous a déclaré M. Condé, joint par téléphone. A l'issue d'un procès qui fut une parodie de justice, le député de l'opposition avait été condamné à cinq ans de réclusion pour atteinte à l'autorité de l'Etat et emploi de la force armée. Alors qu'il avait purgé la moitié de sa peine, le chef de l'Etat guinéen Lansana Conté a finalement fait le geste que beaucoup attendaient de lui en gracieant l'opposant, mais sans toutefois l'amnistier. En conséquence, Alpha Condé reste privé de ses droits civils et

politiques, ce qui hypothèque son avenir public. Mais pour l'heure, l'opposant ne souhaite pas aborder publiquement cette question. Il veut d'abord remercier ceux qui ont intercedé en sa faveur, en Guinée et en Afrique. Puis il compte aller en France pour des examens médicaux et poursuivre sa tournée de remerciements « en Europe et aux Etats-Unis ».

## RÉPROBATION DISCRÈTE

Des pressions ont en effet été exercées sur le président Conté. L'Assemblée parlementaire de la francophonie avait demandé la libération d'Alpha Condé et de ses coaccusés. La France avait discrètement fait état de sa réprobation. Des chefs d'Etat africains avaient plaidé la cause de l'opposant et appelé à la réconciliation nationale, comme le président Wade du Sénégal.

Les députés guinéens étaient aussi passés à l'offensive, mais en vain : le président Conté continuait de faire la sourde oreille. Pourquoi a-t-il finalement cédé ? « Il a voulu montrer qu'il décide seul et n'agit

pas sous la pression », estime le député Bâ Mamadou, qui préside la Coordination de l'opposition démocratique (Codem). De fait, la radio et la télévision officielles guinéennes ont pris soin d'indiquer que M. Condé a été libéré « sans la pression d'une quelconque chancelerie ». Et ces médias d'Etat s'en sont pris aux « donneurs de leçons », en particulier au ministre français de la coopération, lequel avait déclaré lundi sur les ondes de RFI que la libération de M. Condé contribuerait à rompre l'isolement de la Guinée. « Charles Josselin ignore-t-il que la Guinée n'est pas une terre conquise et qu'il s'agit de la même Guinée que celle qui, en 1958, a dit non à de Gaulle ? », ont-ils lancé.

Le président Conté reste d'ailleurs intransigeant sur un autre dossier. Depuis que des « rebelles » ont lancé, en septembre 2000, des attaques aux frontières du pays avec le Liberia et la Sierra Leone, le chef de l'Etat guinéen refuse de renouer le dialogue libérien, en dépit des appels au dialogue lancés par ses partenaires de l'OUA et de la Communauté économique des

Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Les sanctions imposées début mai par l'ONU au Liberia, notamment l'embargo sur les livraisons d'armes et les exportations de diamants, ont certes quelque peu déplacé l'attention sur son homologues libérien, accusé de soutenir les rebelles sierra-léonais. Mais le président Conté reste confronté à une situation tendue, aux frontières et sur le plan intérieur.

La libération de M. Condé semble avoir renforcé la détermination de l'opposition. Pour l'ancien premier ministre Sydia Touré, M. Condé doit recouvrer tous ses droits « pour participer à la recherche d'une solution au mal guinéen », caractérisé, selon lui, par « la mal-gouvernance ». Et Bâ Mamadou exige de nouveau « la création d'une commission électorale indépendante pour la tenue d'élections libres et démocratiques ». Car il faudra bien renouveler l'Assemblée, dont le mandat devait prendre fin en 2000, et sans nul doute compter avec Alpha Condé.

Brigitte Breuillac

# Les talibans imposent un signe distinctif aux hindous afghans

L'Inde déplore « un acte de discrimination » contre les minorités non musulmanes du pays. Le Quai d'Orsay dénonce une « mesure indigne »

LES AFGHANS non musulmans devront prochainement porter un signe distinctif qui permettra de les différencier des autres, a affirmé, mardi 22 mai à Kaboul, le ministre taliban pour la répression du vice et la propagation de la vertu (police religieuse), Mohamed Wali. « Les oulémas ont promulgué une fatwa spécifiant que les membres de la population non musulmane devraient porter une marque distinctive, telle qu'un morceau d'étoffe attaché à leurs poches, de manière à pouvoir être différenciés des autres », a déclaré M. Wali à l'agence afghane Bakhtar. Le ministre a précisé qu'aucune date d'application n'avait encore été décidée, nous signale notre correspondant en Asie du Sud.

D'après le ministre taliban, la mesure va concerner les seuls hindous, les sikhs étant reconnaissables par leurs turbans, a indiqué M. Wali, en affirmant qu'il n'y a pas de juifs ni de chrétiens afghans. A Kaboul, la communauté hindoue et sikh ne dépasse pas cinq cents personnes, dont une trentaine sont hindoues (Le Monde

du 24 mars). Deux temples hindous et un temple sikh y sont toujours en activité.

Selon les informations recueillies dans la capitale afghane par notre correspondante régionale, Françoise Chipaux, la police religieuse multiplie en ce moment les raids contre les minorités, et les extrémistes du régime ont actuellement le vent en poupe.

Cette énième mesure de ségrégation décidée par le régime taliban a conduit l'Inde à déplorer « un acte de discrimination contre les minorités ». En France, le Quai d'Orsay a protesté aussi promptement : « Je dois relever la mesure indigne par laquelle les Afghans hindouistes doivent porter un signe distinctif sur leurs vêtements », a déclaré son porte-parole, François Rivasseau.

« Forcer certains groupes à porter des tenues vestimentaires distinctes ou des marques distinctives est une manière de mettre au ban, d'isoler ces groupes et ne peut jamais, jamais être justifié », a réagi le porte-parole du département d'Etat américain.

# Un transfuge républicain menace la majorité de M. Bush au Sénat

WASHINGTON. Le sénateur républicain du Vermont, Jim Jeffords, devait annoncer, mercredi 23 mai, s'il quittait le Parti républicain pour le Parti démocrate. Cette défection donnerait aux démocrates la majorité au Sénat américain, pour l'instant équilibré entre les deux partis (50 sénateurs chacun).

Agé de 67 ans, M. Jeffords est un républicain modéré, de plus en plus mal à l'aise dans un parti très conservateur. Il vote souvent avec les démocrates, par exemple sur l'avortement ou l'environnement. Il s'est récemment opposé au projet de budget du président Bush. Face à cette menace de défection, le cabinet de M. Bush tente de persuader le sénateur démocrate Zell Miller (Géorgie) de rejoindre le camp républicain. - (AP.)

# Le traité sur les polluants les plus toxiques (POP) signé à Stockholm

STOCKHOLM. Une centaine de pays devaient signer, mercredi 23 mai à Stockholm, une convention visant à éliminer douze des polluants organiques persistants (POP) les plus toxiques au monde, tels que les dioxines et les furanes. La Convention a été négociée, le 10 décembre à Johannesburg, sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) (Le Monde du 13 décembre 2000). Les douze produits visés par le traité ne sont plus fabriqués dans la majorité des pays développés, ce qui explique l'empressement de Washington à signer le traité - l'administration de M. Bush prenant argument de cette signature pour affirmer qu'elle prend sérieusement en compte les questions d'environnement.

En marge de la conférence, le ministre suédois de l'environnement, Kjell Larsson, a stigmatisé le plan énergétique de l'administration Bush, jugeant qu'il était « impensable » que celui-ci puisse être bénéfique pour la santé de la planète. - (AFP.)

## DÉPÊCHES

■ **MACÉDOINE** : les autorités de Skopje ont affirmé, mardi 22 mai, que les initiatives en vue d'un règlement pacifique du conflit avec la guérilla albanaise n'avaient pas abouti, laissant entrevoir le recours à un règlement militaire. Les autorités macédoniennes « n'accepteront jamais un dialogue avec les terroristes », a réaffirmé le conseil de sécurité nationale, présidé par le chef de l'Etat, Boris Trajkovski, en accusant « certains membres de la communauté internationale » de donner « un poids égal aux leaders terroristes et aux représentants politiques légitimes de la Macédoine ». Quelques heures plus tôt, la guérilla avait montré un premier signe de fléchissement, libérant un soldat macédonien enlevé le 3 mai lors d'une attaque au cours de laquelle deux autres soldats avaient été tués. L'OSCE a participé ces derniers jours à la recherche d'une solution pacifique, tout en démentant tout contact direct avec l'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine. - (AFP.)

■ **UKRAINE** : le chef de l'Etat, Léonid Kouchma, a proposé, mardi 22 mai, aux députés de nommer au poste de premier ministre Anatoly Kinakh, un député de quarante-six ans, chef du Parti des entrepreneurs et industriels ukrainiens. M. Kinakh a occupé le poste de vice-premier ministre chargé de la politique industrielle (1995-1996), puis celui de premier vice-premier ministre en 1999. Sa désignation doit toutefois recueillir 226 voix dans un Parlement fragmenté. L'Ukraine traverse une crise gouvernementale depuis le vote d'une motion de censure, le 26 avril, contre le premier ministre réformateur Viktor Iouchtchenko. - (AFP.)

■ **EGYPTE** : la France et ses partenaires européens vont se concerter sur les suites à donner à la condamnation du militant égypto-américain des droits de l'homme Saadeddine Ibrahim, a annoncé, mardi 22 mai, le ministère français des affaires étrangères. Saadeddine Ibrahim, professeur de sociologie à l'université américaine du Caire et directeur du Centre Ibn Khaldoun pour la démocratie, a été condamné lundi par un tribunal d'exception égyptien à une peine de sept ans de prison pour diffamation envers l'Egypte et pour avoir perçu illégalement des fonds de l'étranger, en l'occurrence de l'Union européenne. - (AFP.)

■ **SRI LANKA** : dix militaires ont été tués dans l'explosion d'un autocar de la marine qui a sauté sur une mine, mercredi 23 mai, sur une route conduisant à une base navale, ont indiqué les autorités militaires. La même source attribue l'attentat aux rebelles séparatistes tamouls. - (Reuters.)

**BOUM BOUM**

Lorsque les médecins ont besoin d'un matériau fiable, sans effets secondaires, ils ont recours à l'acier. Parce que, pour votre santé, seuls comptent les meilleurs matériaux.

made-of-steel.com

L'acier & Vous

UNE INITIATIVE D'USHOR, ACERAL, ARBED, DILLINGER HÜTTE, GEORGSMARIENHÜTTE, ISAP, SAMSTAL, SALZGITTER GRÜP, THYSSEN-KRUPP-STEEL, WEST-ALPINE STAHL

**PRÉSIDENTIELLE** La mise en circulation de l'euro en janvier 2002 préoccupe les deux responsables de l'exécutif, également candidats potentiels à l'élection présidentielle.

● LE CONSEIL DES MINISTRES du mercredi 23 mai a entendu la présentation, par Laurent Fabius, du dispositif de mobilisation du gouvernement pour le passage à l'euro.

● A L'ELYSEE et à Matignon, on scrute avec attention les initiatives imaginées dans les autres Etats pour prévenir les traumatismes et pour informer les « publics fragiles ». ● LES

SOMMES thésaurisées par les Français sont évaluées à 150 milliards de francs au total. Le gouvernement prend des dispositions visant à faciliter l'échange d'espèces sans

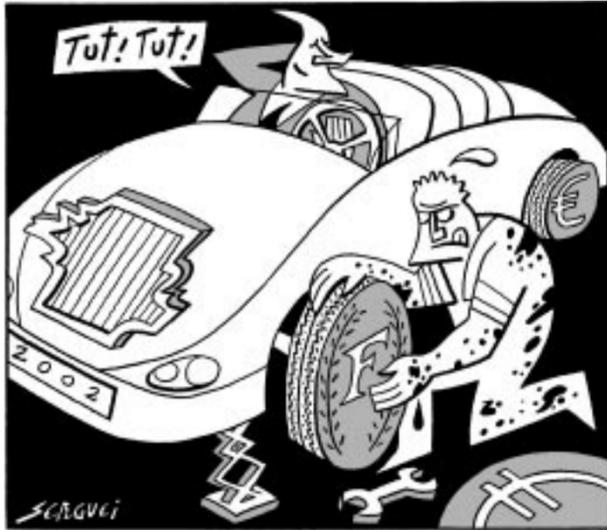
que ces mouvements soient enregistrés. ● L'EURO, qui s'échangeait, mercredi 23 mai, à 0,8587 dollar, a atteint son plus bas niveau depuis octobre 2000.

# L'euro s'impose dans la compétition entre Jacques Chirac et Lionel Jospin

Laurent Fabius a présenté une communication sur l'« euro pratique » lors du conseil des ministres, mercredi 23 mai. Sous l'œil vigilant de l'Élysée, le gouvernement cherche à prévenir les difficultés que soulève la mise en circulation de la monnaie européenne

**SUR** la table du conseil des ministres, mercredi 22 mai, elles étaient là, tout près, mais même le président et les membres du gouvernement n'ont pas été autorisés à les toucher. Moulées dans des blocs en plexiglas, les pièces en euro ont été exceptionnellement sorties des coffres de la Banque de France, ont transité dans la plus grande discrétion par celui du secrétaire général du gouvernement, Jean-Marc Sauvé, pour rejoindre mercredi pendant une petite heure le palais de l'Élysée, avant de reprendre le chemin de la Banque. « L'euro pratique » figurait en effet à l'ordre du jour de ce conseil, avec une longue communication du ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, sur le bilan de la préparation française au passage complet à la monnaie européenne (*lire ci-dessous*). Le président de la République et le premier ministre avaient ensuite prévu, chacun, d'intervenir. L'euro est en effet leur affaire commune : tous deux ont fait ce choix, tous deux seront, à des degrés divers, comptables du succès ou de l'échec de sa mise en place devant le pays.

A l'Élysée comme à Matignon, on affirme haut et fort que la monnaie unique ne peut pas être un objet de polémique entre le président et le premier ministre. « S'il y a de vrais problèmes, le gouvernement ne sera pas seul à être tenu responsable. Cela rejallera forcément de la même façon sur le président. Dans cette affaire, nous sommes solidaires », indique-t-on dans l'entourage présidentiel. « L'euro est le fil bleu du septennat, qui n'en a pas tant que cela... », ajoute un proche



de Jacques Chirac. Cette « solidarité » est d'autant plus revendiquée que chacun doit, dans son camp, s'efforcer de circonscire l'influence des souverainistes. Charles Pasqua à droite, s'il va au bout de ses velléités de candidature, Jean-Pierre Chevènement à gauche.

Les rouages de la cohabitation ont donc parfaitement fonctionné : l'Élysée a été scrupuleusement associé à la préparation de l'entrée en vigueur de la monnaie unique, jusqu'à la consultation du slogan de la campagne d'information gouvernementale ! M. Chirac avait choisi « L'euro fait la force ». Matignon a finalement tranché en faveur de « L'euro, c'est plus facile ensemble ». Depuis près d'un an, le

conseiller économique du président, Jean-François Cirelli, assiste à toutes les réunions d'orientation organisées par le gouvernement.

Mais cette révolution – l'Europe dans la poche – coïncidera avec l'événement majeur de la vie politique, l'élection présidentielle. Les difficultés quotidiennes de conversion des francs en euros, les queues chez le boulanger et chez le charcutier pour vérifier sa monnaie, l'angoisse de se faire avoir sur les prix, l'irritation des commerçants, le souci de convertir discrètement son petit matelas de billets, tout cela constituera la toile de fond sur laquelle, début 2002, apparaîtront les candidats. « Tous les ingrédients des passions et des colères

françaises sont réunis. On peut perdre une élection présidentielle sur l'euro », s'inquiétait, il y a peu, un conseiller du premier ministre. Les proches de M. Chirac relèvent, eux, que la droite a payé son écot politique à l'euro. « Après tout, soupire un élu, on lui doit déjà le virage économique drastique de l'automne 1995 et le choix de la dissolution de 1997... »

## RISQUES POLITIQUES

Parmi les « vigies » politiques du premier ministre, certains tirent régulièrement la sonnette d'alarme. Au gouvernement d'abord, où François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation, a attiré l'attention du premier ministre sur des « clientèles » que les réseaux de l'Élysée ont toujours privilégiées. L'ancien maire (PS) de Quimper, Bernard Poignant, qui a pris l'habitude d'écrire de longues lettres du « terrain » à M. Jospin, a lui aussi mis en garde plusieurs fois sur les risques politiques de l'euro. « Le sujet suppose une grande vigilance de nos élus. Il faut faire attention à l'inquiétude des petits salaires, des petites pensions, des minima sociaux, de toutes ces petites gens qui sont à 50 francs près », a-t-il écrit. « Attention aux prix qui montent et à la petite monnaie mal rendue », ajoute M. Poignant, en rappelant que, derrière le mot « fiduciaire », il y a la foi et la confiance. « La confiance au quotidien dans le maniement de la monnaie, la confiance dans l'Etat dont on craint l'inquisition fiscale, il y a tout cela derrière l'euro, en pleine

campagne présidentielle », observe-t-il.

Les « vigies » de l'Élysée sont elles aussi en alerte. « Les corps intermédiaires – entreprises, artisans, commerçants – ont intégré le dispositif, ils ne se sentent pas seuls sur le sujet, ils sont aidés, formés. L'inquiétude, c'est le citoyen », confirme Jean-Pierre Raffarin, sénateur de la Vienne et ancien ministre des PME. M. Chirac bénéficie encore d'un observateur de poids à Bruxelles en

l'exécutif, futurs rivaux à l'élection présidentielle, sait parfaitement qu'on les jugera aussi, en 2002, à l'aune de leurs qualités de compréhension, d'empathie, d'efficacité sur l'euro. Dans un entretien accordé, mercredi 23 mai, au Parisien, Michèle Alliot-Marie, présidente du RPR, n'a-t-elle pas tracé la ligne de campagne entre MM. Chirac et Jospin en critiquant le « manque d'explication et de pédagogie évident de la part du gouvernement

## Session de formation pour les députés

Les députés aussi entrent en formation. Mercredi 30 mai, une journée « opérationnelle et concrète » sur l'euro est organisée pour eux à l'hôtel de Lassay. Conférences-débats avec Thierry Vissol, le « M. Euro » de Bruxelles, des représentants de Bercy et des services publics, des associations qui s'occupent principalement des populations « fragilisées » (malvoyants, malentendants, personnes âgées, analphabètes, etc.), tout a été conçu pour que chaque député se mobilise ensuite dans sa circonscription et reparte avec la liste de ses interlocuteurs départementaux. « On attend d'eux qu'ils jouent le rôle d'interface entre les associations et les ministères, pour qu'ils relaient telle ou telle demande », explique-t-on au cabinet du président de l'Assemblée nationale, Raymond Forni. La délégation à l'Union européenne, présidée par Alain Barrau (PS), doit aussi organiser des réunions régulières avec les députés jusqu'en février 2002.

la personne de Michel Barnier. L'ancien ministre, devenu commissaire européen, l'informe régulièrement des initiatives intéressantes prises dans tel ou tel pays. Surtout, à l'occasion des réunions régulières qu'il anime dans les régions françaises devant différents publics, il ne manque jamais une occasion de rendre hommage à l'action européenne de M. Chirac.

Derrière l'unité proclamée sur le fond, chacune des deux têtes de

qui, selon elle, attend le passage à l'euro comme une sorte de fatalité ». « Il y a un vrai manque d'anticipation », ajoute-t-elle, avant de défendre tous les avantages du choix de l'euro. Une manière de laisser entendre que l'idée – présidentielle – est bonne mais que la mise en application – gouvernementale – laisse à désirer.

Raphaëlle Bacqué et Pascale Robert-Diard

## Le gouvernement veut faciliter les échanges d'espèces

**LA COMMUNAUTÉ** bancaire s'apprête à voir transiter une partie des 150 milliards de francs thésaurisés, c'est-à-dire épargnés en espèces, par les Français. Le 11 mai, au Comité national de l'euro, où se réunissent régulièrement pouvoirs publics, associations de consommateurs et banques, Lionel Jospin a jeté un pavé dans la mare des banquiers en les incitant à plus de souplesse.

Premièrement, il a émis le souhait que « la somme que chacun pourra échanger hors de son propre réseau bancaire soit fixée à un niveau un peu plus élevé que les 2 000 francs dont il est actuellement question ». Aujourd'hui, il est prévu que pendant la période de transition franc-euro, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 17 février 2002, les banques échangeront les francs contre des euros gratuitement, quel que soit le montant, pour les clients de leurs réseaux, et jusqu'à 2 000 francs pour les autres. « Il faut que les gens comprennent qu'il s'agit d'une opération de dépannage », explique un banquier. Les banques devraient toutefois se laisser convaincre de relever ce seuil à 3 000 francs.

Deuxièmement, à partir du 18 février et jusqu'au 30 juin 2002, les établissements financiers se sont engagés à ce que l'échange des francs reste gratuit pour leurs clients, mais par l'intermédiaire du compte bancaire. « Si je démarche un artisan depuis des années et qu'il se présente au guichet pour changer de l'argent, je ne vais pas l'en empêcher, bien au contraire, explique un banquier, mais je commencerai par lui dire d'ouvrir un compte, et cela se négociera sur un plan commercial. » Au Comité national de l'euro, M. Jospin a indiqué qu'il préférerait que les Français apportant des francs à leur banque, entre le 18 février et le 30 juin 2002, puissent « se voir proposer gratuitement des espèces de même montant en euros et non obligatoirement une inscription sur leur compte ». Certains redoutent qu'une tel-

le souplesse ne facilite le blanchiment d'argent. Les banques souhaitent, elles, que la durée des opérations de change se réduise au strict minimum, afin de ne pas transformer une activité déjà non rentable en un centre de coût. Par ailleurs, une des dispositions du projet de loi portant diverses mesures d'urgence à caractère économique et financier (« Murcef »), adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 2 mai, prévoit qu'à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2001 et jusqu'au 30 juin 2002 les banques ne seront pas susceptibles de poursuites pour complicité de blanchiment d'argent si elles acceptent une opération liée à l'euro – un dépôt ou un échange en euros à partir du 1<sup>er</sup> janvier – pour une somme inférieure ou égale à 10 000 euros, soit 65 595,7 francs.

## PAS DE TRAQUE FISCALE

Cette mesure a été comprise comme signifiant que le gouvernement ne fera pas de traque fiscale à l'occasion du passage à l'euro, afin que cette étape se déroule dans de bonnes conditions. « On ne peut pas confondre ce qui est l'opération de change et le contrôle fiscal, ce sont deux problèmes différents », a expliqué Laurent Fabius, ministre de l'économie et des finances, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI » le 20 mai.

Cependant, les obligations résultant d'une directive européenne de 1991 demeurent : les banques doivent relever l'identité de toute personne qui effectue un dépôt en espèces ou un virement au-delà d'un certain montant et la transmettre à Tracfin, l'organisme chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent du crime organisé. Le seuil fixé par la France, soit 50 000 francs, a été, il y a quelques mois, converti officiellement à 8 000 euros. Les particuliers vont donc se rendre compte, le moment venu, que dès 8 000 euros, leur opération n'est plus anonyme.

Cécile Prudhomme

## Un plan de montée en charge et de mobilisation

**AVOIR** ni perdants ni exclus de l'euro : tel est l'objectif et l'esprit de la communication que devait prononcer le ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, mercredi 23 mai, devant le conseil des ministres. Voici les principaux points de son intervention :

● **Calendrier.** Près de 80 % des 8,14 milliards de pièces ont déjà été produits. Après les 50 000 agences bancaires et postales ou du Trésor public, les commerçants en recevront en décembre, afin de pouvoir rendre la monnaie en euros dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002. A partir du 14 décembre, les particuliers pourront se procurer des sachets d'euros d'une contre-valeur de 100 francs, qui seront diffusés par les banques, La Poste et – sur la base du volontariat – par les buralistes. Le gouvernement veut accélérer l'équipement des derniers distributeurs, initialement prévu à la fin de la première semaine de janvier 2002. Après le 17 février 2002, pièces et billets en francs auront perdu leur cours légal. Jusqu'au 30 juin 2002, ils pourront être échangés dans les banques ou à La Poste. Le gouvernement souhaite que, dans cette période, l'opération soit gratuite et – pour les clients d'une

banque – sans limitation de montant. Le gouvernement entend également favoriser une montée en puissance progressive de l'utilisation des chèques en euros à compter du début de l'automne 2001. Les clients des banques et de La Poste devront être pourvus d'un chéquier en euros au plus tard à la fin du mois d'octobre.

● **La préparation des administrations et des entreprises.** Les ministères sont invités à se mobiliser. L'accent est mis sur la formation des agents et l'informatique en prévision, notamment, du passage de la paie des agents de l'Etat à l'euro à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2001. Dès la prochaine rentrée, les professeurs utiliseront l'euro dans leur enseignement. Guide de préparation, utilisation d'Internet, actions locales et nationales, concours de dessin, en classe de CM1, pour orner la première pièce de collection française : l'école est une « cible » privilégiée. Le gouvernement met en garde les dirigeants de petites entreprises contre les risques auxquels ils s'exposent en cas d'impréparation. Des dérogations en matière de durée du temps de travail pourraient être accordées aux convoyeurs de fonds, banques et experts-comptables.

## Bercy recense les bonnes idées venues d'ailleurs pour informer les « publics fragiles »

**AU PORTUGAL**, l'euro, c'est aussi l'affaire de l'Eglise. Pour toucher toutes les catégories de population, et notamment les plus isolées, les pouvoirs publics ont fait appel à ses services. Dans les bulletins paroissiaux, le gouvernement de Lisbonne édite un encart. A la sortie de la messe dominicale, les prêtres, qui reçoivent une formation accélérée à l'utilisation de l'euro, sont en mesure d'informer les fidèles à son emploi.

Cet exemple de pédagogie quotidienne est rapporté par *La Lettre de l'euro* (n° 71), éditée par Bercy. Le gouvernement français scrute avec attention les initiatives imaginées dans les autres Etats de la zone euro pour prévenir les traumatismes lors du prochain changement de monnaie. A la Commission européenne, une sorte de bourse d'échange informelle s'est mise en place, les commissaires piochant les bonnes idées chez les voisins et les faisant « redescendre » vers les gouvernements de leurs pays d'origine. Des notes rapportent ainsi que l'Autriche, l'Irlande et les Pays-

Bas ont diffusé auprès des commerçants des petits logiciels de calcul de leurs besoins en fonds de caisse ; ou encore que l'Allemagne et les Pays-Bas prévoient d'abaisser la valeur des coupures en monnaie nationale présentes dans les distributeurs de billets dans les derniers jours de décembre.

Géographie, langues, régionalismes... tous les pays de la zone euro ont leurs spécificités dont il faut tenir compte dans la préparation au passage à la monnaie unique. En France, il y a les quatre départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane et la Réunion) ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon, deux collectivités territoriales à statut particulier. Comme en métropole, le basculement à la monnaie unique y est prévu le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Question : combien de pièces et de billets faut-il envoyer là-bas ? « On ne peut pas se tromper. Vous imaginez, s'il faut ensuite faire passer des pièces de la Réunion à la Martinique... », s'inquiète-t-on à Bercy. Des bateaux livreront 275 millions de pièces

d'euros (1 200 tonnes) et 60 millions de billets (60 tonnes) outre-mer. On a aussi prévu de rédiger des formulaires d'informations en tiki-taki, parlé en Guyane.

## UNE CHAÎNE DE FORMATION

Le gouvernement a également mis en place trois programmes d'accompagnement à l'euro des « publics fragiles ». L'un est à l'attention des personnes en situation de précarité économique et sociale, l'autre des personnes âgées, et le dernier des personnes handicapées ou hospitalisées. Il s'agit de former ceux qui le souhaitent et qui sont au contact de ces publics, pour qu'eux mêmes, sur le terrain, forment d'autres volontaires.

Une campagne d'information et de formation est ainsi coordonnée par l'Institut national pour la recherche active (Inrac). L'idée est de former des jeunes retraités – un par canton, c'est-à-dire un peu plus de quatre mille – pour qu'ils aident leurs aînés. « A ce jour, ils sont trois mille deux cents à être formés ou en cours de formation », précise Bercy.

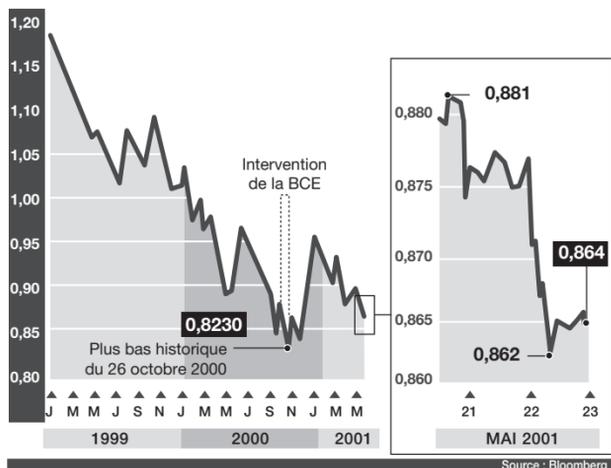
Pour les sourds, la Fédération nationale des sourds de France, en partenariat avec Bercy, a édité un dépliant abondamment illustré. Une cassette vidéo en langage des signes est en cours de réalisation et sera utilisée à partir de juin par un réseau d'amateurs sourds bénévoles. Un agent du ministère, Thierry Demarle, lui-même sourd et correspondant euro pour les sourds, parcourt déjà la France pour animer des conférences en langue des signes.

Quant aux aveugles, l'idée est de leur apprendre à reconnaître pièces et billets avant que ceux-ci n'entrent en circulation. Le 12 mai, dans une cinquantaine de villes, il y a eu, pour la première fois, des exercices pratiques. Mais les malvoyants qui ont pu y assister ont dû se contenter de pièces qui n'avaient pas toutes les caractéristiques de l'euro : les figures n'y étaient pas exactement les mêmes, la direction des monnaies et médailles étant extrêmement réticente à lâcher dans la nature des euros avant le jour J...

Virginie Malingre

## La dégradation de la monnaie européenne

COURS DE L'EURO EN DOLLAR



## La monnaie unique atteint son plus bas niveau depuis six mois

L'EURO est à son plus bas niveau depuis six mois : mercredi 23 mai, dans les premières transactions, il s'échangeait à 0,8587 dollar. La devise européenne est donc encore loin de son plus bas historique (0,8230 dollar) atteint en octobre 2000, mais le recul, depuis quelques jours, n'en est pas moins spectaculaire. Mardi, il perdait plus de 1 % contre le dollar au cours de la séance. Depuis le début de la semaine, l'euro a cédé plus de 2 %. La monnaie unique avait également abandonné, mardi, près de 1,5 % contre le yen, pour retrouver son cours d'il y a deux mois et demi, et touché un nouveau plancher datant de cinq mois et demi contre la livre sterling.

L'euro avait déjà été affaibli, lundi, par la modification de la composition des indices boursiers Morgan Stanley Capital International (MSCI), qui sont utilisés par les gestionnaires de fonds pour comparer leurs performances. Les changements opérés dans ces indices avaient été défavorables à plusieurs pays de la zone euro, dont l'Italie, l'Allemagne et la France. Mardi, la publication de l'indice du climat des affaires en Allemagne de l'institut Ifo a exercé une nouvelle pression sur la devise. L'indice Ifo a atteint son plus bas niveau depuis deux ans en avril, à 92,5 contre 93,9 en mars.

## BAISSE SURPRISE

La situation économique de l'Allemagne préoccupe actuellement bon nombre d'économistes, qui considèrent que la Banque centrale européenne (BCE) a réduit par surprise ses taux d'intérêt le 10 mai pour venir en aide à la croissance allemande. Publiée mercredi, la croissance en Allemagne a été de 0,4 % sur le trimestre, son

plus bas niveau depuis le troisième trimestre 1999, après 2,6 % au quatrième trimestre 2000. En France, les statistiques ne sont guère plus brillantes (*lire ci-contre*) et risquent de peser un peu plus sur l'euro.

Malgré une nouvelle dégradation de la conjoncture européenne, les économistes s'attendent à ce que la BCE, qui se réunit ce mercredi, ne modifie pas ses taux d'intérêt. Ils mettent en avant l'inflation qui resurgit dans la zone euro (2,9 % en avril sur un an). Rien qu'en Allemagne, elle devrait s'inscrire en hausse de 3,2 % au mois de mai sur un an, selon les économistes. Mardi, les prix à la consommation dans le Land de Brandebourg, qui fait partie des six Länder dont les statistiques d'inflation sont utilisées pour le calcul de l'indice provisoire des prix de l'ensemble de l'Allemagne, ont fortement augmenté en mai. Ils sont en hausse de 4,1 % en rythme annuel et de 0,7 % sur le mois.

Autre élément défavorable à la devise européenne et profitable au dollar : les marchés financiers commencent à anticiper un redressement de l'économie américaine. Ils se sont notamment appuyés sur les déclarations optimistes du secrétaire d'Etat au Trésor, Paul O'Neill, qui a estimé, lundi, dans un entretien à la chaîne de télévision Fox, que les Etats-Unis avaient évité la récession et que l'économie allait retrouver « un taux de croissance réelle respectable » d'ici à la fin de l'année. Seul point d'ombre, la statistique du produit intérieur brut au premier trimestre, qui avait surpris par sa hausse de 2 % et qui devrait être révisée en baisse vendredi 25 mai.

C. Pme

## Rivalité belge entre le ministre de la « confiance » et celui des finances

## BRUXELLES

de notre bureau européen

Même en Belgique, où la population est favorable à l'euro, l'introduction de la monnaie unique donne lieu à une sourde rivalité au sein du gouvernement de coalition. Le ministre de l'économie, Charles Picqué, socialiste francophone, trouve que son collègue responsable des finances, Didier Reynders, libéral francophone, empiète sur ses plates-bandes. En vertu d'un partage de compétences établi depuis 1996, M. Picqué a pour mission de guider et de protéger le consommateur, tandis que le grand argentier doit approvisionner le royaume en pièces et en billets.

M. Picqué a le beau rôle. C'est lui qui, fort d'un budget de 120 millions de francs belges (112 millions d'euros), distribue des cadeaux aux « publics cibles » : calculateurs à écran large pour les « seniors », convertisseurs sonores pour les malvoyants, cassettes ou jeux de l'oie pour les écoliers. C'est lui qui invite les commerçants à pratiquer le double affichage en francs belges et en euros, ce sont ses inspecteurs qui veilleront à ce que les clients ne se fassent pas escroquer. Il s'est symboliquement autoproclamé « ministre de la confiance », titre que personne ne lui conteste.

M. Picqué n'apprécie guère que le ministre des impôts communique sur autre chose que la couleur des billets ou le format des pièces.

La moutarde lui est montée au nez le 9 mai, jour de commémoration de l'Europe, lorsque M. Reynders, à l'occasion de visites dans les écoles, a offert des cassettes, dont la distribution n'était prévue que pour la rentrée, et a annoncé la parution de dossiers pédagogiques sans préciser qu'ils étaient confectionnés par le ministère de l'économie.

## ARGUMENT DE RECONQUÊTE

Côté finances, on juge normal que M. Reynders communique sur l'euro. On laisse entendre que ceux qui lui font des reproches sont frustrés de ne pas avoir sa visibilité sur la scène internationale : M. Reynders est en effet président de l'eurogroupe - enceinte informelle réunissant les ministres des finances des douze pays de la zone euro - pour l'année 2001, et, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, la Belgique prenant la présidence tournante de l'Union, M. Reynders présidera en outre l'Ecofin, le conseil des ministres des finances des Quinze. Brillant, boulimique de travail, mais aussi ambitieux et froid, M. Reynders souffre d'un certain déficit de popularité. Il n'est ainsi jamais parvenu à prendre les commandes de son propre parti, bien qu'il ait été le dauphin de son président, Jean Gol. Communiquer sur l'euro lui donne, sur la scène politique belge, une occasion en or d'acquiescer ce charisme qui lui fait défaut.

Rafaële Rivais

## La croissance n'a été que de 0,5 % au premier trimestre 2001, selon l'Insee

En 2001, la progression du PIB devrait être inférieure à 2,5 %, alors que le gouvernement table sur 2,9 %

Les comptes trimestriels, publiés par l'Insee mercredi 23 mai, font apparaître un ralentissement de l'activité sur les trois premiers mois de 2001

plus fort et plus rapide que prévu. La croissance, sur l'année, devrait être inférieure à 2,5 %, alors que le gouvernement table sur 2,9 %. Le ralentissement des investissements explique pour une bonne part cette évolution. La consommation des ménages demeure très dynamique.

LES COMPTES trimestriels, publiés par l'Insee mercredi 23 mai, font état d'un ralentissement de l'économie française plus fort et plus rapide que prévu. Le produit intérieur brut (PIB) n'a en effet progressé que de 0,5 % sur les trois premiers mois de l'année, alors que l'Insee, dans sa dernière note de conjoncture (*Le Monde* du 31 mars), tablait sur un chiffre de 0,8 %. Ce qui donne un acquis de croissance à la France (c'est-à-dire si l'activité stagnait sur les restes de l'année) de 1,6 % à la fin du mois de mars. Et lui enlève une bonne partie de ses chances d'afficher pour l'ensemble de l'année une croissance supérieure à 2,5 %. Si l'activité devait progresser de 0,5 % par trimestre d'ici la fin de l'année, ce qui apparaît aujourd'hui comme une hypothèse fort probable, le PIB enregistrerait au total une augmentation de 2,4 %.

Depuis la fin du mois d'avril, l'inquiétude est de plus en plus perceptible à Bercy. Dans l'entourage de Laurent Fabius, on est, sur la conjoncture, beaucoup plus prudent que par le passé. Et la prévision de croissance pour 2001 (2,9 %), qui avait déjà été revue à la baisse en mars (*Le Monde* du 23 mars), semble de moins en moins réaliste au fur et à mesure de la publication des différentes enquêtes de l'Insee. Pour autant, les experts du gouvernement ne s'attendaient pas à ce que cette dégradation soit visible avant le deuxième trimestre de l'année.

Les effets du ralentissement américain ont été plus importants que prévu sur nos partenaires européens. L'Allemagne semble s'enfoncer dans la morosité. Quant à l'Italie, elle multiplie les signes de faiblesse. Dans ce contexte, le pari

que faisaient la plupart des économistes d'une demande européenne qui serait moteur de la croissance ne peut être tenu. Conséquence, la demande extérieure adressée à la France régresse fortement même si cette chute est partiellement masquée par des ventes exceptionnelles d'Airbus qui viennent gonfler les chiffres. « Hors construction navale, aéronautique et ferroviaire, les exportations diminuent de 2,1 %, et les importations baissent moins rapidement (-1,2 %), ce qui conduit à une contribution négative du commerce extérieur de 0,3 point » à la croissance, calcule l'Insee. Les comptes trimestriels font apparaître, globalement, une contribution positive de 0,3 point.

En sens inverse, les ventes d'Airbus accélèrent artificiellement les déstockages, qui sem-

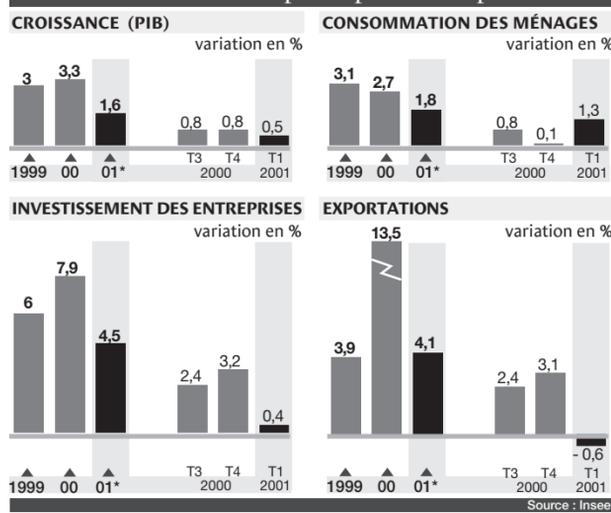
blent ainsi très forts et contribuent négativement à la croissance (-0,8 point). Si l'on exclut cet effet exceptionnel, ils « ne contribuent plus que pour -0,2 point » à la progression du PIB. Au total, ce lissage ne fait que confirmer le ralentissement de la croissance en France : même sans les effets Airbus, la croissance trimestrielle serait de 0,5 %, avec une dégradation du commerce extérieur plus forte qu'elle n'apparaît et un moindre effet du déstockage. « Il y a un ralentissement. C'est indéniable. Ce que l'on évalue encore mal, c'est l'éventuelle reconstitution des stocks qui pourrait soutenir un peu plus la croissance dans les mois à venir », commente-t-on à Bercy, où l'on pointe une demande intérieure qui, elle, reste soutenue.

Globalement, c'est vrai. Elle contribue pour 1 point à la croissance. Mais ce chiffre masque une très forte décélération de l'investissement des entreprises, que personne n'attendait. Celui-ci n'a en effet progressé que de 0,4 % au premier trimestre alors que l'Insee tablait sur une progression de 2,3 %. Quant à l'investissement en seuls produits manufacturés, il régresse (-0,4 %). Il s'agit incontestablement de l'une des plus mauvaises performances dans ce domaine depuis juin 1997. L'enquête que l'Insee doit publier le 29 mai sur les prévisions des entreprises en matière d'investissement sera cruciale. Car, si elle confirme les chiffres du premier trimestre, ce que laissent penser les dernières indications fournies par l'Insee, il ne restera plus à la France qu'un seul moteur de croissance - la consommation des ménages - dont on peut se demander à juste titre s'il résistera longtemps à cet environnement pour le moins morose.

Au premier trimestre, en tout cas, les Français ont énormément consommé (+1,3 %). Les très fortes créations d'emplois (124 000 dans le secteur marchand), les baisses d'impôts et le ralentissement de l'inflation leur ont donné du pouvoir d'achat. Cette dichotomie de l'économie française peut-elle continuer ? A long terme, sûrement pas. Surtout si les ménages perdent confiance. Et si les entreprises, continuant à réduire la voilure, se mettent à embaucher de moins en moins.

Virginie Malingre

## La croissance et ses principales composantes



## Sur les licenciements, l'attitude des communistes reste incertaine

C'EST la faute à « Maxime » ! Mardi 22 mai, à l'heure du déjeuner, Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, donne sa version du

## RÉCIT

Règlements de comptes dans le loft de la gauche plurielle

« malentendu » qu'il y aurait eu entre Maxime Gremetz et Elisabeth Guigou. Lundi soir, en quittant le bureau de la ministre de l'emploi, le député communiste déclarait que M<sup>me</sup> Guigou n'avait pas fermé la porte à « une définition plus stricte » du licenciement économique ni à la perspective de donner aux comités d'entreprise le pouvoir de contester les licenciements.

Mardi matin, l'annonce des amendements du gouvernement faisait déchanter le PCF (*Le Monde* du 23 mai) : pas question pour Matignon de laisser boussuler l'équilibre général du texte. « Il aurait fallu envoyer quelqu'un de calme, de serein... », explique le président du groupe communiste, dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Sous-entendu, l'élu d'Amiens aurait pris ses désirs pour des réalités. « Y'a rien dans les amendements du gouvernement », ajoute M. Bocquet, qui garantit que « ça ne restera pas en l'état ». Le suspense sur le vote des communistes continue... A quelques pas, le président du groupe PS, Jean-Marc Ayrault, soutient qu'il y a de « vrais droits » dans ce texte. Les députés de la Gauche socialiste, Yann Galut (PS, Cher) et Julien Dray (PS, Essonne) les jugent « insuffisants » : « Sur le point essentiel de la modification de la définition du licenciement économique, il n'y a pas de réponse du groupe PS. Cet immobilisme n'est pas acceptable. »

A 15 heures, salle des Quatre-Colonnes, Robert Hue en rajoute : « J'ai vraiment le sentiment que, du côté du gouvernement, il y a une surdité gravissime qui devient chronique. » Arrive M. Gremetz : « Je suis consterné. » Ou bien M<sup>me</sup> Guigou

que alors une légère modification de la définition du licenciement économique, qui n'emballerait toujours pas les communistes. Défendant une motion de procédure, Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) ironise : « L'agent d'ambiance du loft de la gauche plurielle qu'est devenu, non sans talent, Maxime Gremetz, a écrit un nouvel épisode de la saga majoritaire. »

Dans les couloirs, M. Gremetz évoque désormais « une tendance de fond du groupe PC à voter contre ». En un mot, qu'il s'agisse de la définition du licenciement économique ou du droit d'opposition confié au comité d'entreprise, le gouvernement n'entend pas suivre le groupe communiste.

Et l'entourage de M<sup>me</sup> Guigou de marteler qu'il faut prendre le texte dans sa globalité et que les demandes du PCF ont notamment été satisfaites sur d'autres dispositions, comme l'abrogation de la loi Thomas sur les fonds de pension et les dispositions sur le harcèlement moral. Par ailleurs, poursuivent les collaborateurs de la ministre, l'amendement gouvernemental sur la meilleure information des entreprises sous-traitantes en cas de restructuration a valeur de geste en leur direction.

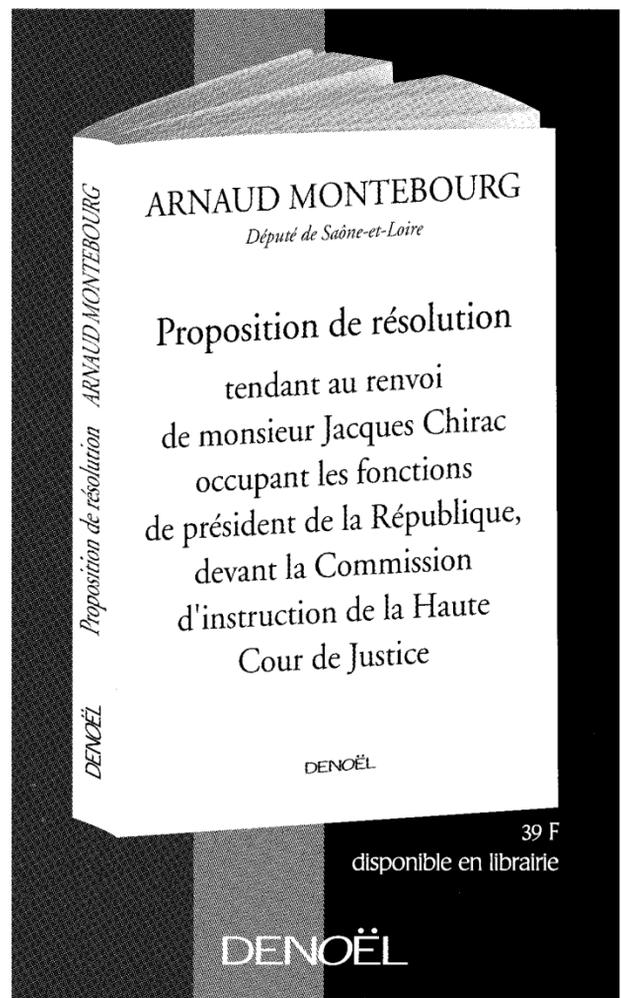
Dans les couloirs, « Maxime » se met vraiment à tempêter. Sa bonne foi est désormais mise en doute ? Il a des témoins, une collaboratrice qui a pris des notes et qui peut attester le contenu détaillé de son entretien de la veille avec M<sup>me</sup> Guigou. Dans l'hémicycle, la discussion générale du projet de loi commence. « Aucune des propositions du gouvernement ne répond à l'esprit de nos amendements », souligne-t-il. Pour les Verts, Marie Hélène Aubert (Eure-et-Loir) souhaite que la majorité aille plus loin que la simple transposition de la jurisprudence Samaritaine en permettant au juge d'ordonner la réintégration d'un salarié, non seulement quand un plan social, mais plus largement quand un licenciement est « nul » et non « avenue ». Il est plus de minuit. Jean Le Garrec (PS), président de la commission des affaires sociales, part s'isoler avec M. Bocquet et M<sup>me</sup> Guigou. A huis clos, la ministre évo-

que alors une légère modification de la définition du licenciement économique, qui n'emballerait toujours pas les communistes. Défendant une motion de procédure, Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) ironise : « L'agent d'ambiance du loft de la gauche plurielle qu'est devenu, non sans talent, Maxime Gremetz, a écrit un nouvel épisode de la saga majoritaire. »

Dans les couloirs, M. Gremetz évoque désormais « une tendance de fond du groupe PC à voter con-

tre ». L'entourage de M<sup>me</sup> Guigou assure qu'elle ne cédera pas. Mercredi matin sur RTL, François Hollande, premier secrétaire du parti socialiste, apporte son soutien : « Le chantage ne fait pas partie de notre culture commune », déclare-t-il, écartant, pour l'heure, le recours par le gouvernement à la procédure contraignante de l'article 49-3 de la constitution.

Clarisse Fabre et Caroline Monnot



39 F disponible en librairie

DENOËL

# M. Jospin veut couper court à l'offensive de M. Montebourg contre le chef de l'Etat

La droite dénonce une campagne « attisée en haut lieu » par les socialistes

La proposition du député socialiste Arnaud Montebourg visant à renvoyer Jacques Chirac devant la Haute Cour de justice, signée par trente et un

députés de gauche, a suscité l'irritation de Matignon. Le premier ministre estime cette initiative « vouée à l'échec » et ne veut pas « donner l'im-

pression de jouer le double jeu ». Le message a été martelé toute la journée, mardi 22 mai, tandis que la droite crie au complot.

« LA MOTION Montebourg, tu ne signeras point » : mardi 22 mai, aucun socialiste n'échappe à la leçon. Matignon veut adresser un signal ferme aux 19 socialistes qui ont signé la proposition d'Arnaud Montebourg (PS) (*Le Monde* du 22 mai), visant à renvoyer Jacques Chirac devant la Haute Cour de justice. Il faut couper aux arguments de la droite qui, depuis mardi, répète à l'envi que la campagne est « attisée en haut lieu », comme Alain Juppé (RPR) l'a encore fait mercredi matin en qualifiant M. Montebourg, sur LCI, d'« exécutif des basses œuvres de son parti politique ».

Le « commandement » part de Matignon, le matin, lors du petit-déjeuner des dirigeants socialistes. « Ma position est connue », affirme d'emblée le premier ministre. Primo : « On ne va pas faire des affaires le seul élément du jeu politique. » Secundo : « Cette démarche ne va pas aboutir, elle est vouée à l'échec. » Tertio : « Il n'est pas question de la gouvernance et le Parti socialiste semblent donner l'impression de jouer le double jeu. »

Onze heures : le sermon descend d'un cran, au bureau du groupe socialiste. Une vingtaine de députés sont là parmi lesquels... Jérôme Lambert (Charente), signataire de la « motion ». Une dizaine d'entre eux expriment leur désaccord avec la démarche du député de Haute-Saône. On redoute que « Chirac » ne devienne « une victime » et que « la prime à la casserole » n'opère en sa faveur. On s'inquiète : la droite va sans doute attaquer le gouvernement lors de la séance de questions, à quinze heures. Matignon a d'ailleurs préparé une réponse au cas où. M. Lambert prend la parole

pour justifier une décision qu'il a prise « en conscience ». Bernard Roman (PS), président de la commission des lois, lui répond gentiment que ce n'est pas la bonne solution. C'est clair ?

Il faut encore répercuter le message devant les députés de base, réunis en groupe. M. Ayrault dit son désaccord, sur un ton paternel. Personne ne réagit. « François [Hollande], il faudrait que tu dises quelque chose ! », ose un partici-

bureau du groupe RPR, ni à l'UDF, ni à DL, il n'a été question de « Montebourg », le matin.

L'affaire n'est pas davantage évoquée, dans l'hémicycle, lors des questions au gouvernement. Cela évite au premier ministre de devoir défendre le chef de l'Etat contre ses troupes et de protester qu'il ne tire pas les ficelles de cette affaire. M. Lambert envoie un message à M. Hollande : « Tu vois, finalement, la droite n'a pas réagi », écrit-il en

## M<sup>me</sup> Chirac « animée d'un sentiment de révolte »

L'épouse du président de la République, venue défendre, mardi 22 mai, son opération « Pièces jaunes » sur TF1, a assuré qu'elle était « animée d'un sentiment d'un petit peu de révolte » face à l'initiative d'Arnaud Montebourg. Prenant la défense de son mari, Bernadette Chirac a expliqué : « Je voudrais simplement dire que je partage la vie d'un homme qui a donné l'essentiel de son existence au service de l'Etat, au service public, au service des autres, avec une très grande générosité, beaucoup de rigueur. » M<sup>me</sup> Chirac a fait valoir que les Français « souhaitent que la France et ses institutions soient respectées ». Interrogée sur son souhait que le président soit à nouveau candidat, M<sup>me</sup> Chirac a répondu : « Vous me posez une question terrible. Je pense que oui, je pense que oui. » Invité de RTL, mercredi 23 mai, François Hollande a indiqué avoir ainsi « appris » la candidature de M. Chirac. « Je ne sais pas si c'était utile d'ailleurs de confondre les genres et les exercices », a-t-il ajouté.

Tout le monde rit. Le premier secrétaire du PS redonne la consigne, avec d'autres mots. Compris ?

Il ne reste plus qu'à informer la presse. A l'heure du déjeuner, M. Ayrault assure qu'il n'y a « ni soutien officiel, ni officieux » de la part du PS. Il se dit « convaincu » que l'initiative « Montebourg » « ne continuera pas ». « Ce matin, dans le train, tout le monde lisait ça dans les journaux », nuance François Colcombet (PS, Allier). Ni au

substance. Pendant ce temps, à Perpignan, Jean Codognès (PS, Pyrénées-Orientales), signataire de la « motion », suit la séance en direct à la télévision, qu'il commente, au téléphone... avec Arnaud Montebourg ! Lequel est cloué au lit depuis une semaine par une maladie. Ils sont pris d'un fou rire en entendant le chiraquien Henri Plagnol (Val-de-Marne) dénoncer le « sentiment d'impunité des délinquants »...

Hors de l'hémicycle, les chira-

quiens montent pourtant au créneau (*Le Monde* du 23 mai), ainsi que les « amis » du président de l'UDF et de DL. La gauche « a trouvé une parade pour masquer ses divisions », juge le président du groupe UDF, Philippe Douste-Blazy. L'ancien ministre Jacques Barrot (UDF) dénonce à son tour « un double jeu » qui « est fait pour nourrir la rumeur, cette arme dangereuse et peu vertueuse ». « Il n'y a pas d'appui, mais un laissez-passer », ajoute-t-il. Renaud Dutreil (UDF, Aisne) ferme le ban : « Le président de la République n'est pas une personne. C'est une institution. Et on ne peut traîner une institution devant les tribunaux. »

L'incident est clos ? En début de soirée, l'« affaire Montebourg » n'est pas abordée lors du Bureau national du PS. Mais Lionel Jospin assistera au prochain bureau, le 29 mai, pour une « discussion à bâtons rompus ». On apprend aussi que le groupe PCF débatera « la semaine prochaine » de la proposition de M. Montebourg. Dernière nouvelle, le député et maire de Béthune Bernard Seux (PS), annonce qu'il signe la « motion Montebourg ». Le monsieur propre du PS a battu Jacques Mellick, de retour sur la scène politique après purgé sa peine de cinq ans d'inéligibilité pour faux témoignage dans l'affaire OM-Valencien. La dépêche AFP tombe à vingt-heures et dix-neuf minutes précises, comme une dernière goutte d'eau.

Clarisse Fabre,  
Jean-Baptiste de Montvalon  
et Michel Noblecourt

► www.lemonde.fr/chirac-affaires

# Le projet de loi sur la Corse a été largement adopté par l'Assemblée nationale

Vingt-trois députés de droite l'ont approuvé

LES DÉPUTÉS ont adopté, mardi 22 mai, en première lecture, par un vote solennel, le projet de loi relatif à la Corse. Vingt-trois députés de droite ont voté pour, parmi lesquels les deux anciens premiers ministres Raymond Barre (app. UDF) et Edouard Balladur (RPR). Trente se sont abstenus, dont le RPR Nicolas Sarkozy et l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing. Ces derniers avaient manifesté leur inquiétude sur les dérogations à la loi littoral (*Le Monde* du 23 mai). Mardi matin, le ministère de l'équipement et le secrétariat d'Etat au logement ont publié un long communiqué affirmant que la loi rend « totalement impossible la réalisation de vastes complexes touristiques dans des secteurs remarquables proches du rivage ».

Mercredi, dans un entretien au *Figaro*, le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, a indiqué qu'il ne voulait « pas se mettre dans l'hypothèse » d'une annulation d'une partie du texte par le Conseil constitutionnel. La veille, sur France Info, le chef de file des nationalistes, Jean-Guy Talamoni, a jugé que le « projet est vraiment à minima et il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour amener la réforme à son terme », mais s'est réjoui que, grâce au « processus » engagé par M. Jospin, « la question corse ne pourra plus jamais être banalisée ».

« Ce projet de loi n'est pas un texte décentralisateur mais l'enclenchement d'un processus conduisant à l'indépendance de la Corse », a déclaré, dans l'hémicycle, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR. « C'est une honte pour la démocratie. Je pense que le Conseil constitutionnel sanctionnera le texte », a lancé pour sa part le président du Mouvement des citoyens (MDC), Jean-Pierre Chevènement. Commentant le vote favorable de plusieurs responsables de l'opposition, François

d'Aubert (DL, Mayenne) a dénoncé pour sa part une « faillite des chefs ».

● **Ont voté pour** : 4 députés RPR (M. Balladur, Philippe Chaulet, Franck Marlin, Pierre Petit) ; 8 UDF, dont Jean-Louis Borloo, François Léotard et Pierre Méhaignerie ; et 11 DL, dont le président du parti, Alain Madelin, le président de la région Bourgogne, Jean-Pierre Soisson. A gauche, 245 députés PS ont soutenu le projet de loi, comme les 5 députés Verts, 9 radicaux de gauche et Ernest Moutoussamy (app. PC, Guadeloupe).

● **Se sont abstenus** : 8 élus RPR, dont Nicolas Sarkozy, Robert Pandraud et Michel Giraud ; 8 UDF, dont Valéry Giscard d'Estaing, le porte-parole du groupe sur le projet, Pierre Albertini, l'ancienne ministre Anne-Marie Idrac ; 14 DL, dont Claude Goasguen et Nicole Ameline. A gauche, 2 socialistes se sont abstenus, Jean Michel et Catherine Picard, comme 30 communistes, dont Alain Bocquet et Robert Hue.

● **Ont voté contre** : 127 députés RPR ; 51 UDF ; et 18 DL, ainsi que Philippe de Villiers. A gauche, 3 socialistes (Bernard Seux, Joseph Tyrode et Guy Malandain) ; 3 communistes (Patrice Carvalho, André Gerin et Georges Hage) ; 3 radicaux de gauche (Roger Franzoni, Jean Rigal et Chantal Robin-Rodrigo). Les 7 députés MDC ont voté contre derrière M. Chevènement.

● **N'ont pas pris part au vote** : 4 socialistes (Julien Dray, Claude Evin, Alain Fabre-Pujol, Joseph Rossignol) ; 1 communiste, Maxime Gremetz ; 1 radical de gauche, Gérard Charasse ; 1 UDF, Arthur Paecht.

► www.lemonde.fr/corse

## Matignon recherche un conseiller en antimondialisation

AVIS à tous les spécialistes des antiglobalisation, aux fins connaisseurs des contre-G7, aux experts des anti-FMI, aux aficionados des contre-sommets : Olivier Schrameck, le directeur du cabinet du premier ministre, cherche un conseiller en antimondialisation. Il l'a dit à Christophe Aguiton, chargé des relations internationales d'Attac, auteur d'un essai sur le sujet, *Le Monde nous appartient* (Plon, 2001), qu'il a reçu, la semaine dernière, en toute discrétion, dans son bureau de Matignon. Le premier collaborateur de Lionel Jospin n'est pas certain de compter autour de lui d'assez bons connaisseurs ou machines à décrypter ces militants de gauche.

Depuis les élections municipales, les antimondialisation sont l'objet de toutes les attentions. Dans un premier temps, avant le scrutin, les socialistes s'étaient rassurés : José Bové leur a expliqué que, « par choix syndical », comme il dit, il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle. Mais les scrutins des 11 et 18 mars sont venus confirmer que rallier au second tour cette gauche aux contours flous, rouge ou critique, qui séduit jusqu'aux rangs socialistes,

n'était pas si aisé. Les opérations de séduction ont donc commencé, tous azimuts.

Tandis Jean-Christophe Cambadélis avait invité l'Américaine Susan George, vice-présidente d'Attac, à la première séance de son « Club pluriel », que certains ministres, tels Christian Paul, organisent des dîners de réflexion autour du sujet, Lionel Jospin choisissait de dresser, au Brésil, une longue analyse de la mondialisation après s'être affiché avec Marta Suplicy, la maire du Parti des travailleurs de Sao Paulo (*Le Monde* daté 8-9 avril).

### LA PRUDENCE S'IMPOSE

« C'est une nouvelle attitude : aller au Brésil, pour lui, c'est quelque chose qui ressemble à la visite dans le Larzac de François Mitterrand en pleine contestation antimilitariste », vantait un de ses proches avant son départ. Las ! l'aveu de la défaite aux élections municipales, devant des étudiants cariocas passionnés par le sujet, est venu tout effacer.

M. Schrameck a pris les choses en main. L'ancien secrétaire général du Conseil consti-

tutionnel a reconnu que Matignon n'avait pas assez « suivi » cette nouvelle militance. « Lionel Jospin, de par sa formation militante, était pourtant prêt à entendre », a assuré M. Schrameck. Il a demandé à M. Aguiton, qui était aussi reçu, mercredi matin 23 mai, par l'équipe qui prépare le projet socialiste autour de Martine Aubry, s'il était possible de rencontrer Attac – par exemple, lors d'un déjeuner décontracté. Le directeur de cabinet de M. Jospin imagine une série de repas similaires avec des associations, des syndicats et toutes les facettes du mouvement social qu'il ne connaît pas.

Une « bouffe » ? Face à une demande aussi délicate, Christophe Aguiton a consulté immédiatement Attac. Les membres fondateurs de l'association se sont réunis. Des demandes semblables ont été adressées par des ministres à des comités locaux. La prudence s'impose, la base doit trancher. Une chose est déjà sûre : si l'entretien a lieu, ça ne sera pas une « bouffe », mais une rencontre en délégation officielle, a tranché le président Bernard Cassen.

Ariane Chemin et Caroline Monnot

## La législation sur les mineurs délinquants divise la majorité sénatoriale

DE L'ART de saisir les opportunités pour imprimer sa marque aux événements. La majorité sénatoriale de droite a du métier et sait en user sans ostentation. L'examen du projet de loi sur la sécurité quotidienne, engagé mardi 22 avril, débordera donc jusqu'au 29 mai. Dès la semaine dernière, le président de la commission des lois, Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), envisageait de prolonger la discussion au-delà de cette semaine en prétextant l'arrivée tardive du ministre de l'intérieur Daniel Vaillant, retenu une partie de l'après-midi par le vote sur la Corse à l'Assemblée nationale (*lire ci-contre*). Habile,

mais encore insuffisant pour meubler trois journées de débats en dépit des 200 amendements déposés, pour la plupart, par le rapporteur Jean-Pierre Schosteck (RPR, Hauts-de-Seine). Qu'à cela ne tienne ! La conférence des présidents décidait, mardi, de prolonger la discussion générale d'une heure et demie en mobilisant trois orateurs supplémentaires. « Une entorse au règlement », ont relevé les élus socialistes. Dès lors, les sénateurs de la droite ont pu exposer dans le

détail, de l'aveu de M. Schosteck, les conclusions « des ateliers parlementaires pour l'alternance » tenus par l'opposition en janvier.

M. Vaillant a bien tenté de circonscrire l'examen sur les seules dispositions pratiques du texte (*Le Monde* du 23 mai) en plaçant l'action gouvernementale dans la continuité de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Un plaidoyer pour la forme car la réplique du rapporteur a donné la tonalité à la séance : « La délinquance des mineurs augmente et surtout elle est de plus en plus violente. » M. Schosteck s'est défendu de vouloir rompre l'équilibre de l'ordonnance de 1945 tout en réclamant « des aména-

gements » destinés, notamment, à autoriser la détention provisoire pour des mineurs de treize à seize ans ou d'octroyer la possibilité de prononcer une peine, à l'exception de l'emprisonnement, contre les enfants à partir de dix ans.

### « VIOLENCE AVEUGLE »

En s'appuyant sur les conclusions de deux députés de la majorité, Christine Lazerges (PS, Hérault) et Jean-Pierre Balduyck (PS, Nord), M. Schosteck a milité pour l'institution d'une amende aux parents qui ne répondent pas à une convocation judiciaire à la suite d'un délit de leur progéniture. Au nom du RPR, Roger Karoutchi (Hauts-de-Seine)

s'est insurgé contre « ces jeunes sans repères qui, au premier incident, s'arment de barres de fer pour tomber dans une violence aveugle ». Les orateurs Républicains et indépendants ont évoqué, en résumé, les mêmes préoccupations face à la montée de la délinquance mais comme rien n'est simple au sein de la majorité sénatoriale, le groupe centriste a manifesté son désaccord. « Nous ne voulons pas développer une forme de rejet de la jeunesse, a indiqué Jean-Jacques Hyest (Seine-et-Marne). Je ne voterai pas les amendements qui tendent à réviser l'ordonnance de 1945. »

Malgré ce bémol, Robert Badinter (PS, Hauts-de-Seine) a souligné que la délinquance des mineurs n'est pas l'expression du laxisme des magistrats. « Les peines d'emprisonnement ont pratiquement doublé ces dernières années, a relevé l'ancien ministre de la justice. Aucune raison sérieuse ne peut justifier la tentative de mettre à bas un édifice [l'ordonnance de 1945] qui a toujours su s'adapter. »

Elie Barth

► www.lemonde.fr/insecurite

## Paris : M. Séguin dénonce « l'hypocrisie » de la gauche sur le logement

LE MAIRE DE PARIS, Bertrand Delanoë, a annoncé, mardi 22 mai au Conseil de Paris, la création, dès la fin du mois de mai, d'une commission « pluraliste » chargée d'attribuer les 5 000 logements sociaux du contingent annuel de la Ville. Il a aussi confirmé la dissolution de la cellule logement mise en place à l'Hôtel de Ville par Jacques Chirac en 1983 (*Le Monde* du 19 mai). M. Delanoë n'a pas précisé, toutefois, quelles suites il entendait donner à la découverte du fichier informatique « Silex » qui servait à traiter les interventions d'élus et de personnalités dans l'attribution des logements. Le président du groupe RPR, Philippe Séguin, a dénoncé, lundi, devant la presse, « l'hypocrisie » du nouveau système envisagé par le maire. Accusé, par Françoise de Panafieu, d'avoir « débarqué » pour des raisons « politiques » l'actuel directeur de l'OPAC de Paris, Yves Laffoucrière, M. Delanoë a reproché à l' élu du 17<sup>e</sup> arrondissement d'avoir été « personnellement complice de la mainmise du RPR sur Paris ».

## Lionel Jospin va prononcer son discours sur l'Europe

LE DISCOURS sur l'Europe du premier ministre, Lionel Jospin, devrait être prononcé, lundi 28 mai, au Centre d'accueil de la presse étrangère (CAPE), à Paris. M. Jospin devrait répondre à la résolution sur l'Europe, publiée le 30 avril par la direction du Parti social démocrate allemand que préside le chancelier Gerhard Schröder (*Le Monde* du 8 mai). Depuis le discours de Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, puis l'intervention de Jacques Chirac devant le Bundestag à Berlin, à la veille de la présidence française de l'Union européenne, la discrétion de M. Jospin sur sa vision de l'Europe lui a été régulièrement reprochée.

### DÉPÊCHES

■ **PCF : Pierre Lévy, membre du PCF, est candidat à la candidature communiste pour la présidentielle**, comme il l'a fait savoir par une lettre à Robert Hue, en date du 21 mai. Il défend la stratégie d'« un large rassemblement capable de s'opposer à la mondialisation, [à] l'intégration européenne et [à] la monnaie unique ».

**meubles**  
**Decor Actuel**

**Idées Cadeaux :**  
**Fêtes des Mères et Fêtes des Pères**

**SALONS HAUT DE GAMME,**  
canapés et fauteuils en cuir, tissus Alcantara. Contemporain & Art déco

**OFFRE EXCEPTIONNELLE**  
**fauteuils club**  
**9 800 F les 2**

80, rue Claude-Bernard  
75005 PARIS - Tél. : 01.45.35.08.69

Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

★ BEFC E&NO 0500 2001 211 724 HCS P&M

# ***C'est l'ascension.***

VIVENDI-UNIVERSAL SE HISSE PREMIER AU BOX OFFICE AMERICAIN AVEC « LE RETOUR DE LA MOMIE »  
ET CONTINUE A S'ELEVER AVEC SIX PALMES A CANNES ET HUIT OSCARS.

**STUDIO CANAL**

ET



DES SOCIETES DE

**VIVENDI  
UNIVERSAL**

**SÉCURITÉ** Profitant jusqu'à présent d'un vide juridique, les *free parties*, fêtes clandestines réunissant des milliers de jeunes autour de la musique techno – et souvent de l'ecstasy –, vont désormais être encadrées par un dispositif juridique. ● LES 25 AVRIL ET 26 AVRIL, le député (RPR) Thierry Mariani avait en effet proposé un amendement allant

vers une plus grande répression, afin de préserver « la tranquillité des riverains », texte dénoncé par les « raveurs » comme « liberticide » et « sécuritaire ». ● LE GOUVERNE-

MENT a proposé au Sénat un amendement dans le cadre du projet de loi sur la sécurité quotidienne. ● EN DIX ANS, ces fêtes techno sont passées de la marginalité au phénomène de

société. ● A LA BARRE-EN-OUCHÉ (Eure), les organisateurs de la « vache folle party » essaient de tromper la vigilance des gendarmes en un véritable jeu de piste.

## Le gouvernement choisit la fermeté face au phénomène des « free parties »

Profitant jusqu'à présent d'un vide juridique, ces fêtes clandestines rassemblant des milliers de jeunes autour de la musique techno vont désormais être encadrées par un dispositif législatif. Les jeunes « raveurs » dénoncent un texte « sécuritaire » et « liberticide »

**TOLÉRANCE** à l'égard d'un phénomène de société chez une jeunesse en quête de liberté ou répression d'une nuisance causée par des énergumènes en rupture? Face au mouvement des *free parties*, ces fêtes techno clandestines et gratuites qui dérangent et inquiètent, les pouvoirs publics n'avaient jamais vraiment tranché. C'est chose faite à l'occasion de l'examen, par le Parlement, du projet de loi sur la sécurité quotidienne. Saisi du texte en première lecture depuis mardi 22 mai, le Sénat doit examiner un amendement du gouvernement qui propose de soumettre les raves sauvages à un strict cadre juridique, accompagné d'un important volet répressif. Le texte ne vise pas nommément les *free parties*, il mentionne les « rassemblements festifs à caractère musical » et prévoit une « concertation » avec les organisateurs. Mais il conditionne la tenue de la fête à une déclaration préalable auprès du préfet, assortie d'une possibilité d'interdiction et de confiscation du matériel. Le tout passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 49 000 francs (7 500 euros).

Le vote définitif du projet de loi n'aura lieu qu'après une deuxième lecture à l'Assemblée nationale. C'est d'ailleurs lors de son premier passage devant les députés, le 25 et 26 avril, que le débat sur les *free parties* avait été relancé par un amendement de Thierry Mariani, élu RPR du Vaucluse, proposant la saisie du matériel de sonorisation en cas de « danger pour la tranquillité des riverains ». Voté à la sauvet-



te, en pleine séance de nuit, ce texte a pris le gouvernement au dépourvu et provoqué une mobilisation sans précédent du milieu techno, dénonçant un texte « sécuritaire » et « liberticide ». M. Mariani, lui, s'est fait le porte-voix des élus soumis à la pression de leurs administrés, mécontents des nuisances occasionnées par les raves: consommation de drogues, bruit, occupation et détérioration de terrains privés. « La saisie du matériel est le seul moyen d'être efficace. A l'heure actuelle, les gendarmes sont mis devant le fait accompli par plusieurs milliers de jeunes qui envahissent un terrain privé en pleine nuit. Au moins, quand vous confisque la

sono, vous évitez qu'elle serve pour une autre fête », explique le député RPR.

Preuve de la mobilisation des élus sur ce thème, tous bords confondus, l'amendement de M. Mariani a été voté par l'ensemble du groupe socialiste. « Ce n'est pas parce qu'on légifère sur quelque chose de hors-la-loi qu'on est anti-jeunes et liberticide, fait valoir René Mangin, député PS de Meurthe-et-Moselle et vice-président de l'Assemblée nationale. La liberté, ce n'est pas la liberté de faire n'importe quoi, n'importe où. » Dans les semaines suivantes, le gouvernement a multiplié les atermoiements et les déclara-

tions contradictoires. Le 10 mai, devant le Sénat, le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, se déclarait « favorable à l'adoption de mesures permettant de poursuivre les organisateurs ». Le 14 mai, à l'issue d'une réunion sur les *free parties* avec les préfets, il précisait que « l'objectif n'est évidemment pas de supprimer les possibilités de rassemblement et d'écoute de la musique techno ou de toute autre forme d'expression musicale intéressant en particulier les jeunes ».

Finalement, le gouvernement a opté pour la fermeté, en rupture avec la logique d'accompagnement du fait accompli qui prévalait jusqu'à présent en matière de raves sauvages. Ni autorisées, ni vraiment interdites, les *free parties* profitaient d'un vide juridique que plusieurs circulaires n'avaient pas réussi à combler. A la crispation du milieu des années 1990, du temps de Charles Pasqua au ministère de l'intérieur, avait succédé une politique de réduction des risques en matière de toxicomanie, par le biais de subventions aux associations spécialisées présentes dans les raves.

Aujourd'hui, les pouvoirs publics opèrent un tournant répressif que les raveurs dénoncent comme une manœuvre électorale et une menace contre la liberté des jeunes. « Nous nous élevons contre ce refus d'un des droits les plus fondamentaux que nous nous étonnons de devoir encore défendre: celui de faire la fête », proclame la pétition lancée sur Internet contre l'amendement Mariani, signée par environ

8 000 personnes en moins de dix jours.

La plupart des raveurs estiment que le système de déclaration préalable est inapplicable, contrairement à l'esprit des *free parties* et qu'il risque de pousser les plus radicaux d'entre eux vers encore plus de clandestinité. « On n'est pas une menace pour la sécurité nationale mais les élections présidentielles approchent alors on prend une mesu-

les valeurs du mouvement (*lire ci-dessous*). A côté des quelques grands rassemblements (teknivals) qui peuvent réunir plus de 20 000 personnes, les *free parties* « ordinaires » réunissent de 1000 à 3 000 personnes tous les week-end, un peu partout en France. Revendiquant un esprit « underground » par opposition au monde des raves dites « commerciales », insérées dans le circuit des boîtes de nuit et

### Une étude sur les adeptes des fêtes techno

Une étude de Médecins du monde, publiée en octobre 1999, a permis de mieux cerner les caractéristiques des adeptes des différentes formes de fêtes techno. Ce sont en majorité des hommes, dont l'âge moyen se situe aux alentours de vingt ans. « D'après les observations de terrain, indique l'étude, cette population est très majoritairement de type blanc occidental. » Près de la moitié résident encore chez leurs parents. Parmi le millier de personnes ayant répondu au questionnaire, 37 % étaient étudiants, 30 % salariés, 15 % au chômage. 65 % déclaraient n'avoir pas voté à la présidentielle de 1995. Interrogés sur les drogues, 90 % ont déclaré avoir déjà goûté du cannabis, 70 % affirmant avoir consommé de l'ecstasy.

re sécuritaire contre les jeunes », analyse Yannick, du « sound system » Architek, membre du collectif créé pour tenter de coordonner l'action des raveurs. « On est conscient qu'il y a des abus dans les *free parties* mais on nous diabolise. On n'est pas le rebut de la société. En semaine, on travaille et on paie nos impôts », explique le DJ.

Conscients de l'image négative dont souffrent leurs fêtes, les raveurs estiment être victimes de leur succès, dépassés par un effet de mode qui a dénaturé l'esprit et

des maisons de disque, les organisateurs de *free parties* reconnaissent être pris à leur propre jeu. « Nous devons tous être conscients que la situation découle directement de nos erreurs. La *free party*, depuis des années, néglige son message. Chaque jeune qui est venu à nos fêtes n'y a apparemment perçu qu'une sorte d'apologie de la défonce », déplore le manifeste élaboré par le collectif. Ce dernier appelle à une manifestation dans plusieurs villes, jeudi 24 mai.

Frédéric Chambon

## Dans l'Eure, le jeu de piste des organisateurs de la « vache folle party »

LA BARRE-EN-OUCHÉ (Eure) de notre envoyé spécial

« La galère, ya les condés ! » Bientôt minuit, samedi soir, la caravane de la *free party* vient de tomber sur

### REPORTAGE

On consomme bien « des trucs », mais on vient « avant tout pour la musique »

un contrôle de gendarmes. Parti depuis à peine un quart d'heure pour aller installer la sono de la rave clandestine, le convoi d'une dizaine de véhicules bute sur les forces de l'ordre postées à un stop au milieu du village de Beaumesnil, entre Evreux et Lisieux (Eure). « C'est sûr, les flics sont au courant qu'il y a une teuf, ils écoutent les téléphones portables », lâche Jérôme, dit « Geger », l'un des DJ inscrits au programme de la « vache folle party ». Dans les voitures, les raveurs glissent les joints sous les sièges et se préparent à l'alcootest. « Le truc du filtre de cigarette dans la bouche, ça marche ou c'est bidon ? »

Les quatre gendarmes regardent l'équipée d'un drôle d'air et appellent une voiture en renfort. Piercing, crâne rasé, parka ample et pantalon treillis, « Seb » parle mentalement en tête de convoi. Dans son camion au logo d'un magasin de cuisines artisanales, emprunté pour l'occasion, s'entasse une partie de la sono louée pour environ 4 000 francs. Le reste a été apporté par Pierrot, qui vit dans son camion avec sa copine et son chien. Le flyer (tract d'invitation) de la fête techno promet une puissance sonore de 14 kilowatts et annonce huit DJ différents. Il précise le numéro de téléphone (*infoline*) à appeler pour connaître le lieu de la *free party*, tenu secret jusqu'au dernier moment, une fois que les organisateurs ont investi le lieu choisi et qu'ils ont « posé le son ».

Pour l'heure, les gendarmes contrôlent les papiers et notent les plaques d'immatriculation. Ils font souffler les conducteurs dans le ballon puis laissent tout le monde repartir. Les raveurs reprennent la route en ordre dispersé, les gendarmes sur leurs traces, bien décidés à décou-

vrir le lieu de la fête. Au bout d'une heure et demie de ce jeu de pistes, l'*infoline*, modifiée à distance par l'un des organisateurs, donne rendez-vous sur la place du village de La Barre-en-Ouche. Un véhicule de la gendarmerie est garé juste à côté, à une centaine de mètres des voitures de « teufeurs » qui ont déjà rallié le point de rencontre.

Pendant ce temps, « Seb », Pierrot et quelques autres ont faussé compagnie à leurs poursuivants. Il est 2 heures du matin, il fait froid et humide, la fête commence à prendre du retard. « C'est carrément normal. Des fois, on trouve même pas l'endroit », tempère une habituée. Eclairé par les phares des voitures, le petit groupe décharge les camions et s'active pour monter la scène, à l'extrémité d'un pré perdu au milieu des bois, au bout d'un long chemin tout en dénivelés et en ombrées.

« C'est tranquille, des copains ont fait du motocross sur ce terrain et ils n'ont jamais eu de problèmes, explique « Seb ». C'est une super clairière. Quand le jour va se lever, ça va en

jeter. » Au bout d'une demi-heure, l'installation prend tournure. Posées sur des palettes, les enceintes forment un mur qui cache la table de mixage, les platines des DJ et le groupe électrogène posés un peu plus loin. Des palmiers en carton font office de décor. Une vache « transgénique » trône au-dessus du mur d'enceintes, peinte sur un panneau aux couleurs psychédéliques. De part et d'autre, deux camions délimitent la scène. Des diapos d'artistes « néo-pop art » sont projetées dessus pour ajouter une dernière touche artistique.

### ÉVITER « LES PÉPINS À LA SORTIE »

Un peu avant 3 heures, la sono commence à cracher la techno, saccadée et surpuissante. Au programme: techno hard et jungle. Les premiers groupes de « teufeurs » débarquent et s'agglutinent contre la scène. En moins d'une demi-heure, ils sont déjà plusieurs centaines. A l'entrée du pré, 20 francs de « frais de participation » sont demandés, sans trop de vigueur. « C'est un peu con-

traire à l'esprit des *free parties*. D'habitude, c'est gratuit. Mais on doit rembourser du matériel qu'on a cassé la dernière fois », précise « Seb ». « C'est juste une donation, on ne gagne pas notre vie avec ça. Les teufs, on en vivote, on travaille tous plus ou moins à côté », explique « MC Samy », un des DJ, venu de Quimper. De toute façon, si le mec qui veut passer est à la cool, une boulette de shit à partager, ça suffit pour entrer. »

Arrivée en retard, « C-Cil », DJ et organisatrice, est tout énervée: « Les gendarmes ont mis la pression, ils barraient le chemin. Mais comme il y avait des voitures sur les deux côtés de la route jusqu'au village, ils ont fini par nous laisser passer ». En réalité, un coup de fil passé au cabinet du préfet a permis de trouver un compromis: laisser la fête se dérouler jusqu'au début d'après-midi. C'est Philippe, l'un des responsables de l'association Preven teuf, qui a parlementé. « Les autorités ont compris qu'il valait mieux négocier plutôt que de chasser sur les routes

des jeunes déjà chargés. Ça évite les pépins à la sortie », commente Philippe.

Présents pour réduire les risques liés à la consommation de drogues, les bénévoles installent la tente de « testing » pour évaluer la qualité – donc les risques – des produits consommés par les « teufeurs »: ecstasy, LSD, cocaïne. A 10 mètres de là, à peine, les dealers vendent leur marchandise à la crie, comme dans un marché en plein air. « Coke ! Ecsta ! », lancent les revendeurs au milieu de la foule. Une partie des dealers repartiront au petit matin, à bord d'un véhicule immatriculé dans un département de la banlieue parisienne. Habités à la présence d'associations de prévention, les raveurs font la queue devant la tente et en profitent pour signer la pétition contre l'amendement Mariani, destiné à réprimer les *free parties* (*lire ci-dessus*).

« Rollex » ou « Chicago Bulls », les pilules colorées d'ecstasy passent rarement avec succès le test de qualité: quelques gouttes de réac-

## Longtemps marginales, les fêtes techno ont accédé peu à peu à la notoriété

C'EST en 1988 qu'apparaissent les premières grandes raves (de *to rave* en anglais, s'extasier), au Royaume-Uni. Cette année-là est organisée dans les environs de Manchester le « second » *Summer of Love*, après celui des hippies en 1967. Si ce rassemblement suit le schéma baba cool du PLUR (*Peace, Love, Unity and Respect*), il s'appuie aussi et essentiellement sur la danse et le style musical qui l'induit, la techno. Les jeunes raveurs ont importé la house créée dans les années 1980 dans les boîtes gays de Detroit et Chicago, lieux de croisement du funk de George Clinton et des sons électroniques des Allemands de Kraftwerk. Une douzaine de courants parallèles, mais autant de tribus, de l'ambient au garage en passant par la techno hard core, nourrissent la bande-son de ce mouvement de société. Et parce qu'ils cherchent des espaces de liberté, où tout est gratuit, libre et autorisé, y compris la consommation de drogues synthétiques, les raveurs déplacent les pistes de danse dans des lieux insolites – hangars désaffectés, champs, châteaux en ruine, etc.

Le sociologue Michel Maffesoli, professeur à la Sorbonne, auteur de *Du nomadisme, vagabondages initiatiques* (Le Livre de poche-Biblio, 190 pages, 30 francs), explique que le phénomène techno est « un retour à l'archaïsme combiné au développement technologique ». Cérémonie

festive, initiatique – les drogues, et en particulier l'ecstasy, substance empathique, qui permet de danser jour et nuit sans discontinuer, retrouvent une fonction ancestrale –, les raveurs organisent les « Temporary Autonomy Zones » (« zones d'autonomie temporaire ») ou TAZ, qui désignent également l'ecstasy en anglais. Le philosophe Hakim Bey les définit comme des « opérations de guérilla qui libèrent une zone puis se dissolvent, avant que l'Etat ne les écrase, pour se reformer ailleurs dans le temps et dans l'espace » (TAZ, Ed. de l'Éclat, 90 pages, 50 francs). La danse, sans chorégraphie imposée, jubilatoire, ancrée dans un présent vécu à fond et sans barrière de classes, est primordiale: le corps suit les battements accélérés et grisants.

A la fin des années 1980, au Royaume-Uni, naît le mouvement des *travellers*, voyageurs sans domicile fixe qui se promènent sur les routes en camion, avec un *sound system* permettant que « la musique ne s'arrête jamais ». Parmi eux, les mythiques Spiral Tribe, initiateurs des mouvements *free* et *teknival*. Dès 1986, le gouvernement Thatcher s'en prend aux tribus de *travellers*. Ces derniers descendent vers le Sud – la France et l'Espagne, où les clubbers ont déjà investi Ibiza, propageant ainsi leur dogme: « Do it yourself and make some fucking noise. » Ils s'installent

presque tous sur le continent après l'adoption du Criminal Justice Act en 1994, dont la clause 65 autorise les forces de l'ordre à arrêter tout individu soupçonné de se rendre à une rave party.

A ses débuts, la techno imposait le secret, usant des flyers, annonces codées, téléphones portables et sites Internet. La rave fait ainsi son apparition en France en 1989, au fort de Champigny, puis au collège arménien d'Aubervilliers. D'abord ignorée car ultra-minoritaire, la pratique des raves va acquiescer une nouvelle notoriété à la toute fin des années 1990. L'ecstasy ouvre un débat de société mettant entre parenthèses l'objet essentiel des raves, la danse. Les raves, teknivals ou autres fêtes, nourries par un réseau très dense d'associations, clubs, organisateurs de soirée, DJ, grossissent à outrance – la rave organisée à Marigny (Marne) le 28 avril a rassemblé 25 000 personnes.

Mais les amateurs de la première heure critiquent le manque de respect envers l'environnement et l'absence d'idéologie libertaire. « Ravers pas écolos, ya basta », titrait le magazine *Nova* de mai 2001, outré des entorses faites à la règle première des pionniers de la danse et des *free parties*: « Save the Planet ».

Véronique Mortaigne

Fr. Ch.

# Le président angolais exige l'arrêt des poursuites dans l'affaire Falcone

M. Dos Santos déplore une « atteinte à la souveraineté » de son pays

Dans une lettre adressée à Jacques Chirac, le 18 avril, le chef de l'Etat angolais, José Eduardo Dos Santos, exige le retrait des actions judiciaires contre le marchand

d'armes Pierre-Joseph Falcone, incarcéré depuis près de sept mois. M. Chirac lui a répondu vouloir « renforcer les relations » avec son pays, grand producteur de pétrole.

L'ENQUÊTE sur les ventes d'armes vers l'Angola a provoqué, au cours des dernières semaines, un échange de correspondances au plus haut niveau. Dans une lettre adressée à Jacques Chirac, le 18 avril – dont *Le Nouvel observateur* du 24 avril publie le texte –, le président angolais José Eduardo Dos Santos a jugé « indispensable que l'Etat français [...] retire les plaintes qu'il a déposées » contre les hommes d'affaires Pierre-Joseph Falcone et Arcadi Gaydamak, soupçonnés par les juges parisiens d'avoir pris part à un « trafic d'armes » vers son pays, en 1993 et 1994.

Contestant le bien-fondé des poursuites engagées en France par le fisc puis par le ministère de la défense – eux aussi destinataires de courriers officiels de leurs homologues angolais – contre la société animée par M. Falcone, Brenco Internationale, le chef d'Etat angolais affirme qu'elles « causent de graves préjudices moraux à la République d'Angola et peuvent constituer un obstacle

aux bonnes relations existant entre [les] deux pays ». Evoquant les activités de M. Falcone, incarcéré depuis le 1<sup>er</sup> décembre et qu'il qualifie de « grand ami de l'Angola », M. Dos Santos assure que les « rémunérations qui lui ont été versées [...] sont en conformité avec les services rendus » et que les actions judiciaires engagées « constituent une atteinte à la souveraineté de notre Etat ».

Si la copie de cette lettre a été transmise aux juges, via la chancellerie, et versée au dossier d'instruction, la réponse de M. Chirac, elle, ne leur a pas été communiquée. Datée du 5 mai et personnellement signée par le président de la République, elle mentionne son « souhait très ardent que l'Angola et la France entretiennent les relations les meilleurs et les plus approfondies » et l'espoir d'un « dialogue fondé sur la confiance dans tous les domaines d'intérêts communs ».

« De mon point de vue, rien ne doit nous détourner de cet objet », écrit M. Chirac à son homologue angolais,

insistant sur « [son] souci de faire en sorte qu'au-delà des perturbations du moment, nos relations se renforcent dans l'intérêt mutuel de nos deux pays ». Le président Dos Santos avait émis, en février, de précédentes menaces, sur fond d'accords pétroliers. Accueillant le nouvel ambassadeur de France, il avait déploré que « tous ceux qui stimulent le rapprochement entre [les] deux pays finissent par avoir des problèmes », citant M. Falcone et André Tarallo, historien « Monsieur Afrique » du groupe Elf, lui aussi aux prises avec la justice française (*Le Monde* du 17 mars).

Depuis lors, l'Angola a désigné un avocat parisien, M<sup>e</sup> Guillaume Le Foyer de Costil, pour se constituer partie civile en son nom dans l'instruction de l'affaire Falcone. Rejetée par les juges le 4 mai, cette requête devra être examinée par la cour d'appel, dans un conteste diplomatique délicat.

P. Ce. et H. G.

# Cinq ans de prison pour Markus Warnecke pour son rôle dans l'agression du gendarme Nivel

Malgré les zones d'ombre du dossier et les témoignages contradictoires, la cour d'assises du Pas-de-Calais a reconnu l'ancien hooligan allemand coupable de « violences volontaires aggravées »

SAINT-OMER (Pas-de-Calais) de notre envoyé spécial

Markus Warnecke, trente et un ans, a été condamné, mardi 22 mai, à cinq ans d'emprisonnement par la cour d'assises du Pas-de-Calais pour « violences volontaires aggravées » sur la personne du gendarme Daniel Nivel, sauvagement agressé dans une rue de Lens le 21 juin 1998 par une horde de hooligans allemands, à l'issue du match Allemagne-Yougoslavie comptant pour la Coupe du monde de football.

Ce gérant d'une boutique de tatouage à Hanovre (Allemagne) a également été reconnu coupable de violences volontaires à l'égard de Jean-Bernard Douvrin et Jean-Michel Zajac, les deux collègues de Daniel Nivel, qui assurait sous ses ordres la garde des véhicules de leur escadron. La cour a enfin assorti la condamnation du jeune Allemand de dix années d'interdiction du territoire français et cinq années d'interdiction de fréquenter les stades.

Après trois heures et demie de délibéré, la cour et les jurés n'ont donc pas accordé de crédit à la version de l'accusé qui soutenait s'être trouvé par hasard dans la meute ayant pris à partie les gendarmes et qui ne reconnaissait qu'avoir « forcé un barrage de police ». Cependant, ils n'ont pas plus accordé de crédit à la thèse de l'accusation, qui entendait faire de lui l'un des principaux agresseurs du gendarme Nivel, aujourd'hui aphasique, atteint de

séquelles neurologiques irréversibles.

Largement inférieure aux dix ans de prison réclamés dans la matinée par l'avocat général, Stéphane Chassard, la peine infligée à Markus Warnecke, qui avait été arrêté à Lens dans les minutes suivant l'agression, le place finalement aux rangs de trois des quatre hooligans allemands, arrêtés ultérieurement en Allemagne et condamnés, à Essen en novembre 1999, par la justice allemande. Franck Renger, Tobias Reifschlager et Christopher Rauch avaient été sanctionnés par des peines s'échelonnant de trois ans et demi à six ans de prison. Un quatrième hooligan, André Zawacki, s'était vu de son côté infliger dix ans de prison pour « tentative de meurtre », après avoir été reconnu formellement sur des photos où il apparaissait comme étant celui qui avait frappé le plus violemment le gendarme, à terre, avec l'embout de son fusil lance-grenades.

PHOTOGRAPHIES ET VIDÉOS

Dans son réquisitoire, M. Chassard avait stigmatisé « l'action, très brève, d'une extraordinaire violence » menée par les hooligans et invité les juges à s'interroger tout autant sur les raisons qui avaient poussé Markus Warnecke à se retrouver à la tête d'une « horde hurlante » que sur les actes qu'il avait, dans ce contexte, réellement commis.

Estimant que l'accusé, ivre de bière au moment des faits, s'était volontairement retrouvé « à la tête d'un commando de choc », tout entier voué à exprimer « sa haine contre les gendarmes », l'avocat général s'est ensuite longuement appuyé sur des témoignages, qui, bien que contradictoires, mettaient gravement en

cause le jeune Allemand, notamment ceux des gendarmes (*Le Monde* du 19 mai). Enfin, poursuivant l'argumentation de M<sup>rs</sup> Vaast et Deramaut, avocats des parties civiles, qui s'étaient exprimés lundi, M. Chassard a maintenu que les actes reprochés à Markus Warnecke avaient pu échapper aux objectifs des appareils qui ont saisi sur pellicule, ce jour-là, la scène de l'agression.

En réponse, M<sup>rs</sup> Bertrand Wambeke, avocat de Markus Warnecke, a exhorté les juges à faire preuve d'« un souci d'objectivité maximum », tentant d'écarter de leurs esprits « les allures de mauvais garçon » qu'avait son client en juin 1998, en opposition à sa mise actuelle d'étudiant courtis et discipliné. Puis, se cramponnant aux photographies et vidéos prises le jour des faits, il a fait valoir qu'on ne pouvait voir nulle part Markus Warnecke frayer avec les condamnés d'Essen, suggérant ainsi implicitement qu'il ne pouvait s'agir, concernant l'attaque du gendarme Nivel, d'une action concertée avec eux. Il a rappelé, notamment, qu'on pouvait vraisemblablement le distinguer à l'arrière-plan de l'un des clichés, pris au plus fort de l'agression par les condamnés d'Essen.

Critiquant « la pêche aux témoignages » de l'avocat général, M<sup>rs</sup> Wambeke s'est enfin élevé contre la notion juridique de coaction : « On ne m'empêchera pas de penser que si Zawacki n'était pas intervenu, M. Nivel ne serait pas dans l'état dans lequel il est aujourd'hui (...) Vous n'avez pas à faire supporter à Markus Warnecke le fardeau de toute l'émotion de cette affaire », a conclu l'avocat.

Jean-Michel Dumay

# Mis en examen, M. Marchiani nie en bloc les accusations

LE DÉPUTÉ EUROPÉEN (RPF) Jean-Charles Marchiani a été mis en examen, mardi 22 mai, pour « recel d'abus de biens sociaux » et « trafic d'influence », par les juges d'instruction Philippe Courroye et Isabelle Prévest-Desprez, chargés de l'enquête sur les ventes d'armes à l'Angola. L'ancien préfet du Var est soupçonné d'avoir perçu quelque 750 000 dollars (5 625 000 francs), en marge des opérations conclues avec l'Etat angolais, en 1993 et 1994, par les hommes d'affaires - Pierre-Joseph Falcone et Arcadi Gaydamak. M. Falcone est incarcéré depuis le 1<sup>er</sup> décembre à Paris, tandis que M. Gaydamak, réfugié en Israël, est sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Le président du RPF, Charles Pasqua, dont M. Marchiani est un proche de longue date, devait être lui aussi interrogé cette semaine, mais a fait reporter sa convocation (*Le Monde* du 22 mai).

L'ex-préfet du Var se voit également reprocher d'avoir obtenu une contrepartie financière à l'attribution, en 1996, de l'Ordre national du mérite à M. Gaydamak, sur le contingent spécial du président de la République, Jacques Chirac. Officiellement demandée par le ministère de l'Agriculture, cette décoration avait été présentée comme la conséquence de l'intervention de deux pilotes français capturés par les Serbes de Bosnie, en 1995. La remise de cette médaille avait été effectuée, le 14 juillet 1996, par M. Marchiani lui-même, deux jours après le versement de 1,5 million de francs par la société Brenco – dirigée par M. Falcone – à l'association France-Afrique-Orient, animée par un conseiller de M. Pasqua, Bernard Guillet, et dont le siège est installé dans les locaux de Demain la France, mouvement politique créé par l'ancien ministre de l'Intérieur.

Interrogé par *Le Monde*, M. Marchiani a une nouvelle fois contesté l'ensemble des soupçons formés contre lui. Au cours d'un interrogatoire qu'il qualifie de « très courtois », il a assuré n'avoir pu être le bénéficiaire de remises de fonds par Brenco. Deux des montants suspectés (450 000 et 300 000 dollars) avaient été inscrits sur un mémo interne établi par la secrétaire de M. Falcone, en face du prénom « Robert ». M. Marchiani a toujours nié être ce mystérieux « Robert », comme l'avait

au contraire affirmé aux juges l'assistante de M. Falcone. Les numéros de téléphone du député européen – dont celui de son mobile – figurent cependant en regard de ces inscriptions. « Si on m'avait affublé d'un pseudonyme pour mettre mes numéros en face, ce serait totalement absurde », nous a indiqué M. Marchiani.

M. PASQUA : « ON EST DES MINABLES »

Ce dernier a aussi nié avec force l'existence d'un compte bancaire à son nom au Luxembourg, qui aurait abrité de multiples mouvements de fonds entre novembre 1997 et 2000. « Je n'ai jamais eu de compte dans ce pays et je n'y ai jamais mis les pieds », nous a précisé M. Marchiani. La réalité du compte aurait pourtant été établie par l'enquête policière. Les deux fils du député européen auraient respectivement reçu, en espèces, 227 200 francs – en dix-neuf versements – et 182 700 francs, auxquels s'ajouta un total de 1 292 000 francs en chèques. En sens inverse, les enfants de l'ancien préfet du Var auraient rédigé à son nom un chèque de 250 000 francs, le 14 mars 2000, et un autre de 200 000 francs, le 24 juillet de la même année. « Pendant trois ans, j'ai versé 4 000 francs en espèces par mois à chacun de mes fils, cela correspond aux sommes qui sont évoquées », nous a précisé M. Marchiani, tout en réaffirmant que ces versements ne provenaient pas d'un compte luxembourgeois. Interrogé par les enquêteurs, l'un de ses fils a justifié certains mouvements de fonds par la nécessité d'assurer à l'ex-préfet, qui appartient également aux services secrets français, « une protection à l'étranger ». L'ancien préfet du Var, battu aux dernières élections municipales à Toulon, a également été interrogé sur l'achat de deux appartements, à Paris et à Toulon, d'une valeur de 3 millions de francs chacun.

Charles Pasqua s'est déclaré, mardi 22 mai, « écœuré » par les accusations visant un homme « qui a risqué sa peau les armes à la main au Liban pour sortir nos otages ». « S'il avait été en Angleterre, il aurait été fait chevalier ; aux Etats-Unis, il aurait été couvert d'or ; on est des minables, voilà mon sentiment », a conclu M. Pasqua.

Pascal Ceaux et Hervé Gattegno

# Trois ans de prison avec un sursis partiel requis contre Alexandre, un des lycéens tortionnaires de Longwy

NANCY

de notre correspondante

Le buste penché en avant, la tête basse, il s'est caché le visage dans les mains en reniflant pendant les deux heures et demie de l'audience. C'est à peine si Alexandre a regardé Sébastien, son ancien copain de classe, qui lui faisait face. Et ses excuses, le pardon qu'il a demandé à la barre, il les a exprimés en tournant le dos à sa victime, écrasé par le poids de la honte.

Le tribunal correctionnel de Briey (Meurthe-et-Moselle) examinait, mardi 22 mai, l'affaire des lycéens de Longwy. De septembre 1999 à janvier 2000, 6 des 10 élèves de la classe de 2<sup>e</sup> année de CAP « installation sanitaire » du lycée technique Alfred-Mézières avaient fait de Sébastien, dix-sept ans, leur souffredouleur muet et terrifié. En avril, le tribunal pour enfants a jugé cinq des jeunes tortionnaires à huis clos, car ils étaient mineurs au moment des faits (*Le Monde* du 19 avril). Alexandre, vingt ans aujourd'hui, doit à sa majorité au moment des faits le « privilège » d'être jugé seul, en public, devant toute la presse. Une position que son avocate, M<sup>rs</sup> Caroline Desprez, relativise, en regrettant « la chasse à courre sur le majeur »,

sans chercher à minimiser des faits graves qui ont valu cinq mois de détention provisoire à son client.

« LA BAFFE DU MILLÉNIUM »

Selon l'accusation, il était – avec Grégory, mineur – un des deux meneurs du groupe. A la barre, on voit un jeune homme mince et pâle, qui tripote convulsivement son mouchoir. Le président Thiry lui demande de raconter les faits encore une fois. Alexandre redit les coups de pied et de poing, les « croquettes », ces claques incessantes sur la tête. Et puis, les sévices qui vont crescendo, perpétrés dans l'atelier ou dans le vestiaire du gymnase. Sa voix s'étrangle quand il parle « des tubes de cuire chauffés à rouge qu'on lui demandait de tenir deux ou trois secondes ». « C'est vrai, des fois, la peau restait collée... » Il y a aussi le tube appliqué à la base de la nuque, ou l'opération punching-ball : « On l'avait mis dans le couloir. Le jeu, c'était à celui qui taperait le plus fort. » C'est Sébastien qui devait dire qui cognait le plus et implorer d'autres coups. Pour la fin de l'année, Alexandre avait inventé « la baffe du millénaire », la claque la plus violente.

M<sup>rs</sup> Gérard Kremzer, avocate de la partie civile, fait préciser que les séan-

ces duraient parfois vingt minutes, le temps d'une récréation. Sans que jamais le corps enseignant ou les deux surveillants ne s'aperçoivent de rien. D'ailleurs, hier, Daniel Wolff, le chef d'atelier, est venu dire qu'il n'avait rien vu, rien entendu, rien soupçonné. Même aveuglement de la part de l'infirmerie, nullement alarmée par les huit visites en quatre mois et demi de l'adolescent terrorisé, qui cachait ses blessures sous ses manches et prétextait des maux de tête ou de ventre pour fuir la classe. Un rapport de l'Inspection générale de l'éducation nationale a pointé sévèrement la démotivation des enseignants : « Des manquements, des légèretés, des fautes manifestes, mais rien de délictuel de la part de l'éducation nationale », conclut le substitut Emmanuel Merlin, en stigmatisant toutefois cette léthargie de l'administration qui a permis de telles dérives. A l'encontre d'Alexandre qui, depuis, a passé avec succès son CAP et travaille, il requiert trois ans de prison avec un sursis partiel, parce qu'il a été le déclencheur, le catalyseur de la violence du groupe. Le tribunal rendra sa décision le 26 juin, le même jour que le tribunal pour enfants.

Monique Raux



**RENAULT** Twingo

TWINGO AUTHENTIQUE 1.2

**58 000\***

- Vitres et pare-brise teintés
- Boucliers ton carrosserie

ABS, COUPLE AIRBAG,  
LÈVE-VITRES ÉLECTRIQUES, ANTI-DÉMARRAGE.

**Quatre options de série.**

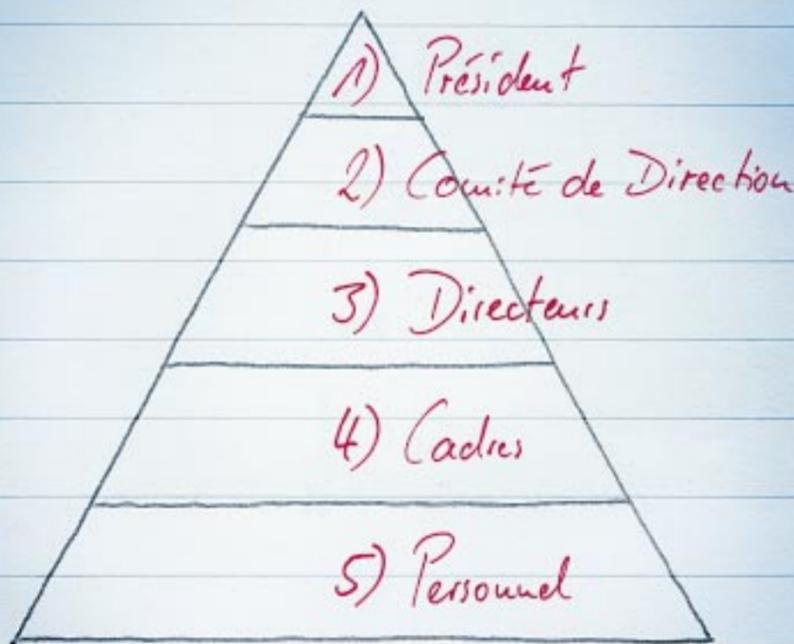


\*Prix tarif n° 2146 au 01/03/2001. Modèle présenté : Twingo Expression 1.2 avec peinture métallique en option à 64 000 F.

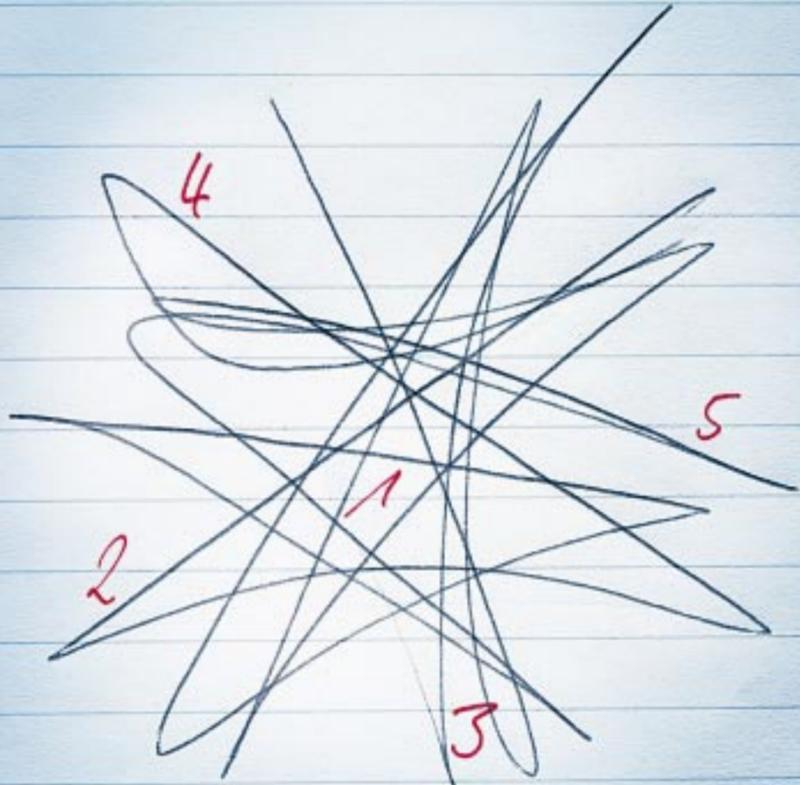
www.renault.fr

**DANS TOUT LE RESEAU RENAULT**

## Ancienne économie?



## Nouvelle économie?



## Une seule économie.

Dans le contexte dynamique actuel des affaires, garantir la sécurité des échanges commerciaux devient un enjeu crucial. Le Groupe Gerling Assurance-Crédit est un leader mondial dans ce domaine: fort de plus de 50 années d'expérience, il conçoit des solutions sur mesure pour la gestion du risque-client. Trusted Shops®, Trusted Trade® et Tradecover®, nos nouvelles entreprises spécialisées en e-commerce, ainsi que notre service en ligne Serv@Net, offrent des solutions de pointe à ceux qui veulent faire des affaires en toute sécurité, dans l'ancienne comme dans la nouvelle économie.

 **GERLING**  
CREDIT INSURANCE GROUP

www.gerlingcredit.com

# Le médiateur de l'éducation nationale prône une « culture de l'usager »

Dans son rapport, Jacky Simon appelle les fonctionnaires à « prendre des risques »

Le rapport 2000 du médiateur de l'éducation nationale, rendu public mercredi 23 mai, dénonce la lenteur de l'administration à lui répondre, tout en saluant « une prise de conscience réelle » de l'institution. Il s'inquiète du fossé entre certains parents et les enseignants, et prône une simplification de la réglementation.

PLUS DE DEUX ANS après sa mise en place, le médiateur de l'éducation nationale – et ses trente-huit correspondants académiques – est encore « perçu comme perturbateur des habitudes » de la grosse machine éducative. Dans son rapport pour l'année 2000, rendu public mercredi 23 mai, Jacky Simon ne cache pas que « les choses ne bougent que très lentement », même s'il salue « une prise de conscience réelle » de l'institution face aux cas particuliers et à des drames humains parfois inextricables. Parmi les dysfonctionnements d'ordre général, il pointe le manque récurrent d'information et le « problème culturel » qui conduit de nombreux services à « développer une stratégie du calendrier, espérant décourager le réclamant, voire le médiateur ». Et de citer le cas d'un enseignant à qui l'administration doit 34 000 francs ; celle-ci « n'accepte de verser cette somme – qu'elle ne discute pas – qu'après une longue intervention du médiateur ». Ou celui d'un élève de terminale,

interdit de redoublement dans son lycée parce qu'il s'est battu avec un camarade. Deux mois plus tard, aucun proviseur n'a accepté de l'inscrire. « Sans l'intervention du médiateur, cet élève serait encore hors du lycée », conclut le rapport. « Il n'est pas vrai de dire que l'éducation nationale est totalement ficelée par la réglementation. Les fonctionnaires ont le devoir de prendre des risques : il vaut mieux une erreur qu'une injustice », plaide M. Simon.

Le médiateur et ses correspondants confirment leurs constats de 1999 concernant « les relations difficiles entre certains parents et enseignants, surtout lorsqu'il s'agit de publics fragiles », tout en avouant leur impuissance à régler ce problème. Illustration d'un fossé grandissant ou meilleure information sur la possibilité de saisir le médiateur, la proportion des requêtes d'usagers a augmenté en 2000 (lire ci-dessous). Critères d'admission opaques, vaines demandes de consultation de copie d'examen... La « culture de

l'usager », prônée par M. Simon, fait très souvent défaut. Loin de favoriser la prise de responsabilité, la déconcentration complique le dialogue, « les niveaux intermédiaires s'abritant derrière des instructions qu'ils sollicitent eux-mêmes ».

### L'IMPACT DES RECOMMANDATIONS

Dans le domaine des examens et concours, source de nombreuses réclamations, le médiateur se félicite de l'impact de ses recommandations de 1999 : le service interactif académique des examens et concours d'Arcueil, qui draine chaque année des milliers de candidats, a rédigé une charte de bonne conduite. Un document similaire destiné aux présidents de jurys de baccalauréat est en cours de validation. Enfin, l'équipe de médiation offre des pistes de réforme : créer une « commission de la hache » pour épurer le cadre réglementaire, réfléchir à un recrutement régional des enseignants du second degré ou encore mettre en place un accueil minimum du public dans les services de l'éducation nationale pendant les vacances scolaires. « Les institutions doivent fonctionner sous tension, mais il faut que leur porte s'ouvre de l'intérieur », conclut Jacky Simon.

Marie-Laure Phélippeau

★ Médiateur de l'éducation nationale. Tél : 01-55-55-39-87 ; e-mail : mediateur@education.gouv.fr

### Des demandes en hausse

● **Demandes.** 4 232 réclamations (+77 % par rapport à 1999) ont été reçues en 2000 par le médiateur. 31 % étaient adressées par des parents, des élèves ou des étudiants (27 % en 1999), le reste émanait de personnels de l'éducation. Ces derniers soulèvent avant tout des questions

de carrière ou de statut (34 %) et de mutation (21 %), les usagers présentant surtout des problèmes d'inscription et d'orientation (41 %) et d'exams ou concours (23 %).

● **Résultats.** 68 % des réclamations se sont soldées par un résultat « plutôt positif » pour le requérant (63 % en 1999). 58 % des dossiers ont été traités en moins d'un mois.

## Tunnel du Mont-Blanc : la sécurité négligée au profit de la rentabilité

UN RAPPORT de la brigade financière du SRPJ de Lyon sur l'incendie du tunnel du Mont-Blanc, qui avait fait 39 morts le 24 mars 1999, démontre que « les gestionnaires ont privilégié la rentabilité sur la sécurité », a affirmé, mardi 22 mai, M<sup>e</sup> Alain Jakubowicz, conseil de l'association des familles de victimes. « Des éléments dans le dossier (...) démontrent qu'il y avait une marge brute de 91,4 % au sein d'Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc (ATMB), mais surtout que la part du budget dévolue à la sécurité était infime », a indiqué l'avocat avant d'ajouter : « On est en droit de se demander ce qui était fait de cet argent, lorsqu'on voit apparaître une nébuleuse de sociétés auxquelles ATMB versait des honoraires excessivement importants, 81 millions de francs en 1996 et 35 millions en 1997. » D'après le rapport de police, ces versements à des sociétés d'économie mixte, dont Rémy Chardon, président d'ATMB, ou son directeur général étaient administrateurs, « sans qu'aucune de ces opérations ne fasse l'objet de mention par le commissaire aux comptes », pourraient être constitués d'une « prise illégale d'intérêts ».

Le rapport de police, remis fin février par Franck Guesdon, le juge de Bonneville (Haute-Savoie) chargé d'instruire le dossier, indiquerait également que l'ATMB avait réduit ses investissements en matière de sécurité depuis 1996. Ainsi, entre 1995 et 1998 (année qui a précédé la catastrophe), ils seraient passés de 29 millions de francs à 9 millions. Dans un communiqué diffusé mardi 22 mai, le président d'ATMB, Rémy Chardon, a indiqué que « depuis 1980, les investissements en matière de sécurité pour la seule concession française du tunnel ont représenté 170 millions de francs actuels, qu'il faut multiplier par deux pour mesurer l'effort consenti ». Selon lui, les investissements ont décliné à partir de 1996, parce que la société gestionnaire du tunnel arrivait à cette date au terme d'un programme pluriannuel commencé en 1990.

Déjà entendu en avril 1999 par le SRPJ de Lyon, le président d'ATMB doit être prochainement convoqué par le juge, dans un dossier où huit personnes ont déjà été mises en examen.

## Jean-Paul Séguéla, ancien conseiller de M. Pasqua, a été écroué

L'ANCIEN DÉPUTÉ (RPR) Jean-Paul Séguéla, conseiller de Charles Pasqua au ministère de l'intérieur, pour les questions de toxicomanie, a été mis en examen et écroué, mardi 22 mai, pour « recel d'abus de confiance et blanchiment aggravé » dans une affaire de détournement de fonds au sein de l'association Le Patriarce. M. Séguéla est soupçonné d'avoir perçu, illégalement, près de six millions de francs, notamment sous forme de prêts non remboursés, prélevés sur des détournements de fonds qui auraient été effectués par Marc Engelmaier, fondateur de l'association d'aide aux toxicomanes. M. Engelmaier, actuellement en fuite, est recherché depuis deux ans par la justice. Il aurait soustrait une quinzaine de millions de francs des caisses de l'association. Il est également visé par une autre enquête portant sur des « viols et tentatives de viols sur mineurs de moins de 15 ans » commis au sein de l'association

## Divorce prononcé entre la FSU et le Snetaa

LA DIRECTION de la Fédération syndicale unitaire (FSU), principale fédération de l'éducation, devait décider, mercredi 23 mai, la création d'un nouveau syndicat chargé de représenter les 60 000 professeurs de lycées professionnels en lieu et place du Snetaa, à l'issue d'une crise qui dure depuis trois ans. Membre fondateur de la FSU en 1993, le Snetaa (15 000 adhérents), majoritaire dans les LP avec 45 % des voix aux élections professionnelles, s'est retiré de la vie fédérale au point de ne plus payer toutes ses cotisations. Il accuse la FSU d'être trop politique et le SNES (collèges et lycées généraux) de vouloir empiéter sur son champ de syndicalisation. Le Snéep, créé par des cadres exclus du Snetaa en septembre 1999, devrait servir de pilier à la nouvelle organisation.

## M. Spithakis libre après sa garde à vue

L'ANCIEN directeur général de la mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), Olivier Spithakis, a été remis en liberté, mardi 22 mai après vingt-quatre heures de garde à vue dans le cadre de l'enquête préliminaire sur la gestion de la Fondation santé des étudiants de France (FSEF). Contestant la justification de cette mesure prise à son égard, M. Spithakis a refusé de répondre aux questions des policiers et de s'alimenter pendant cette garde à vue.

La justice s'interroge sur l'utilisation, par l'intéressé, d'un appartement appartenant à la FSEF ainsi que sur le prêt par la fondation d'un téléphone portable et le remboursement de notes de frais alors qu'il n'y exerçait plus de fonctions opérationnelles. Ses avocats avaient vivement contesté, mardi 22 mai, le placement en garde à vue de leur client.

### DÉPÊCHES

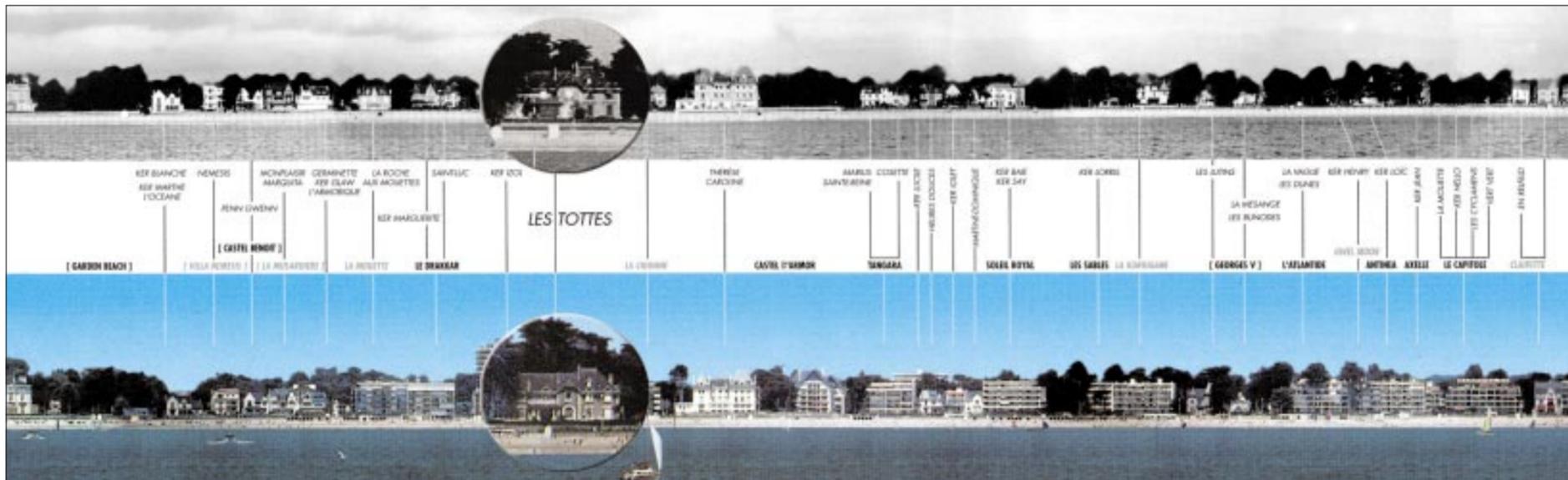
■ **ISLAM** : les membres de la consultation sur l'islam de France ont adopté, mardi 22 mai, un accord-cadre devant permettre l'émergence d'une instance représentative, après plusieurs mois de négociations sur le poids des personnalités qualifiées et des fédérations dans la future instance (Le Monde du 9 février). Les représentants musulmans doivent maintenant fixer les règles pour l'élection d'une assemblée générale.

■ **EDITION** : le romancier Claude Ribbe, qui admet avoir apporté des « corrections mineures » au manuscrit du général Aussarres sur la torture pendant la guerre d'Algérie, a annoncé, lundi 21 mai, son intention de porter plainte pour « injures raciales » contre Georges Fleury, ancien parachutiste en Algérie et romancier. M. Ribbe reproche à M. Fleury, d'avoir affirmé, dans un entretien publié par Le Figaro qu'il était « rompu à l'art de la négritude », faisant ainsi allusion à ses origines guadeloupéennes.

■ **JUSTICE** : l'ancien ministre (RPR) de la coopération, Michel Roussin, mis en examen dans l'affaire des lycées de la région Ile-de-France, a refusé de répondre, mardi 22 mai, aux questions des juges d'instruction. M. Roussin conteste l'impartialité de la juridiction d'instruction sur laquelle doit se prononcer la chambre de l'instruction.

# Peut-on encore sauver la villa « Les Tôttes » à La Baule ?

Cette maison de famille, exemple de « style balnéaire » baulois, est une des seules rescapées de l'« architecture financière » qui a bouleversé, en quatre décennies, le front de mer de la célèbre station. Sa démolition est programmée. La commission des sites doit trancher



En 1960, Pierre Randet, directeur au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, demande à Jacqueline Scialelli de photographier la plage de La Baule, alors que commencent les premières constructions d'immeubles sur le front de mer. Trente ans après, en 1990, on mesure sur ce panorama à quel point le patrimoine architectural de la ville a été ruiné.

## NANTES

de notre correspondant

On imagine assez bien les générations successives de familles en vacances, dans cette grande villa ombragée accédant directement à la plage. Le comte Lapeyrouse de Vaucresson, maire de La Baule de 1924 à 1936, y a habité dans les années 1930. Richard Berry, Jean-Pierre Daroussin et Charles Berling y ont tourné des scènes de *Quinze août*. L'endroit est le plus recherché de la station balnéaire : la vue sur la mer n'y est pas polluée par la circulation automobile. Construite en 1908 et dessinée par l'architecte G. Le Roy, indique la plaque posée sur sa façade, Les Tôttes n'est sans doute pas la plus belle des villas de La Baule, mais c'est une des seules rescapées du front de mer, étiré en demi-cercle sur 9 kilomètres. A Biarritz ou à Dinard, deux stations qui ont strictement encadré la protection de leur patrimoine, elle serait certainement sauvée. Ici, sa destruction est programmée – sous réserve de l'avis de la commission des sites de Loire-Atlantique – pour faire place à un immeuble.

Sa « tendance médiévale avec ambiance anglo-normande » ferait merveille si elle était rénovée, estime l'architecte baulois Alain Charles, qui se passionne pour l'architecture balnéaire : « La dissymétrie s'y oppose à la rigueur de la ville et fait référence aux formes de guingois de la campagne. On y tombait la cravate et on y vivait dehors, dans le jardin. L'architecture offre un jeu subtil d'espaces, comme la véranda ouverte, assurant l'osmose avec l'extérieur. On y est à la fois protégé et en contact avec la nature, l'eau, l'air, la terre et le soleil. »

Jusque dans les années 1960, le front de mer baulois était magnifique de fantaisie. Les villas y mariaient sans complexes, grâce aux arbres, leurs références kitch à un imaginaire médiéval, ottoman, breton, basque, colonial ou californien. Il n'était pas alors question de

promoteurs mais d'architectes, laissés libres de faire rêver : Paul-Henri Datesse, Ferdinand Ménard, Adrien Grave, René Perrey et bien d'autres. Le récent film d'archives de Philippe Hervouët, *La Baule : le rêve au bout du remblai*, restitue bien cette ambiance.

Tôttes accordé il y a quatre ans, même si sa politique d'urbanisme, depuis, a pris une nouvelle tournure : « Le plan d'occupation des sols adopté en septembre 1999 protège les villas du front de mer qui le méritent. Quand il y a un doute, avant d'autoriser une destruction, je

Des centaines de villas balnéaires se cachent encore dans les pins, derrière la barre d'immeubles du remblai. Après avoir dévoré le front de mer, la promotion immobilière avait commencé à grignoter cette vaste zone paysagère. Ses ardeurs sont désormais freinées par l'interdiction de construire un immeuble de plus d'un étage avec combles, édictée par le POS (maintenant PLU) de 1999 : « Du coup, les villas retrouvent de la valeur, et leurs propriétaires recommencent à y investir », se réjouit M. Métaireau. Mais le maire a refusé de définir une zone de protection du patrimoine architectural, urbanistique et paysager (ZPPAUP), comme l'a fait la commune limitrophe du Pouliguen : la pointe de Penchateau, qui ferme la baie de La Baule, y offre un beau contre-exemple de villas sauvegardées en front de mer.

« Nous refusons la muséographie sous cloche. Notre action passe par la concertation », explique Anne-Marie Ménager, architecte urbaniste de la municipalité bauloise. Le POS cherche, effectivement, à réhabiliter l'esprit balnéaire. Celui-ci a été totalement occulté pendant quatre décennies, sous une « pression économique » dont M. Métaireau reconnaît que les municipalités précédentes – celles du docteur Dubois, maire de 1946 à 1973, puis de M. Guichard – tiraient de solides bénéfices électoraux et financiers. L'heure est même aux débats

sémantiques sur le « style baulois », aujourd'hui promu alors que, par définition, explique M. Charles, « il n'existe pas ».

La Baule en a-t-elle fini pour autant avec son passé immobilier récent ? Sur le front de mer, à l'angle de l'avenue de Gaulle – la princi-

pas question de refaire un bloc supplémentaire sans âme, mais de construire quelque chose dans cet « esprit balnéaire » désormais cher à tous. Mais l'ampleur et l'emplacement du complexe rappellent sans conteste les grandes années immobilières bauloises. Les 7 000 mètres carrés au sol nécessaires ont été rachetés par le promoteur, ou appartienent à la mairie. Il ne leur manque que le magasin Manuel et une maison située au cœur de l'ilot, appartenant tous deux à un même propriétaire, qui s'oppose au transfert du casino et de ses machines à sous sur cet emplacement privilégié. Là aussi, la commission des sites devra, le moment venu, dire si ce projet est ou non le faux-nez d'une architecture restée financière mais adaptée au « balnéairement correct ».

Dominique Luneau

★ Alain Charles a édité *Panoramas : Le Pouliguen - La Baule - Pornichet, 1969-1990*, qui compare la photographie du remblai de La Baule en 1960 à celle de 1990, avec le nom de toutes les villas disparues ou préservées et de tous les immeubles construits à ce jour. L'ouvrage sera complété prochainement du site Internet [www.panoramas-labaule.com](http://www.panoramas-labaule.com). Alain Charles publiera également en juillet, aux éditions Coiffard, un livre intitulé *La Baule et ses villas*.

## Le sel de Guérande l'a échappé belle

Pas un document touristique sur La Baule et ses environs qui n'évoque les fameux marais salants de Guérande, la salicornie et la fleur de sel, devenus un « vecteur d'image » pour la région et une locomotive de l'économie locale. Tout cela a pourtant failli disparaître dans les années 1970. La production de sel semblait anachronique aux promoteurs, élus locaux et fonctionnaires d'Etat, désireux de construire... une route à travers les 2 000 hectares de marais. Assèchement et lotissement auraient inévitablement suivi : ce qui était bon pour le front de mer de La Baule l'était pour les marais.

Olivier Guichard, maire de La Baule à l'époque, était la figure locale emblématique de ces « années Pompidou ». Parmi les jeunes « chevelus » venus combattre le projet, certains sont restés, après l'avoir fait avorter. Avec les paludiers locaux, ils ont relancé le sel de Guérande, qui fait aujourd'hui le bonheur de la station balnéaire chic de Loire-Atlantique. – (Corresp.)

L'immeuble qui succédera aux Tôttes « respectera l'esprit balnéaire », promet-on à la mairie. Traduction : il aura un toit, des balcons, et ne prendra peut-être pas toute la place disponible. Il n'empêche : la villa condamnée est un des derniers îlots de résistance à ce que M. Charles appelle l'« architecture financière », dont les expressions les plus achevées, rentabilité oblige, sont la superposition de dalles de béton et la juxtaposition bord à bord de blocs blancs. En à peine quarante ans, les immeubles dont a accouché cette architecture ont transformé le remblai de La Baule en « une falaise battue par les voitures », dit sévèrement Julien Graçq dans *La Forme d'une ville* (éd. José Corti, 1985).

Le maire de La Baule, Yves Métaireau (UDF), qui a succédé en 1995 au « baron » gaulliste Olivier Guichard, maire depuis 1973, ne reviendra pas sur le permis de démolir Les

demande l'avis de l'architecte des bâtiments de France. J'ai récemment refusé un permis de démolir l'une d'elles. Ça, c'est nouveau à La Baule. » Qui plus est, l'application de la loi littoral de 1986 sera bientôt renforcée par la directive territoriale d'aménagement de l'estuaire de la Loire : « Si un projet prévoit une densification, il faut l'avis de la commission des sites, réunie par le préfet. »

## La direction de l'aviation civile critiquée par le ministère des transports

LES AVIONS font du bruit, jusque dans les ministères. Après le succès de la manifestation du dimanche 20 mai, qui a rassemblé près de 10 000 personnes à Paris (*Le Monde* du 22 mai), le directeur de cabinet de Jean-Claude Gayssot, Gilles Ricono, n'a pas hésité, dans un entretien au *Parisien* du 21 mai, à critiquer vertement la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), responsable du projet de nouveaux couloirs aériens autour d'Orly et de Roissy, qui a déclenché la révolte des riverains. M. Ricono dénonce « ce qui est apparu comme un « passage en force » (...), alors que [le projet de la DGAC] n'avait fait l'objet d'aucune concertation et a fortiori de validation par Jean-Claude Gayssot ».

Avant même la manifestation, les représentants du collectif Alerte nuisances aériennes, qui rassemble 160 associations, avaient eu la satisfaction d'être reçus par le collaborateur du ministre, qui leur avait déjà tenu ce langage. M. Ricono a présenté aux associations le nouveau processus de décision, censé rassurer les habitants de l'Essonne, de Seine-et-Marne et des Yvelines qui ont manifesté à trois reprises ces derniers mois pour dénoncer les projets de la DGAC.

Le futur « cahier des charges » des nouveaux couloirs aériens, destinés à prendre en compte l'accroissement du trafic vers les aéroports parisiens, devrait en effet être désormais soumis aux associa-

tions. Celles-ci souhaitent que les préoccupations environnementales soient désormais prioritaires par rapport aux critères économiques, qui figurent jusqu'à maintenant dans les documents officiels, juste après les contraintes liées à la sécurité du trafic. « Nous demandons simplement que les couloirs survolent autant que faire se peut les zones les moins urbanisées de la région parisienne », explique Christian Roger, président d'Alerte nuisances aériennes. Et que lorsque les avions s'approchent des pistes, ils restent le plus longtemps possible à l'altitude maximale pour limiter le bruit. »

### « VÉRITABLE PIÈGE »

En revanche, les associations estiment que la proposition qui leur a été faite d'amender le projet de la DGAC, et éventuellement de faire des contre-propositions, est un « véritable piège ». « Nous n'avons pas les moyens de mettre au point des solutions alternatives qui pourraient être validées par la suite par les experts », estime M. Roger qui sait de quoi il parle, puisqu'il a lui-même présidé le Syndicat national des pilotes de ligne d'Air France : il n'ignore pas que des centaines d'ingénieurs travaillent à la DGAC.

Les associations considèrent donc que leurs contre-propositions ne peuvent pas être mises sur le même plan que celles de la DGAC, pour être examinées par les experts d'Eurocontrol, l'organisme européen indépendant

choisi par le gouvernement pour évaluer tous les projets de couloirs. Elles demandent maintenant que leurs propres experts techniques, souvent des contrôleurs aériens ou des pilotes résidant dans les zones susceptibles d'être survolées par les avions, soient associés, au même titre que les élus des huit départe-

ments d'Ile-de-France, aux travaux du comité de pilotage. Prédé par Jean-Pierre Dupont, préfet de région, celui-ci est chargé depuis plusieurs semaines d'assurer la concertation, qui a enfin commencé, sous la pression des riverains.

Christophe de Chenay



Le premier label de confiance européen pour les sites marchands offrant une garantie de remboursement aux acheteurs en ligne.

Voulez-vous en savoir davantage?

Visitez: [www.trustedshops.com](http://www.trustedshops.com)

Initiative soutenue par la Commission Européenne.



trusted trade

Sécurité en un clin d'oeil!

La première assurance-crédit en ligne et en temps réel pour les échanges sur le marché virtuel.

Voulez-vous en savoir davantage?

Composez le ++49-221-144-62019

ou visitez: [www.trustedtrade.com](http://www.trustedtrade.com)

# Quand passe le souffle du peloton

**C'**ÉTAIT au sommet du dernier col de la journée, mon compteur annonçait 140 kilomètres, j'étais seul sur la route, on m'encourageait, des gamins, des gendarmes, des vieux plantés là comme s'ils n'avaient pas bougé depuis mille ans, la chaussée accrochait, rugueuse comme la langue d'un chat. Les pancartes indiquaient le sommet, une petite pluie tiède mouillait mes jambes. J'ai basculé dans la descente et là, ils sont arrivés, précédés de motos, de klaxons impérieux. Deux coureurs échappés, deux maillots formant comme un maillon tant ils paraissaient soudés. Je me serais bien glissé dans leur sillage d'or, mais dieu qu'ils allaient vite, et ce n'était pas là ma place.

Le bitume glissait, il fallait être prudent. Derrière, le peloton chassait. Quand il a fondu sur moi, c'était un fil tendu à rompre, les « *Bonjour* » de Jean-René Bernaudeau menaient la sarabande, les gars roulaient en file indienne, à plat ventre sur leurs bécanes. Si j'avais été sur une moto, leurs souffles auraient été couverts par le ronron du moteur. Mais à vélo, j'ai entendu ce qu'on n'entend jamais : le peloton respire, et les halètements de ces jeunes coureurs lancés aux troussees des échappés avaient quelque chose d'animal, de sauvage.

Un des deux fuyards a été rattrapé, l'autre, Jérôme Bernard, est allé au bout, il m'a dit après l'arrivée qu'il avait entendu mes encouragements. La meute est venue mourir sur sa roue arrière, il s'en est fallu de peu. Derrière ce peloton tendu à se rompre, des coureurs avaient « sauté » et cherchaient en vain à revenir. Parmi eux Jimmy Casper, le sprinter de La Française des jeux, dont je chevauche un des vélos depuis janvier. En me dépassant, Jimmy m'a invité à sauter dans les roues. J'ai laissé filer. Il reste cinq jours de course, on verra si j'ai le jus dans les montagnes. Le matin, Casper m'avait demandé de prendre une écharpe pour le moment où le paquet me dépasserait. Une blague de coureur : quand on se fait doubler par un groupe rapide, on dit qu'on se fait « enrhumé ». Aujourd'hui ils m'ont enrhumé, mais pas trop !

La journée a commencé dans la roue de fringants juniors qui m'ont assuré le train, un bon trente à l'heure, à travers le merveilleux paysage des Corbières. Un panneau nous invitait à découvrir le terroir de Durban, et aussitôt mon esprit s'est mis à vagabonder jusqu'en Afrique du Sud, un autre Durban, le visage radieux de Mandela que j'avais découvert un matin près de moi à Johannesburg, peu après sa libération. Mais très vite l'image du héros noir s'est perdue car on commençait à « taper dans le dur », comprenez : attaquer le col d'Extrême, pas très raide mais assez pour titiller les muscles des cuisses et vous rappeler que même les étapes réputées sans difficultés ont leur lot de surprises pentues. René Fallet, un habitué du Grand Prix cycliste du *Midi libre*, avait eu cette remarque inimitable : « *Ceux qui font du vélo savent que dans la vie, rien n'est jamais plat.* » Je confirme.

Ces jeunes qui m'ouvrent la route ont l'âge que j'avais quand j'ai renoncé à une carrière de coureur cycliste, il y a longtemps. Mais soudain, m'appliquant à rester dans leurs roues, je mesure combien le vélo est une formidable machine à remonter le temps. J'ai 17, 18 ans comme eux, je suis pareil à ces vieux pros de fac qui ne savent plus leur âge à force de voir se succéder sur les campus, automne après automne, des étudiants aux traits juvéniles. Je ne suis pas le d'Artagnan vieilli du *Vicomte de Bragelonne* mais un gamin heureux, si heureux de pédaler nez au vent dans un décor en Cinemascope, précédé de motards sécurisant la route. Bien sûr, avec les kilomètres s'accumulant dans les socquettes, cette suite de plaines et de bosses, l'esprit s'altère un peu. On pense

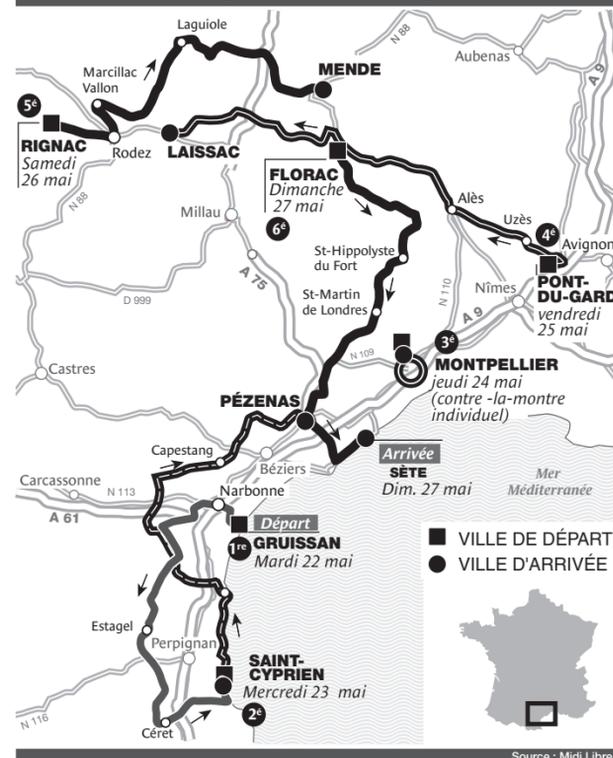


2 COURSE LIBRE

**La première étape du Midi libre était, mardi 22 mai, la plus facile. Mais, à vélo, rien n'est jamais plat. Eric Fottorino le sait et s'étonne, dans ce premier article, de n'avoir pas souffert. Pas trop. Il était parti avec une heure d'avance. Grisé par cette course nez au vent, il n'a été dépassé par la meute des coureurs que dans le dernier col, puis a serré le guidon, pour finir. Et a écrit. Chronique d'un échappé imaginaire**



Le parcours en six étapes



moins, on peine plus, la nuque, encore légère il y a cinq minutes, s'alourdit, comme si une main invisible pesait dessus. Les coureurs qui baissent la tête connaissent cette sensation, une force terrible qui veut vous coller à la route, dès fois qu'on oublierait la loi de la gravité.

La gravité, justement, n'est pas exempte du voyage. Un des juniors qui m'accompagnent a renoncé, trop mal aux jambes, Baptiste, il avait roulé dur rien que pour me faciliter ces longues heures de « goudron ». Je lui ai dit au revoir à regret. Il était mort. Allez savoir pourquoi. J'ai songé aux larmes d'Antoine Blondin versées sur Roger Nimier : « *L'âge, à sa façon, a eu raison de mes amis qui sont morts dans leur lit, de vieillesse ou de jeunesse, certains dans leurs draps de ferraille atrocement froissés, si tôt, si vite comblés de tant de promesses au regard du souvenir, qu'il me semble aujourd'hui survivre à des enfants.* » Quand Baptiste a lâché prise, j'ai eu ce bout de phrase en tête : « *Survivre à des enfants.* »

J'ai aussi pensé à Louis Nucera, on avait roulé ensemble, dans le temps, avant qu'une voiture le « sèche » violemment. Je crois qu'il serait venu sur le bord des routes de Midi libre pour être de la fête. Louis aussi, l'âge ne compte pas, était un enfant, il suffisait de lire le sourire sur son visage quand il parlait de René Vietto, le roi René, « *tu te rends compte, un ancien groom* ».

**A**U contrôle de ravitaillement, le peloton était encore loin derrière. Les juniors se sont arrêtés, je devais attraper un deuxième groupe après le passage des pros, mais il n'a pas pu passer. J'ai donc dû rouler seul les quatre-vingt-dix bornes restantes, et c'est là que le cinéma mental s'est mis en route. Echappé imaginaire de la première étape de Midi libre, puis largué, seul, « en chasse-patate », comme disent les gars - cela signifie que le paquet vous a largué et que vous tentez de revenir en tête. Le matin, avant le départ, « mon » directeur sportif, Marc Madiot, m'avait prévenu : « *Ne cherche pas à savoir quand la course va te rattraper, ce n'est pas toi qui décides, c'est le peloton.* » Fort de cette vérité première, j'ai vécu ma vie et connu ce paradoxe du coureur : quand on est dans le pelo-

**Première étape de la course cycliste du Midi libre, Gruissan-Saint-Cyprien. En haut à droite, Eric Fottorino dans le groupe précédant le peloton. En dessous, Jérôme Bernard, vainqueur de l'étape. A gauche, Eric Fottorino, après la ligne d'arrivée.**



ton, on rêve de s'en échapper. Lâché, on ne pense qu'à revenir. Moi, je ne suis jamais revenu. « Repris de justesse », mais irrémédiablement effacé par les pros, léger sentiment de détresse adouci par l'arrivée qui approchait.

Je n'ai pas parlé de la souffrance, elle saura bien se rappeler à mon souvenir, dès demain sans doute. A vélo, elle n'oublie personne. Elle a montré son visage dans les trois cols de la journée, mais elle est restée discrète, comme un chasseur qui attend son heure. Je l'ai bien sentie dans la montée du col de Bataille, elle commence à la racine des chevilles et change soudain le cœur en pois sauteur du Mexique. Elle est revenue dans le col de Llauro, juste avant la fin de mon échappée belle, des spectateurs me criaient : « *Plus que 500 mètres, plus que 300* ». D'autres lançaient : « *Après, ça descend !* » Je buvais leurs paroles. Cette étape

puis la caravane pétaradante s'est évanouie. Il fallait songer à rentrer. Quand j'ai vu les panneaux « *Arrivée 10 km* », je me suis dit que, cette fois, c'était vraiment commencé, la folle aventure. Et sur la ligne d'arrivée, quand le vainqueur du jour est venu me serrer la main, j'ai eu ce sentiment fugace qu'on était là tous les deux, se tenant par les rêves, lui le vainqueur en jaune, moi lanterne rouge, un champion et un lampion.

Après ? Après, Madiot m'a ramené aux réalités : tu rentres, tu t'allonges, tu te fais masser. Si tu veux pas avoir la grosse patte demain, repos. N'oublie pas que tu es d'abord un coureur ! Franck Pineau, un de ses bras droits à la Française, a insisté : « *Si tu t'allonges une heure chaque jour après la course, au bout d'une semaine, tu as gagné l'équivalent d'une nuit.* » Message reçu. Jalabert, à l'hôtel, m'a demandé comment s'était

**A vélo, j'ai entendu ce qu'on n'entend jamais : le peloton respire, et les halètements de ces jeunes coureurs lancés aux troussees des échappés avait quelque chose d'animal, de sauvage**

aurait donc une fin ? Pour finir, je me suis mis dans la peau d'un sprinter, au hasard Jimmy Casper dans ses grands jours. Un sprinter qui, deux cents bornes durant, ne pense qu'aux deux cents derniers mètres, à la ligne blanche. Je me suis aplati sur le vélo, un médecin de la course m'a donné deux ampoules de glucose dans un fond de bidon, j'ai secoué mes cuisses et empoigné le guidon par les cornes.

La fête était finie, le cirque était passé, beau peloton en rêve d'arlequin, pour un peu j'aurais pu le toucher du doigt. Le ballet des directeurs sportifs m'avait dépassé, j'avais vu des mains sortir des portières, des gestes d'encouragement, des sourires incrédules,

passée ma journée. Pierre, le kiné, m'a réparé les muscles en douceur. Le docteur Gérard Guillaume m'a donné des « chinoïseries » (ginseng et gelée royale) avant de me faire respirer de l'essence de pin devant un étrange appareil. Tout d'un coup, ce flux d'air frais m'a transporté quelque part dans la forêt landaise. J'ai avalé mes pâtes avec les copains de la Française, Magnien, Casper, Casar, Bodo. C'est allongé que j'écris ces lignes sur ma deuxième bécane. Je repars demain. Pour l'instant, c'est mon dernier mot.

**Eric Fottorino**  
Photos : John Vink/Magnum pour « Le Monde »

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## « Le Monde » et le vélo

DEUX semaines après le départ du Tour de France 1998, *Le Monde* demandait l'arrêt de l'épreuve après les révélations en cascade sur le dopage suivant l'arrestation du soigneur Willy Voet et des contrôles positifs. Depuis, le groupe Midi libre, propriétaire de la course cycliste du même nom, est entré dans notre périmètre. La première étape de l'édition 2001 a eu lieu mardi 22 mai. Un rédacteur en chef du journal a participé à l'épreuve. Eric Fottorino, quarante ans, ne pouvait prétendre, bien entendu, suivre le peloton même s'il a remporté des courses pour amateurs dans sa jeunesse. Il est parti une heure avant le départ des pros et a franchi la ligne d'arrivée vingt et une minutes après eux. Plus de 30 km/h de moyenne. Un exploit personnel. Un pari pour *Le Monde*.

Le pari c'est celui de voir se transformer l'idée que l'on se fait du sport professionnel et, étant devenu par hasard un des acteurs du monde cycliste, d'y contribuer. Est-ce un engagement naïf de notre part ? S'il s'avère que les pratiques de ce sport ne parviennent pas à changer, si les dirigeants, si trop de coureurs eux-mêmes confondent dépassement de soi et auto-destruction, soulagés par le besoin de gloire ou l'attrait de l'argent, *Le Monde* et *Midi libre* en tireront les conséquences.

En attendant, par goût du sport, par confiance dans les sportifs, parce que le cyclisme est un grand sport populaire, nous avons pris ce pari double : organiser la course et y lancer Eric Fotto-

rino pour raconter, non l'épreuve puisqu'il la précède avant de se faire « avaler » par le peloton, mais les joies et souffrances intérieures d'un coureur. Pour mieux comprendre.

C'est dans cet esprit que le *Midi libre* a fait signer aux dirigeants des équipes participant à l'édition 2001 un « code éthique » et a contribué à ce qu'il soit aussi imposé au départ du Dauphiné libéré et du Tour de France. Trois des plus grandes courses de France y affirment que « le dopage est inadmissible en sport ». Qu'il faut « mener une action rigoureuse contre la tricherie, la corruption et toute forme d'arrangement permettant de vaincre autrement que par les moyens du sport ». Que « tout coureur cycliste, quels que soient la place qu'il occupe et le niveau de ses performances, est par conséquent tenu de respecter cette éthique fondamentale ».

Depuis 1998, l'ampleur du dopage, qui était jusque-là connue du monde cycliste mais couverte par l'omertà, est apparue au grand jour. Ceux qui refusent ces pratiques sont déconsidérés, rejetés comme des moutons noirs par le milieu. Vaincre ces habitudes sera forcément long. Les fédérations, qui n'ont le phénomène parce qu'elles craignent de nuire au cyclisme, se sont mises en mouvement contre le dopage. Le gouvernement pousse dans le même sens. Les moyens manquent encore, notamment pour effectuer les contrôles et les analyses. Mais la direction est la bonne et la seule acceptable. *Le Monde* ne voulait pas se contenter de le dire. Il a souhaité y contribuer.

## Le rapprochement entre l'Europe et la Corée du Nord

IL Y A UN AN, la visite du président sud-coréen Kim Dae-jung à Pyongyang, en juin 2000, ouvrait la voie à un début de rapprochement entre les deux Corées. Aujourd'hui, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) est à nouveau au centre d'un « ballet » diplomatique dont le dernier développement a été la récente annonce par la Commission européenne de l'ouverture de négociations en vue de l'établissement de liens diplomatiques.

A la suite de la visite à Pyongyang, début mai, du premier ministre suédois Göran Persson, qui assume la présidence tournante de l'Union européenne, les Etats-Unis ont fait savoir, de leur côté, qu'ils étaient prêts à reprendre les négociations sur les missiles balistiques nord-coréens gelés depuis l'arrivée à la Maison Blanche du président Bush. A Séoul, le sous-secrétaire d'Etat américain, Richard Armitage, vient de rassurer sur ce point Kim Dae-jung, quelque peu déstabilisé face à son opposition dans sa politique de « main tendue » vers le Nord par le durcissement de Washington et par l'impasse actuelle du dialogue intercoréen.

Dès sa prise de pouvoir, George W. Bush a donné un coup de frein au « flirt » de Washington avec Pyongyang marqué, en septembre 2000, par la première visite en RPDC d'un secrétaire d'Etat américain - alors Madeleine Albright. Les négociations sur les missiles avaient débuté en juin 2000 en échange d'un assouplissement de l'embarco économique américain

sur la Corée du Nord. La production et la vente de missiles (à l'Irak et à la Libye en particulier) posent un double problème à Washington : outre la prolifération, elles mettent à portée de tirs les bases militaires américaines d'Okinawa (sud du Japon).

La « menace » que représentent des pays comme la RPDC ou l'Irak est l'une des justifications du projet américain de « bouclier » antimissile auquel Washington s'efforce de rallier les Européens et ses alliés asiatiques. Les Européens sont réservés, sinon hostiles ; les Asiatiques le sont aussi, mais *mezzo voce*.

### « CHASSE GARDÉE » AMÉRICAINE

A Séoul, le président Kim n'a pas été au-delà d'une « compréhension » des préoccupations américaines au cours de ses entretiens avec Richard Armitage. Les Japonais, qui ont fait en 1998 l'expérience d'un tir d'essai de missiles nord-coréens au-dessus de leur territoire, sont partagés, craignant de se retrouver seuls aux côtés des Américains si les Européens ne participent pas au projet et de provoquer la Chine.

L'initiative de l'UE en direction de la Corée du Nord aurait pu avoir des arrière-pensées stratégiques : entrer sur une « chasse gardée » américaine à un moment où Washington cherche à s'imposer comme le « shérif » mondial. En essayant de lancer un dialogue avec la RPDC, les Européens pouvaient espérer réduire la menace qu'elle représente et, du même coup, entamer la portée de l'une

des justifications de Washington pour mettre en place le « bouclier ». Il semble que la commission n'ait pas eu ces arrière-pensées et se soit simplement laissé entraîner par le « forcing » suédois pour établir un dialogue direct avec Pyongyang. Ce qui peut avoir ses mérites mais semble surtout, au stade actuel, donner un avantage au régime.

Présentée comme un « appoint » aux efforts américains et sud-coréens pour réduire la tension dans la péninsule, l'initiative européenne contribue surtout à élargir la marge de manœuvre de Pyongyang, trop content de disposer d'un nouvel interlocuteur et de pouvoir, un jour, faire son « lobbying » à Bruxelles. A-t-elle incité les Américains à annoncer plus rapidement qu'ils ne le souhaitaient la reprise du dialogue avec la RPDC ? Peut-être. Peut-on en attendre davantage ?

Les Européens arrivent en RPDC un peu en « culottes courtes ». L'Europe a ignoré politiquement ce pays - comme cette partie du monde - pendant des décennies. Certes, la Suède y entretient une représentation depuis vingt-sept ans, tandis que l'UE contribue pour 75 millions d'euros au projet de fourniture à la RPDC de centrales nucléaires à eau légère (accord de 1994 avec les Etats-Unis) en échange du gel de son programme atomique et lui fournit 200 millions d'euros en aide alimentaire.

Mais elle ne dispose guère de moyen de pression sur un régime ne comprenant que les rapports

de force et pour lequel le seul interlocuteur demeure Washington avec ses 37 000 militaires installés au sud du 38<sup>e</sup> parallèle séparant les deux Corées. Les Européens n'ont d'ailleurs pas « mis la barre » bien haut en ce qui concerne les contreparties de leur reconnaissance, obtenant seulement une confirmation du moratoire sur les missiles jusqu'en 2003.

### LE « MÉRITE » DE LA « DÉSUINION »

Aux yeux de Pyongyang, l'Union a l'énorme « mérite » de la « désunion ». Lors du sommet Europe-Asie à Séoul en octobre 2000, entraînés par l'Angleterre (qui voulait faire un coup diplomatique) et l'Allemagne, la plupart des Européens se sont précipités. Ils ne voulaient pas être en reste sur Washington (au moment où l'on pensait que Bill Clinton se rendrait à Pyongyang) et, sans se concerter, ont choisi de nouer des relations diplomatiques avec la RPDC en rompant avec la politique commune (qui consistait à demander des engagements aux Nord-Coréens en matière de droits de l'homme, de missiles et de nucléaire en échange d'une reconnaissance).

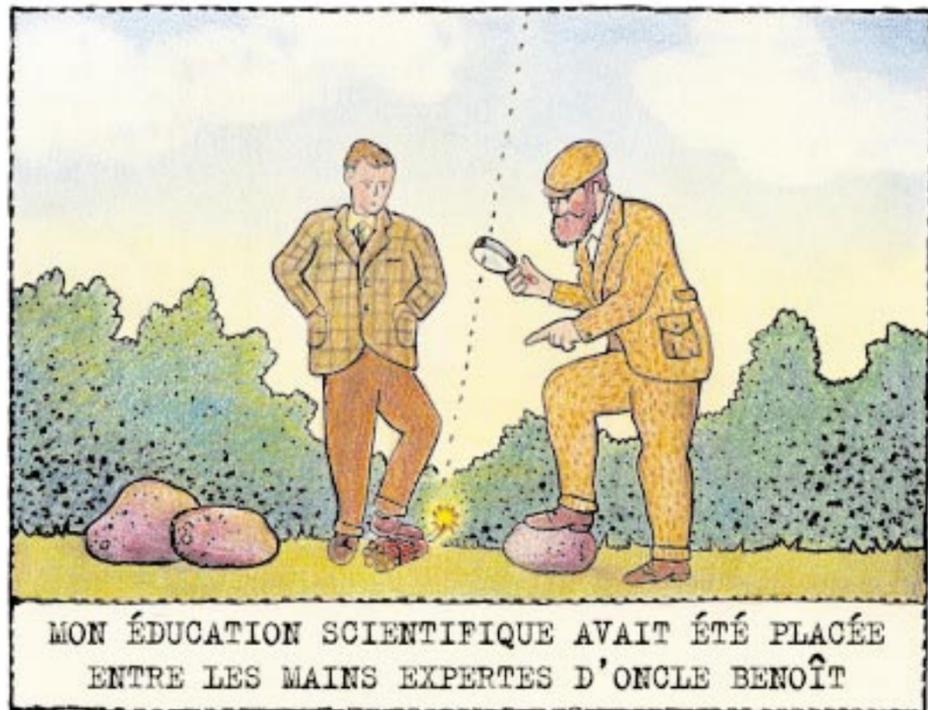
Seules la France et l'Irlande sont restées cohérentes avec elles-mêmes. Aujourd'hui encore, Paris fait valoir, non sans raison, que depuis un an la RPDC n'a pas donné de signe tangible de changement - au contraire, elle a plutôt durci sa position en ce qui concerne le dialogue intercoréen quasiment bloqué -, qui justifierait un revirement. L'Allemagne a certes négocié avec Pyongyang un protocole qui, sur le papier, constitue un progrès : la liberté de mouvement pour ses diplomates et ses organisations humanitaires. Il reste à voir comment il sera appliqué.

Les initiatives européennes en direction de la RPDC amènent à s'interroger sur la cohérence de la politique « occidentale » (Etats-Unis, Europe, Japon) et sud-coréenne vis-à-vis de l'un des régimes les plus totalitaires que la planète ait porté. Un régime qui pratique avec maestria le chantage du faible et joue de la moindre faille chez ses interlocuteurs.

Ces politiques d'ouverture diplomatique ne sont pas dénuées d'ambiguïtés : pour ne pas irriter Pyongyang, tout le monde ignore - sinon au fil de tirades générales sur les droits de l'homme - le sort tragique des 22 millions de Nord-Coréens dont beaucoup continuent à mourir de faim et sont victimes de répression. Autre ambiguïté : toute politique de détente se heurte au double souci de Pyongyang de conserver une marge de menace potentielle sans laquelle le régime n'a plus de levier pour obtenir la manne internationale nécessaire à sa survie et de ne faire que le strict minimum en matière de concession.

Philippe Pons

## Les saynètes par Glen Baxter



## La fin de la dictature des marques

Suite de la première page

Ces sigles commerciaux, qui ne s'affichent plus seulement sur les publicités, mais s'installent presque naturellement sur nos vêtements, nos chaussures ou nos lunettes de soleil, sont au centre du livre de Naomi Klein *No Logo*, dont la traduction française vient de sortir en librairie (*Le Monde* du 10 mai). Dans cette imposante étude critique, l'auteur, canadienne d'origine américaine, dénonce l'abandon par les entreprises de toute activité manufacturière au profit du seul marketing. Ayant compris que les bénéfices ne viendraient plus de la production des objets mais de leur promotion, les marques comme Nike, Coca-Cola ou Gap ont reporté toute leur énergie sur la promotion sous toutes ses formes, laissant le « sale boulot » de la fabrication à des sous-traitants installés dans les pays émergents, au mépris des plus élémentaires règles sociales ou d'hygiène.

S'il est trop tôt pour savoir si l'écho de la thèse de Naomi Klein sera aussi fort qu'il l'a été outre-Atlantique, cette nouvelle charge contre le marketing devrait alerter les dirigeants d'entreprise. La

démonstration de celle que certains appellent la « José Bové canadienne » n'est effectivement pas sans rapport avec le combat contre les OGM. De même que les membres de la Confédération paysanne, les militants antipublicité mettent au compte de la mondialisation les excès de la communication. Les multinationales qui nourrissent, habitent ou divertissent le monde entier seraient devenues si puissantes en abolissant les frontières qu'elles mépriseraient les consommateurs. Les deux aspects de la lutte contre la mondialisation se retrouvent d'ailleurs autour de la marque McDonald's, dont José Bové a fait le symbole de la « malbouffe » et que Naomi Klein dénonce comme l'une des marques impérialistes.

### AVEC L'AIDE D'INTERNET

En France, ce mouvement est encore très embryonnaire. Pas plus que les appels au boycottage n'ont mis en péril Danone, les groupes comme Les Casseurs de pub ou Résistance à l'agression publicitaire ne sont menaçants pour les marques. La récente polémique autour des campagnes « porno chic », qui se sont affichées sur les murs des villes et dans les magazines, montre néanmoins que les annonceurs et leurs agences de publicité ne peuvent plus tout se permettre au nom de la créativité. Là encore, il serait faux d'affirmer que cette protestation est le fait d'un grand mouvement populaire. Mais le signal a été suffisamment fort pour que la ministre déléguée à la famille et à

l'enfance s'empare du débat. Et si la solution législative que n'exclut pas Ségolène Royal n'est certainement pas la meilleure, l'affaire a fait assez de bruit pour que le Bureau de vérification de la publicité s'en empare et que les professionnels entament un début de réflexion sur les limites de leurs créations.

Les marques auraient cependant tort d'ignorer ce courant d'opinion au motif qu'il est minoritaire. L'exigence de transparence d'une société surinformée, ajoutée à celle de consommateurs toujours plus vigilants, les oblige à prendre en compte ces signaux d'alarme. La société de consommation n'en est certes pas à affronter sa première vague de contestation. L'après-mai 68 avait déjà été l'occasion d'une réflexion critique sur le bien-fondé de la croissance à tout prix. A la différence de leurs aînés des années 1970, les nouveaux opposants à la publicité disposent aujourd'hui avec Internet d'un moyen de transmission adapté à leur combat. Après le naufrage de l'*Erika*, des campagnes publicitaires du groupe pétrolier Total avaient été détournées et avaient déferlé dans les boîtes aux lettres électroniques. De même est-il probable que l'appel au boycottage de Danone n'aurait pas eu un tel écho s'il n'avait pas été lancé par le biais d'un site Internet.

Face à ces nouvelles armes, les marques et leurs agences de publicité ne sont pas en danger de mort. Quels que soient les moyens de leurs opposants, elles conservent une puissance économique qui leur

garantit un avantage médiatique. Mais elles doivent utiliser avec doigté ces moyens de communication massifs. Danone a été en grande partie victime d'un retour de bâton publicitaire. A force d'utiliser tous les canaux pour prouver la qualité de ses produits et se présenter comme une entreprise citoyenne, la marque s'est exposée à l'incompréhension des consommateurs dès lors qu'elle a brusquement quitté ce registre rassurant.

A défaut d'exercer une dictature, comme l'affirment leurs détracteurs, les marques, engagées dans une compétition mondiale, ont parfois oublié que les consommateurs sont aussi des citoyens. Sans la prise en compte de leur sensibilité et de leurs différences, ce qui n'est aujourd'hui qu'un trouble risque de se transformer en crise de confiance.

Frédéric Roy

### RECTIFICATIF

#### JUSTICE

Dans un article sur la baisse de la détention provisoire, nous avons écrit par erreur, dans *Le Monde* du 10 mai, que 3 478 personnes avaient été placées en détention provisoire de janvier à mars 2001. Le chiffre exact est de 4 978 personnes, à comparer aux 7 600 personnes placées en détention provisoire de janvier à mars 2000. Ces premiers chiffres, non stabilisés, sont fournis par la Chancellerie.

## IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

### A la lumière de Bourdelle

EN SON PREMIER demi-siècle d'éternité, Antoine Bourdelle, sans descendre de sa magnificence rocheuse, se rapproche peu à peu d'un public qui apprend à mieux le comprendre. De la trinité fameuse, Rodin, Bourdelle, Maillol, qui, au-delà d'un académisme passager, mais d'autant plus virulent, a cherché, chacun dans sa voie, un nouvel équilibre des volumes et du ciel, il n'apparaît point que Bourdelle, pour célèbre qu'il fût, ait longtemps été le plus populaire. L'essaiage de certaines de ses plus grandes œuvres à l'étranger ou en province - monument d'Alvear à Buenos Aires, *Le Fruit* à Bâle, le monument aux héros de 1870 à Montauban - en est peut-être une raison, de même que l'emplacement du tourbillonnante place de l'Alma, s'érige sur un grandiose horizon, mais dans un désert d'yeux distraits.

A ces conjonctures spatiales s'ajoutent des motifs humains, dont le premier est la proximité de Rodin, qu'Antoine Bourdelle ne cessa d'étudier et d'admirer, mais contre l'influence exclusive duquel, par une espèce de nécessité vitale, il n'a cessé de se raidir pour préserver sa transposition extérieure d'un univers intérieur exigeant et tourmenté. A la vérité l'œuvre et le monde spirituel de Bourdelle, comme ceux de Rodin d'ailleurs, demandent une adhésion facile mais passionnée de l'âme pour s'ouvrir un chemin jusqu'au meilleur de l'homme. Car l'on y voit aisément l'œuvre d'un visionnaire autant que celle d'un bâtisseur lucide ; la patience d'un artisan de cathédrale autant que l'intuition technique d'un maître.

Jacques-Henry Bornecque  
(24 mai 1951.)

## Le Monde sur TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

*Le Monde* sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du *Monde* : 01-42-17-29-89. *Le Monde* sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# Le mirage Berlusconi

par Ilvo Diamanti

La victoire de la Maison des libertés, coalition dirigée par Silvio Berlusconi, n'a pas été fêtée en Italie par des manifestations populaires. Tout s'est déroulé dans les médias, à la télévision et dans les journaux. Comme, du reste, la campagne électorale. Et pourtant cette campagne électorale, d'une dureté et d'une âpreté rares, avait duré des mois et des mois, avec un thème central : tous contre Berlusconi. Et Berlusconi contre tous.

Le jour des élections est passé, Berlusconi et la Maison des libertés ont gagné. Mais la réaction populaire est restée étonnamment froide. Les vainqueurs et leur leader eux-mêmes abordent cette deuxième expérience de gouvernement - après celle de 1994 - avec une modération qui contraste avec la campagne agressive menée jusqu'à la veille du scrutin. Cette attitude modérée de la droite répond à la nécessité de rassurer la société, divisée par des mois de confrontation. Mais aussi de ne pas offrir de nouvelles occasions de polémique aux observateurs politiques, institutionnels, financiers. Intérieurs ou internationaux.

Après une bataille « exceptionnelle », c'est donc le désir de paraître « normal » qui semble s'imposer. Les résultats électoraux ne sont pas pour rien dans cette attitude. Ils se sont révélés, dès le

début, moins spectaculaires que prévu. Certes, la victoire de la droite est nette, puisque la Maison des libertés a remporté une large majorité des sièges tant à la Chambre qu'au Sénat.

Mais, en termes de voix, la Maison des libertés et son leader sont loin d'avoir recueilli une majorité sociale aussi forte. Les chiffres le démontrent. Sans possibilité d'erreur. La Maison des libertés l'a emporté au Sénat, au scrutin majoritaire, avec 42,5 % des suffrages exprimés, soit 3 % de plus que L'Olivier (la coalition de gauche). Il s'agit d'un recul d'environ 5 % par rapport aux législatives de 1996 si l'on se fonde sur les suffrages recueillis alors par les partis qui composent aujourd'hui la Maison des libertés (le Pôle, formé par Forza Italia, l'Alliance nationale et les petits partis centristes, la Ligue du Nord).

L'Olivier a, lui, perdu 2 %. Mais si l'on considère les résultats obtenus par d'autres listes (l'Italie des valeurs, dirigée par l'ancien juge Di Pietro, ou Refondation communiste, qui étaient alliées avec lui lors des élections précédentes), il aurait pu atteindre 47 % des voix. Autrement dit, une confortable majorité.

Certes, quand il n'y a pas d'accord entre les partis, il n'est pas logique d'ajouter leurs électeurs. Il s'agit d'entités politiques

distinctes. Cependant, cet accord existait, et il a été rompu. Contrairement à ce qui s'est passé à droite. Ce qui signifie que le résultat, au Sénat, a été déterminé par la politique des alliances. Et non par l'augmentation des suffrages accordés à la droite, qui n'a pas eu lieu. Ni par la séduction exercée par son leader, qui n'a pas élargi la base électorale de sa coalition.

La démonstration est encore plus évidente si l'on raisonne sur les résultats des élections à la Chambre des députés. Contrairement au Sénat, L'Olivier et Refondation communiste avaient conclu un accord de non-belligérance. Les calculs réalisés par le groupe de travail du ministère de l'intérieur, que dirige le politologue Antonio Agosta, montrent un équilibre en voix entre les deux camps. En Italie, chaque électeur vote de manière distincte et avec deux bulletins différents, d'une part pour des coalitions et des candidats à la Chambre, au scrutin majoritaire (75 % des sièges), et d'autre part pour des partis, au scrutin proportionnel (les 25 % restants).

Au scrutin majoritaire, la Maison des libertés a obtenu 45,4 % des votes (le Pôle et la Ligue, en 1996, avaient dépassé les 50 %), L'Olivier allié à Refondation autour de 44,2 %, plus ou moins comme en 1996. Il faut souligner, là encore, que l'Italie des valeurs,

qui se présentait seule, a capté près de 4 % des voix.

En ce qui concerne les sièges attribués à la proportionnelle, les choses sont sensiblement différentes. Les partis qui composent la Maison des libertés, pris tous ensemble, dépassent les 18 millions de voix, soit 49 % du total. Cependant, ce chiffre appelle deux observations :

- Ce résultat représente un recul pour la Maison des libertés de plus de 1 million de voix et de 3 % par rapport à 1996.

- Le vote proportionnel exprime le soutien à un parti, non pas à la coalition ou à la personnalité de son chef.

Sartori et Renato Mannheimer) d'une grande stabilité.

Dès lors, il est faux de dire que « Berlusconi a séduit les Italiens ». Ce qu'il a fait, c'est construire, représenter, diriger une coalition. Qui a rassemblé 45 % des électeurs, donc une majorité ample mais relative.

En revanche, il y a lieu de soupçonner que la campagne électorale, devenue de plus en plus un référendum centré sur la personne de Berlusconi, a fonctionné comme une prophétie autoréalisatrice. Parce qu'elle a fait de lui le centre, presque unique, du débat et de l'opinion publique. Parce qu'elle a conditionné la perception

de la droite, fruit d'une affirmation personnelle de Berlusconi auprès des électeurs. Mais cela n'est vrai que sous les angles politique et parlementaire. Alors que, sur le plan des représentations sociales, le scénario est beaucoup plus ouvert, pluraliste, équilibré.

Même l'Italie du Nord, que trop d'analyses, y compris dans la presse française, avaient présentée comme la chasse gardée de la droite, a enregistré une remontée de la gauche. A la différence du Mezzogiorno, où s'est nouée la victoire de la Maison des libertés. Berlusconi et le *centrodestra* ont obtenu au Parlement des chiffres suffisants pour gouverner sans problème. Il leur faudra toutefois tenir compte d'une opposition minoritaire au Parlement mais qui dispose d'un large soutien dans la société.

C'est pour cette raison aussi qu'ils n'ont pas fait de grande fête après les élections. Il n'y avait pas de quoi. Car on a assisté à une consultation beaucoup plus ouverte et équilibrée qu'on ne s'y attendait. Libre à chacun de voir dans ce résultat le énième signe que l'Italie est un pays bizarre, anormal. Hier bloqué dans un bipolarisme imparfait et sans alternance. Aujourd'hui sensible à l'influence des médias et à la séduction de leur roi. Mais c'est une lecture équivoque, où de vieux préjugés prennent le pas sur la réalité. Et qui empêche de voir que le vote du 13 mai a marqué un succès « normal » par ses proportions. Rendu anormal et exceptionnel et, du même coup, favorisé par ceux - ils sont nombreux - qui ont cru sans esprit critique à la « chronique d'une victoire annoncée » depuis longtemps, racontée par celui qui en est le héros, Silvio Berlusconi.

Ilvo Diamanti est professeur de science politique à l'université d'Urbino.

Traduit de l'italien par Sophie Gherardi

## Le laboratoire italien

par Pierre Musso

AU-DELÀ des anathèmes et autres formes de diabolisation, il faut prendre au sérieux le phénomène Berlusconi pour le comprendre dans son originalité. Pour la première fois dans une grande démocratie, le chef d'une entreprise de médias accède par deux fois à la fonction de premier ministre.

Nombre d'observateurs ont établi un lien de causalité entre les deux aspects : sa réussite ne serait que le résultat d'une télécratie : si Berlusconi a su faire rêver les Italiens et conquérir le pouvoir, c'est parce qu'il possède trois grands réseaux nationaux de télévision. Déjà, lors de sa première accession au pouvoir en 1994, le cas Berlusconi fut en France enfermé dans des formules-boîtes comme le « télé-populisme », voire le « télé-fascisme », comme pour mieux le conjurer.

Une autre explication tout aussi réductrice a présenté Berlusconi comme l'homme de tous les « pouvoirs occultes » associés à une certaine vision de l'Italie : Mafia, loge P2, affaires douteuses, fraudes, argent sale, etc. Autant de soupçons qui, même partiellement vérifiés, ne rendent pas compte de la complexité du phénomène.

D'autres encore ont pu voir dans la démarche politique de Silvio Berlusconi une sorte de fuite en avant pour sauver son groupe du surendettement ou des enquêtes qui le menaçaient.

Toutes ses interprétations convergent sur l'idée que Berlusconi manipulerait l'opinion grâce à la télévision considérée comme un simple outil de propagande. La question demeure : comment un chef d'entreprise peut-il devenir en moins de dix ans le dirigeant d'une grande démocratie européenne ? Comment un parti, Forza Italia, créé de toutes pièces sur un modèle commercial et sportif, devient-il en huit ans le premier parti d'Italie ? Comment obtient-il une majorité absolue dans les deux Chambres au terme d'une mobilisation massive de l'électorat que l'on ne voit guère dans les autres démocraties si promptes à donner des leçons à l'Italie ?

Bien sûr, cette conquête du pouvoir est le fruit d'une stratégie politique classique : formation d'un grand parti, implantation réussie sur tout le territoire, conclusion d'une alliance destinée à former une majorité parlementaire avec l'Alliance nationale de Fini et la Ligue de Bossi que Berlusconi a su à la fois associer et marginaliser pour l'empêcher de renouveler le chantage de 1994 qui l'avait obligé à quitter le pouvoir.

Au-delà de ce savoir-faire politique mis en œuvre en un temps

clair, Berlusconi a su importer et imposer dans le champ de la représentation politique les techniques du marketing, de la publicité et surtout de la mise en scène de la télévision commerciale généraliste. Dans le vide politique italien ouvert par la chute du Mur et l'enquête « Mani pulite », « il Cavaliere » a élaboré une nouvelle construction symbolique faite de rêves et de références au petit écran ou au sport, et opposées à la figure usée de l'Etat en crise et aux forces qui lui étaient associées.

Il a poursuivi, sur la scène politique, le travail de l'industrie du divertissement qui est une usine à rêves. Il a traduit l'imaginaire télévisuel en politique. Le phénomène Berlusconi ne se comprend que dans sa genèse. Comme toujours en Italie, « pays aux cent villes », tout commence par le local. Il y a trente ans, Berlusconi part de Milan la financière où, promoteur immobilier d'un quartier nouveau, il intègre divers services, dont la

reconquête du pouvoir a nécessité la construction d'un rêve pour l'Italie dont il est l'incarnation. Pour parvenir à Rome, Berlusconi a opéré une ultime opération symbolique : celle de la réussite managériale envahissant tout le champ social. Il s'est présenté sur tous les murs d'Italie comme « président-entrepreneur », nouveau pape de l'entreprise et du politique réunifiés en son corps de manager bronzé, souriant, impeccable, riche, sportif, amical.

Berlusconi est un vendeur qui a expérimenté le lien entre le service offert et le rêve combiné au désir d'achat. Tout son art est d'associer des images à son aventure économique puis à sa démarche politique. Il circule de la sphère économique à celle des signes, de l'imaginaire télévisuel à celui du politique. Il passe de la finance à la télévision, de l'entreprise au politique ou au symbolique.

Car il caractérise la nouvelle forme d'entrepreneur contemporain, le néomanager de la grande entreprise de communication qui gère des flux financiers ou d'images et des réseaux d'influence. Il est un manipulateur de symboles. Demeure constante dans sa stratégie l'interpellation du citoyen comme un consommateur auquel il vend un continuum de services et d'images intégrés, balisant ainsi la vie quotidienne de la famille italienne grâce à ses magasins, ses écrans de télévision, son équipe de football ou ses élus et ses commerciaux.

Avec la politique, Berlusconi n'a fait que pousser à son terme cette logique en traitant le citoyen-électeur comme un téléspectateur-consommateur, c'est-à-dire en gérant son passage du chariot à provisions à l'isolat, via le petit écran. Certes, il est le fondateur du parti de l'entreprise, mais il est surtout l'alchimiste de la fusion entreprise-patrie. Tout son discours est bâti sur cette incarnation, de même que son personnage : self-made-man mythique auquel peut s'identifier une majorité d'Italiens chez qui l'esprit d'entreprise est vivace.

Berlusconi a réenchâssé le politique grâce au modèle de la réussite et de l'efficacité entrepreneuriale. Le dogme managérial tend à vampiriser l'ensemble de la société. Le succès de Berlusconi marque ainsi la victoire de la grande entreprise de communication moderne sur l'Etat-Nation en crise. Plutôt qu'une exception, l'Italie est peut-être un laboratoire.

Pierre Musso est professeur en sciences de la communication à l'université Rennes-II.

► www.lemonde.fr/italie2001

### Le succès de Berlusconi marque la victoire de la grande entreprise de communication moderne sur l'Etat-nation en crise

télévision câblée, dans sa « cité du futur ». Il étend ensuite son activité de Milan à la Lombardie, puis à l'échelle nationale par extension de ses télévisions hertziennes.

En l'absence de réglementation, Berlusconi a formé un groupe de télévision, composé de trois chaînes nationales, pour contrebalancer les chaînes de la RAI. Cette expérience lui a permis d'opposer systématiquement la télévision commerciale à la télévision publique, de se confronter à l'Etat sur le terrain de sa production symbolique. Depuis vingt ans, il a fait triompher le modèle de télévision financée par la publicité, créant un lien direct entre la programmation télévisuelle et la consommation marchande.

Cette réussite l'a conduit à descendre dans l'arène politique dans le contexte de crise des grands partis classiques. Dès lors, il engrange les succès électoraux puis demeure le leader de l'opposition après la victoire du centre-gauche en 1996. Sa

Avec Mediapost, la communication de proximité fait chaque jour la preuve de son efficacité.

**DONNANT-GAGNANT**

Après réception d'une publicité en boîte à lettres, **76% des Français** déclarent s'être délectés dans leur magasin habituel, **45%** dans un magasin inhabituel et, mieux encore, **52%** sont passés à l'acte d'achat\*. Cas retombés commerciaux, vous aussi, vous pouvez en profiter, en choisissant Mediapost pour vous aider à cibler précisément les consommateurs susceptibles de réagir à vos offres.

\*Source : étude SOFRES La Poste Mediapost.

► The S&L Group - 102 - 110 003 - Illustration Bruno Desautels.

Pour en savoir plus : 01 58 07 10 32 ou [www.mediapost.fr](http://www.mediapost.fr)

**mediaPOST**  
GROUPE LA POSTE

La puissance, tout en finesse.

**HABILLEMENT** Le groupe espagnol Inditex, maison mère de la marque de mode Zara, s'est introduit en Bourse à Madrid, mercredi 23 mai. ● LE SUCCÈS de cette introduction

est celui de Zara et de ses centaines de magasins, dans les principales villes d'Europe, s'imposant comme un nouveau géant, au détriment des anciens, Marks & Spencer ou C & A.

● AMANCIO ORTEGA, le mystérieux fondateur d'Inditex, a mis au point un redoutable système de copiage de tendances et de production ultra-rapide de vêtements, qui permet à

Zara d'être toujours à la pointe de la nouveauté. ● LE MONDE de la mode est partagé face au succès du groupe espagnol, copieur sans scrupule ou imitateur génial. ● LA MODE

française, après avoir longtemps donné le la de la création, a raté la révolution des « marques-enseignes », qui régissent désormais sur l'habillement mondial.

# La Bourse donne à Zara la consécration que lui refuse le monde de la mode

Le groupe espagnol Inditex a été coté pour la première fois, mercredi 23 mai, sur le marché de Madrid. La souscription massive des actions par les investisseurs traduit le succès du concept de cette chaîne de magasins d'habillement, fondé sur le copiage systématique des tendances en vogue

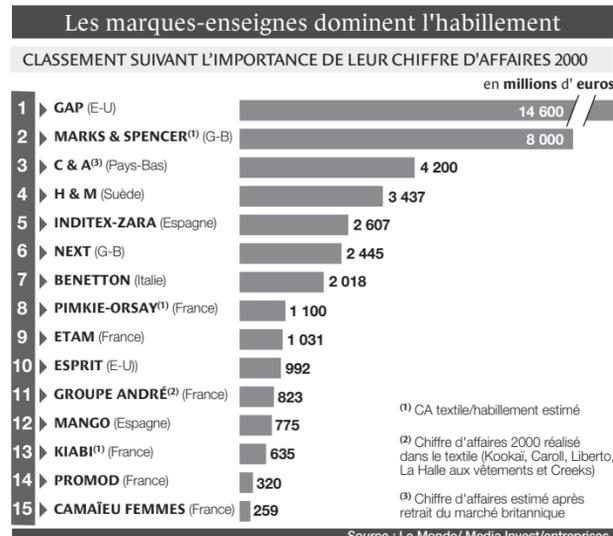
## MADRID

de notre correspondante

C'est un passage de témoin fortuit mais hautement symbolique. A l'heure où le géant britannique de la distribution textile Marks & Spencer bat en retraite, annonçant son retrait total du continent, l'un de ses vainqueurs, la marque espagnole Zara, fait une entrée triomphale en Bourse. La décision, très attendue, a traîné pendant près d'un an. Mercredi 23 mai, à Madrid, une offre publique de vente (OPV) a été lancée, destinée à placer jusqu'à 26,09 % du capital du groupe Inditex, maison mère de Zara. Le prix de l'action a été fixé à 14,70 euros, soit presque au plus haut de la fourchette indiquée pour l'OPV. Ce qui permet d'évaluer le groupe à environ 9,16 milliards d'euros (plus de 60 milliards de francs) dès son introduction.

A peine la nouvelle connue, en avril, ce fut la ruée : les demandes des particuliers, auxquels étaient destinés 44,59 % de l'OPV, couvraient plus de cinq fois l'offre ; quant à celles des investisseurs espagnols et étrangers, à qui étaient proposés respectivement 12,97 % et 38,91 % de l'OPV (les 3,53 % restants étant destinés au personnel du groupe), elles ont dépassé plus de vingt-cinq fois le nombre d'actions disponibles ! Qu'est-ce qui rend Inditex, ce holding textile créé en 1985, si appétissant ?

D'abord les chiffres d'une solide



santé : 24 000 employés, 1 117 magasins sous quatre enseignes (dont 457 sous la marque Zara), implantés dans 33 pays, surtout en Europe, mais aussi en Amérique, au Moyen-Orient ou en Asie. Un chiffre d'affaires dont la moitié se réalise à l'étranger et qui a doublé ces trois dernières années, atteignant en 2000 435 milliards de pesetas (2,61 milliards d'euros), soit 28 % de plus qu'un an avant, et un bénéfice net de 43 milliards de pesetas (259,22 millions d'euros), en hausse de 27 %. Et ce n'est pas

fini. Après avoir triplé sa taille en cinq ans, Inditex envisage d'investir à nouveau 1,5 milliard d'euros dans les cinq ans. En 2001 et 2002, le groupe prévoit l'ouverture de 150 à 200 nouveaux magasins, dont un bon quart de boutiques à l'enseigne Zara.

Cette marque, aujourd'hui présente dans les principales villes d'Europe, est la locomotive qui a permis de tirer Inditex sur les rails du succès, depuis 1975. Visant à habiller aussi bien les enfants, les femmes que les hommes, elle génère

aujourd'hui les trois quarts des revenus du groupe et 86 % de ses profits. Zara est l'essence même de l'« esprit Inditex » : mettre la dernière mode à portée de toutes les bourses, le plus vite possible, au coût le plus bas possible. Une conviction érigée en dogme, que le mystérieux créateur de Zara, Amancio Ortega, s'est forgée très tôt, dès ses débuts dans diverses boutiques de chemiserie et lingerie de La Corogne, dans la Galice pauvre des années 1960 (*lire ci-dessous*). Son concept, novateur pour l'époque, était de proposer à prix réduit, dans ses boutiques, pratiquement les mêmes modèles que ceux qui avaient été vus dans les défilés de mode quelques jours plus tôt. Pour cela, M. Ortega s'est doté d'une force de frappe et d'une capacité d'adaptation impressionnantes : là où son concurrent Benetton mettra plus de trois mois à répondre à une tendance qui émerge dans la demande des consommateurs, Zara ne prendra pas plus de quinze jours. Les collections sont renouvelées toutes les semaines, et chaque année 11 000 modèles sont mis sur le marché, soit 90 millions d'articles en tout.

Pour assurer une telle mobilité, le mot d'ordre est de produire « en temps réel ». Pour cela, les vendeurs sont équipés d'ordinateurs portables, reliés à une centrale informatique intégrée au siège du groupe. Ils enregistrent chaque jour les données des ventes, qui

sont ensuite analysées au centre d'Arteixo, en Galice, en vue de s'adapter quasi instantanément à la demande. Les temps de création sont ainsi raccourcis au minimum. Une flotte de camions part chaque semaine de Galice pour livrer l'ensemble des boutiques. Là où ce n'est pas possible, les avions suppléent. L'autre clef du succès est l'« intégration ». Près de 50 % des

**Les collections sont renouvelées toutes les semaines, et chaque année 11 000 modèles sont mis sur le marché, soit 90 millions d'articles en tout**

tissus sont achetés parfois à l'état brut, on les teint à la commande, dans la vingtaine d'usines du groupe qui gèrent tout, de la création à la livraison.

De publicité, en revanche très peu. M. Ortega n'aime pas la presse... Il préfère dépenser son argent pour essayer ses boutiques, dans les meilleurs endroits des villes, et les imposer par son

seul concept de « copieur de tendances » parfaitement assumé. Ce système global, Inditex l'applique aux autres enseignes qui ont permis de compléter l'offre initiale de Zara. Pull & Bear, créé en 1991 pour proposer un habillement plutôt « sport », vise les jeunes de quatorze à vingt-huit ans ; Massimo Dutti, dont Inditex a pris le contrôle en 1995, s'adresse plutôt aux vingt-cinq-quarante-cinq ans, qui aiment la qualité à prix raisonnable. En six ans, Inditex a multiplié par dix les bénéfices de Massimo Dutti, vendu dans douze pays.

La dernière-née, Bershka, lancée en 1998, entend répondre aux demandes changeantes et exigeantes des adolescents et des jeunes adultes (de treize à vingt-trois ans) : couleurs vives, accessoires très « mode », la marque offre toute la panoplie des « lolitas » des années 2000, dans des magasins à la limite de la discothèque, avec écrans télé, boissons fraîches et musique techno, parfois même disc-jockey et vente de CD. En trois ans, Bershka a ouvert 104 boutiques dans quatre pays et réalise plus de 20 % de ses ventes à l'étranger. Pour accentuer sa percée sur ce nouveau marché, Inditex a même racheté, en 1999, la concurrence, à savoir la chaîne catalane Stradivarius, qui exploite plus de cent magasins dans sept pays.

Marie-Claude Decamps

## PROFIL

### UN IMITATEUR GÉNIAL ET MYSTÉRIEUX

Il a fallu près d'un quart de siècle, le temps que sa marque Zara collectionne les succès aux quatre coins du monde, pour que l'on connaisse enfin son visage, publié discrètement en septembre 1999, dans un coin d'un rapport d'activités du groupe. Donc Amancio Ortega, ses tempes blanches, son demi-sourire un peu gêné, son visage volontaire, existe vraiment... On finissait par se le demander. Et pour tous ceux qui, sans l'avoir jamais vu, décrivaient le patron d'Inditex comme « le Benetton des années 2000 », c'était une grande nouveauté.

Les révélations s'arrêtent là, car le señor Ortega fut la presse et cultive toujours son mystère et ses secrets. Même la visite de l'héritier du trône d'Espagne, le prince Felipe, à l'usine mère de Zara, à Arteixo, près de La Corogne, n'a pu le décider à sortir poser pour la traditionnelle photo. Devant tant de réticences, dans cette Galice riche en brumes et en brumeuses histoires, certains avaient tout imaginé sur l'ascension fulgurante du groupe textile et de son patron. Y compris que des bateaux naviguant en eaux internationales abritaient des milliers de travailleurs asiatiques sous-payés, travaillant inlassablement pour le groupe...

Moins rocambolesque, la vérité, telle qu'elle nous est racontée, n'en est pas moins originale. L'homme le plus riche d'Espagne – il contrôle 61 % de son groupe – serait né en 1936 d'un père tra-

vaillant aux chemins de fer à Valladolid. Ce n'est qu'à treize ans qu'il arrive en Galice. Il y devient coursier de la chemiserie Gala, à La Corogne puis, dans les années 1960, employé, avec ses frères et sa fiancée, à la lingerie La Maja, un classique en ville.

C'est là que tout commence. La lingerie a sorti une robe de chambre matelassée, rose à parements bleu tendre. Tout le monde se l'arache. Enfin, presque tout le monde car elle est très chère. Le jeune Amancio se dit alors qu'il peut en fabriquer une copie moins chère, avec un moins beau tissu, et qu'il distribuera lui-même. Le futur concept de Zara, mettre la dernière mode à portée de tous, est né.

En appartement d'abord, courant jusqu'à Barcelone pour trouver des tissus bon marché, Amancio Ortega fabrique quatre par quatre pyjamas et lingerie, qu'il livre en personne. Avec ses économies, il montera ensuite sa première usine, Confecciones Goa.

En 1975, Zara ouvre, pour la première fois à La Corogne. Et à l'heure où le groupe, devenu un géant international, entre en Bourse, le patron d'Inditex, sacrifiant à la modernité, va jusqu'à signer, sous une photo qui n'est plus le petit cliché d'identité utilisé jusque-là, une lettre d'introduction au rapport annuel : « Comme dans la première boutique, il y a vingt-cinq ans, chaque jour nous nous exposons au jugement du public. Et chaque jour, conclut-il, nous essayons de le séduire, avec la dernière mode, le style le meilleur et le service le plus attentif. »

M.-C. D.

## Du copiage de tendances à l'uniforme mondial

ENTRE les différentes lignes de vêtements (femme, homme, enfant), les accessoires et les cosmétiques, la force de Zara est de satisfaire aussi bien la « bimbo » décolorée de quinze ans que la bourgeoise du 16<sup>e</sup> arrondissement ou le VRP en quête d'un costume. « Avec Zara, le rapport au vêtement a complètement changé. Ce sont les premiers à avoir montré un produit accessible dans un environnement de qualité », remarque Patricia Romatet, directrice de recherche à l'Institut français de la mode (IFM).

Au siège d'Arteixo, deux cents personnes travaillent dans le département de création et réinterprètent à la sauce maison (matières simples et petits prix) les tendances dictées par les capitales de la mode. Fonctionnant en circuit court – une dizaine de jours sont nécessaires entre le dessin d'un modèle et sa mise en rayon dans les boutiques –, le fabricant espagnol peut s'adapter aux micro-courants de mode, décelés par les magazines et les bureaux de style. Chaque année, plus de 11 000 modèles différents sont

proposés, et la sélection des magasins est renouvelée deux fois par semaine, pour encourager les visites régulières des client(e)s. Ce printemps, les 457 boutiques Zara du monde entier, aux états de bois blond, proposent les mêmes variations autour des imprimés op arts en noir et blanc, des panoplies militaires et des ensembles Riviera années 1950.

### « AU-DELÀ D'UNE COPIE DÉSORDONNÉE »

« Il y a un œil Zara, synthétique et analytique, au-delà d'une copie désordonnée », poursuit Patricia Romatet. Dans les rayons, on peut s'offrir une version – simplifiée – en viscose à 379 francs de la jupe Prada en lin à 3 050 francs, ou une veste d'uniforme à boutons dorés à 749 francs, très inspirée de la collection printemps-été de Marc Jacobs pour Louis Vuitton. « Le point positif, c'est que Marc Jacobs fait partie des rares designers qui influencent des mouvements de mode diffusés dans le monde entier », constate Isabelle Jordan-Ghizzo, directrice de la

communication de Louis Vuitton. Elle estime néanmoins que « les deux ne sont pas comparables, devant la qualité des finitions, la recherche d'imprimés exclusifs et la distribution très sélective du prêt-à-porter Vuitton ».

Avec 90 millions de pièces vendues en 2000 dans 29 pays, la chaîne espagnole porte plus ombrage aux autres enseignes de prêt-à-porter bon marché qu'aux ténors du luxe, dont les produits copiés sont en quelque sorte consacrés comme des icônes du style. En réussissant à créer une forme de rareté dans l'abondance – les vêtements restent en moyenne trois semaines en rayon – Zara est peu présent dans les journaux de mode et limite souvent ses apparitions aux vitrines des boutiques. Pour Maria-Jesus Garcia, responsable de la communication d'Inditex, « le renouvellement des produits est tel qu'un vêtement risquerait d'être déjà en rupture de stock au moment de sa parution dans un magazine ».

Anne-Laure Quilleriet

## Les créateurs français ont raté le virage des « marques-enseignes »

« ZARA ? Cette enseigne où les produits sont conçus avec un appareil photo plutôt qu'avec un crayon... » ironisait Daniel Hechter en 1997, peu après le début de la

### ANALYSE

**La distribution et l'industrie ont été négligées au profit de la création**

grande offensive de la marque espagnole sur le marché français. Quatre ans plus tard, M. Hechter a vendu sa griffe à son licencié allemand, et Zara triomphe, omniprésent dans les centres des principales villes françaises.

Pays phare de la haute couture et de la grande distribution, la France s'est curieusement laissé distancer et envahir, dans l'habillement de grande diffusion, par les enseignes étrangères, Benetton, GAP, H & M, Zara... Comme si elle n'avait pas su marier ses deux spécialités. Les investisseurs français du secteur de la mode ont préféré miser sur le luxe et les grands magasins, à l'instar d'un Bernard Arnault (Dior, Vuitton, Givenchy), Le Bon Marché, Sephora, etc.) ou d'un François Pinault (Le Printemps, Gucci, Yves Saint Laurent, etc.). L'habillement de masse est resté

l'apanage de la grande distribution, sous ses marques propres (Tex chez Carrefour) ou ses enseignes spécialisées, type Kiabi (Auchan) ou La Halle aux vêtements (groupe André). Mais sur le créneau intermédiaire de la mode de grande diffusion, le textile français n'aligne que des poids moyens ou légers : Etam, Pimkie, Promod, Camaïeu, Naf-Naf, Morgan... Des marques qui, en notoriété internationale, sont encore loin de leurs concurrents.

Pourtant, dans les années 1960 et 1970, le textile français avait le meilleur fer de lance qui soit pour conquérir une planète-mode déjà en voie de mondialisation : un foisonnement de « jeunes créateurs ». Trente ans plus tard, aucun n'a bâti d'empire. Pierre Cardin, qui avait, selon certains, le potentiel pour devenir un Calvin Klein avant l'heure, peut certes se targuer d'avoir aujourd'hui l'une des marques françaises les plus connues au monde. Mais c'est un empire de papier, reposant sur une myriade de licences qui ont contribué à dévoyer la griffe, appesantie sur toutes sortes de produits et vendue un peu n'importe où, grandes surfaces incluses. Paco Rabanne et Ted Lapidus sont tombés dans l'escarcelle de petits industriels du parfum, respectivement Puig et Bogart, qui se sont empressés d'ar-

rêter la couture. Les Courrèges, Guy Laroche, Scherrer, après avoir porté haut les couleurs de la créativité française, se sont fondus dans la masse innombrable des marques de prêt-à-porter. Les deux grands créateurs qui ont émergé des années 1980, Jean-Paul Gaultier et Thierry Mugler, ont fini par s'adosser à l'un à Hermès, l'autre au groupe de cosmétiques Clarins. Chanel, Dior et Saint Laurent, les trois superstars de la haute couture parisienne, sont devenues de grandes marques de parfums et d'accessoires de mode, en aucun cas des géants du vêtement. Quant au Sentier, creuset de la mode parisienne de grande diffusion, il a certes permis l'éclosion de quelques *success stories*, comme Naf-Naf, Manoukian ou Morgan. Mais on est encore loin de l'envergure d'un Zara.

### DÉLOCALISATIONS MASSIVES

Focalisés sur la création, partie « noble » de la mode, les Français ont négligé l'industrie, en amont, et la distribution, en aval. Alors que Benetton et Inditex sont restés maîtres de leurs usines, qu'ils s'appuient, dans leurs pays respectifs, sur un tissu de sous-traitants extraordinairement vivace, les effectifs du textile/habillement ont fondu en France, au profit d'une délocalisation massive de la production vers des pays à moindres

coûts. De même, en aval, les Français n'ont pas vu venir l'essor des marques-enseignes, propriétaires de leurs magasins, sur le modèle de Zara, au détriment des boutiques multimarques indépendantes et des anciens formats de grands magasins. Un choix que n'avaient fait jusque-là que des marques de luxe, comme Louis Vuitton.

Seul un groupe octogonaire, Etam, tente aujourd'hui de relever le défi, en suivant la surenchère imposée par les étrangers, en quête de magasins toujours plus grands dans les meilleurs emplacements des centres-villes. Au risque d'exploser en vol. Le groupe exploite aujourd'hui 1 150 magasins en Europe et a ouvert en avril un immense paquebot de 4 200 mètres carrés sur six étages rue de Rivoli, à Paris. Etam s'est aussi allié avec Celio, autre chaîne française, spécialisée, elle, dans l'habillement masculin, pour lancer WMK (woman, man, kid), une marque-enseigne de périphérie qui cherche désormais à entrer en centre-ville. Signe encourageant : WMK a reçu le soutien du groupe LVMH, entré au capital en 1999, qui peut l'aider à atteindre la taille critique, avec trente magasins en 2001. La contre-attaque est lancée, mais elle est bien tardive.

Pascal Galinier

**On n'a pas attendu la nouvelle économie pour donner des conseils.**

25 ans d'expérience, 3 krachs et toujours là

**investir.fr**

www.investir.fr

Existe aussi en journal

# Détenant 20 % du capital, EDF devient le principal actionnaire de l'italien Montedison

Le français met la main sur le deuxième électricien transalpin

EDF a annoncé, mercredi 23 mai, détenir directement 20 % du capital du conglomérat italien Montedison qui est, par le biais de sa filiale

Edison, le deuxième électricien transalpin. EDF qui est désormais le premier actionnaire de cette holding, entend développer Edison qui doit

bénéficier de l'ouverture du marché électrique. Mais cette acquisition fait l'objet de nombreuses critiques en Italie.

ELECTRICITÉ de France (EDF) monte en puissance dans le capital de l'italien Montedison. Quelques jours après avoir reconnu détenir 5 % du capital du conglomérat italien – ce qui avait déjà provoqué une levée de boucliers chez les responsables politiques et économiques transalpins – EDF a annoncé, mercredi 23 mai, posséder directement 20 % du capital de cette entreprise.

Après avoir affirmé qu'elle se contenterait d'une « simple participation financière minoritaire », l'entreprise publique est devenue le premier actionnaire de cette holding, devant la banque d'affaires Mediobanca (15 %) et le financier Romain Zaleski – qui était monté jusqu'à 15 % mais qui a cédé la semaine dernière une partie de sa participation, probablement au groupe français. EDF a incontestablement choisi l'entreprise italienne la plus intéressante du secteur de l'énergie. Après le rachat de Falck, Montedison, à travers sa filiale Edison-Sondel, est le premier groupe privé italien pour la production d'électricité, avec une puissance de 6 000 mégawatts. EDF a aussi choisi son moment : solidement aux mains de la banque d'affaires Mediobanca et de ses alliés depuis plusieurs années, Montedison fait l'objet d'une bataille pour son contrôle depuis fin février. C'est à ce moment-là que le financier Romain Zaleski a commencé à monter en puissance. L'enjeu est bien évidemment de concentrer Montedison sur l'énergie, via sa filiale Edison, au moment où le marché est en cours de libéralisation, et de céder progressivement ses autres activités – notamment le groupe agroalimentaire franco-italien Eridania Béghin-Say et la compagnie d'assurances Fondiaria.

Avant l'entrée d'EDF dans son capital, Montedison était le grand favori pour l'adjudication des centrales électriques que le groupe public ENEL doit céder en vertu de la loi sur la libéralisation du marché. Au total, c'est trois regroupements de centrales représentant 15 000 mégawatts que l'ENEL s'apprête à vendre. L'appel d'offres pour le premier d'entre eux, la société Elettrogen, est déjà en cours et devrait aboutir avant l'été. Le gouvernement italien avait voulu éviter que les centrales ne passent à une autre société publique : les consortiums ou groupes en compétition ne peuvent pas être contrôlés, directement ou indirectement, à plus de 30 % par des groupes publics. En restant juste au-dessous du seuil de 30 % dans Montedison, EDF évi-

terait, en théorie, de tomber sous le coup de cette mesure. Dépasser le seuil de 30 % l'obligerait du reste à lancer une offre publique d'achat sur la holding milanaise. Au passage, notons que le groupe français était déjà présent indirectement dans la compétition, par le biais du suisse Atel, actionnaire du consortium Italtel.

Mais les Italiens peuvent-ils accepter de voir anéantir leurs efforts pour la construction d'un marché libéralisé et privatisé, alors même que leur champion, l'ENEL, est interdit de séjour en France ? Selon le quotidien la

« En février, notre contrat de groupe n'était pas encore signé. Maintenant c'est fait et celui-ci nous donne le feu vert pour poursuivre notre expansion en Europe »

Repubblica de mercredi, certains prêtent à EDF l'intention de tirer profit de la situation institutionnelle exceptionnelle du pays : le gouvernement de centre-gauche est encore en place mais ne peut plus prendre de décisions politiques importantes, et l'exécutif de Silvio Berlusconi ne sera pas en fonction avant quelques semaines.

Un vide politique, en somme, sur lequel EDF compterait. La direction d'EDF se défend d'un tel manichéisme. « En février, notre contrat de groupe n'était pas encore signé. Maintenant c'est fait et celui-ci nous donne le feu vert pour poursuivre notre expansion en Europe », commente un des dirigeants d'EDF. Selon lui, le gouvernement français a « dû informer » son homologue italien.

La direction d'EDF continue d'affirmer que sa participation dans Montedison « est financière ». Elle affirme avoir acheté les actions de Montedison « sur le marché » et se défend d'avoir un partenaire dans le tour de table de l'entreprise. Malgré tout, elle explique que « si des actionnaires de Montedison nous le demandent, nous pouvons aider Edison à devenir un concurrent encore plus dynamique face à ENEL et à devenir un véritable acteur européen ». EDF

les joueurs soient sur la même ligne de départ.

## TROIS QUESTIONS À...

ENRICO LETTA

**1** En tant que ministre italien de l'industrie et du commerce extérieur, que pensez-vous de la montée en puissance d'EDF dans Montedison ?

Nous contestons le fait qu'il y ait une asymétrie sur l'état de la libéralisation dans le secteur électrique entre l'Italie et la France ou d'autres pays européens. Chez nous, ce marché est totalement ouvert alors que chez vous il y a une très forte présence publique. Cela dit, il n'est pas acceptable que sur notre marché libre, dans ce match, les joueurs ne soient pas tous sur la même ligne de départ. Le joueur EDF arrive ici en ayant en France une situation de monopole public et donc une situation financière garantie par l'Etat français. Cette asymétrie est inacceptable.

**2** Que souhaitez-vous entreprendre ?

Nous voulons qu'intervienne une libéralisation de l'électricité sur le marché français comme elle existe chez nous. C'est la seule manière de retrouver la tranquillité sur le marché italien en proie à une très grande nervosité. Cette asymétrie qui doit disparaître est surtout financière. Il faut que tous

**3** Comment peut-on sortir de ce blocage ?

On doit trouver une solution. Soit elle est spontanée, de la part du joueur EDF, qui s'attaquera à cette asymétrie. Soit il y aura une intervention de notre part. Notre détermination est totale : il serait trop fort qu'alors que nous sommes en train de mener avec succès notre libéralisation, nous assistions sans broncher à un retour de la présence publique sur nos terres, par le biais d'un partenaire venant d'un autre pays.

Bruxelles peut intervenir. La commissaire Loyola De Palacio, chargée des transports et de l'énergie, a été très claire dans ses déclarations de mardi 22 mai. Enfin Paris et Rome pourraient prendre des décisions. Ce qui nous touche le plus, c'est le fait que depuis quinze jours les déclarations diverses évoquaient « une participation financière », et qu'aujourd'hui EDF possède 20 % de Montedison : c'est une véritable prise de pouvoir ! Cela s'est fait pendant une période électorale, comme dans un supposé vide du pouvoir, cela en devient presque une menace.

Propos recueillis par Danielle Rouard

## Alcatel et Lucent poursuivent leurs discussions

LES CONSEILS d'administration des équipementiers de télécommunications français Alcatel et américain Lucent Technologies ont approuvé une intensification des discussions menées depuis plusieurs semaines dans l'optique d'une fusion, selon l'édition en ligne du Wall Street Journal. « Le fait que les conseils aient donné leur feu vert à des discussions supplémentaires et qu'ils n'aient pas émis d'objections majeures est significatif, car cela montre que les discussions continuent à s'intensifier », ont relevé des personnes proches du dossier. Le conseil d'administration de Lucent aurait notamment chiffré les économies pouvant être dégagées de la fusion des deux groupes à 4 milliards de dollars par an. Il se serait également assuré de l'engagement d'Alcatel à maintenir les *bell labs*, les célèbres laboratoires de recherche du géant américain (Le Monde du 21 mai). Enfin, les membres du conseil auraient plus particulièrement étudié les problèmes liés à la détention par leurs actionnaires, qui devront échanger leurs titres contre des actions Alcatel, des parts d'une société étrangère.

## Médiapost acquiert Delta Diffusion

MÉDIAPOST, filiale de La Poste spécialisée dans la distribution de publicité en boîte aux lettres, a annoncé mardi 22 mai le rachat de la société Delta Diffusion, filiale du groupe Comareg (Vivendi Universal Publishing), le leader du secteur. L'opération sera financée par échange d'actions. Médiapost cédera 33 % de son capital à Comareg pour prendre le contrôle de 100 % de Delta Diffusion. Outre les messages publicitaires, cette société distribue les 14 millions d'exemplaires de *Bonjour*, le journal gratuit du groupe Comareg, et réalise un chiffre d'affaires de 833 millions de francs.

Avec Médiapost (500 millions de francs de chiffre d'affaires), le nouvel ensemble contrôlera 59 % du marché. A terme, La Poste projette de regrouper l'ensemble de ses activités de distribution publicitaire dans un pôle qui pèserait au total 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires. Selon Philippe Grangeon, PDG de Médiapost, ce rapprochement sera l'occasion d'une « modernisation des relations sociales dans ce secteur où il n'existe pas de convention collective ». Delta diffusion emploie 12 170 collaborateurs, dont la plupart sont des distributeurs qui travaillent à temps partiel, contre 300 salariés à temps plein chez Médiapost (les postiers qui effectuent la distribution ne sont pas comptabilisés dans ses effectifs).

Frédéric Lemaître  
et Marie-Noëlle Terrisse  
(à Milan)

ACHATS de fonctionnement

## Finie l'aventure ! Pour vos achats professionnels sur internet, partez avec Seliance.



[www.seliance.com](http://www.seliance.com)  
Bienvenue sur votre place d'affaires

Fournisseurs  
pré-sélectionnés

Catalogue unique  
à prix négociés

Processus d'achat  
optimisé

Relation client  
personnalisée

Tapez [www.seliance.com](http://www.seliance.com). Voilà, vous êtes sur votre place d'affaires, celle des entreprises qui veulent optimiser leurs achats de fonctionnement. Des fournisseurs sélectionnés, un catalogue unique, des prix négociés, une équipe à votre écoute... En devenant adhérent de Seliance, vous pilotez vos achats en toute simplicité. Votre entreprise gagne rapidement en productivité et en rentabilité. Bienvenue sur votre place d'affaires !

N° Vert 0 800 805 805



# Les « hebdomadaires de pays » suscitent la convoitise des quotidiens régionaux

L'intérêt du public pour l'information locale dynamise les ventes des magazines de proximité. En deux ans, une vingtaine de titres ont été créés. A l'instar de « La Voix du Nord », qui vient de racheter trois de ces journaux, les grands groupes guettent toutes les possibilités d'acquisition

VANNES

de notre envoyé spécial

Discrètement, la nouvelle s'est répandue dans les couloirs du Palais des Arts de Vannes (Morbihan), où le Syndicat de la presse hebdomadaire régionale (SPHR) était réuni en congrès annuel les 17 et 18 mai. Alors que les dirigeants de ces journaux « de pays », pour la plupart à la tête de petites entreprises familiales, échangeaient leurs expériences, *La Voix du Nord* procédait au rachat de trois hebdomadaires du Pas-de-Calais : *Montreuil hebdo*, *Les Echos du Touquet* (7 500 exemplaires chacun) et *L'Avenir de l'Artois* avec ses trois éditions (13 700 exemplaires). Seul ou en association, le quotidien régional possède déjà une dizaine de titres dans sa zone, ainsi que plusieurs autres en Haute-Savoie et en Savoie (*Le Messager*, *L'Essor*...).

Sur les terres de *Ouest-France*, lieu de cette rencontre annuelle, l'annonce a pris une résonance particulière, amplifiant les menaces de concentration dans cette forme de presse très courtisée. En janvier, le premier quotidien français, dirigé par François-Régis Hutin, a pris le contrôle du groupe de la famille Méaulle et d'une vingtaine de titres diffusant 105 000 exemplaires en

Normandie, jusqu'aux portes de Paris. Au total, sa filiale Plurihebdo possède une quarantaine d'hebdomadaires, dont cinq ont été créés en dix-huit mois.

L'appétit des journaux de la presse quotidienne régionale (PQR) n'est pas limitatif. Le groupe Centre France (*La Montagne*) est à l'affût dans son ère de diffusion. En cela, il accompagne un mouvement déjà engagé par plusieurs groupes : La Dépêche du Midi (*La Gazette de Montpellier* et celle de Nîmes, *Ô Toulouse*), Le Télégramme (*L'Hebdo de Nantes* et *L'hebdo*

*du Pays d'Auray*...), Le Progrès (*Lyon capitale*), ainsi que Le Midi Libre – groupe Le Monde – (*Semaine de Nîmes*, *Tout Toulouse*)...

Ce subit intérêt aurait de quoi surprendre s'il ne s'appuyait sur une réalité. Si les quotidiens peinent à conserver leur lectorat, celui des hebdomadaires « de pays », ancrés dans les petites villes et les zones rurales, avec près de 250 titres diffusant 1 459 000 exemplaires, est en expansion. En deux ans, près d'une vingtaine de journaux ont été créés et, selon l'enquête d'audience réalisée par Ipsos

Media, la PHR a bénéficié, en 2000, de 6 776 000 lecteurs réguliers, en hausse de 2,7 %. Plus que les quotidiens, ces hebdomadaires sont consultés autant par les hommes que par les femmes et les jeunes. Leur pénétration est mieux équilibrée dans les différentes catégories socioprofessionnelles, malgré une surreprésentation en zones rurales et dans les villes moyennes.

Ces journaux ne sont guère concurrents des quotidiens régionaux. Selon Philippe Amyot d'Inville, vice-président d'Ouest-France et responsable de la filiale du groupe, les risques de « cannibalisation » restent faibles, avec un taux de double lecture conséquent. Ils profitent tout au plus des faiblesses de la PQR, qui éprouve des difficultés à se renouveler, surtout lorsqu'elle est en position de monopole. Mais si l'on en croit Luciano Bosio, de l'Agence Carat Presse, « la PHR profite essentiellement de l'intérêt du public – et des annonceurs – pour l'information locale », comme en témoigne le succès des journaux régionaux de France 3, des décrochages de M6 pour la télévision, des radios locales, voire d'Internet.

M. Bosio met aussi en évidence la « proximité du journal avec son lectorat », ainsi qu'un rapport quali-

té-prix plus que satisfaisant. De surcroît, ajoute-t-il, « la PHR est plus en phase avec les thématiques de populations jugées sensibles ». La politique étrangère et nationale y est absente, alors que sont développées les rubriques de services et de proximité, les loisirs, le sport, la famille...

PROIES FACILES

Le paysage de la presse hebdomadaire n'est pas aussi uniforme qu'il y paraît. Si certains titres affichent des taux de croissance et de rentabilité à faire pâlir, d'autres sont en situation plus fragile. Dans leur grande majorité, ces journaux héritent de structures familiales qui mêlent plusieurs activités (imprimerie, commerces...). Dirigés par des responsables souvent âgés, ils deviennent des proies faciles au moment des successions. A quelques exceptions près, la presse catholique, autrefois très influente dans les paroisses, subit la perte d'un lectorat rural et vieillissant. « Nous savons tous que les salaires sont loin d'être l'élément attractif. Il faut donc compenser... », souligne Ismène Vidal, directrice du SPHR, à propos de la difficulté d'attirer et de retenir des journalistes, même si l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille, en lien avec ce syndicat, propose une formation spécifique pour de futurs rédacteurs polyvalents. Faute de notoriété suffisante, cette kyrielle de titres échappe également aux budgets publicitaires nationaux. Bernard Bienvenu, actuel président de cette organisation, ne décolerait pas que ses adhérents aient été écartés de la campagne sur l'euro du ministère de l'économie et des finances.

Avec l'arrivée des technologies numériques dans la fabrication et d'Internet, les entreprises doivent aussi s'adapter à de nouvelles règles d'organisation, de fonctionnement, de production éditoriale et de marketing. A la tête de Soge-

media, un groupe à l'origine de deux créations récentes à Valenciennes et Troyes, Jean-Pierre Vittu de Kerraoul milite pour une plus grande professionnalisation de ce secteur en recommandant de sérieuses études de marché et de projet avant tout lancement.

## Le maire de Nantes contre « L'Hebdo »

Dans la presse locale, les procès en diffamation sont rares. *L'Hebdo de Nantes* vient pourtant d'être condamné à la suite d'une plainte déposée par Jean-Marc Ayraut, maire (PS) de cette ville. Pour la relance d'une nouvelle formule, le journal, créé à l'automne 2000 par *Le Télégramme de Brest* avait résumé à la « une » et sur des affichettes – « Ayraut condamné » – une décision du tribunal administratif annulant une délibération municipale. « J'ai trouvé cette réaction très médiévale. A Paris, personne n'aurait rien dit, assure Hubert Coudurier, son directeur. Cela prouve qu'il y a besoin d'une presse qui joue les contre-pouvoirs. » Selon lui, *L'Hebdo* « défriche le terrain pour l'avenir de la presse régionale dont la diffusion stagne parce qu'elle n'a pas suffisamment évolué ».

Malgré ces faiblesses, Philippe Amyot d'Inville prévoit un bel avenir à ces journaux. Sur la carte de France des « pays », dans les villes moyennes ou des agglomérations de 100 000 habitants, il décèle la place de 70 à 80 créations supplémentaires. Des vides dans lesquels les groupes de quotidiens régionaux ont bien l'intention de s'enfoncer.

M. De

## Un lectorat très rural

● **Diffusion** : la presse hebdomadaire régionale (PHR) compte 250 titres, dont une vingtaine créés depuis deux ans. Le tirage total atteint 1 469 000 exemplaires. La diffusion a progressé de plus de 9 % pour 64 titres en 2000, mais elle a baissé de 11 % et plus dans 80 autres. Principaux tirages : *La Manche libre* (67 189 exemplaires), *Le Courrier cauchois* (42 155), *La République de Seine-et-Marne* (35 340), *Le Pays roannais* (32 943).

En moyenne, ces entreprises affichent un chiffre d'affaires de 10 millions de francs et emploient une vingtaine de salariés.

● **Audience** : en l'an 2000, l'audience de la PHR a atteint 6 776 000 lecteurs, soit une augmentation de 2,7 %. Les hebdomadaires sont plus lus par les femmes (50,6 %) que par les hommes (49,4 %), avec 53,6 % d'actifs et 49,4 % de moins de cinquante ans. Le lectorat est traditionnellement rural (38,1 %), mais aussi à 40,4 % installé dans les villes et les agglomérations de moins de 100 000 habitants.

## Des « laboratoires » de l'information locale dans les grandes villes

EN PERTE DE VITESSE dans les grandes agglomérations, les quotidiens régionaux tentent de renouveler le traitement de l'information locale avec la création – ou le rachat – d'hebdomadaires « de ville ». A l'automne 2000, plusieurs titres ont été lancés à Marseille, Nantes, Toulouse, Grenoble et Saint-Etienne pour tenter de confirmer les expériences plus anciennes de Montpellier et Lyon (*Le Monde* du 4 octobre 2000). La plupart d'entre eux ont trouvé leur cible : un public plutôt jeune, de niveau supérieur, composé de déçus et surtout de non-lecteurs de la presse quotidienne, en position de monopole. Plus critiques, parfois impertinents, centrés sur les enquêtes et les investigations, ces « magazines de ville » auraient dû pleinement profiter de l'intérêt suscité par les élections municipales. Le bilan est plutôt mitigé. A de rares exceptions près, les pics de diffusion enregistrés à la veille du scrutin, ou juste après, sont en partie retombés et les gains réalisés ne sont guère significatifs.

*Marseille L'Hebdo*, « city magazine » du groupe Lagardère et enfant de *La Provence*, avec sa rédaction indépendante, a même traversé cette période sans frémissement de ses ventes. Pour Marie-José Lembo, sa directrice, « l'affaire était entendue, les dés jetés » avec la réélection de Jean-Claude Gaudin. La jeunesse du journal, créé en octobre 2000, l'aurait aussi empêché de s'engager nettement. Très vite, donc, la rédaction a eu l'impression de ne pas avoir grand-chose à dire sur une campagne si balisée. En six mois, la meilleure diffusion (15 000 exemplaires pour une moyenne proche de 10 000 exemplaires) aura été lors du retour de Bernard Tapie à la tête de l'Olympique de Marseille.

A l'inverse, *Tout Toulouse*, créé par *Le Monde* et

*Le Midi libre*, a bénéficié de la campagne animée et indécise dans cette ville test. Un contexte dont l'hebdomadaire a profité, avec une augmentation de 20 % des ventes et un pic de 40 % entre les deux tours. Payant durant la période, ce choix a renforcé la notoriété du titre, qui n'a que partiellement conservé cet acquis, avec une diffusion entre 7 500 et 8 000 exemplaires.

LE TREMPLIN DES MUNICIPALES

Les municipales ont aussi servi de tremplin pour *L'Observatoire du Valenciennois*, lancé en septembre 2000 par le groupe Sogemedia. « Quand nous avons fait notre « une » sur Jean-Louis Borloo [le maire (UDF) sortant et réélu], les ventes s'en sont immédiatement ressenties », raconte la rédactrice en chef Jacqueline Montali. « Cela a remplacé la campagne de promotion que nous n'avions pas pu nous offrir », ajoute-t-elle en soulignant qu'avec un tirage de 8 000 exemplaires les prévisions initiales ont été largement dépassées.

Le premier numéro de *Lyon Capitale* était sorti juste avant les municipales de 1995. Cette campagne avait servi de base de lancement à un nouvel hebdomadaire lyonnais créé par quatre copains avec des bouts de ficelle. Six ans après, le journal, détenu à 70 % par *Le Progrès*, qui se veut le « poil à gratter » de la politique lyonnaise avec une diffusion de 12 000 exemplaires payants, a choisi de couvrir très largement la succession de Raymond Barre en se prononçant ouvertement contre Charles Millon (La Droite). « Nous avions pensé que nous allions cartonner. Or, janvier et février ont été des mois classiques, mais mars a été exceptionnel, avec 30 %, voire 35 % d'augmentation », constate Jean-Olivier Arfeuillère, directeur de la publication.

Si, pendant six ans, l'hebdomadaire a fait de son antibarrisme son fond de commerce, il a manifesté un penchant certain pour le député RPR Henry Chabert, contraint de se retirer deux mois avant le scrutin. Une affinité que ne nie pas le rédacteur en chef, même s'il considère que *Lyon Capitale* n'est ni de droite ni de gauche, mais progressiste. « Sa couverture des municipales résume bien le choix auquel est confronté ce journal : passer de l'adolescence à l'âge adulte. Pour l'instant, il reste un journal qui n'a pas fait sa révolution. Il manque de professionnalisme et de ligne éditoriale », explique un autre rédacteur.

Pour *L'Hebdo de Nantes*, créé par *Le Télégramme* hors de ses frontières, l'effet des municipales aura été double : faire sortir de ses gonds le maire (PS) Jean-Marc Ayraut (*lire ci-contre*) et augmenter les ventes. Après un lancement plutôt raté en septembre 2000, le journal a adopté un ton nettement plus incisif. « Cela nous a permis d'exister sur la place nantaise. Nous avions commis l'erreur de démarrer avec une formule proche de la presse hebdomadaire régionale », indique Hubert Coudurier, son directeur. Au départ entre 4 000 et 5 000 exemplaires, les ventes se situent maintenant entre 6 000 et 7 000. Il reconnaît toutefois que les prévisions – un seuil d'équilibre à 10 000 exemplaires en deux ans – ne devraient être atteintes qu'en quatre ou cinq ans. Pour un coût annuel de 4 millions de francs, les dirigeants du *Télégramme*, présents sur le multimédia et candidats à une chaîne de télévision, cherchent de nouveaux associés.

Michel Delberghe, avec nos correspondants régionaux à Toulouse, Lille, Lyon, Nantes et Marseille

## Quand « Loft Story » embauchait des comédiens professionnels

ON L'APPELLERA Claude. Belle gueule, la trentenaire joyeuse, il a beaucoup hésité avant de se confier et préfère garder l'anonymat. Claude est comédien, « bouffeur de planches » depuis des années. En avril 2000, il a participé à une expérience artistique à huis clos. Enfermé dans un loft de La Plaine-Saint-Denis. A raison de douze heures par jour pendant plus d'une semaine avec sept autres professionnels, il a joué la comédie. Selon son contrat, il a été engagé et rémunéré par ASP Productions « en qualité de comédien pour l'émission "Loft Story" ». Soit neuf jours de simulation et d'improvisations sous l'œil des caméras dans ce qui est devenu l'ap-

partement en préfabriqué le plus connu des Français.

« Je parle aujourd'hui parce que je suis indigné, lâche Claude. Je galère comme beaucoup d'autres depuis trop longtemps, alors que ceux du Loft montent les marches à Cannes. Et l'on dit qu'ils seraient déjà sous contrat avec les plus grands agents artistiques de la place de Paris. » Jaloux capricieuse d'acteur en mal de reconnaissance ? « Je ne juge pas. Je me pose des questions sur le métier et le pouvoir des médias. Dans le Loft, nous étions comme des dinosaures humains lâchés dans un Jurassic Park où notre prestation était étudiée et disséquée par les responsables de l'émission. » Avec les autres comédiens, Claude a participé à un véritable travail de mise en scène. Ils ont dansé, organisé une soirée à thème,

participé à des épreuves dans le salon à quelques mètres du poulailler ou simplement préparé un repas. Ils ont joué à la vraie vie.

« VOUS ALLEZ VOUS DÉTRUIRE »

Tout a été enregistré. Mais le spectacle lui a échappé. Il n'a jamais vu les cassettes. Depuis, l'aventure hypermédiatisée de « Loft Story » le prend à la gorge. Même s'il ne montre aucune amertume dans ses propos : « Ce que nous avions montré était certainement plus intéressant que ce qui se passe aujourd'hui. » Sur son téléviseur, Claude observe, au hasard d'un zapping, certaines scènes de « Loft Story » qu'il a lui-même improvisées. Et s'interroge : « Tout cela est absurde. Des rumeurs font croire que les candidats du Loft seraient de véritables

comédiens. Je n'y crois pas. »

« Nous avons vécu une expérience artistique passionnante, ajoute-t-il. Une performance rare et épuisante où nous étions étonnamment libres. » Mais des journées d'improvisation en continu laissent des marques. Un des comédiens a fait voler en éclats un verre contre une vitre. Par jeu. « Plusieurs minutes après être sortis du Loft, on avait encore l'impression d'être filmés. Certains avaient même l'envie de retourner y dormir », reconnaît-il, tout en avouant que cet espace fermé dégage une certaine violence. Un enfermement sûrement plus difficile à accepter pour des non-professionnels. Il a envie de leur dire : « Faites gaffe, vous allez vous détruire ! »

Une clause de confidentialité, inscrite sur le contrat de travail du comédien, empêche toute révélation concernant les secrets de fabrication. Claude n'en dira pas plus. A-t-il été une simple doublure d'une cascade trop dangereuse pour nouvelles stars ou cobaye consentant d'une expérience *in vivo* ? Pour une émission qui veut faire de la « télé-réalité », c'est drôlement préparé.

Nicolas Bourcier

3<sup>ème</sup> cycle  
INGÉNIERIE ET NÉGOCIATION  
COMMERCIALES INTERENTREPRISES  
Pour devenir  
Ingénieur d'affaires/  
Chef de produits "b to b"  
Recrutement Bac +4/5, Ingénieurs, DEA,  
DESS, ESC... jusqu'à fin juillet 2001  
Formation d'octobre 2001 à septembre 2002  
dont 6 mois de mission en entreprise.  
www.devinci.fr/inici  
Brochure et dossier au 01 41 16 73 12  
Courriel ou E-mail : inci@devinci.fr  
INCI - Pôle Universitaire Léonard de Vinci  
92916 Paris La Défense Cedex  
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À TECHNIQUE PRIVÉE

INVESTISSEZ DANS LA QUALITÉ  
L'ALLEMAGNE  
www.invest-in-germany.com  
Le site Internet sur l'Allemagne en tant que plate-forme commerciale

## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## INDUSTRIES

● **FORD : le groupe américain a confirmé**, mardi 22 mai, qu'il allait rappeler 13 millions de pneus Firestone, équipant principalement le 4 × 4 Explorer (*Le Monde* du 23 mai). Cette mesure coûtera 2 milliards de dollars à Ford, qui vient de rompre ses relations commerciales avec Firestone, filiale américaine du japonais Bridgestone.

● **LAFARGE : le groupe cimentier a vendu**, pour 825 millions d'euros, au cimentier brésilien Votorantim, une partie des actifs de Blue Circle en Amérique du Nord, indique un communiqué du 23 mai. Cette cession était demandée par les autorités anti-trust américaines.

● **SANOI-SYNTHÉLABO : le laboratoire pharmaceutique français** vise en 2001 une hausse de plus de 30 % de son bénéfice net par rapport à 2000, a déclaré mardi son PDG Jean-François Dehecq, lors de l'assemblée générale des actionnaires. Il table aussi sur une croissance de 13 % à 14 % de son chiffre d'affaires.

● **GEHE : le premier grossiste pharmaceutique européen** va acquérir 98 % du leader norvégien du secteur, Norsk Medisinal Depot (NMD), a-t-il annoncé mardi 22 mai. L'opération coûterait à l'allemand 80 millions d'euros.

● **PÉTROLE : un consortium mené par le britannique BP** a remporté un contrat de 350 millions de dollars auprès du gouvernement vietnamien pour la construction d'une centrale au gaz, a indiqué BP mardi. Le gaz, pompé dans la mer de Chine, pourra couvrir 40 % des besoins en électricité du Vietnam en 2006.

● **BOMBARDIER : le groupe aéronautique canadien** a confirmé mardi qu'il discutait avec la compagnie américaine Northwest Airlines pour la vente de 75 avions de transport régional CRJ 200, pour 1,5 milliard de dollars américains. Bombardier a par ailleurs vendu 40 avions régionaux à l'américain Mesa Air, avec une option sur 40 autres.

## SERVICES

● **INFORMATIQUE : le piratage des logiciels** a représenté un manque à gagner de près de

11,8 milliards de dollars pour l'industrie mondiale du logiciel en 2000, année pendant laquelle la proportion de programmes pirates utilisés par les entreprises est restée supérieure à 35 %, selon l'organisme de surveillance du secteur.

● **AOL : le numéro mondial des services Internet a annoncé mardi qu'il augmentait de 9 %** (1,95 dollar) l'abonnement à son forfait illimité aux Etats-Unis, pour le porter à 23,90 dollars par mois à partir de juillet. Cette augmentation est la première depuis avril 1998.

● **HITACHI : le géant japonais de l'électronique** a indiqué mardi qu'il avait réduit de moitié sa production de semi-conducteurs pour téléphones mobiles, à cause de la chute de la demande.

● **TISCALI : le groupe italien de services Internet et de communications** a annoncé mardi qu'il lancerait début juin un portail européen sous son nom, après une série d'acquisitions au cours des derniers mois (World Online, Liberty Surf). Le groupe devrait être coté sur le Nouveau Marché de la Bourse de Paris « d'ici deux semaines », a ajouté son PDG, Renato Soru.

● **GÉNÉRALE DE SANTÉ : le premier groupe d'hospitalisation privée en France et en Europe** a annoncé mardi qu'il comptait s'introduire au Premier Marché d'Euronext Paris dans les prochains mois. L'ancien pôle santé de la Générale des Eaux vise à accélérer sa politique d'acquisition en France et dans le sud de l'Europe.

## FINANCES

● **HYPOVEREINSBANK : la deuxième banque d'Allemagne** a annoncé mardi qu'elle souhaitait poursuivre l'abandon de certaines participations non stratégiques, afin de renforcer sa valeur en Bourse et d'accentuer le recentrage de ses activités.

● **GROUPAMA : le groupe français d'assurance** a cédé ses activités de réassurance Sorema au réassureur français Scor, par échange d'actions, devenant ainsi le premier actionnaire de Scor avec 17,4 % du capital, ont annoncé les deux groupes mercredi.

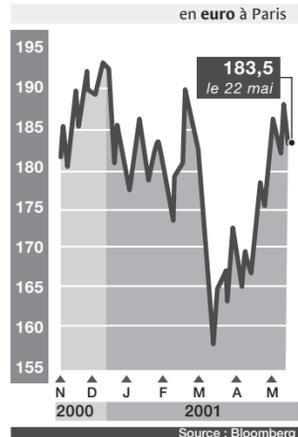
● **DEXIA : le groupe bancaire franco-belge** a poursuivi son renforcement dans le Bénélux avec le lancement, mardi, d'une OPA sur la banque néerlandaise Kempen et Co pour la fusionner avec la banque Labouchère.

## VALEUR DU JOUR

## Dexia rachète la banque néerlandaise Kempen

LE GROUPE franco-belge Dexia n'a pas déçu les analystes au premier trimestre. Mardi 22 mai, la banque, née du rapprochement du Crédit local de France et du Crédit communal de Belgique, a annoncé des résultats conformes aux prévisions, ou peu s'en faut. En effet, le produit net bancaire (PNB) a atteint 1,115 milliard d'euros (7,31 milliards de francs) au premier trimestre contre 1,05 milliard d'euros attendus, selon les analystes sondés par Reuters. Le résultat brut d'exploitation (RBE) s'est élevé à 573 millions d'euros, contre 532 millions prévus. Enfin, le bénéfice net atteint 376 millions d'euros, en hausse de 41,4 %, très au-dessus des 312 millions attendus par les analystes. Si l'on met de côté les éléments exceptionnels, la progression du bénéfice reste néanmoins limitée à 12,7 %, juste en dessous des 13 % anticipés par le marché. L'annonce la plus importante du jour a néanmoins été le rachat de la banque néerlandaise Kempen & Co, active dans le courtage, la gestion d'actif et le financement d'entreprise, qui devrait être fusionnée à une autre filiale de Dexia, la banque Labouchère. Dexia paiera son acquisition 1,05 milliard d'euros, ce qui l'obligera à émettre pour 500 millions d'euros de titres en 2001. L'agence de notation Fitch, jugeant Kempen « très rentable », a confirmé ses notes de solidité financière pour le groupe franco-belge.

## Action Dexia



Les analystes boursiers sont moins enthousiastes, relevant le prix élevé de l'opération - près de cinq fois les fonds propres de Kempen -, et la boulimie d'acquisitions de Dexia. La banque franco-belge a annoncé pour 8 milliards d'euros d'opérations en quinze mois, rappelle Reuters, avec le rachat de l'américain FSA, de la banque Labouchère, de la banque belge Artesia et de la Financière Opale en France. « Dexia paie cher sa marche forcée pour atteindre la taille critique », estime Bruno de Kerviler, analyste chez Paresco Futures, qui recommande d'« alléger » le titre. L'action Dexia a perdu 0,92 % à Paris, et 0,43 % à Bruxelles, mardi, à l'issue de ces annonces. Mercredi matin, le titre cédait 0,33 % à Paris et 0,82 % à Bruxelles.

Adrien de Tricornot

EUROPE				
	FRANCFORT DAX 30	LONDRES FT100	PARIS CAC 40	
	6299 6118 5938 5757 5577 5396	6012 5872 5733 5593 5454 5314	5693 5519 5346 5172 4998 4824	
	6265,10	5949,60	5680,79	
	23 F. 6 A. 23 M.	23 F. 6 A. 23 M.	23 F. 6 A. 23 M.	
Europe 9 h 57				
	Indices sélection	cours 23/05	Var. % 22/05	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	4558,61	- 0,51	- 4,48
EUROPE	STOXX 50	4350,67	- 0,60	- 4,53
EUROPE	EURO STOXX 324	376,78	- 0,43	- 3,83
EUROPE	STOXX 653	349,08	- 0,47	- 2,98
PARIS	CAC 40	5680,79	- 0,22	- 4,14
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	3875,45	- 0,18	- 3,66
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	602,19	- 0,33	- 5,55
BRUXELLES	BEL 20	2806,30	0,53	- 7,21
FRANCFORT	DAX 30	6265,10	- 0,09	- 2,62
LONDRES	FTSE 100	5949,60	- 0,45	- 4,39
MADRID	STOCK EXCHANGE	9581,40	- 0,47	5,18
MILAN	MIBTEL 30	40043,00	0,15	- 8,41
ZURICH	SPI	7716,60	0,14	- 5,15

AMÉRIQUES				
	NEW YORK Dow Jones	NEW YORK Nasdaq	EURO / DOLLAR	
	11337 10948 10558 10168 9779 9389	2313 2178 2043 1908 1773 1638	0,933 0,919 0,904 0,890 0,876 0,861	
	11257,24	2313,85	0,861	
	23 F. 5 A. 22 M.	23 F. 5 A. 22 M.	23 F. 6 A. 23 M.	
Amérique 9 h 57				
	Indices sélection	cours 23/05	Var. % 21/05	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	11257,24	- 0,71	4,36
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1309,38	- 0,26	- 0,83
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2313,85	0,36	- 6,34
TORONTO	TSE INDEX	8395,31	1,51	- 6,03
SAO PAULO	BOVESPA	14828,87	....	- 2,82
MEXICO	BOLSA	375,82	1,84	18,93
BUENOS AIRES	MERVAL	436,80	0,30	4,81
SANTIAGO	IPSA GENERAL	107,77	0,23	12,26
CARACAS	CAPITAL GENERAL	7919,61	3,43	16,03

ASIE - PACIFIQUE				
	TOKYO Nikkei	HONGKONG Hang Seng	EURO / YEN	
	14529 13987 13445 12903 12361 11819	15280 14637 13993 13350 12707 12063	112,8 111,1 109,4 107,7 106 104,3	
	14067,70	13839,10	104,36	
	23 F. 5 A. 23 M.	23 F. 5 A. 23 M.	23 F. 6 A. 23 M.	
Zone Asie 9 h 57				
	Indices sélection	cours 23/05	Var. % 22/05	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	14067,70	- 0,17	2,05
HONGKONG	HANG SENG	13839,10	- 0,28	- 8,32
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1688,62	0,38	- 12,36
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	77,83	0,59	22,86
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3362	- 0,26	6,57
BANGKOK	SET	21,26	2,31	14,12
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3676,19	0,98	- 7,45
WELLINGTON	NZSE-40	2045,75	- 2,10	7,58

## SUR LES MARCHÉS

## PARIS

La Bourse de Paris a ouvert en baisse de 0,52 % mercredi, selon l'indice CAC 40 qui s'est établi à 5 663,87 points. L'indice des valeurs vedettes de la place parisienne avait terminé, mardi, sur un gain de 0,73 % à 5 693,47 points. Le volume d'activité totalisait 6,28 milliards d'euros, dont 5,42 milliards sur les valeurs du CAC.

## FRANCFORT

La Bourse de Francfort était en baisse mercredi à l'ouverture, l'indice DAX cédant 0,17 % à 6 259,98 points dans les tout premiers échanges, contre 6 270,59 points la veille (en hausse de 0,33 %).

## LONDRES

La Bourse de Londres a ouvert en baisse mercredi, l'indice Footsie reculant de 17,5 points à 5 959,1 points soit une perte de 0,29 %. La Bourse avait progressé mardi, soutenue par les valeurs technologiques qui avaient profité de l'envolée du Nasdaq. L'indice Footsie avait affiché en clôture un gain de 0,59 % par rapport à lundi, à 5 976,6 points.

## TOKYO

La bourse de Tokyo a clôturé en baisse de 0,2 % mercredi, l'absence d'informations importantes sur le marché ayant érodé les gains réalisés plus tôt grâce à une progression de l'indice Nasdaq. L'indice Nikkei 225 a perdu 23,49 points à 14 067,70 points.

## NEW YORK

LES MARCHÉS américains ont connu une évolution contrastée, au cours de la séance du mardi 22 mai. Les valeurs traditionnelles du New York Stock Exchange ont été affectées par des prises de bénéfice, alors que les valeurs technologiques, cotées sur la Bourse électronique du Nasdaq, continuaient à rebondir. L'indice Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, a perdu 0,71 %, s'établissant à 11 257,24 points. Le Standard & Poor's 500, qui regroupe un plus large éventail de valeurs, a cédé 0,26 %, à 1 309,38 points. Riche en valeurs de technologie, l'indice Nasdaq composite a gagné 0,36 %, à 2 313,85 points, enchaînant sa sixième séance de hausse consécutive.

## TAUX

LE RENDEMENT des emprunts d'Etat se tendait légèrement sur les marchés obligataires européens, mercredi 23 mai au matin. Le taux de l'Obligation assimilable du trésor (OAT) français à dix ans s'établissait à 5,27 %. Celui de son homologue allemand, le Bund, s'établissait à 5,12 %.

## MONNAIES

L'EURO se stabilisait à un bas niveau face au billet vert, mercredi 23 mai dans les premiers échanges, à 0,8653 dollar (*lire aussi pages 6 et 7*). Le yen restait ferme face à la devise américaine après avoir enregistré d'importants gains dans les dernières vingt-quatre heures, cotant 121,41 yens pour un dollar.

## ÉCONOMIE

## L'OMC redoute une contagion du ralentissement américain

LE RALENTISSEMENT de la croissance aux Etats-Unis aura des répercussions, plus ou moins fortes, sur une vingtaine de partenaires commerciaux, des pays voisins (Canada et Mexique) jusqu'en Amérique du Sud et en Asie, selon le rapport annuel 2001 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le volume du commerce mondial de marchandises pourrait augmenter de 7 % seulement en 2001, contre une estimation de 12 % en 2000. Un peu partout, les produits intérieurs bruts devraient diminuer fortement. La fragile économie japonaise ne semble pas devoir se redresser et les taux de croissance en Europe occidentale et en Amérique latine devraient perdre 1 % environ. L'OMC note l'incertitude dans les prévisions en Europe occidentale (40 % du commerce mondial). Si l'économie européenne résistait mieux que prévu au ralentissement américain, la croissance mondiale du commerce mondial pourrait être supérieure à 7 %.

FRANCE : la croissance a ralenti au premier trimestre 2001 où la hausse du produit intérieur brut (PIB) a atteint 0,5 % par rapport au trimestre précédent, contre 0,8 % sur les trois derniers mois de 2000, selon une première estimation de l'Insee, qui prévoyait une hausse de 0,8 %.

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,5 % en avril, par rapport à leur niveau de mars, ce qui correspond à une progression de 1,8 % sur douze mois, a annoncé mercredi l'Insee.

Le nombre de défaillances d'entreprises jugées en France s'est replié de 9,3 % sur un an, avec un total de 37 380 entreprises défaillantes en 2000, contre 41 220 en 1999, selon l'Insee.

ALLEMAGNE : le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 2 % au premier trimestre 2001 par rapport à la même période de 2000, en données corrigées des variations calendaires. En données réelles, le PIB a progressé de 1,6 % au premier trimestre en glissement annuel, enregistrant ainsi sa moins bonne performance depuis le troisième trimestre 1999. Toutefois, le président de la Bundesbank Ernst Welteke, a déclaré qu'il ne voyait actuellement « aucun signe » de récession dans l'industrie en Allemagne.

L'indice des prix à la production industrielle en Allemagne a augmenté, en avril, de 0,5 % par rapport à mars et de 5 % en glissement annuel, selon l'Office fédéral des statistiques. C'est la plus forte hausse en glissement annuel depuis juillet 1982. La hausse des prix sur un an était de 4,9 % en mars et de 4,7 % en février.

Le déficit budgétaire de l'Allemagne en 2001 « sera supérieur à l'objectif de 1,5 % » fixé en octobre 2000, estime la Bundesbank.

ITALIE : l'Institut de conjoncture ISAE a revu à la hausse sa prévision d'inflation en Italie pour l'année 2001, qu'il a portée de 2,2 à 2,7 %.

L'Italie a enregistré un excédent pour sa balance commerciale globale de 763,8 millions d'euros en mars 2001.

TURQUIE : le président turc a promulgué la loi sur la privatisation de l'opérateur téléphonique Turk Telekom, indispensable à l'octroi de crédits du Fonds monétaire international (FMI).

BRESIL : après un an de bons résultats, l'économie s'appareille à subir une politique de rationnement énergétique qui affectera la croissance, selon les analystes.

MEXIQUE : la Banque mondiale a recommandé au gouvernement mexicain de lever les barrières empêchant une plus grande participation du capital privé dans des secteurs contrôlés par l'Etat ou qui représentent des quasi-monopoles d'Etat, comme l'énergie.

PÉTROLE : Le président vénézuélien Hugo Chavez a demandé que l'OPEP fasse preuve de « fermeté » afin de ne pas augmenter la production ni baisser les prix du pétrole. Les stocks américains de brut et d'essence ont augmenté durant la semaine achevée le 18 mai, par rapport à la semaine précédente, mais ceux de produits distillés ont baissé, selon des courtiers, citant les statistiques de l'Institut américain du pétrole (API).

HONGRIE : ce pays comptera parmi les premiers pays à profiter de l'élargissement de l'Union européenne, a indiqué, mardi, le ministre allemand des finances Hans Eichel, à l'issue d'un entretien avec son homologue hongrois Mihaly Varga, affirmant que les négociations d'adhésion de la Hongrie à l'UE sont « relativement peu compliquées ».

## Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	8,32894
FLORIN NÉERLANDAISE 2,20371		FLORIN NÉERLANDAISE 2,97660	
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503
		ZLOTY POLONAIS.....	3,4675

## Hors zone Euro

Euro contre	22/05	Cours	21/05
COURONNE DANOISE.....	7,4592		
COUR. NORVÉGIENNE.....	7,9315		
COUR. SUÉDOISE.....	8,9725		
COURONNE TCHÈQUE.....	34,2590		
DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,6593		
DOLLAR CANADIEN.....	1,3361		
DOLLAR HONGKONG.....	6,7741		
DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	2,0457		
FORINT HONGROIS.....	258,4300		
LEU ROUMAIN.....	24799		
ZLOTY POLONAIS.....	3,4675		

## Cours de change croisés

23/05 9 h 57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	.....	0,82593	0,86195	0,13141	1,42245	0,56425
YEN.....	121,07500	.....	104,36500	15,90500	172,21000	68,31500
EURO.....	1,16016	0,95818	.....	0,15245	1,65005	0,65455
FRANC.....	7,60970	6,28485	6,55957	.....	10,82290	4,29275
LIVRE.....	0,70301	0,58070	0,60600	0,09240	.....	0,39670
FRANC SUISSE.....	1,77225	1,46360	1,52750	0,23285	2,52040	.....

## Taux d'intérêt (%)

Taux 22/05	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	4,53	4,48	5,27	5,77
ALLEMAGNE.....	4,55	4,55	5,12	5,66
GDE-BRETAG.....	5	5,07	5,14	4,79
ITALIE.....	4,55	4,54	5,50	6,07
JAPON.....	0,05	0,41	1,28	2,35
ÉTATS-UNIS.....	4,03	3,64	5,39	5,76
SUISSE.....	3,05	3,12	3,50	4,22
PAYS-BAS.....	4,50	4,54	5,29	5,73

## Matif

Cours 9 h 57	Volume 23/05	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	15498	87,89	87,71
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001.....	NC	NC	NC

## Pétrole

En dollars	Cours 22/05	Var. % 21/05
BRENT (LONDRES).....	29,36	.....
WTI (NEW YORK).....	0,30	

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre Marconi était très recherché, mardi 22 mai à la Bourse de Londres. Il a terminé sur une progression de 5,6 %, à 415,5 pence.

245 francs suisses à la clôture. Les investisseurs ont réagi à l'information diffusée par le groupe suisse spécialisé dans les produits médicaux selon laquelle l'assurance du groupe ne couvrira pas tous les coûts liés au problème d'une prothèse défectueuse.

L'action RTL a fait un bond de 8 %, à 70 euros mardi à Bruxelles. Une réaction qui a suivi l'annonce faite conjointement par RTL Group, Canal+ et Jean-Claude Darnon de la fusion de leurs activités de droits sportifs.

A Zürich, l'action de Sulzer Medica a dégringolé fortement. Elle affichait une baisse de 14 % à

Le titre du deuxième opérateur électrique espagnol Iberdrola s'inscrivait mardi à la baisse à Madrid. Il a abandonné 3,41 %, à 15,84 euros. La nomination d'Ignacio Sanchez Galan à la tête de l'entreprise, a été interprétée par les milieux financiers, comme un signe d'une volonté de continuer à faire cavalier seul alors qu'ils doutent de sa compétitivité à l'échelle européenne.



Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

ALIMENTATION ET BOISSON

Tableau des valeurs dans le secteur de l'alimentation et de la boisson.

PHARMACIE

Tableau des valeurs dans le secteur pharmaceutique.

BIENS D'EQUIPEMENT

Tableau des valeurs dans le secteur des biens d'équipement.



Tableau des valeurs européennes supplémentaires.

ASSURANCES

Tableau des valeurs dans le secteur des assurances.

MEDIAS

Tableau des valeurs dans le secteur des médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Tableau des valeurs dans le secteur des biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Tableau des valeurs dans le secteur du commerce de distribution.

Tableau des valeurs européennes supplémentaires.

HAUTE TECHNOLOGIE

Tableau des valeurs dans le secteur de la haute technologie.

SERVICES COLLECTIFS

Tableau des valeurs dans le secteur des services collectifs.

23/05 10h07

AUTOMOBILE

Tableau des valeurs automobiles.

BANQUES

Tableau des valeurs bancaires.

PRODUITS DE BASE

Tableau des valeurs de produits de base.

CHIMIE

Tableau des valeurs chimiques.

LAPORTE

Tableau des valeurs Laporte.

CONGLOMERATS

Tableau des valeurs de conglomérats.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Tableau des valeurs de télécommunications.

CONSTRUCTION

Tableau des valeurs de construction.

CONSOMMATION CYCLIQUE

Tableau des valeurs de consommation cyclique.

(Publicité)

Publicité pour 'Le Monde' daté vendredi, avec le slogan 'Chaque jeudi avec Le Monde DATÉ VENDREDI'.

ÉNERGIE

Tableau des valeurs énergétiques.

SERVICES FINANCIERS

Tableau des valeurs de services financiers.

BIENS DE CONSOMMATION

Tableau des valeurs de biens de consommation.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Tableau des valeurs du nouveau marché européen.

Tableau des valeurs de Bruxelles.

CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique - GR : Grèce.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark.

VALEURS FRANCE

L'action Alcatel, à 35,55 euros, perdait 1,66 % lors des premiers échanges du mercredi 23 mai à Paris.

L'action du Groupe André était en hausse de 2,39 %, atteignant 137,2 euros à l'ouverture mercredi.

Sanofi-Synthelabo était en progression lors des premières cotations mercredi.

L'action du Crédit Lyonnais était en baisse de 1,06 %, à 41,95 euros, à l'ouverture.

Table of stock prices for various French companies including Alcatel, Sanofi-Synthelabo, and Crédit Lyonnais.

Table of stock prices for international companies including Remy Cointreau, Renault, and others.

Table of stock prices for international companies including ADECO, American Exp., and others.

PREMIER MARCHÉ

MERCREDI 23 MAI Cours à 9 h 57

Table of market data for France, including ACCOR, AGF, and AIR LIQUIDE.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 22 MAI

Table of market data for the Nouveau Marché, including ABEL GUILLEM, AB SOFT, and others.

Table of market data for various international companies including COALA, COHERIS ATIX, and others.

Table of market data for various international companies including MONDIAL PECH, MULTIMANIA, and others.

Table of market data for various international companies including GFI INDUSTRI, GRAND MARNIE, and others.

SICAV et FCP

Cours de clôture le 22 mai

Table of SICAV and FCP data, including AGIPI, BNP PARIBAS, and others.

Table of SICAV and FCP data, including CRÉDIT AGRICOLE, CREDIT LYONNAIS, and others.

Table of SICAV and FCP data, including LA POSTE, AMPLITUDE AMÉRIQUE, and others.

Table of SICAV and FCP data, including CADENCE 3 D, INTEROBIG C, and others.

LÉGENDE: \* Hors frais. \*\* A titre indicatif. \* Part div. par 10 au 5/99.

## DISPARITIONS

## Diane Barrière-Desseigne

## Présidente du Groupe Lucien Barrière

**DIANE BARRIÈRE-DESSEIGNE** est morte, vendredi 18 mai, à l'âge de quarante-quatre ans, six ans après un accident d'avion qui l'avait laissée paralysée. Elle était coprésidente, avec son époux Dominique Desseigne, du groupe d'hôtellerie de luxe et de casinos Lucien Barrière, du nom de son père, disparu en 1990.

Le fondateur de l'entreprise, François André, dit « le roi de la chance », avait commencé à bâtir son empire dans les années folles. Ce fils de Saint-Germain-en-Laye, né en 1880, était monté à Paris au début du siècle pour un emploi dans les pompes funèbres. Il découvrit l'univers des jeux en devenant portier dans un cercle de jeux de Saint-Germain-en-Laye. Fasciné par le baccara, il ouvrit un premier casino à Ostende après la première guerre mondiale. Il diri-

gea ensuite le Casino de Deauville, avant de créer la station de La Baule. Il étendra ses affaires à Aix-les-Bains, Antibes, Cannes, Le Touquet, Juan-les-Pins... En 1962, c'est son neveu agriculteur, Lucien Barrière, qui lui succède. Rebaptisant le groupe à son nom, il le renforce dans les casinos, reprenant notamment la Société des eaux et thermes d'Enghien ou le Cannes Croisette, et le développe dans les golfs et l'hôtellerie de luxe, avec des palaces prestigieuses comme les hôtels du Golf, le Royal et le Normandy à Deauville, le Palm Beach, le Gray d'Albion et le Majestic, à Cannes, ou encore le restaurant Fouquet's sur les Champs-Élysées.

A la mort de Lucien, en 1990, sa fille Diane reprend le flambeau, à trente-trois ans. Diplômée de gestion et finances à Paris-Dauphine, la jeune présidente mènera avec

pugnacité une politique d'indépendance du groupe familial, convoité par de grands opérateurs hôteliers ou du monde des jeux. Jusqu'à ce terrible accident d'avion, en 1996, dont elle réchappera par miracle, mais tétraplégique. Avec « *courage et dignité* », souligne un communiqué du Groupe Lucien Barrière, Diane Barrière-Desseigne est restée impliquée jusqu'au bout dans la conduite de l'entreprise, dont le capital est désormais aux mains de ses enfants, Alexandre et Joy. « *L'entreprise sera transmise à une quatrième génération* », avait souligné il y a quelques mois son époux, qui avait pris la tête du groupe en 1997, confiant que le mauvais état de santé de sa femme provoquait des sollicitations de la part de repreneurs potentiels.

*Pascal Galinier*

## Georgui Chakhnazarov

## Un ancien collaborateur de Gorbatchev

**ANCIEN CONSEILLER** de Mikhaïl Gorbatchev à l'époque de la perestroïka, Georgui Chakhnazarov est mort le 15 mai, dans les environs de Moscou. Il était âgé de soixante-seize ans.

Peu connu du grand public mais apprécié par ses collègues soviétiques comme occidentaux, Georgui Chakhnazarov était un de ces intellectuels communistes qui ont cherché à concilier fidélité au parti et liberté de pensée, à moins qu'ils aient relégué dans des parties écartées de leur personnalité ces deux principes incompatibles. « *Nous devions tout le temps trouver dans nos têtes un équilibre entre la vérité et la propagande. Ce n'est pas quelque chose dont je suis particulièrement fier, mais c'était notre manière de vivre. C'était la seule voie entre la dissidence et la reddition* »,

dira-t-il au début des années 1990. L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en 1985, devait pour la première fois lui donner la possibilité de mettre en harmonie son activité politique et ses convictions profondes, étayées par une vaste culture internationale.

Arménien d'origine, né à Bakou, Georgui Chakhnazarov avait fait carrière dans la principale maison d'édition soviétique avant de rejoindre, en 1964, le département du comité central du PC chargé des relations avec les pays socialistes d'Europe centrale. Là, il croise Iouri Andropov, futur chef du KGB, et un groupe de jeunes influencés par le « dégel » khrouchtchévien. Beaucoup d'entre eux se retrouveront quelques années plus tard à Prague, autour de la revue *Problèmes de la paix et*

*du socialisme*, où ils vivent directement les espoirs du « *socialisme à visage humain* ».

C'est donc tout naturellement que Georgui Chakhnazarov entre dans le premier cercle des conseillers de Gorbatchev, qu'il ne quittera plus, même après la démission du président de l'URSS. Partisan d'une transformation de l'URSS en une « *fédération souple* », il s'était aussi prononcé pour l'instauration d'un régime proche de la social-démocratie suédoise. Président de l'Association soviétique de sciences politiques, il avait organisé à Moscou, dès 1979, le congrès de l'Association internationale, suscitant l'inquiétude des milieux conservateurs.

*Daniel Vernet*

## Tad Szulc

## Un des meilleurs reporters du « New York Times »

**TAD SZULC**, ancien journaliste vedette du *New York Times*, est mort d'un cancer, lundi 21 mai, à Washington. Il était âgé de soixante-quatorze ans.

Tout journaliste rêve de « tenir » un jour un « scoop » aussi retentissant que celui publié en 1961 sous la signature de Tad Szulc, qui fut pendant près de vingt ans – de 1953 à 1972 – l'un des meilleurs reporters de l'histoire du *New York Times*. De passage à Miami, entre deux voyages à l'étranger, Tad Szulc apprend dans les milieux anticastroistes que l'administration Kennedy est en train d'ourdir un plan d'invasion de Cuba. Le 7 avril 1961, le journal publie l'article de Tad

Szulc, mais, après avoir pris la décision exceptionnelle – et précédée de vifs débats – d'en censurer certains passages pour éviter toute atteinte à la « *sécurité nationale* ». Le président américain est furieux. Dix jours plus tard, 1 500 émigrés cubains débarqueront au sud de l'île, dans la baie des Cochons. L'opération tournera au fiasco. Bien plus tard, John Kennedy confiera que, si le *New York Times* avait publié plus d'informations avant cet événement, son gouvernement aurait évité « *une erreur colossale* ».

Né en Pologne, élevé en Suisse et au Brésil, Tad Szulc fut l'une des stars du *New York Times* à l'époque

de la guerre froide. La chance, propre aux audacieux, ne lui fut jamais défaut. Comme tous les reporters inspirés, il se trouvait toujours au bon endroit au bon moment. En 1959, il est le premier journaliste à raconter le renversement du dictateur vénézuélien Perez Jimenez après s'être joué des censeurs en rédigeant son article dans l'une des six langues qu'il maîtrise.

A Prague, en août 1968, il est le témoin de l'écrasement du mouvement démocratique par les chars soviétiques. Tad Szulc fut un écrivain prolifique. Il est l'auteur d'une vingtaine de livres – dont la moitié écrits pendant sa retraite –, dont une analyse sur la politique de Henry Kissinger et un portrait de Fidel Castro. Il a aussi rédigé les biographies de Frédéric Chopin et de Jean Paul II, renouant ainsi avec ses origines polonaises.

*Jean-Pierre Langellier*

■ **HU JIEQING**, veuve de l'écrivain pékinois Lao She, est morte lundi 21 mai, à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Elle était mandchoue de la bannière jaune et diplômée de l'École normale de Pékin. La mort de son mari, toujours inexplicée, en août 1966, ne lui avait pas fait baisser les bras. Après sa réhabilitation, intervenue en juin 1978, elle s'était consacrée à mieux faire connaître l'œuvre de l'auteur du *Pousse-pousse* et de *Gens de Pékin*. Disciple du célèbre Qi Baishi, Hu Jieqing s'était également fait connaître par sa peinture, notamment pour ses fameux chrysanthèmes, dont elle avait fait un magnifique bouquet dans un album aujourd'hui recherché.

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 23 mai est publiée :

● **Esclavage** : une loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

**Vincent et Philippa ROUSSELET-KNIGHT** et **Ino**, sa sœur, sont heureux d'annoncer la naissance de

## Circé,

le 22 avril 2001.

128 Kennington Road,  
SE 11 6 RE,  
Londres (Grande-Bretagne).

## Anniversaires de naissance

**Stéphane CHARTRAIN**, **Laurence ROUSSELET** et **Théo**, son frère, sont heureux d'annoncer l'anniversaire de

## Cassandre,

née le 11 mai 2000.

13, villa Prestinari,  
94120 Fontenay-sous-Bois.

## Décès

– La famille Benier a la grande tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 14 mai 2001, de

## Jacqueline BENIER.

M<sup>me</sup> Chantal Saudemont,  
5, place du Président-Mithouard,  
75007 Paris.

– Solange et Christian Thibault, sa fille et son gendre, Emmanuelle, Raphaële et Agnès, ses trois petites-filles, ont la tristesse d'annoncer le décès de

## Yves BOURNISSEN.

Ses cendres ont été dispersées le lundi 21 mai 2001, à 18 heures, dans la rade de Toulon.

7, rue Arnoux,  
92340 Bourg-la-Reine.

– Nicolas et Jérémie, ses fils, Toute sa famille, Ses amis, accompagneront

## Daniel DELIQUET,

lors de la cérémonie religieuse qui aura lieu en l'église Saint-Denis-de-l'Éstrée, à Saint-Denis (Seine-Seine-Denis), le vendredi 25 mai 2001, à 15 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Marie-Ange Franzeza et Marie-Pascale, ses filles, Dominique et Jean-Félix, ses gendres, Claire, Timon, Zéphyr, Marion, Eliaz, Martin, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Françoise DELUEN,  
née FOURNIER,

survenu le 21 mai 2001, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 25 mai, à 15 heures, en l'église de Saint-Cast-le-Guildo (Côtes-d'Armor).

– Danielle, Evelyne, Christine, Véronique et Pierre, ses enfants, Ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Hélène GUYOMARC'H,  
née MOGNIER,

survenu le 18 mai 2001, à Saint-Cloud.

L'incinération aura lieu le vendredi 25 mai, à 13 h 45, au crématorium du Mont-Valérien, à Nanterre.

19 bis, rue de Garches,  
92420 Vaucresson.

– Jacques Jaubert, son époux, Florence et Antoine, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Daniel Moreaux, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Jaubert, ses beaux-parents, M. et M<sup>me</sup> Pierre Jaubert, Michala et Nikolaj, ses beau-frère, belle-sœur, nièce et neveu, ont la tristesse de faire part du décès de

Catherine JAUBERT,  
née MOREAUX,

survenu à Toulouse, le 17 mai 2001, à l'âge de trente-neuf ans.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 21 mai, à Saint-Orens.

40, route de Blagnac,  
31200 Toulouse.

**Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 heures**  
**Permanence le samedi jusqu'à 16 heures**

Le **docteur Aron LANDÉ**, odontologiste,

est décédé le 14 mai 2001, à Paris-4<sup>e</sup>.

Ses amis et collègues reconnaissants.

– Le 11 mai 2001, disparaissait

**M. Pierre-Yves LIGEN**, directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme de 1968 à 1984, directeur de l'aménagement urbain de la Ville de Paris de 1978 à 1984, président de l'Etablissement public du Grand Louvre de 1987 à 1989.

Jean-Pierre Buffi, Gérard Charlet, Claude Coloigner, Christine Fleurant, François Grether, Marc Leroy, François Loyer, Dominique Perrault, Nathan Starkman, Jean-Louis Subileau, Luc Tessier, anciens collaborateurs de l'APUR sous sa direction, Florence, épouse de Nicolas Politis (†), souhaitent saluer sa mémoire et son action pour l'urbanisme de Paris et s'associer à la tristesse de sa famille, de ses amis et de tous ses anciens collaborateurs.  
(Le Monde du 22 mai)

– Le président du CNRS, La directrice générale du CNRS, La directrice du département des sciences physiques et mathématiques, expriment leur profonde tristesse à l'annonce du décès de

**Jacques-Louis LIONS**, professeur au Collège de France, ancien président de l'Académie des sciences,

survenu le 17 mai 2001.

La disparition de Jacques-Louis Lions provoque une profonde émotion dans la communauté scientifique. Créateur du laboratoire d'analyse numérique (unité mixte de recherche du CNRS et de l'université Paris-VI), il a profondément marqué toute une génération de mathématiciens français. Il fut à l'origine d'une véritable école tournée vers les applications des mathématiques, extrêmement active, productive et d'un grand renom international. Il a contribué de façon majeure à l'ouverture des mathématiques françaises vers les autres sciences, l'industrie et la société.

Ils adressent leurs condoléances à sa famille et à ses proches.  
(Le Monde daté 20-21 mai)

– Le lieutenant-colonel Philippe Arnauld des Lions (†) et M<sup>me</sup>, M. et M<sup>me</sup> René Rouelle, M. François Rouelle, M<sup>lle</sup> Solange Rouelle (†), M. et M<sup>me</sup> Jean Rouelle, M<sup>me</sup> Marie Allemandou-Rouelle, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Ainsi que Fatma Ben Brahim, qui l'a assistée pendant ses dernières années, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Gérard ROUELLE,  
née Anne-Marie RUSSET,

survenu le 19 mai 2001, munie des sacrements de l'Eglise.

Le service religieux sera célébré le samedi 26 mai, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Mercuray (Saône-et-Loire), suivi de l'inhumation au cimetière de Mercuray.

Ni fleurs ni couronnes.

89, avenue Jean-Jaurès,  
92140 Clamart.

– Edouard, son mari, Marc et Dominique Timsit, Corinne et Serge Cohen, Roland et Juliette Timsit, ses fils, fille, gendre et brus, Matthias, Marine, Julia, Deborah, Paula, Robin, Sacha, Lucas et Tom, ses petits-enfants, Sa sœur et ses frères, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Paulette TIMSIT,  
née COHEN,

survenu dans sa soixante et onzième année.

Ses obsèques sont célébrées, ce mercredi 23 mai 2001, à 15 heures, au cimetière de Pantin.

« *Le tombeau des morts, c'est le cœur des vivants.* »

16, quai des Carrières,  
94220 Charenton.

souhaitez  
la fête des mères  
le 27 mai  
dans le carnet

*spécial*  
fête  
des  
mères

tarif: 85 FTTC la ligne

tel: 01 42 17 39 80

tel 01 42 17 29 94

fax: 01 42 17 21 36

– Le docteur Paul Zalberg, son fils, et Henia Zalberg, son épouse, Le docteur Albert Vennier, son gendre, Muriel Minc et George, son époux, Richard Minc et Nathalie, son épouse, Valérie Carole Reyes et Christophe, son époux, Laurent et Vincent, ses petits-enfants, Julie, Lauren, Matthew, Solal, Anton, Ilan, ses arrière-petits-enfants, Ainsi que ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

## Ella (Adèle) ZALCBERG,

survenu à Savigny-sur-Clairis, le 21 mai 2001, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation aura lieu le 25 mai, à 15 heures, au cimetière de Savigny-sur-Clairis.

## Anniversaires de décès

– Le 24 mai 2000,

## Thouraya CHAOUACHI

nous a quittés en accouchant.

Youssef-Adam, ton fils, va bien. Ta famille pense à toi.

– Pointis-Inard (Haute-Garonne).

Le 24 mai 1991,

## François PORTET

nous quittait.

Sa famille Et ses amis ne peuvent l'oublier.

## Messes anniversaires

– Le 28 mai 2000,

**Florence BRETON DES LOÏS**, née LOSTE,

nous quittait.

Une messe à son intention sera célébrée le 28 mai 2001, à 19 heures, en la basilique Notre-Dame-des-Victoires.

## Nominations

**Jean-Michel LACROIX**, né le 8 avril 1944, à Caudéran (Gironde),

a été élu, le 11 mai 2001, président de l'université Paris-III - Sorbonne-Nouvelle. Agrégé d'anglais, docteur d'Etat, il a enseigné à l'université Laval au Québec, puis à l'université Bordeaux-III, avant d'être nommé à la Sorbonne-Nouvelle en 1989, sur une chaire de civilisation nord-américaine. Il dirige le Centre d'études canadiennes, créé en 1990, et il est responsable du DEA de civilisation nord-américaine depuis 1993. Il préside l'Association française d'études canadiennes depuis 1994, après avoir assuré la présidence du Conseil international d'études canadiennes de 1989 à 1991. Membre du CNU de 1988 à 1992. Il a été recteur de l'académie de Besançon de 1995 à 1999. Il a beaucoup publié sur l'Amérique du Nord et, notamment, une *Histoire des Etats-Unis*, aux PUF, dont la deuxième édition est sous presse.

## Cours

**Apprendre le russe au CREF Moscou**, stages intensifs, semi-intensifs : 01-39-53-85-73, ou cref@dol.ru

## Communications diverses

– **Centre communautaire de Paris**, mercredi 30 mai, à 21 heures. Leçon talmudique d'Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix, sur le thème : « *Ne te sépare pas de la communauté* », sous la présidence de **Moïse Cohen**, président de l'ACIP. Dans les salons Cap 15 : 1-13, quai de Grenelle, Paris-15<sup>e</sup>. Réservations à l'avance : 01-53-20-52-52. PAF. 100 francs et 80 francs.

## CARNET DU MONDE

-TARIFS année 2001 - TARIF à la ligne

**DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS**

**141 FTTC - 21,50 €**

**TARIF ABONNÉS**

**119 FTTC - 18,14 €**

**NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS**

**600 F TTC - 91,47 €**

**FORFAIT 10 LIGNES**

**TARIF ABONNÉS 491 F TTC - 74,85 €**

**FORFAIT 10 LIGNES**

**La ligne suppl. : 60 FTTC - 9,15 €**

**THÈSES - ÉTUDIANTS :**

**85 FTTC - 12,96 €**

**COLLOQUES - CONFÉRENCES :**

**Nous consulter**

☎01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42

Fax : 01.42.17.21.36

e-mail: carnet@mondepub.fr

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

## Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE  
diplomatique

## La culture, les élites et le peuple

- La culture à l'ère d'Internet, par **Ignacio Ramonet**.
- La procédure silence, par **Paul Virilio**.
- Dépassé le livre ? par **Lucien Sfez**.
- Un cinéma français fasciné par le sordide, par **Carlos Pardo**.
- Elargir le cercle des connaissances ? par **Jean-Michel Leterrier**.
- Fausses querelles, vraies questions, par **Marc Jimenez**.
- Pour que Beaubourg soit universel, par **Régis Debray**.
- Une raison d'habiter le monde, par **Henri Gaudin**.
- Gestes et signaux, par **Henri Cuoco**.
- Le théâtre à refonder, par **Jean-Pierre Sarrazac**.
- La subversion de « Christine », par **Anne-Cécile Robert**.
- etc.

*Bibliographie, sites Internet, adresses utiles.*

**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €**

**SPORTS** Victime en début de saison d'un grave accident domestique qui l'a tenu éloigné des compétitions plus de deux mois, Laurent Jalabert poursuit sa préparation pour le Tour

de France sur les routes du Grand Prix du Midi libre. ● L'ANCIEN NUMÉRO UN mondial, âgé de 32 ans, a rejoint à l'intersaison la formation danoise CSC World on Line, dirigée par le vain-

queur du Tour de France 1996, Bjarne Riis. Après neuf années passées en Espagne, sous le maillot de la ONCE, Laurent Jalabert affirme pourtant qu'il aurait aimé rejoindre une équipe

française. ● LA PREMIÈRE ÉTAPE du Midi libre a vu la victoire d'un coureur peu connu, le Français Jérôme Bernand (Jean-Delatour), qui s'est imposé, mardi 22 mai, à Saint-Cyprien

(Pyrénées-Orientales). ● L'ENSEMBLE des participants – coureurs et directeurs sportifs – ont signé un code éthique mis au point par les organisateurs (lire aussi notre éditorial page 18).

## Laurent Jalabert, champion expatrié, rêve d'un retour au pays

Victime d'un accident domestique en février, l'ancien numéro un mondial poursuit sa préparation pour le Tour de France sur le Grand Prix du « Midi libre ». Portant désormais le maillot de la formation danoise CSC World on Line, il se dit déçu de ne pas avoir pu rejoindre une équipe française à l'intersaison

**SAINT-CYPRIEN**  
(Pyrénées-Orientales)  
de notre envoyé spécial

Il esquisse un sourire. Sur ces routes du Minervois que le peloton du 53<sup>e</sup> Grand Prix du Midi libre devait traverser, mercredi 23 mai, pour relier Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales) à Pézenas (Hérault), il peut humer un peu de l'air de son pays. Laurent Jalabert, trente-deux ans, enfant de Mazamet (Tarn), rentré d'Espagne après neuf années d'exil à la fin de la saison 2000 pour repartir aussitôt vers le Danemark, est presque chez lui quand il roule ici, sur les terres du Languedoc.

Tout juste remis d'un accident domestique survenu le 12 février, chez lui, à Veyrier, non loin de Genève, il renoue progressivement avec la compétition. « J'ai encore quelques tensions musculaires au niveau du dos. Je suis torse nu sur le vélo », dit-il. Deux semaines d'hôpital, plus une autre allongé à son domicile : Laurent Jalabert est passé à deux doigts de l'obligation d'interrompre brutalement sa carrière. « J'ai de suite compris que j'avais quelque chose de cassé. J'ai entendu un craquement aux lombaires. » Il lui a fallu attendre le 14 mars pour remonter sur un vélo et la mi-avril pour retrouver la compétition et sa nouvelle équipe.

« En quittant la Once, j'aurais préféré trouver une équipe française où terminer ma carrière, mais cela n'a pas pu se faire », regrette-t-il. Depuis janvier, l'ancien numéro un mondial court sous les couleurs de la formation danoise CSC World on Line et



Midi libre : Laurent Jalabert (à droite) aux côtés de Didier Rous, vainqueur de l'épreuve en 2000.

si, aujourd'hui, tout va pour le mieux, il ne dissimule pas sa déception de ne pas avoir retrouvé d'équipe en France : « J'aurais dû annoncer ma décision de partir de la Once un peu plus tôt dans la saison. Les équipes auraient eu le temps de pren-

dre des dispositions. Mais bon, maintenant, c'est fait. »

Reste une satisfaction : dès l'annonce de sa décision, en plein mois d'août, à l'exception de Crédit agricole, toutes les formations françaises l'ont appelé. « Ça m'a fait plai-

sir », dit-il simplement. Au bout du compte, entre deux surenchères, celle du groupe français Bonjour et celle de la formation danoise, Laurent Jalabert a opté pour la seconde. « C'est tout de même un petit échec. C'est comme cela que je l'ai ressenti

lorsque, en octobre, il a fallu conclure avec CSC World on Line. »

Laurent Jalabert, le champion français le plus titré en activité (il totalise 137 victoires en onze années de carrière), cultive dédaigneusement des relations difficiles avec les institutions cyclistes de son pays.

« J'AI ÉTÉ LE DINDON »

La brouille remonte à 1999. Tandis que le cyclisme s'enlise dans ses affaires de dopage, la Fédération française de cyclisme (FFC) instaure un suivi médical longitudinal plus exigeant que celui mis en place par l'Union cycliste internationale (UCI). Laurent Jalabert, employé par les Espagnols de la Once, refuse de se plier aux règles édictées par la FFC.

Très vite, le ton monte entre le coureur et le président de la FFC, Daniel Baal. « Si Jalabert ne remplit pas les obligations du test français, il ne disputera pas les championnats de France et ne sera pas sélectionné en équipe de France pour les championnats du monde », menace celui-ci.

La réplique de Jalabert ne tarde pas : « Puisque c'est comme cela, je ne viendrai plus courir en France. » Encouragé par Manolo Saiz, le directeur sportif de la Once, Laurent Jalabert se cabre. « Je ne voulais pas subir deux contrôles. D'autant qu'à l'origine de l'affaire c'est Daniel Baal qui avait changé de position. Initialement, tous les contrôles devaient être les mêmes dans tous les pays. Mais la France a voulu aller trop vite et ça n'a servi à rien. Désormais, tout est har-

monisé. Dans cette histoire, j'ai été le dindon. Mais, bon, j'ai tiré un trait dessus. J'aurais simplement voulu que Baal décroche son téléphone pour s'excuser. »

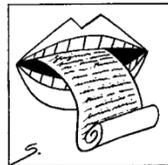
Deux années se sont écoulées, l'EPO est désormais décelable dans les urines. Le Mazametain dit s'en réjouir. Selon lui, les nouveaux contrôles devraient s'avérer plus efficaces que la charte éthique qu'il a signée, comme tous les concurrents de ce Midi libre. « Je comprends le point de vue des organisateurs, mais cela revient à nous faire signer une licence au départ de chaque course. Ça change quoi ? C'est clair, il y a eu des débordements, mais ce sont les coureurs qui font avancer les choses, pas les organisateurs de courses. »

Libéré de la férule de Manolo Saiz, Laurent Jalabert travaille désormais sous la direction beaucoup plus lâche de Bjarne Riis. « Il me fiche la paix », dit-il du vainqueur du Tour de France 1996. Bjarne Riis, ancien coureur de l'équipe italienne Gewiss, du temps où l'usage de l'EPO au sein de celle-ci fut systématisé par le docteur Michele Ferrari, fut cité par un juge italien pour suspicion de dopage. Il est également celui avec lequel Jean-Marie Leblanc, directeur du Tour de France, négocia durant le Tour 1998, lorsque les coureurs observèrent une journée de grève. Ce même jour, la totalité des équipes espagnoles, la Once et Laurent Jalabert en tête, se retirait de la Grande Boucle.

Yves Bordenave

## Le code éthique du Grand Prix du « Midi libre »

**LE CODE ÉTHIQUE** signé par les coureurs et directeurs sportifs présents au départ du Grand Prix du Midi libre a été élaboré par les organisateurs de cette course, du Critérium du Dauphiné libéré et du Tour de France. En voici le texte.



VERBATIM

Les trois grandes courses que sont le Grand Prix cycliste Midi libre, le Tour de France et le Critérium du Dauphiné libéré, possèdent en propre des valeurs sans lesquelles elles perdraient non seulement leur crédibilité sportive, mais encore leurs indiscutables fonctions culturelle, économique et sociale.

Ces valeurs de référence conservent une signification à travers le temps, tout en prenant en compte les notions de compétition, d'affrontement, de dépassement et, en définitive, l'objectif majeur de victoire.

Mais il ne peut s'agir ni de n'importe quelle compétition ni de victoire obtenue à n'importe quel prix. Le Grand Prix du Midi libre, le Tour de France et le Dauphiné libéré doivent :

- être régis par des règles précises, dont ni la lettre ni l'esprit ne doivent être transgressées ;
- fonctionner dans le respect des officiels chargés de l'application de ces règles et des décisions qu'ils peuvent être amenés à prendre ;
- garantir avec sérénité l'égalité des chances offertes aux concurren-

rents. L'avantage accordé à l'un d'entre eux d'une manière illicite est contraire à l'éthique sportive. C'est en ce sens que le dopage, trop souvent présent, malheureusement, dans l'activité sociale ordinaire est inadmissible en sport ;

● mener une action rigoureuse contre la tricherie, la corruption et toute forme d'arrangement permettant de vaincre autrement que par les moyens du sport.

L'acceptation de ces principes conditionne l'estime et la popularité qu'accorde au Grand Prix du Midi libre, au Tour de France et au Dauphiné libéré un public nourri par une longue période d'exploits et de légende.

Les champions d'aujourd'hui ont en héritage un patrimoine qui ne saurait aller sans les vertus morales qui ont contribué à le forger.

Tout coureur cycliste, quels que soient la place qu'il occupe et le niveau de ses performances, est par conséquent tenu de respecter cette éthique fondamentale.

Ce code éthique a été mis au point avec les directions du Grand Prix du Midi libre, du Tour de France et du Critérium du Dauphiné libéré.

■ Le Français Jérôme Bernard (Jean-Delatour) a endossé le maillot sang et or de leader du Grand Prix du Midi libre en emportant, mardi 22 mai, la première étape, disputée entre Gruissan et Saint-Cyprien, sur 183,7 km, au terme d'une échappée déclenchée à mi-course.

## Pékin est assuré d'obtenir les Jeux olympiques de 2008, sauf si...

**LAUSANNE**  
de notre envoyé spécial

Mais de quoi pouvaient bien discuter, attablés à l'écart, à la cafétéria du Musée olympique de Lausanne, jeudi 17 mai, Claude Bébér et John Bitove, présidents des comités de candidature de Paris et de Toronto pour les Jeux olympiques de 2008 ? D'un « accord » entre leurs villes pour « contrer » la candidature de Pékin ? John Bitove s'esclaffe. Il « ne croit pas aux alliances ». Celles-ci « doivent être naturelles, on ne peut pas les susciter ». Côté Paris, on est moins affirmatif. « Le seul moyen de vaincre Pékin, dit un membre du comité parisien de candidature, serait que les voix se portant sur Paris et Toronto aux premiers tours de scrutin se reportent massivement ensuite sur celle des deux villes la mieux placée. » C'est ce qui s'était passé, en 1993, pour la désignation des Jeux de 2000 : Pékin, en tête aux trois premiers tours, s'était fait coiffer au dernier tour par Sydney, qui avait recueilli huit des onze voix obtenues par Manchester précédemment.

Il est loin d'être certain qu'une éventuelle « entente » Paris-Toronto pourrait de nouveau barrer la route à Pékin. Le vote du Comité international olympique (CIO) aura lieu le 13 juillet à Moscou. « Pékin pourrait passer au premier tour », estime un membre français du CIO (ils sont trois – Jean-Claude Killy, Guy Drut et Henri Sérandour –, plus Alain Danet, membre d'honneur, et Maurice Herzog, membre honoraire, qui ne votent pas). Si aucun « bug » n'intervient d'ici à juillet, Pékin devrait sortir vainqueur du scrutin. Dans la coulisse, ses lobbyistes se disent d'ores et déjà certains d'obtenir les voix de 70 des 120 votants. Mais qui peut encore croire en la logique, dans ce CIO loin d'avoir surmonté sa crise de l'hiver 1999 ? Les représentants des villes candidates (Pékin, Paris, Toronto, Istanbul et Osaka) se demandent tous comment fonctionne réellement cette institution mouvante et hétérogène, où les alliances se font et défont au gré des intérêts, et sur quels critères ses membres vont se déterminer.

Remis le 15 mai, le rapport de la commission d'évaluation des villes candidates (Le Monde du

17 mai) est, en privé, critiqué de tous côtés. Il devait rendre un verdict strictement technique sur les dossiers présentés par les villes. Or de nombreux membres du CIO le jugent « truqué », « pipé » – Pékin est nettement surévalué, Osaka clairement brimé – et ses conclusions très... politiques. Une phrase revient sur toutes les lèvres : « La commission pense que des Jeux à Pékin laisseraient un héritage unique à la Chine et au sport. » Que vient faire cette assertion dans un rapport « technique » ?

Beaucoup, au CIO, sont convaincus que Juan Antonio Samaranch, leur vieux président, est intervenu pour l'imposer – outrepassant ses droits. Ils en tirent deux conclusions divergentes. Pour la majorité, il s'agit d'un « signal fort » pour voter Pékin, et Juan Antonio Samaranch ne s'y serait pas risqué sans la certitude d'être suivi. Pour d'autres, le président, farouche partisan de la capitale chinoise, a imposé cette phrase parce qu'il est inquiet. Ce faisant, il a commis une erreur, risquant de « braquer » de nombreux membres en leur dictant leur conduite. D'autant qu'il terminera son ultime mandat à Moscou, et que les membres du CIO ne lui seront alors plus redevables.

**LE CHOIX DE JUAN ANTONIO SAMARANCH**

Pour l'heure, rares sont ceux à confier leur préférence sous prétexte qu'ils ne sont pas censés indiquer publiquement leur choix avant le 13 juillet. « N'étaient les risques politiques, Pékin serait sûr de gagner à 99 % », assure l'un des candidats à la succession de Juan Antonio Samaranch. Parce que, d'abord, le président y tient absolument. Ensuite, parce qu'« on ne peut refuser les Jeux à un pays qui représente le cinquième de la planète », disent de nombreux membres. Enfin, parce qu'attribuer les Jeux est un gage d'ouverture du pays. Beaucoup sont convaincus de la validité de la stratégie des « armes de la paix », chère à Samuel Pizar, l'avocat international qui fut longtemps l'éminence grise de Juan Antonio Samaranch. « Les Jeux ont une incidence quasi mécanique sur l'évolution des régimes verrouillés, juge un membre du CIO.

Moscou a eu les Jeux en 1980, cinq ans après c'était la perestroïka. Après Séoul, en 1988, la Corée du Sud s'est démocratisée. »

Au final, « il faudrait que, le 13 juillet, Bertrand Delanoë dise « Bravo Pékin, et vive Paris en 2012 », estime un membre français du CIO. On ne peut pas mieux afficher sa certitude du succès chinois pour 2008. Les adversaires de Pékin notent cependant que les Chinois semblent « fébriles ». « Les membres du CIO ne se préoccupent pas des droits de l'homme, explique l'un d'eux. Mais ils sont très sensibles à leur propre image, surtout depuis la crise. » Or les Jeux d'Athènes en 2004 pourraient mal se passer. « Le CIO ne peut se permettre deux Jeux ratés de suite. Pékin prévoit 32,2 milliards de francs d'investissements. Une somme pharaonique. Beaucoup sont persuadés qu'ils n'en dépenseront pas la moitié. » Autre problème d'image : presque tous les membres du CIO à Lausanne s'inquiétaient des photos publiées le 17 mai par Paris-Match. Dans une rue de Pékin, un bébé git, mort et abandonné, dans le caniveau, la foule passant, indifférente. « De telles photos dans un grand journal international pendant les Jeux, et l'image du CIO sera gravement affectée. »

Mais l'argument qui semble le plus faire hésiter les membres est celui du « risque-pays ». Non que l'on ne fasse pas confiance aux autorités chinoises pour assurer la sécurité des Jeux. Mais où en sera la Chine dans sept ans ? « D'ici à 2008, la tour Eiffel sera toujours là, l'Ontario, le lac de Toronto, aussi. Mais tout peut se passer en Chine. Un effondrement économique, une grave crise politique, des affrontements sanglants... Pékin, c'est choisir l'imprévu. Si, par malheur, deux ans avant l'échéance, Pékin ne peut plus organiser les Jeux, le CIO sera dans une panade noire, devant trouver en catastrophe une autre ville. » La dernière fois que cela s'était produit, c'était en 1936 : Barcelone s'était vu retirer les Jeux, pour cause de guerre civile en Espagne, au profit de Berlin. Ce ne fut pas exactement une réussite.

Sylvain Cypel

## Un journaliste dans la course

Pour la première fois, un journaliste se fond dans le peloton. Il nous fait vivre en direct le Grand Prix cycliste « Midi libre » 2001

Retrouvez Eric Fottorino chaque jour dans Le Monde

jusqu'au lundi 28 mai

Le Monde

daté 29

# Pèlerinage à Axoum

AXOUM

de notre envoyé spécial

De sa main gauche, il maintient sur son épaule le soc d'un araire ; De sa main droite, il tient une grande croix dorée qu'il examine attentivement. On est à Axoum, au nord de l'Éthiopie, la veille des Rameaux, et le prêtre-paysan est venu, comme tant d'autres, faire ses emplettes sur l'espèce de marché aux objets du culte qui s'étale autour de l'église. Des livres saints imprimés en guèze (une langue qui n'est comprise que par le clergé) sur des pages de cuir qu'on finit d'égaliser au couteau. Des ombrelles de cérémonie multicolores. Tout un bric-à-brac où l'utilitaire côtoie le religieux, où l'on soupèse, jauge, marchande et achète. Dans ce qui fut la capitale de « l'un des quatre grands royaumes du monde », ce royaume d'Axoum dont les origines légendaires datent de la reine de Saba et qui a connu son apogée au VI<sup>e</sup> siècle, des dizaines de milliers de pèlerins se sont rassemblés pour deux ou trois jours, sans intendance ni sanitaires. Hommes, femmes, enfants, vieillards, assistent (le plus souvent de loin) aux interminables offices, voient passer (s'ils ont de la chance) les cortèges de prêtres

Rien ne semble avoir changé depuis la reine de Saba, dans cet ancien royaume, où des milliers d'Éthiopiens se rassemblent autour de prêtres en apparat

admettre, à comprendre, qui apparaîtraient aux yeux des rares touristes. Le voyage, en ces terres du nord, n'est redevenu possible que depuis la fin des sanglants combats avec l'Érythrée, l'été dernier. Des dizaines de mendiants, des infirmes qui se traînent sur leurs moignons, des aveugles, attendent des jours durant qu'on dépose sur le bout de linge étalé devant eux l'obole d'une poignée de grains. Les prêtres, qui font la collecte, ont, eux, un tout autre succès, et les billets (de 1 birr, soit 1 franc) tombent dru, tandis que les cérémonies, soigneusement triées, s'accu-



en grand apparat précédés d'une mule caparaçonnée de brocart. C'est la fête et le marché, c'est joyeux et c'est triste.

A quelques pas des gigantesques stèles dont la plus grande date du IV<sup>e</sup> siècle, l'époque de la conversion du souverain d'Axoum au christianisme, c'est une Éthiopie figée dans le temps, difficile à

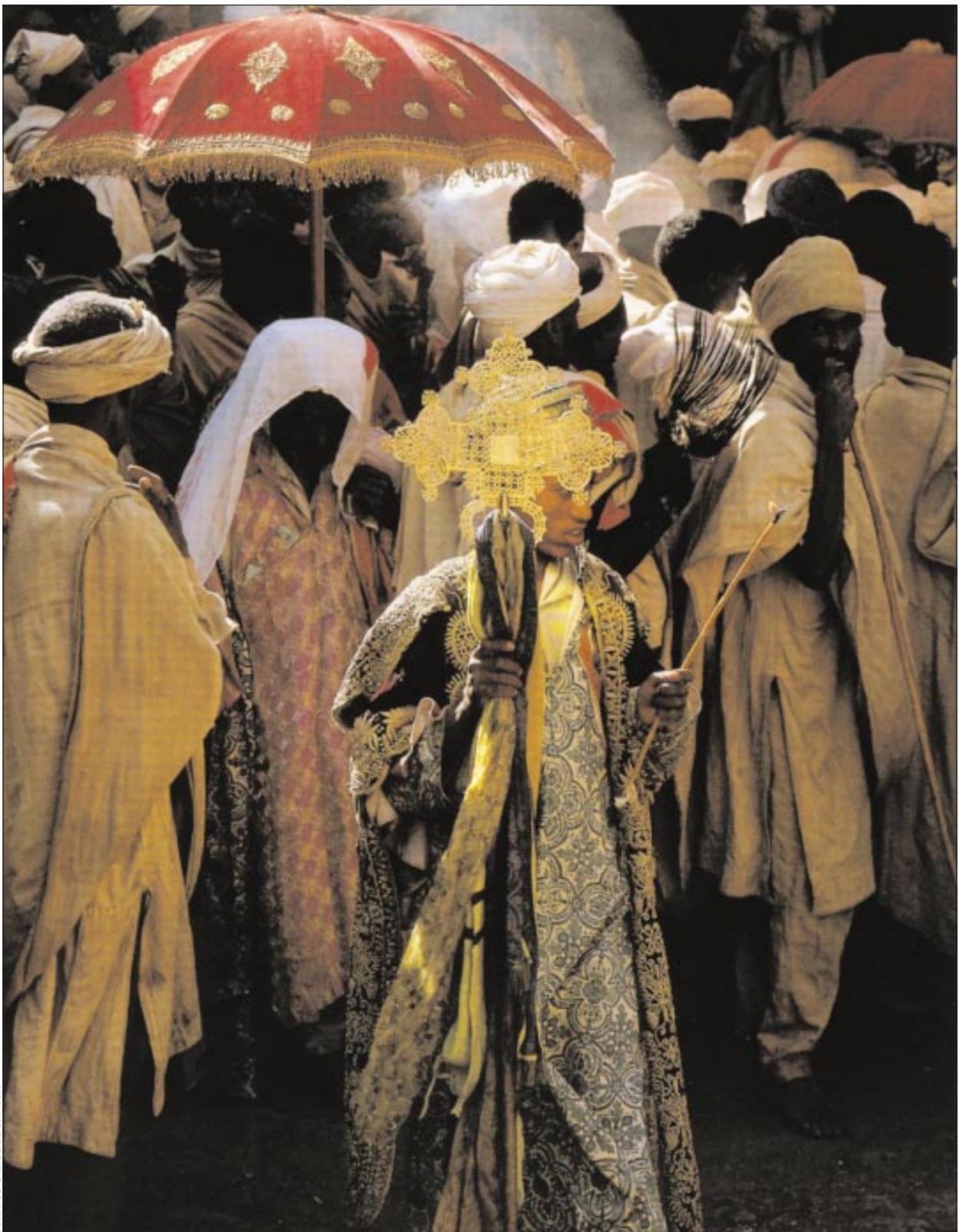
## Un tourisme intimiste

Elle embrasse les prêtres et les bambins, marchande ferme et donne généreusement. Partout, elle est connue comme le loup blanc. « Christine » par-ci, « Christine » par-là, un nom qui sonne comme un signe de ralliement dans le petit monde impliqué dans un tourisme embryonnaire. Guide accompagnatrice pour le voyageur Ananta, Christine Colson est « tombée amoureuse » de l'Éthiopie. C'était il y a dix ans, après la chute de la dictature communiste, lorsque le pays s'est rouvert. « A l'époque, quand on s'arrêtait au bord de la route, les gens s'enfuyaient dans les champs : nos voitures ressemblaient en effet à celles des hommes de Mengistu lorsqu'ils effectuaient leurs rafles. » Désireuse, certes, de mieux faire connaître ce pays, elle admet cependant qu'« un afflux massif de visiteurs [au demeurant fort improbable] serait une catastrophe ». Elle rêve d'un « développement intimiste » du tourisme. Et souhaite surtout faire passer un message simple : « Tous les hommes sont égaux, et ils ont tous les mêmes besoins. »

mulent dans de grands sacs à mesure que les fidèles viennent embrasser la croix et recevoir quelques boulettes de terre censées les guérir de leurs maux.

Qu'importe, comme l'explique le responsable local de la Croix-Rouge, que ces vastes rassemblements favorisent les épidémies et les affections diverses : « Ils veulent tous être là, surtout les vieux. » Mais il y a aussi de très jeunes femmes qui abritent leur enfant d'une peau de chèvre rehaussée de coquillages, étonnant porte-bébé qui protège de la pluie, de la poussière et du froid de la nuit (on est, comme presque partout sur les plateaux abyssins, à plus de 2 000 mètres d'altitude). Chacun repartira, comme il est venu, vers son village, parfois à plusieurs jours de marche.

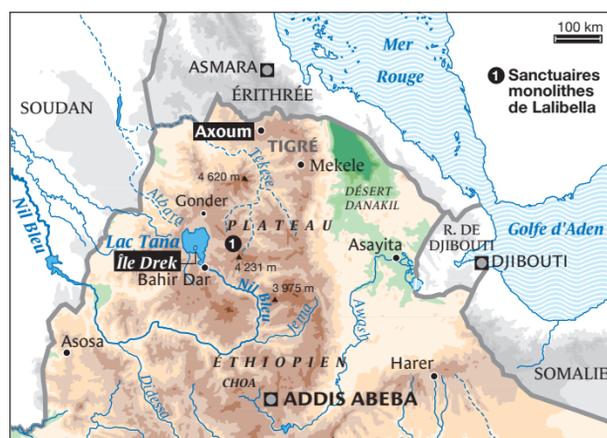
Pays à bien des égards immobile, l'Éthiopie est aussi un pays où tout le monde semble marcher, interminablement. Dans des sandales de plastique rafistolées ou pieds nus, dans la poussière des pistes et sur les pierres des sentiers, ploquant sous une charge de bois ou une jarre d'eau, arc-bouté sur l'araire tiré par deux zébus et qu'il faut à chaque instant soulever lorsqu'il bute sur une trop grosse pierre (les champs sont le plus souvent, dans cette région du Tigré, des champs de cailloux), poussant les chèvres, les moutons, les ânes, les vaches, les chameaux parfois, on marche, dépassé dans un nuage de poussière par les rares camions ou, encore plus rares, les 4x4 des touristes. Un berger, aperçu un soir à un passage de gué, sera rencontré le lendemain en milieu de matinée, 70 kilo-



PHOTOS CAROL BECKWITH

mètres de piste plus loin. Il aura marché toute la nuit, avec le troupeau qu'il conduit à la ville, à encore une centaine de kilomètres de là, pour le traditionnel sacrifice de Pâques.

Pauvre parmi les plus pauvres (un PNB de 100 dollars par habitant, l'un des plus bas qui soient répertoriés), l'Éthiopie a vu son histoire marquée par une série de famines. Les verts pâturages des hauts plateaux du Shoa, au nord d'Addis Abeba, avec leurs jolis villages de huttes rondes, leurs troupeaux abondants et, de loin en loin, un cavalier qui galope sur son petit cheval, ne doivent pas faire illusion. Si tout ici semble si propre, si net, si « écologique », c'est que l'on vit en autosuffisance à peu près totale : les lourdes jarres n'ont pas encore été remplacées par des bidons en plastique, et c'est dans un joli panier d'osier tendu de peau de chèvre que l'on emporte son casse-croûte aux champs. Pas de déchets (au moins dans cette région), mais pour la simple raison qu'on n'est même pas arrivé à ce niveau de « développement » dans la misère où



l'on produit des déchets. Vit-on au moins un peu mieux, dix ans après l'effondrement du régime rouge et sanglant de Mengistu, et un an après la fin de la guerre avec l'Érythrée ?

Un petit mieux, disent les uns, d'autant que les dernières pluies ont été plutôt bonnes. Les progrès sont anéantis par la progression infernale de la population (désor-

mais près de 65 millions d'habitants) répondent les autres, qui évoquent aussi le spectre ravageur du sida qui parcourt désormais tout le pays.

En dépit de son extrême dénuement, l'Éthiopie, fière de sa très ancienne civilisation, de son indépendance maintenue pendant presque toute l'époque coloniale (excepté les six années d'occupa-

tion de l'Italie mussolinienne), donne l'impression de « mieux se tenir » que bien d'autres pays d'Afrique. Aussi dérangeants (dans tous les sens du terme) que puissent être les enfants (des minuscules bambins aux adolescents) qui assaillent les touristes d'un « you, give me a pen ! », comment nier qu'ils forcent l'admiration. Marcher deux ou trois heures



Des vues superbes de votre chambre d'hôtel.

La Compagnie Aérienne Internationale Irlandaise www.aerlingus.com 01 55 38 38 42

Dublin €123 a/r (806-83F)\* Aer Lingus



RAYMOND D'EPARDON/MAGNUM

pour aller à l'école (où l'on apprend d'abord sa langue régionale, mais aussi l'anaharique et, très vite, l'anglais dans lequel sont dispensés les enseignements techniques), et puis attendre le touriste dans l'espoir de vendre une croix à trois sous ou de le convaincre dans un très bon anglais qu'on a absolument besoin d'un « pen » pour passer, demain ses contrôles de physique et de chimie : qui donc de nos têtes blondes en serait capable ?

A vrai dire, l'émerveillement, dans ce pays aux paysages somptueux, aux habitants attachants, la dispute en permanence à une profonde perplexité. Ces églises, dont la visite rythme le voyage, ces prêtres qui sortent leurs trésors de sordides barbares de tôles pour les montrer, moyennant finances, aux touristes, inspirent pour le moins des sentiments mêlés. Les sanctuaires monolithes de Lalibella, creusés dans la pierre (leur toit, hélas le plus souvent couvert désormais d'un auvent en tôle, est au niveau du sol), représentant un exploit technique, un témoignage de foi et de volonté - même s'il a fallu le concours des anges, comme le dit la légende, pour mener à bien leur construction au XII<sup>e</sup> siècle. Ce qu'on distingue, dans la

penombre intérieure, est parfois d'une très grande beauté, et voir de jeunes garçons chanter interminablement, à gorge déployée, et sous le contrôle de prêtres vénérables, des chants aux intonations vaguement grégoriennes, suscite une profonde émotion.

Mais que dire de ces moines qui passent des heures dans un trou de rocher, de ces nonnes au visage ravagé et à la tenue misérable qui trient inlassablement les grains qui serviront à faire le pain sacré, de ces futurs diacres et prêtres, qui anonent, abrités du soleil par quelques parapluies, des textes saints en observant furtivement, d'un œil rieur, les étrangers interloqués par le spectacle ? Que dire de cette Eglise orthodoxe qui semble aussi repliée sur elle-même que l'Ethiopie tout entière l'a été au cours des siècles, de ces intérieurs où l'obscurité semble aller de pair avec l'obscurantisme ? Avec, comme toujours, des exceptions, des moments de joie et de réconfort, comme cette église de l'île de Dek sur le lac Tana, débordant de peintures sur toile, et dont le magnifique toit de chaume est en train d'être restauré dans toutes les règles de l'art.

Jan Krauze

### Carnet de route

■ **CLÉS.** Deux fois et demie grande comme la France, l'Ethiopie compte 65 millions d'habitants. Une population qui croît à toute vitesse, un peu comme la capitale Addis Abeba. Le pays, qui offre des contrastes saisissants (climat, paysages, ethnies, civilisations), est difficile à aborder en « individuel ». Le minimum recommandable est de s'assurer l'aide d'un chauffeur conduisant un véhicule 4x4, et il semble raisonnable de passer par une agence spécialisée d'autant que dans certaines régions quelques précautions et une bonne connaissance des usages locaux sont nécessaires. Décalage horaire : + 1 heure. Visa obligatoire (392 F, 59 €) et taxe d'aéroport (40 \$). ■ **CLIMAT.** Tempéré sur les hauts plateaux d'Abysinie, plus ou moins épargnés par les maladies tropicales, quasi désertique à l'est et tropical au sud-ouest. Pluies de juin à août : pistes boueuses, parfois infranchissables.

■ **ACCÈS.** Pas de vol direct de Paris à Addis Abeba. Liaison avec Ethiopian Airlines depuis Rome, Francfort ou Londres, et Lufthansa depuis Francfort (tél. 01-53-76-08-75) : à partir de 6 000 F (1 000 €). L'unique ligne de chemin de fer, qui relie Djibouti à Addis Abeba, promet un voyage aussi haut en couleur que bas en confort.

■ **ÉTAPES.** Confort acceptable dans les hôtels de la chaîne d'État Ghion. Une petite hôtellerie privée commence à se développer avec de réels efforts pour satisfaire les besoins des voyageurs. Cependant, le bivouac reste souvent la meilleure solution et il faut alors s'attendre à voir la population locale s'assembler pour contempler le grand déballage de bagages, tentes et victuailles auquel se livrent, pour une nuit, les touristes. Contraste saisissant avec l'économie de moyens des Ethiopiens.

■ **ITINÉRAIRE.** Le voyageur Ananta (tél. : 01-40-37-24-96) programme 5 types de circuits guidés, en véhicule tout terrain (7-14 participants), avec nuits en bivouacs et/ou à l'hôtel, en pension complète : 17 jours (22 800 F, 3 459 €). Voyages sur demande à partir de 2 personnes avec chauffeur-guide local parlant anglais. Consulter aussi Explorer, en versions « Expéditions » ou « Civilisations et cultures » (tél. : 01-53-45-85-85), Terre d'aventures, avec une semaine de marche (tél. : 01-53-73-77-73) et Voyages en Afrique, en circuit découverte (tél. : 01-42-86-16-60).

■ **LECTURES.** *Ethiopie*, de Christine Colson (Marcus), guide précis, pratique, complet et petit lexique trilingue (français, amharique, oromo). Egalement, *Ethiopie, berceau de l'humanité*, de Marc Aubert (éditions Olizane, 2000), instructif et joliment édité. *Les Ethiopiens*, de Thibaut Mourgues (L'Harmattan), exhaustif malgré une langue négligée. Les livres du journaliste polonais Ryszard Kapuscinski concernent une époque révolue mais restent saisissants : *Le Négus* (10/18), et les chapitres sur l'Ethiopie de son recueil africain *Ebène* (Plon).

### Week-end « nature » en Aragon



**BERTRAND EST ARRIVÉ** en Sierra de Guara (Pyrénées espagnoles), dans les années 1970, attiré, comme beaucoup d'autres, par la lumière, le calme, le silence, la sauvage beauté des paysages et tous ces villages abandonnés (Nasarre, Bara, etc.), éparpillés au creux des vallées ou suspendus au-dessus des ravins, telles des coulées de lauzes et d'ardoises glissant vers la rivière. Des ruines qui pourrissaient sous le lierre et dans l'oubli, en dépit des stigmates émouvants, témoins des vies de labeur et de solitude de ceux qui, un beau jour, chargèrent leur jument de leur maigre trésor pour se lancer sur une route qui, imaginaient-ils, menait à un Eldorado identifié à Huesca ou à Saragosse. Amoureux de cette terre mais, également, de la dernière boulangère de la sierra (il allait chercher son pain à cheval), Bertrand décida de s'établir ici, à Nocito, le village où, aujourd'hui, il accueille les passionnés de marche, de cheval et de nature, dans une maison restaurée avec l'aide de Marie. Elle ne fait plus de pain, mais elle offre aux randonneurs une table généreuse et accueillante. Bouches bées, yeux écarquillés, les petits citadins et leurs parents écoutent ce Normand déraciné mais heureux qui n'est jamais à cours d'anecdotes. « Tu vois, là-haut, sur la cime ? C'est un gypaète. Un mangeur de moelle : il récupère les os, prend de l'altitude et laisse tomber son butin sur un rocher pour qu'il s'y brise et libère ainsi la substance dont il raffole. » L'ombre du vautour (son envergure peut dépasser les 2 mètres) se profile au fond du

canyon de Mascun. « Regarde à gauche, sur le flanc de la falaise. Ce sont des chèvres sauvages qui ont repris leur liberté, une fois leur berger décédé. Leur morphologie s'est adaptée aux terrains escarpés, elles ont des cornes plus grandes pour mieux se défendre et leur pelage s'est étoffé pour lutter contre le froid. »

Une connaissance acquise au fil des années passées à sillonner la sierra (classée parc naturel de Guara, en 1990) avec ses chevaux de bât, à scruter le ciel et les falaises, à nager en eau vive et à explorer les grottes souterraines. Un jour, on est venu l'embaucher pour répertorier les anciens chemins muletiers qui reliaient les villages aujourd'hui hantés par les sangliers. Une mission qui lui a permis de mettre au jour un ancien moulin à feutre (une des grandes productions, au Moyen Age), un village médiéval du côté de Gargantas et une maison forte datant du XVI<sup>e</sup> siècle, du côté d'Aspes.

Une autre façon de randonner qui ravira les crapahuteurs invités à encorder les chevaux pour franchir les gués, à allumer un feu après la pluie et à mitonner une soupe roborative.

De notre envoyé spécial Elia Imberdis

★ Terres d'aventure (tél. : 0-825-847-800 et, sur Internet, www.terdav.com) programme, en juillet et en août, des randonnées de 7 jours dans la Sierra de Guara : 3 350 F (510,67 €) tout compris, par adulte, et 2 800 F (426,82 €) pour les enfants de 8 à 14 ans. A ajouter, l'acheminement sur les lieux. Explorer (tél. : 01-53-45-85-85) fait de même, en juillet-août, dans sa brochure « en famille ». A lire, le Guide du routard Espagne du Nord (Hachette, 79 F, 12,04 €) et, plus littéraire, *La Pluie jaune*, de Julio Llamazares (Verdier, 85 F, 12,95 €).

### A tous prix

■ **45 F (7 €) : la visite guidée du site de l'abbaye de Valsaintes** (le mercredi, sur rendez-vous, de 15 heures à 18 heures) dite « abbaye de la Rose » en raison de la roseraie (plus de 600 variétés de rosiers), fierté de Jean-Yves Meignen, créateur du parc floral (accès gratuit tous les jours de 14 heures à 20 heures) de cette abbaye cistercienne édifiée sur l'oppidum de Boulinette, près de Simiane-la-Rotonde, dans les Alpes-de-Haute-Provence, entre Apt et Forcalquier. Pour le début de la floraison, deux journées « portes ouvertes », les dimanche 3 et lundi 4 juin (Pentecôte) avec vente de plantes et de rosiers. A visiter également, la pépinière et le site historique (oppidum, église abbatiale). Renseignements au 04-92-75-94-19.

■ **1 545 F (236 €) : un week-end Bruegel l'Ancien à Rotterdam**, à l'occasion de l'exposition présentée du 27 mai au 5 août dans cette ville néerlandaise promue « capitale culturelle de l'Europe » pour 2001. Avant la rétrospective Bosch, cet automne, le Musée Boijmans Van Beuningen présente la majorité des dessins ainsi que des gravures et des estampes de Bruegel. Autant d'œuvres qui illustrent l'humanisme tolérant et libertaire d'un artiste dont l'expression graphique et les peintures ont donné de la société paysanne de l'époque une vision bienveillante mais sans concession.

Prix du forfait Thalys, au départ de Paris, pour 2 nuits en chambre double à l'hôtel Eden Savoy (« 3 étoiles ») avec petits déjeuners et entrée à l'exposition, du 27 mai au 30 juin. Chez Euro Pauli (tél. : 0-826-803-303) et dans les agences de voyages.

■ **16 650 F (2 538 €) : le trans-mongolien Moscou-Pékin.** Pour amateurs de grands espaces et de rails, avec dans son bagage *Imperium*, le récit de la traversée de l'ex-empire communiste éclaté, par le journaliste Ryszard Kapuscinski (Editions 10-18). En ouverture du périple, une visite intensive (4 jours) de Moscou. Avec le train, le dépaysement est au-dedans et au dehors. À l'intérieur, des familles mongoles rentrent au pays chargées d'emplettes et l'on fait vite connaissance dans les compartiments exigus. À l'extérieur, la Sibérie, ses forêts, ses isbas, puis l'Asie, ses steppes et ses gers (yourtes mongoles). Au rail, l'itinéraire associe la route, pour des escapades culturelles (monastère d'Erdene Zu) et des rencontres chez l'habitant, et le bateau (lac Baïkal). Hébergement à l'hôtel ou en gers. Ce prix, par personne voyageant en petit groupe, n'inclut pas les repas en train (de 35 à 80 F, 5 à 10 €/jour) et les frais de visa (920 F, 140 € au total) à prévoir 6 semaines avant le départ. Prochain départ le 5 juillet. Renseignements auprès de Terre Mongolie (tél. : 01-44-32-12-83).

**Majorque 3290F TTC\***

Vol + 7 nuits à l'hôtel Font De Sa Cala 3\* en demi-pension.

**Costa del Sol 3430F TTC\***

Vol + 7 nuits à l'hôtel Camino Real 3\* en demi-pension.

**Ibiza 3920F TTC\***

Vol + 7 nuits à l'hôtel Riviera 2\* en demi-pension.

**degriftour.com**

En partenariat avec **lastminute.com**

www.degriftour.com - 3615 DT\*\*

**08 36 68 28 27**



Photos : Damien Him et Margaretha G. - Photos non contractuelles

Licence d'agence de voyages n°095960001  
\* Prix à partir de, par personne (base chambre double), au départ de Paris, selon disponibilité. Possibilité de séjours de 2 semaines en juillet et août.  
\*\* de 0,99 à 2,21€/mn

**VA SION**  
Publicités

**directours**  
Voyager mieux. Dépenser moins.  
**WEEK-END CRETE**  
"SPÉCIAL PENTECÔTE" 4 jours complets sur place !  
Vol régulier direct Paris/Heraklion avec Cronos Airlines - Hôtel Nikos Beach 3\* Plage  
à partir de **2 695 F TTC.**  
Vol + 1/2 pension, transferts inclus.  
Hôtel Mimos Palace 5\* : à partir de 3 700 F TTC  
Départ le 31/05/01 au soir, retour le 04/06/01.  
www.directours.com  
3615 Directours (2,21 F/mn) et 01.45.62.62.62  
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 av. Champs-Élysées Paris 8e.

**charme**  
recommandé par Johansens  
le guide des plus beaux hôtels d'Europe  
www.johansens.com/106B  
**JOHANSENS**  
ANNUELLEMENT INSPECTÉS POUR LE VOYAGEUR INDÉPENDANT

Compagnie Italienne de Tourisme  
**PROMOTION PENTECÔTE ROME**  
Du 1er au 4 Juin 2001  
**3 290 F TTC.**  
Vol Paris/Rome/Paris + transferts A/R centre ville + logement en hôtel 3\* base chambre double et petit-déjeuner.  
Rens. et inscript. n° AZUR 08 10 00 70 70 ou dans toutes les agences de voyages www.civoyages.com - Email : civi@civoyages.com

**Delta Vacations**  
LE SPÉCIALISTE DES ETATS UNIS  
Aller retour TTC à partir de :  
New York 2 370 F  
Miami 2 910 F  
Los Angeles 3 050 F  
San Francisco 3 050 F  
Circuits, autotours, hôtels, locations de voiture demandez notre brochure  
Tél. 01 42 77 50 50  
34 bd Sébastopol, 75004 PARIS  
www.maisonamericques.com

**FORMULE « CONCORDE »**  
**Voyages d'affaires à Moscou**  
**AEROFLOT** Russian Airlines  
17 vols hebdomadaires  
Séjour de 6 heures à 6 jours  
Gros porteur A-310  
Tarifs très compétitifs  
Services : repas + boissons  
AGENCE : 33, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 01 42 25 43 81, 01 42 25 31 92  
Aéroport Charles-de-Gaulle 1 : Tél. : 01 48 64 22 09, 01 48 62 13 09 Télécopie : 01 48 64 55 11  
MINITEL : 3615 AEROFLOT E-mail : aeroflot.paris@free.fr

Marche + thalasso 7 j. \* en Bretagne, ça tonifie ! et ça coûte 3 450 F (seulement !)  
Gravir le Kilimandjaro \* ça redonne du souffle ! et ça coûte 9 950 F (seulement !)  
Marcher 16 j en Ouzbékistan ça va de soié ! et ça coûte 11 600 F (seulement !)  
... et il y a 200 autres randonnées-découvertes comme cela !!!  
www.nomade-aventure.com  
**PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE : 01.42.17.39.63**

# Au Chili, les astronomes corrigent leurs lunettes pour avoir une vue perçante

L'Observatoire européen austral (ESO) a construit quatre télescopes géants (VLT) dans le désert chilien d'Atacama. L'un d'entre eux devrait être équipé d'un tout nouveau système de vision permettant de s'affranchir des turbulences de l'atmosphère qui brouillent les images

Pour voir plus loin des objets toujours plus petits, les astronomes augmentaient la taille des miroirs de leurs télescopes. Rapidement, les techniques classiques de fabrication des grands miroirs (mont Palomar,

aux Etats-Unis, et Zelentchouk, en Russie) ont trouvé leurs limites. La parade : des miroirs minces (VLT de l'ESO au Chili) ou segmentés (Keck à Hawaï) qui dépassent les 8 mètres de diamètre. Ces géants sont

portant sensibles aux turbulences de l'atmosphère qui brouillent parfois leurs images. Pour contrer ces effets, des chercheurs, et en particulier des Français, ont songé à une technique développée par les militai-

res - l'optique adaptative - pour le suivi des satellites et le développement des armes laser. En de ces dispositifs, NAOS, « civilisé » pour l'occasion, devrait équiper un des quatre télescopes du VLT dès le

mois de septembre. D'autres applications sont envisagées en... ophtalmologie pour contrecarrer l'inhomogénéité de l'humeur vitrée de l'œil, qui gêne la focalisation des lasers.

À L'ÉCRAN apparaît un tableau abstrait. Un superbe camaïeu. Au centre, une tache d'un jaune presque blanc. Puis, déposées en larges cercles concentriques sur un fond noir, des teintes allant du jaune orangé à un délicat terre de sienne. Beau comme une toile de musée avec, comme aurait dit Balzac, « ce flou délicieux des peintures de Lawrence ». Mais cet art-là n'est pas du goût de tous et peut-être pas de celui des astronomes qui n'y voient que l'image imprécise d'une étoile photographiée par l'Observatoire de Haute-Provence.

Est-elle simple ? Est-elle double ou même triple ? Rien dans cette symphonie de couleurs ne permet de le dire. On change l'appareil de prise de vues, et l'incroyable s'accomplit. Apparaissent alors non plus une mais trois étoiles bien dis-

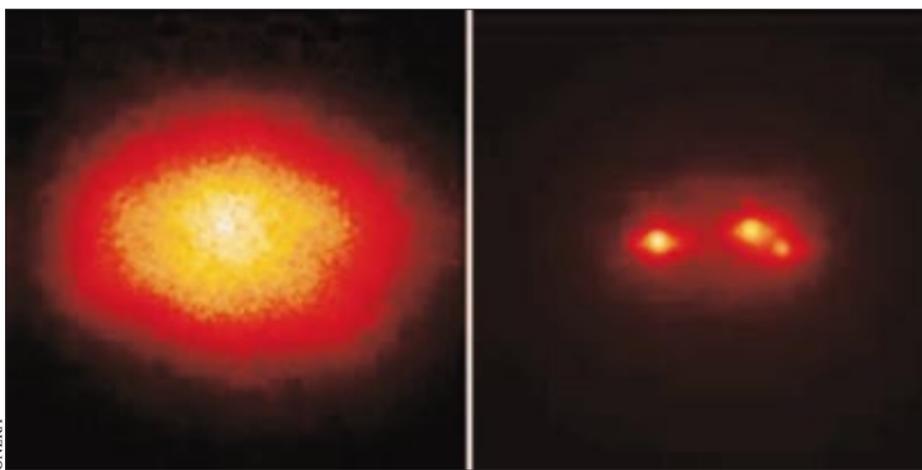
tinctes. Autre expérience : sur le fond du ciel se détachent quelques astres brillants et une série de tâches laiteuses. Nouvelle manipulation, et l'ensemble devient un champ d'étoiles parfaitement différenciées. Par quel miracle ? Celui de l'optique adaptative, une technologie longtemps couvée par les militaires - Américains pour l'essentiel - toujours à l'affût de ce qui peut leur permettre de « voir plus petit et plus loin ».

## UN BALLON À 35 000 KM

Aujourd'hui, les performances des caméras et des télescopes équipés de ces systèmes sont telles que les responsables du réseau de surveillance des objets spatiaux de l'Air Force Space Command, le Geodss (Ground Based Electro Optical Deep Space Surveillance System), se vantent de détecter à partir de leurs installations de Maui à Hawaï, de Socorro au Nouveau-Mexique et de Diego Garcia dans l'océan Indien, « des objets de la taille d'un ballon de basket à plus de 35 000 km » ! Et qu'importe si leur luminosité est faible, l'optique adaptative est 10 000 fois plus sensible que l'œil humain.

Face à de telles performances, la communauté astronomique ne pouvait rester indifférente. Elle dont les observatoires terrestres ont la vue souvent troublée par les turbulences de l'atmosphère. « C'est comme lorsqu'on observe un coucher de soleil sur l'eau d'un étang, explique Gérard Rousset (Onera) et François Lacombe (Observatoire de Paris-Meudon, CNRS). Si la surface de l'eau est parfaitement plane, l'image est excellente. Si elle est agitée, elle se trouble. Le soleil n'est plus alors qu'un halo lumineux. » Les rencontres de l'air chaud et de l'air froid créent en effet des inhomogénéités qui brouillent les images comme le font en été les couches d'air que surchauffe le macadam des routes.

Pour s'affranchir de tels effets, les astronomes ont construit leurs télescopes en hauteur, dans des régions de la planète où l'atmosphère est calme et transparente. Le désert d'Atacama dans les Andes chiliennes est de celles-là. L'European Southern Observatory (ESO) y a d'ailleurs installé au sommet du Cerro Paranal les quatre télescopes géants (8,2 m de diamètre) de son VLT (Very Large Telescope). Mais ces précautions ne constituent pas une assurance tous risques. Certaines journées sont peu propices à l'observation du ciel. Aussi a-t-on songé à équiper



L'image d'une étoile triple prise sans optique adaptative (à gauche), puis avec ce procédé.

l'un des quatre télescopes du VLT d'un système d'optique adaptative baptisé NAOS. Conçu et réalisé par deux organismes de recherche (CNRS/INSU et Onera) et un industriel (Cilas), ce dispositif soutenu par l'ESO s'apprête à partir pour le Chili. Dès septembre, il « pourrait faire ses premiers pas », espère Anne-Marie Lagrange, responsable scientifique du projet au Laboratoire d'astrophysique de l'Observatoire des sciences de l'Université de Grenoble (CNRS-Université Joseph-Fourier).

## SAVOIR-FAIRE FRANÇAIS

La communauté astronomique attend impatiemment ce nouvel instrument dont « le pouvoir de résolution permettrait d'observer un ballon de football à 1 000 km » et, dans un domaine moins sportif mais tout aussi technique, de révéler « des détails d'objets stellaires, planétaires ou galactiques actuellement inobservables ».

Un outil dont les dispositifs techniques sont inspirés de ceux développés depuis une vingtaine d'années par les militaires et que les

astronomes et les chercheurs ont repris à leur compte avec succès. Les premiers, les Français, ont su avec l'aide des industriels les « civiliser » et en équiper dès 1989 le télescope de 1,5 m de l'Observatoire de Haute-Provence avec l'instrument COME ON. Puis ce fut le tour du 3,6 m de l'ESO installé à La Silla au Chili avec COME ON, COME ON +

et Adonis, et enfin celui du grand télescope Canada-France-Hawaï (CFHT) avec PUE'O. En dépit de ce savoir-faire peu commun, les Français - et leurs partenaires allemands qui ont conçu d'une caméra infrarouge associée au système NAOS - se sont « fait battre sur le poteau ». Les Américains qui exploitent les deux télescopes géants du

## Miroirs déformables

En dépit des progrès des techniques de polissage, les astronomes ne peuvent être certains que les miroirs de leurs télescopes sont parfaits. Sur le VLT de l'ESO, la question est plus criante encore car les miroirs (8,2 m de diamètre) de ces géants sont ultra-minces et donc appelés à se déformer, ne serait-ce que sous l'action de leur propre poids. Astronomes et industriels ont donc équipé la partie postérieure de ces disques de petits vérins qui corrigent en permanence les irrégularités de leur surface. Mais ce dispositif d'« optique active » est insuffisant car il ne prend pas en compte les turbulences de l'atmosphère qui brouillent les images.

Pour les contrer, toute la lumière récoltée sur le grand miroir est renvoyée sur un autre tout petit (11,5 cm de diamètre) et déformable (NAOS) dont la face arrière est équipée de 185 « actionneurs piézo-électriques » qui peuvent abaisser ou soulever localement sa surface de 5 millièmes de millimètre. Grâce à ce dispositif d'« optique adaptative » (coût : 60 millions de francs) développé par l'Onera, la Cilas, l'Observatoire de Paris, l'Observatoire de Grenoble, l'INSU et l'ESO, on peut donc « redresser » les ondes lumineuses que l'on reçoit et obtenir ainsi une image parfaite.

## Le filtrage d'Internet au travail se perfectionne

Le contrôle de l'usage de la Toile impose une analyse permanente des sites

« INTERNET a mis un poste de télévision sur chaque bureau », lance John Carrington, PDG de Websense, une entreprise américaine spécialisée dans le filtrage de l'accès à la Toile dans les entreprises. Ces dernières ont investi dans les nouvelles techniques de communication pour améliorer leur productivité. Et voilà que leurs salariés détournent ces outils pour se livrer à des activités extra-professionnelles.

Parallèlement à la protection contre les agressions externes (virus, piratage...), les entreprises doivent donc se prémunir contre les dérives internes. L'offre de Websense, entreprise créée en 1994, tente de satisfaire l'irrésistible besoin des dirigeants d'optimiser l'efficacité des salariés. Pour ce faire, la société créée en 1994 s'attelle à un véritable travail d'Hercule. Elle a mis en place une structure informatique qui scrute en permanence le contenu mouvant de la Toile. La base de données ainsi constituée référence pas moins de 400 millions de pages hébergées par 2,2 millions de sites et réparties dans 67 catégories. Cette base est actualisée quotidiennement (étude de 500 000 pages et addition de 3 000 sites par jour) par des spécialistes de l'analyse de la Toile utilisant des robots logiciels de recherche et de classification des sites à l'aide d'intelligence artificielle.

## DÉTERMINER LE CONTENU RÉEL

Le filtrage dynamique s'attache à déterminer la nature de chaque page de la Toile grâce à son contenu réel et non à la catégorie sous laquelle elle peut être référencée par certaines bases de données existantes. Pour rendre cette classification exploitable, le filtre doit être suffisamment précis, d'où la multiplication des catégories de sites destinée à éviter la

confusion entre les sites pornographiques et ceux qui sont consacrés à l'éducation sexuelle ou à la médecine.

John Carrington indique que le coût, pour ses clients, revient à environ 15 dollars par employé et par an, soit « une heure de salaire », note-t-il. L'investissement semble donc modeste, en regard des gains attendus d'une meilleure utilisation du temps de travail. Afin de convaincre les entreprises de la réalité du problème, Websense a commandé une étude à Taylor Nelson Sofres Interactive.

En mars, cette dernière a sondé 200 salariés français connectés à la Toile. Surprise, seulement 29 % des personnes interrogées admettent visiter des sites Internet à des fins personnelles depuis leur lieu de travail. Nos voisins semblent nettement moins disciplinés. Une analyse identique dans trois autres pays européens révèle que 41 % des Allemands, 44 % des Anglais et 51 % des Italiens prendraient des libertés avec leur contrat de travail. En France, 51 % des salariés qui naviguent sur la Toile pour leur propre compte déclarent le faire pendant les heures de travail.

Ils sont néanmoins 42 % à profiter des pauses déjeuner, 33 % à surfer après les heures de bureau et 33 % avant. Sur l'ensemble des personnes interrogées, 62 % se déclarent favorables à la mise en place d'un contrôle de l'accès à Internet dans leur entreprise. Parmi ces derniers, 78 % préféreraient un règlement écrit, tandis que 64 % sont favorables à l'installation d'un logiciel de filtrage. Il ne semble donc pas exister de front anti-restriction d'accès même si les avis restent partagés.

Ce sondage confortera sans doute les soupçons des responsables d'entreprise sur l'attrait parfois immodéré qu'Internet exerce

sur leurs salariés et les rassurera sur l'acceptabilité de mesures de contrôle. Les résultats de l'étude font donc figure de plaidoyer pour les produits de filtrage. Philippe Birot, responsable Europe du Sud de l'entreprise, reconnaît néanmoins que les échantillons limités à 200 personnes par pays risquent de ne pas être tout à fait représentatifs.

## SINCÉRITÉ DOUTEUSE

Il s'interroge sur l'apparente vertu des Français. Les entretiens de 15 minutes avec des salariés à leur domicile n'étant pas un gage absolu de sincérité. Ainsi, dans la liste des sites visités au travail, arrivent en tête ceux qui concernent les hobbies, les vacances et les voyages, l'éducation, le sport, et le shopping. Seulement 26 % des hommes (0 % des femmes) interrogés mentionnent les sites pornographiques et 20 % les jeux en ligne.

Malgré les incertitudes qui demeurent, il ne fait guère de doute que bon nombre d'entreprises limiteront progressivement l'accès à Internet. Le nombre de salariés connectés devrait passer de 101 millions début 2000 à 260 millions en 2003, selon Dataquest. Dans le même temps, le nombre d'ordinateurs filtrés grimperait de 6,5 millions à 40 millions.

Websense espère conserver 60 % du marché mondial dans les entreprises employant plus de 100 personnes face à des concurrents comme SurfControl, Symantec ou SmartFilter.

Pour les salariés, l'époque du surf en liberté au bureau risque ainsi de s'achever, d'autant que les systèmes de filtrage offrent aux directions des rapports détaillés sur l'activité quotidienne de chaque employé sur la Toile.

Michel Alberganti

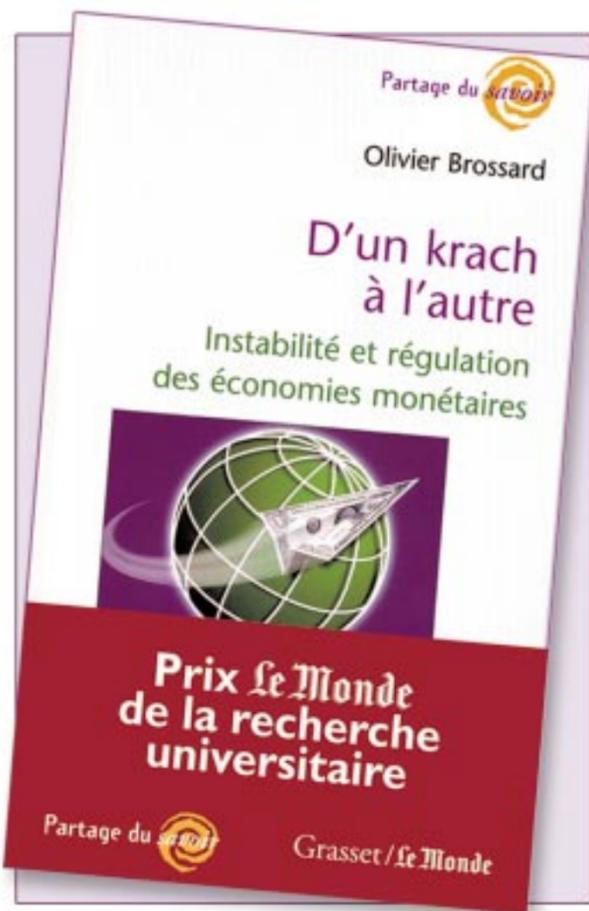
## De possibles

### applications médicales en ophtalmologie

Née d'une demande de la recherche fondamentale et des besoins affichés par les militaires - programme de surveillance de l'espace arrêté en 1997 après la réalisation d'un prototype et programme de recherches sur les armes laser -, l'optique adaptative, en liaison avec les industriels, tente d'occuper d'autres domaines.

Cette technique permettant de s'affranchir des effets de la turbulence, des chercheurs ont imaginé de l'utiliser pour obtenir de bonnes images *in vivo* de la rétine humaine. En effet, l'inhomogénéité de l'humeur vitrée de l'œil, située entre le cristallin et la rétine, gêne la focalisation des lasers utilisés en ophtalmologie. L'optique adaptative peut remédier à cela.

A l'initiative de l'Académie des sciences et de Pierre Léna, spécialiste de l'infrarouge et grand défenseur du VLT, un groupe de travail s'est constitué sur ce thème autour de trois laboratoires : le département de recherche spatiale (CNRS-Observatoire de Paris) ; le laboratoire d'optique de l'Ecole supérieure de physique et de chimie de Paris ; le laboratoire de biophysique de la vision (université Paris-VII). Un premier banc optique a été développé et de toutes premières images de rétine *in vivo* ont été obtenues récemment.



Keck (miroir mosaïque de 10 m de diamètre) sur le volcan éteint de Mauna Kea à Hawaï les ont précédés en équipant l'un de leurs instruments d'observation d'une optique adaptative. Des images ont déjà été obtenues. Mais beaucoup reste à faire, car les miroirs mosaïques de ces télescopes sont générateurs de quelques phénomènes parasites.

## NOMBREUX SUJETS D'ÉTUDE

« Nous espérons faire beaucoup mieux, avancent Anne-Marie Lagrange et Gérard Rousset, responsables du projet NAOS à l'Onera. Les miroirs d'un seul bloc comme ceux du VLT se prêtent mieux à l'optique adaptative. » Mais il faut faire vite pour que les Européens qui utiliseront le VLT et NAOS puissent faire de nouvelles et fructueuses découvertes.

Au programme des recherches : les noyaux actifs de galaxies qui sont des régions cosmiques d'une violence extrême ; les étoiles Céphéides, chandelles de l'espace qui servent d'étalon de mesure aux astronomes ; les planètes géantes extrasolaires en orbite autour de soleils jeunes ; les disques protoplanétaires ; les pouponnières d'étoiles, les comètes et les astéroïdes.

Des sujets d'études que les Italiens du télescope Galileo (Canaries), les Allemands de Calar Alto (Espagne), les Japonais de Subaru (Hawaï), les Espagnols du Grande Telescopio (Canaries), et les Américains du Keck et d'ailleurs veulent aussi s'approprier. Les Européens ont bien l'intention de résister même s'ils regrettent que les contraintes budgétaires de 1993 les aient empêchés d'équiper chacun des quatre télescopes du VLT d'un tel système. Une seule a survécu au couperet des financiers : NAOS. Mais, d'ici 2003, deux autres petits télescopes associés aux quatre géants du Cerro Paranal pourraient être équipés à leur tour.

Jean-François Augereau

## IBM quadruplera la capacité des disques durs en 2003

IBM a annoncé, lundi 21 mai, qu'il serait en mesure de quadrupler en 2003 la capacité des disques durs. Un nouveau revêtement permet en effet d'éviter les phénomènes de démagnétisation qui apparaissent lorsque la densité d'information augmente.

Le géant américain de l'informatique fera appel à une technologie baptisée « couplage antiferromagnétique » (AFC) qui prend en sandwich une couche de ruthénium de trois atomes d'épaisseur entre deux revêtements magnétiques. Ce procédé permet de garantir un support magnétique stable dans le temps, même lorsqu'on accroît la densité des informations, jusqu'à plus de 15 milliards de bits par cm<sup>2</sup>, soit quatre fois plus qu'actuellement.

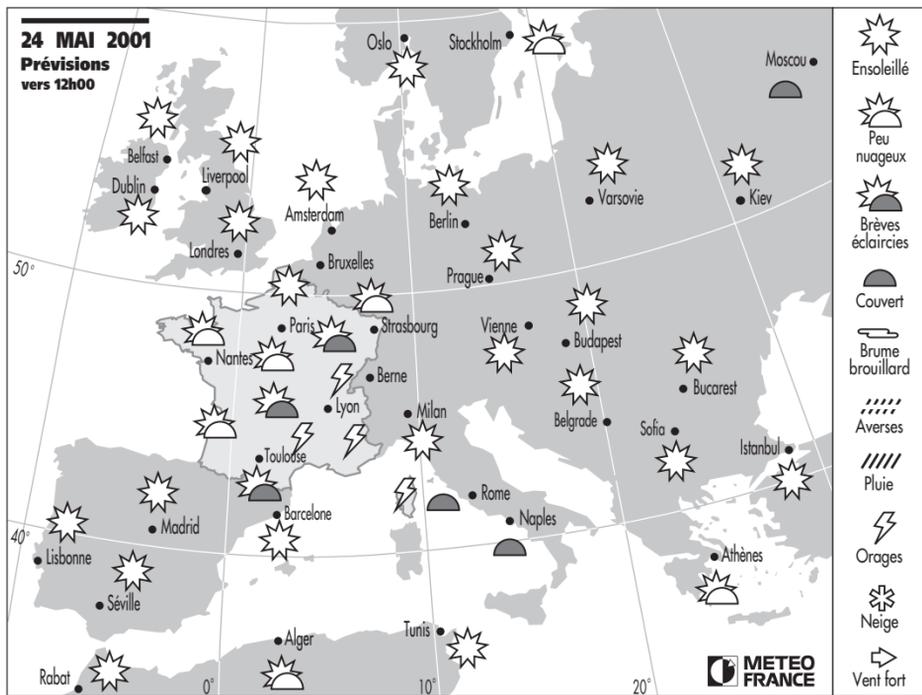
L'AFC, déjà utilisé dans la gamme de disques durs Travelstar, permettra de proposer en 2003 des ordinateurs de bureau capables de stocker jusqu'à 400 gigaoctets (Go), des portables mémorisant 200 Go, et des petits disques durs (microdrives) de 2,5 cm de côté portant jusqu'à huit films au format MPEG4.

■ GÉNÉTIQUE : un Britannique sur 100 aurait un ancêtre africain ou asiatique, affirme Bryan Sykes, professeur de génétique de l'université d'Oxford. A partir d'analyses d'ADN faites sur plus de 10 000 personnes, ce chercheur, interrogé par le *Sunday Times*, estime que les origines africaines pourraient remonter à l'époque des Romains, lorsque ces derniers firent venir en Grande-Bretagne des soldats ou esclaves noirs.

Ondées orageuses au Sud-Est

JEUDI. Un anticyclone est situé des îles Britanniques à l'Europe centrale et dirige sur le nord de notre pays un petit flux de nord-est avec de l'air sec. Une zone dépressionnaire est située de la Méditerranée à l'Italie, apportant des nuages et quelques ondées orageuses par le sud-est.

ciel. Les températures maximales avoisineront 23 à 25 degrés. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Sur Poitou-Charentes, le soleil sera prédominant. Ailleurs, les nuages bas seront nombreux le matin, puis de belles éclaircies reviendront.



LE CARNET DU VOYAGEUR

CYCLOTOURISME. Publié dans la collection «Espaces verts», le nouveau guide Ulysse Cyclotourisme en France propose une trentaine de circuits de difficulté variable empruntant routes départementales et communales.

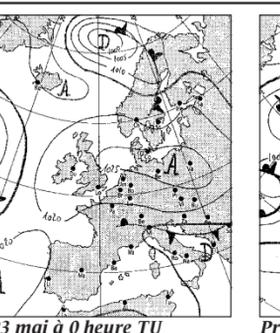
PRÉVISIONS POUR LE 24 MAI 2001

Table with 2 columns: City and Forecast (e.g., Paris: 17/23 N, Marseille: 15/23 N).

Table with 2 columns: City and Forecast (e.g., Londres: 10/21 S, Moscou: 5/14 C).

Table with 2 columns: City and Forecast (e.g., Amsterdam: 9/21 S, Rome: 15/21 S).

Table with 2 columns: City and Forecast (e.g., Le Caire: 24/36 S, Tokyo: 19/21 P).



JARDINAGE

Un printemps humide n'a pas que des inconvénients

IL A SUFFI de deux journées ensoleillées pour que les premières roses s'épanouissent dans Paris, pour que les géraniums qui ont passé l'hiver sans encombre sur leur rebord de fenêtre fleurissent à leur tour.

leurs racines asphyxiées d'avoir été inondées. Plus tard, ils s'apercevront que leur terre aura été enrichie par les alluvions déposées par les rivières et que tout poussera. Maigre consolation qui, ne l'oublions pas, faisait, en revanche, le bonheur des agriculteurs égyptiens qui vivaient les pieds au sec et attendaient la crue du Nil chaque année avec impatience.

diens pendant les journées les plus chaudes. C'est ainsi qu'il faut éviter, mieux, renoncer à l'utilisation de terre de jardin pure et lui préférer un mélange tout fait, il en existe dorénavant chez tous les producteurs de terre en sac, spécialement étudié et d'excellente qualité.

L'excès d'eau est aussi néfaste que la déshydratation. Il ne faut donc pas espérer avoir une belle terrasse, un beau balcon ou des rebords de fenêtre envahis par la végétation si l'on prévoit de partir en vacances, en plein été, sans

Ce printemps par exemple, si frais, aura été bénéfique aux azalées et aux rhododendrons

les premières pluies. Jardiner en l'air n'est pas une occupation sporadique, cela exige du temps, de l'attention et un sens aigu de l'observation, sans quoi l'échec pointe, qui se manifeste immédiatement par le dépérissement des plantes. Les effets du froid, du vent, de la chaleur, des maladies sont décuplés car les végétaux sont en état de survie permanent.

Ce printemps par exemple, si frais, aura été bénéfique aux azalées et aux rhododendrons originaires de régions du monde particulièrement arrosées, et néfaste aux rosiers, dont beaucoup ont vu leur feuillage jaunir prématurément. Il ne serait d'ailleurs pas étonnant que l'humidité atmosphérique associée au brusque retour du soleil favorise de nombreuses maladies cryptogamiques qui font tant de ravages.

Offrez des fleurs

Quand un jardinier offre des fleurs pour la Fête des mères, il se fait autant plaisir à lui-même qu'à celle qui reçoit son cadeau. Parfois même, il offre ce qu'il se refuse : son sacrifice devient alors le plus bel hommage qui soit.

Evidemment, les campagnards feront leur tambouille eux-mêmes en associant terreau ou compost à la terre de leur jardin (sauf si elle est très calcaire), moitié par moitié, en n'oubliant pas de drainer sérieusement le fond des pots afin que l'eau ne stagne pas. Combien de débutants ont échoué, se sont découragés, simplement parce qu'ils avaient planté des géraniums, des pétunias, des bulbes de tulipes, des oignons de jacinthes dans des jardinières dont le fond n'était pas percé ?

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 122

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

Crossword puzzle grid with letters I through X and numbers 1-12.

HORIZONTALEMENT

I. Impose le silence dans la fosse. Changement de ton dans la fosse. - II. Donne de la présence à l'esprit. Sous le choc. - III. Des cordes dans la fosse. - IV. Peut dire n'importe quoi. Prince arabe. Clameur au cirque. - V. Victoire, blanc et bleu. N'a pas su faire preuve de modération. - VI. Une mesure du passé. Suit après coup. Renforce la théorie. - VII. Gros fumeur. Ne répond pas à l'appel. - VIII. Taillé pour aller au combat. Voyelles. - IX. Sur la por-

tée. Colorées dans la masse. - X. Suspensions en boucherie. De belles réussites sur le terrain.

VERTICALEMENT

1. Fait du propre au passage. Auxiliaire et important. - 2. Rien ne les arrête une fois lancés. - 3. Montre le bout de la queue. Fait partie des promesses. - 4. Borne sur le circuit. Prête à tout avaler. - 5. Volubile dans la nature, elle fait la patate au jardin. Article. - 6. Samouraï en quête d'aventures. Le plus grand chez les

lourds. - 7. Composa pour le piano son «Poème du feu». - 8. Bien en place. - 9. En eau et très triste. Préposition. - 10. Une fois faite, il n'y a plus qu'à partir. A envoyé les Américains sur la Lune. - 11. La norvégienne vous procure un chaud et froid. - 12. Fait du tort. Plus fortes en bleu.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 121

Horizontalement I. Faveur. Amies. - II. Liasses Esaü. - III. Assainisseur. - IV. Gat. Noé. Sr. - V. Onéreuse. Euh. - VI. RC. Urètre. Va. - VII. Ness. Négrier. - VIII. Etat. Or. AG. - IX. Usure. Star (rats). - X. Ralentisseur.

Verticalement

1. Flagorneur. - 2. Aisance. Sa. - 3. Vaste. Seul. - 4. ESA. Rustrer. - 5. Usiner. Aen. - 6. Renouent. - 7. Sieste. Si. - 8. Ergots. - 9. Mess. Erras. - 10. Isère. Ré. - 11. Eau. Uvéa. - 12. Surcharger.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gutenberg 94852 Ivry cedex



BRIDGE

N° 1946

ITALIENS CONTRE POLONAIS

Les Italiens se sont retrouvés en finale contre les Polonais dans le Tournoi des champions de Deauville. Voici une des plus belles donnes de ce match.

AR7 V2 R875 9643 V5 RD9753 1096 52 D8632 D432 D87 1094 A10864 A RV10

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ouest Nord Est Leniew. De Falco Martens Burgay 1 V passe 1 A passe 2 C passe 3 C passe 3 A passe 4 V passe...

De Falco, en Ouest, ayant entamé le Valet de Pique, comment

Leniewski, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS malgré les six atouts d'Ouest ?

Réponse

De Falco a pris l'entame avec le Roi de Pique (pour le 2 d'Est), il a tiré l'As de Carreau, puis a joué l'As et le 4 de Cœur. Ouest a fourni la Dame sur laquelle Est a défauté un Pique. Ouest a continué avec le 5 de Pique pour l'As du mort. Alors le déclarant a tiré le Roi de Carreau et, convaincu qu'il serait surcouppé à Pique, il a coupé le 7 de Carreau. Enfin, il a tiré As et Roi de Trèfle et a tranquillement rejoué Trèfle en sachant que Ouest, étouffé par ses atouts, ne pourrait l'empêcher de faire ses trois derniers Cœurs. Voici la position :

R9753 A108C V10

Sud joue le Valet de Trèfle, et Ouest, obligé de couper avec le 3 de Cœur, dut rejouer le 5 de Cœur pour le 8. Sud a alors continué avec le 10 de Trèfle, que De Falco a dû couper avant de livrer à Sud l'As et le 10 de Cœur !

UN FESTIVAL À CANNES

Le Club Gallia organisa pendant plusieurs années, dans les salons de l'Hôtel Martinez, son tournoi annuel d'été. Voici une donne jouée il y a une décennie.

V1095 A7432 A2 94 A863 D5 V854 C1083 N E RV96 D763 RV62 RD42 108 R109 AD75

Ann. : E. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud - - - - - passe 1 V passe 1 A passe 3 A passe 4 C...

Ouest fit l'entame logique du 3 de Pique pour le 9, le 7 et le 2. Pour faire le maximum de levées, il fallait réussir l'impasse à Pique, franchir les Cœurs et espérer une répartition favorable à Carreau et à Cœur. Or les atouts étaient 4-1 et les Cœurs 4-2 !

Après le 9 de Pique, Sud joua Carreau pour le Roi, puis le 10 de Cœur ; Ouest prit la Dame et l'As du mort fit la levée. Sud ayant rejoué le 2 de Cœur, Est prit et contre-attaqua Trèfle. Comment Sud joua-t-il pour réaliser onze levées au contrat de QUATRE PIQUES ?

Philippe Brugnol

**ARTS VISUELS.** La vitalité de la jeune création graphique en France est illustrée par une exposition qui rassemble, au Centre Pompidou, jusqu'au 3 juin, six exemples d'interven-

tions artistiques dans le domaine de la communication visuelle. ● **AFFICHES DE SPECTACLES,** pochettes de disques, campagnes d'information d'intérêt général, édition, le travail

des graphistes dépasse largement le domaine strict du dessin ou de la typographie et beaucoup utilisent leurs propres photographies. ● **LES PROFESSIONNELS** choisis par Michel Wlas-

sikoff, enseignant à l'école d'Amiens, exercent leur rôle de créateur comme une liberté et une responsabilité. ● **LA QUESTION** de la commande est le thème du Festival international

d'arts graphiques de Chaumont, en Champagne, où concourent des envois de graphistes et d'étudiants de trente-quatre pays, qui sont exposés dans la ville jusqu'au 15 juillet.

## Les graphistes s'affichent au Centre Pompidou

Six auteurs, témoins de la vitalité de la jeune création en France, montrent comment leur discipline a su répondre à la commande culturelle, du théâtre à l'édition musicale, en passant par le manifeste et l'affiche

**LA VILLE** vit sous l'empire des signes : kiosques à journaux, enseignes, panneaux de circulation, tags, gestes d'artistes, rappels à l'ordre, appels à manifester, offres de spectacles... La concurrence est vive. C'est le travail des graphistes de lancer un signal dans ce chaos, de se signaler. Le Centre Pompidou, morceau de ville et royaume du mot et de l'image, en accueillant des représentants de la nouvelle génération de graphistes, contribue à remettre à l'honneur une discipline qui fait tellement partie de la culture actuelle qu'on aurait tendance sinon à l'oublier, du moins à l'effacer.

Dans le nouveau forum un peu « sanitized » recréé en 2000, existe un lien visuel avec le premier sous-sol : plus petit, plus discret, très convenable. Mais comment attirer l'œil vers ces profondeurs ? Une stimulante exposition, modeste par la taille, ambitieuse par les intentions, y répond par un mot, le mot « signes » justement, en grandes lettres noires, « affiché » par terre et qui, par sa seule force graphique, indique qu'il se passe quelque chose... en bas.

### LA LIGNE POÉTIQUE ET IMAGÉE

A l'invitation de Romain Lacroix, responsable des conférences (la revue parlée), le commissaire, Michel Wlassikoff, fondateur de la revue *Signes*, enseignant à Amiens, et auteur il y a quelques mois d'une rétrospective Etienne Robial pour Canal+ à la galerie Anatome, a réuni six auteurs ou mini-ateliers. Ils ont en commun d'être jeunes (moyenne d'âge : trente-deux ans), tout en étant déjà des signatures, des personnalités reconnues.

En France, la profession du graphisme, de grande qualité, semble souvent se déchirer entre ceux qui ont accepté de mettre leur art au service de la publicité commerciale et ceux qui tiennent à leur statut de créateur indépendant. Chez ces derniers, tiraillés par des querelles d'école, on a pu noter une frontière quasiment politique entre les tenants de la ligne poétique et imagée, illustrée par les maîtres polonais, et ceux qui défendaient un purisme graphique lié au mouvement moderne et à la filière helvétique. Il semblerait que la nouvelle génération qui émerge actuellement se sente plus libre à l'égard de ces clivages.

Plus libre aussi dans sa recherche artistique. Sans tourner la page ni renier le travail des pères fondateurs, une manière d'avancement, à laquelle la diversité des formations contribue largement.

Le choc des images, on le ressent devant le travail de Pascal Colrat, qui a la particularité d'exposer ses idées graphiques, réalisées à partir d'une recherche personnelle, en galerie, avant même d'avoir trouvé des clients. Son tireur flou qui bra-



« Feux verts », de Pascal Colrat, affiche réalisée pour une exposition à la galerie RE (80 x 120 cm), 1998 (un visuel repris pour une affiche 4 x 3 m du Parti communiste français en 1999) ; « A la légère », de Laurent Séroussi, visuel pour un CD de Jane Birkin et affiche (120 x 160 cm), 1999, Mercury ; « Trou de mémoire », de Muriel Paris et Alex Singer, affichette (40 x 60 cm), 1997.

que un fusil à double canon vers le spectateur a ainsi été adopté pour une campagne de l'association Act Up. Son feu de circulation trois fois vert, symbole d'une sorte d'optimisme dans l'action, avait été emprunté par le Parti communiste, en 1999, qui l'avait décliné en affiches de grande dimension, mais sur fond rouge. Sans se demander si le triple vert n'allait pas évoquer une autre formation politique qui a peut-être plus le vent en poupe que la Place du Colonel-Fabien...

La liberté de création, Pascal

Colrat, trente-quatre ans, ancien des Beaux-Arts, l'exerce à plein. L'affiche pour Act-Up faisait partie d'une série de cinquante-cinq images qui parfois font l'objet d'un affichage militant, d'un acte artistique, les frontières s'effacent. Son « Chômeur », ou son poing fermé sur lequel est inscrit « Dans grève il y a rêve », offert aux grévistes de décembre 1995, ne portent qu'une seule signature, la sienne. Parfois, une ville, une institution culturelle, adopte l'une de ses œuvres. Son accrochage à Beaubourg, composé

### A Beaubourg, suivez la flèche

Au-delà de l'idée des architectes lauréats du concours, qui était de proposer une façade animée, avec des films et des inscriptions déroulantes, comme on les aimait dans les projets dits futuristes que l'exposition « Les années pop » met en valeur actuellement au cinquième étage, l'édifice lui-même a joué de sa personnalité graphique – le grand escalier qui barre la façade – pour en faire son propre logo, grâce à l'intervention de Jean Widmer et de son équipe, concepteurs de l'image et de la signalétique de l'ensemble.

La nouvelle ligne, développée par Ruedi Baur, depuis la réouverture le 1<sup>er</sup> janvier 2000, évolue dans un environnement plus composite, avec une base helvétique et puritaine, pour les informations pratiques, à laquelle un esprit brouillon et ludique donne un coup de fouet coloré, dont les grandes enseignes dans le hall sont le symbole. L'histoire du Centre est déjà assez longue pour avoir enregistré plusieurs époques, mais certains se demandent encore si la fidélité au premier dispositif n'aurait pas pu être respectée un peu plus longtemps.



comme une installation, est l'un des moments forts de l'exposition.

A côté de lui, les images de Laurent Séroussi, trente ans, ancien des Arts déco, ont aussi cette puissance et cette cohérence : portraits détournés, recoloriés, rematérialisés, et comme plastifiés : un jeune Indien, un vieux Sikh au turban, pour le groupe de rock No one is innocent ; des mises en scène de chanteurs pour des pochettes de disques. Toutes ces compositions résultent d'un travail de photographie et d'alchimie qui lui est propre. Bashung couché sous une couverture de lentilles d'eau comme un sage oriental (pour *Fantaisie militaire*), Armelle reposant dans la glace (du gros sel) et belle à jamais, Jane Birkin, devenue libellule et offrant ses ailes et son dos à l'intensité émotive, combattent avec les créations pour le chanteur M qui nécessitent une mise en scène complexe qui aura à la fin l'air d'être un collage, alors qu'elle a été créée en vraie grandeur. Une création qui fait de Laurent Séroussi un partenaire de l'édition musicale (Barclay, Mercury, Sony, Virgin) et non un simple fournisseur.

C'est aussi l'aventure vécue par Laurent Féty, trente ans, diplômé des Arts déco et enseignant à

Reims, auteur du catalogue de l'exposition *Voilà* au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, qui a noué avec des éditeurs de musique japonais, une collaboration où il décline, dans un style de BD naïve et complexe, des histoires et des personnages qui créent une ambiance autour des chanteurs. Il insiste sur l'autonomie que lui reconnaissent ses commanditaires, une vertu qui n'est pas toujours la règle en France, où la discussion est parfois plus rude.

### AMOUREUX DES LETTRES

Présentée à côté d'un Néerlandais de Paris, Rik Bas Backer, venu d'Arnhem, l'équipe formée par Muriel Paris (trente-quatre ans) et Alex Singer (trente ans), produit, dans la lignée des avant-gardes modernistes, une recherche de « typo-graphistes » amoureux des lettres. Militants du mot, et du sens du mot (leur « trou de mémoire » est pour le moins frappant), ils collaborent régulièrement avec des manifestations culturelles. Tout comme l'équipe Martin Verdet-Philippe Lakits, anciens de l'École supérieure des arts graphiques, auteur de magnifiques campagnes d'affiches pour l'Institut du monde arabe ou La Ferme du Buisson, à Marne-la-Vallée.

L'Association française pour l'action artistique (AFAA) avait bénéficié de leur goût prononcé pour les changements d'échelle typographique, à base de couleurs fortes (rouge, noir, blanc), mais le contrat a été rompu. Leurs affiches pour Marne-la-Vallée, animées de chimères animales, ou de jeux letristes et de mises en perspective à la fois dérangeantes et douces, les ont fait remarquer, mais là encore, leur collaboration ne semble pas considérée à sa juste valeur. Disciples de Roman Cieslewicz, l'inventif poète du graphisme français dont le nom disait assez la filiation, ils représentent dans l'exposition la part difficile de ce beau métier : le dialogue avec le commanditaire.

« Montrer la vitalité du graphisme français, qui s'exporte à l'étranger, dans les domaines de la création culturelle, du spectacle vivant, de la musique, de l'édition », était le but de Michel Wlassikoff pour cette exposition dont un module condensé va voyager hors frontières dans les malles de l'AFAA.

Le style des graphistes choisis, leur mode d'intervention, leurs techniques diffèrent. Pourtant, leur éthique de créateur est comparable, ce sont des « auteurs ». Une définition parfois malaisée dans un champ, même s'il est culturel, où la décision dépend de celui qui commande, thème cette année du Festival et des rencontres de Chaumont (Haute-Marne) qui viennent d'ouvrir.

Michèle Champenois

### Signes d'époque de Paris à Chaumont

#### ● A Paris

« Signes de la jeune création graphique en France ». Centre Pompidou, 75191 Paris Cedex 04. Tél. : 01-78-12-33. Du mercredi au lundi, de 11 heures à 21 heures. Jusqu'au 3 juin.

– Un site internet en cours de construction diffusera le contenu de l'exposition après cette date : [www.signes-editions.fr](http://www.signes-editions.fr).

– Catalogue coédité par le Centre Pompidou et la revue *Signes*, sous la direction de Michel Wlassikoff, 196 p., 195 F (30,25 €). – Philippe Apeloig au cœur du mot. Galerie Anatome, 38, rue Sedaine, Paris-11<sup>e</sup>. Tél. : 01-48-06-98-81. M<sup>o</sup> Voltaire. Du mercredi au samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 juillet.

#### ● A Chaumont

Affiches primées à Chaumont ; Affiches pour le Musée de Groningue ; La Ville de Dieppe et les graphistes ; Hommage d'utilité publique (Entrepôt des subsistances). Gérard Paris-Clavel (garage des services techniques) ; Peret pour Barcelone et L'Hospitalet (chapelle des Jésuites) ; Affiches pour la Ville de Pesaro (Ancien théâtre) ; Savignac à Trouville (Musée de la crèche) ; Affiches consacrées aux expositions universelles, Fonds Dutailly (Les silos).

Les expositions sont ouvertes jusqu'au 15 juillet, du mardi au dimanche, de 14 à 18 heures pour la plupart des lieux, sauf entrepôt des Subsistances (tous les jours, 14 heures à 18 heures), et Musée (du mercredi au lundi, de 14 à 18 heures, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, et de 14 h 30 à 18 h 30 du 1<sup>er</sup> au 15 juillet).

Renseignements sur le Festival : Les silos, 7-9, avenue Foch 52 000 Chaumont, tél. : 03-25-03-86-80.

#### ● Palmarès des concours :

Concours international : Premier prix, Ronald Curchod et François Serveau pour *La Migration des braises* (France) ; deuxième prix, Ralph Schraivogel pour *Grand et petit* (Suisse) ; troisième prix, Isidro Ferrer Soria pour *Centenaire Luis Bunuel* (Espagne).

Concours étudiant : Premier prix, Fabrizio Botasso (London College of printing, Londres) ; deuxième prix, Olivier Piérart (Saint-Luc architecture et arts plastiques, Bruxelles) ; troisième prix, Isabelle Warlin (Ecole d'art Maryse-Eloy, Paris).

## A Chaumont, affichistes de tous pays répondent au thème de « Qui commande ? »

### CHAUMONT

de notre correspondant

Un poing fermé qui s'abat avec force sur la table. Olivier Darné, de la Fabrique d'images, n'a pas fait dans l'à-peu-près pour traduire graphiquement le thème de la douzième édition du Festival d'affiches de Chaumont : « Qui commande ? » « Le double entendement du titre du festival a été, dans son interrogation, choisi pour illustrer la complexité des rapports entre les commanditaires et graphistes dans le domaine culturel et, plus généralement, dans celui de l'image d'utilité publique », explique Alain Weill, délégué général du festival.

Le concours international, à l'Entrepôt des subsistances, présente 94 affiches sur les 1 294 œuvres envoyées par 315 graphistes originaires de trente-quatre pays différents. Premier prix : Ronald Curchod, associé au photographe François Serveau, pour une affiche intitulée « La Migration des braises », silhouettes en mouvement irradiées de rouge, sur fond noir. Après



« La Migration des braises », de R. Curchod/F. Serveau.

l'engagement politique et social en 2000, les Rencontres explorent un thème sensible s'il en est, celui des liens que les artistes sont conduits à tisser avec leurs donateurs d'ordre.

Exemple d'une collaboration fructueuse, les dix années de travail de l'artiste hollandais Swip Stolk avec le conservateur du Musée de Groningue, qui ont, dimanche 20 mai, lors d'un colloque, décrit une relation « résolument basée sur la reconnaissance mutuelle ». Autre exercice de style, celui d'Alex Jordan et de l'équipe de Nous travaillons ensemble pour la ville de Dieppe, dont l'originalité réside dans la formation d'une équipe locale capable de gérer sur place les projets élaborés avec le groupe d'Alex Jordan.

Dans un style différent, le Musée de la crèche accueille une exposition Raymond Savignac. Un bel hommage à celui qui avait signé la première affiche du Festival, et qui a mis tout son talent, à quatre-vingt-quatorze ans, au service de Trouville, où il vit depuis 1979.

L'affiche doit-elle rester le thème central des Rencontres ? Ancien membre du groupe Grapus, Malte Martin est revenu à Chaumont à plusieurs reprises, dans le cadre d'une

résidence d'artistes, et a réalisé un vrai travail en profondeur, notamment avec le milieu associatif local, à l'occasion du centenaire de la loi de 1901. « J'ai rencontré de nombreux bénévoles et j'ai traduit avec mon langage visuel ce que j'avais compris de leur engagement », explique l'artiste, qui, dimanche, a planté une forêt d'images sur la place de l'Hôtel de ville avec l'aide du Collectif Takalefaire. Il ne fait aucun doute pour lui que le graphisme s'exprime d'abord dans la rue, mais Malte Martin estime que « l'affiche est un domaine trop réducteur, il faut organiser maintenant un festival d'images ».

En 1999, le thème choisi était les musiques. Un domaine où « la publicité s'est approprié les affiches. Donc les créateurs se sont tournés vers d'autres supports, comme les pochettes de disques. L'occasion rêvée pour le festival de toucher la jeune génération de graphistes qui n'est pas présente à Chaumont ».

Loïc Le Lagadec

www.avis.fr  
Décidés à faire mille fois plus.

AVIS.fr

Avis recommande Opel

# Susana Baca, toute une vie pour la mémoire noire du Pérou

Ambassadrice de l'Unicef, la chanteuse a créé un centre de documentation pour sauver de l'oubli l'héritage africain du pays andin. Ses chansons évoquent le souvenir des esclaves et les luttes paysannes

LORSQU'ILS ENVAHISSENT le Pérou au XVI<sup>e</sup> siècle, les conquistadors amènent avec eux des esclaves. L'Afrique dépose alors ses premières traces dans la culture de ce pays andin. Des danses, des rythmes d'influence africaine apparaissent. Des rythmes que Susana Baca, née à Lima, dans un quartier de pêcheurs, veut sauver de l'oubli, comme tout ce qui fait la richesse et la singularité de la culture noire du Pérou. Ce devoir de mémoire, cet engagement, c'est son combat depuis presque toujours. Ses motivations ? Plantées quelque part dans l'enfance. Un concours de musique, à l'âge de dix ans. Elle arrive première, mais on lui refuse le prix. Une sélection pour une classe de danse. Elle est éliminée, comme toutes ses camarades métisses, noires, ou indiennes. Elle se souvient de la douleur ressentie face à ces injustices. « Là, tu prends conscience qu'on te sépare des autres, qu'on t'élimine, simplement parce que tu es noire. »

Après viennent les questions. Qu'est-ce qu'être noire ? Les réponses, partielles, elle les trouve dans les livres et auprès de sa mère, dont les amis compositeurs, et musiciens afro-péruviens fréquentant la maison apprécient les talents de cuisinière. Petit à petit, elle se rend compte que la mémoire du Pérou s'est

engourdie. Le pays semble avoir quasiment tout oublié de son héritage africain. Un oubli non sans ambiguïtés. « Les Noirs du Pérou avaient un problème d'identité. C'était comme s'ils avaient honte, se sentaient complexés d'être des descendants d'esclaves. »

« J'ai une peur étrange d'entrer dans la mer.

J'ai pensé que cela s'expliquait peut-être par le fait que les esclaves sont arrivés par là »

A l'université, Susana Baca tente de convaincre d'autres étudiants du bien-fondé de demander une réparation historique et économique pour tout ce que les Noirs ont apporté au Pérou. « Même si nos origines sont ailleurs, nous avons travaillé pour construire ce pays. Il est donc normal que l'on reconnaisse

notre contribution plutôt que de nous nier. » Sa suggestion ne reçoit guère d'écho. « Les Noirs n'acceptaient pas d'être noirs. » Les mentalités ont évolué mais, « jusqu'à aujourd'hui, cette reconquête de notre identité, cette réhabilitation est une lutte ».

Depuis qu'elle a été nommée ambassadrice de l'Unicef, qu'elle sillonne le monde après sa signature en 1997 sur Luaka Bop, le label de David Byrne (deux albums à ce jour, dont le lumineux *Eco de sombras*, sorti en juin 2000, auquel participent le guitariste Marc Ribot et David Byrne lui-même), Susana Baca constate certains changements dans les attitudes à son égard. « Les gens de la haute société péruvienne ont encore du mal à accepter qu'une personne comme moi, c'est-à-dire noire, ait une audience en Europe, en revanche maintenant, lorsque je me rends à l'inauguration d'une exposition, à la projection d'un film, ils viennent me saluer. C'est un phénomène très récent. »

Militante ? Elle l'est assurément. « Pour des choses justes, essentielles, nécessaires. » Sans slogan mais avec ses chansons, des textes évoquant les esclaves, les luttes des paysans péruviens, écrits par des auteurs afro-péruviens, sur des rythmes d'influence africaine comme le *lando*, le



LOUIS VINCENT

« Jusqu'à aujourd'hui, cette reconquête de notre identité, cette réhabilitation, est une lutte. »

*festejo*, le *golpe étierra*, interprétés par des musiciens qui lui sont fidèles depuis des années (Pablo David Pinto, basse ; Rafael Muñoz, guitare ; Cotito et Hugo Bravo, percussions).

Son engagement l'amène dès les années 1970 à entreprendre un travail de collectage sur la côte péruvienne, où la majorité de la population noire était concentrée autrefois. Accompagnée de son époux, Ricardo Pereira, un sociologue d'origine bolivienne, elle va « chercher la mémoire dans les villages ».

Les fruits de cette quête sont réunis dans un centre de documentation, ouvert en 1996, près de Lima, l'Instituto NegroContinuo, un centre culturel équipé d'une salle de

concert, où sont organisés des ateliers d'enseignement. Chaque fois qu'elle le peut, Susana Baca retourne près de la mer auprès de laquelle elle est née. « Je lui apparais. Elle me parle de l'enfance, de cette époque où je la regardais en rêvant de pouvoir voler comme les mouettes. J'ai une peur étrange d'entrer dans la mer. J'ai pensé que cela s'expliquait peut-être par le fait que les esclaves sont arrivés par là. Beaucoup de Noirs éprouvent la même difficulté. Il y a là comme quelque chose d'atavique. »

Patrick Labesse

★ Les 26 et 28 mai à Paris, au Théâtre des Abbesses, le 31 à Belfort.

## Luaka Bop, le label hybride de David Byrne

ON DOIT la première large diffusion des albums de la Péruvienne Susana Baca au label discographique Luaka Bop, créé, il y a douze ans, par David Byrne. Au même titre que Paul Simon et Peter Gabriel, lui-même fondateur, en 1989, du label Real World, l'ancien leader des Talking Heads – qui vient de publier son sixième album solo (*Look into The Eyeball*) – fait partie de ces vedettes du rock qui, en pionniers, ont servi de passeur vers d'autres continents musicaux.

Luaka Bop apparaîtra comme une étape logique dans la carrière d'un musicien qui, dès la fin des années 1970, insufflait à son héritage rock les pulsions du funk et des musiques africaines. Figures de la new wave new-yorkaise, les Talking Heads anticipaient les bouleversements de la world music dans des albums comme *Fear of Music* et *Remain in Light*. En duo avec Brian Eno, David Byrne poussait encore plus loin ces expériences visionnaires dans *My Life in the Bush of Ghosts* (1980), disque-clé métissant électronique et influences orientales.

Le contraste a toujours été saisissant entre l'apparence raide et cérébrale de cet ancien étudiant en art et sa passion des rythmes tropicaux. David Byrne reconnaît lui-même que sa quête de sensualité correspondait à un manque viscéral. « Je suis né en Ecosse, j'ai grandi aux Etats-Unis, dans un environnement culturel froid et austère. La musique m'a permis d'échapper à cette oppression et à ce refoulement. Le rock a d'abord eu cette fonction, mais cette musique en était venue à mépriser la danse. Il fallait chercher ailleurs la chaleur des grooves. »

Il y a quelques années, dans un texte de présentation de Luaka Bop, l'ancien Talking Head écrivait : « Je surmonte lentement le racisme que la société a diffusé en moi. Le rythme peut être une expérience joyeuse, politique, extatique et spirituelle. Chacun sait cela instinctivement, mais notre culture "officielle" le considère encore comme inférieur à la mélodie et à l'harmonie. » Au début des années 1980, les clubs de salsa de la Big Apple initieront le rocker intello aux

sudations latinos. Mais c'est la découverte de la musique brésilienne qui décidera de son avenir de patron de maison de disques. « Les albums de Caetano Veloso et de Milton Nascimento m'ont fait comprendre que ces musiques pouvaient marier splendeur mélodique, sensualité rythmique et expérimentation d'idées radicales. Cela a été pour moi une incroyable découverte, la réalisation d'une utopie pop. »

### PARTIS PRIS ICONOCLASTES

Luaka Bop naîtra de son envie de faire partager à d'autres cette révélation. Les premières références du label seront des compilations (la série des *Brazil Classics*) réunies avec la ferveur d'un fan. Avant la vogue *Buena Vista Social Club*, le New-Yorkais se penche de la même façon sur les musiques cubaines. Il remettra ensuite en valeur le répertoire de personnalités excentriques – le Brésilien Tom Zé, le Japonais Shoukichi Kina –, avant de se lancer enfin dans la production contemporaine.

Comparé au travail de son confrère Peter Gabriel et de son label Real World, l'esthétique de Byrne et de Luaka Bop apparaît moins stricte et sacralisée. Les pochettes des disques du label révèlent souvent des partis pris kitsch et iconoclastes. En même temps que la beauté immaculée de Susana Baca, Byrne est capable de ranimer le rock psychédélique brésilien des années 1960 (*Os Mutantes*), la musique de films indiens (*Dance Raja Dance*), ou de lancer un groupe vénézuélien d'easy-listening (Los Amigos Invisibles). « L'idée qu'il existerait une "pureté musicale" dans la musique traditionnelle est une notion occidentale. Les artistes que nous sortons sont des hybrides culturels. Aujourd'hui, les pays du Sud utilisent les samplers autant que nous. » Preuve d'un spectre musical sans a priori, Luaka Bop a aussi publié des albums d'artistes américains comme Geggy Tah ou Jim White (dont le tout récent *No Such Place*).

Stéphane Davet

## Marché de l'art : place aux jeunes

Les œuvres de Bruce Nauman, Jeff Koons et Maurizio Cattelan ont atteint des sommets lors des ventes de printemps à New York

LES TRADITIONNELLES ventes aux enchères d'art moderne et contemporain viennent de se terminer à New York. Elles ont totalisé, en deux semaines, 549,9 millions de dollars (628,7 millions d'euros) de chiffre d'affaires et fait taire les oiseaux de mauvais augure : jamais la cote des jeunes artistes ne s'est aussi bien portée.

Depuis trois ans, ces derniers connaissent une hausse spectaculaire et font l'objet d'une spéculation effrénée, dont on croyait voir venir la fin. Ce n'est pas le cas, même si les acheteurs, de plus en plus avertis, négligent les œuvres de second choix pour se concentrer sur les plus désirables. Ces dernières atteignent des sommets. Le Bruce Nauman proposé chez Christie's, par exemple : intitulé *Henry Moore Bound to Fail (Back View)*, il a été réalisé en 1967 et a appartenu au célèbre marchand de Manhattan Leo Castelli. Les spécialistes estiment que cette sculpture de cire, représentant le dos de l'artiste les bras entravés, est une œuvre majeure de Nauman. L'enchère a triplé l'estimation pour atteindre 9,9 millions de dollars (11,3 millions d'euros), soit près de deux fois et demie le budget annuel d'acquisition du Centre Pompidou.

La rareté est payante, surtout lorsqu'elle est multiple. Jeff Koons en donne un bon exemple : en novembre 1999, sa *Pink Panther* obtient une enchère de 1,6 million de dollars, plus de 12 millions de francs de l'époque, qui quadruple son record précédent, vieux de six mois. Si la bête est si tentante, c'est

qu'il en existe d'autres exemplaires : deux dans des musées américains, un dans une collection allemande. De telles références rassurent et la version proposée était la dernière disponible sur le marché. Le 15 mai, *Michael Jackson and Bubbles*, représentant le chanteur grandeur nature, tenant dans ses bras son chimpanzé, a été vendue 5,6 millions de dollars (6,3 millions d'euros) chez Sotheby's. Elle a été réalisée en 1988, à quatre exemplaires : celui proposé à la vente était le dernier en mains privées. La progression de Koons est encore plus intéressante quand il s'agit de la même œuvre : *Woman in Tub*, une porcelaine de 1988, existe à trois exemplaires. L'un s'est vendu en mai 2000 chez Christie's pour 1,55 million de dollars (1,77 million d'euros). Un autre, identique, a obtenu 2,86 millions (3,27 millions d'euros) lors de la vente du 17 mai 2001.

### OPÉRATION DE MARKETING

Dans le cas du « pape » de Maurizio Cattelan, tout le milieu de l'art s'est rendu complice d'une superbe opération de marketing. L'œuvre, qui existe en deux exemplaires, représente, grandeur nature, le pape Jean Paul II écrasé sous un météorite. Intitulée *La Nona Ora*, elle est l'une des premières tentatives dans l'histoire de l'art de représenter la neuvième heure, le moment exact de la mort du Christ : les indices iconographiques, comme la verrière brisée du plafond de la salle où on l'installe, rappelant la déchirure du velum du

temple de Jérusalem, sont nombreux et concordants. Qui veut bien les décrypter doit admettre que, sans être canonique, cette sculpture n'est pas une simple galéjade de mauvais goût.

Mais dans le contexte marchand, ce type d'analyse est inutile, voire nuisible. Il s'agit d'abord d'épater le bourgeois, et de créer un succès de scandale. Ce qu'a fait le conservateur Harald Szeeman en organisant en décembre 2000 une exposition à la Galerie Zacheta de Varsovie, où il a présenté l'objet. Avec succès : un ancien présentateur vedette de la télévision polonaise, connu pour

ses sympathies d'extrême droite, et deux membres du Parlement, de tendance nationaliste, ont vandalisé la sculpture et Anda Rottenberg, la directrice du musée, a été renvoyée, après une courte mais virulente campagne aux relents antisémites. C'est dans ce contexte que Philippe Ségalot, responsable du département d'art contemporain de Christie's, a décidé de présenter « le pape » aux enchères. A New York, ville dont le maire et la communauté catholique se sont illustrés par de virulentes campagnes contre « l'indécence » en art : « le pape » a fait la une des journaux et

a été vendu 886 000 dollars (1 million d'euros). Son dernier propriétaire, un Parisien, l'avait payé environ 80 000 dollars (91 470 euros), il y a deux ans, à la galerie parisienne Emmanuel Perrotin, dont il est également l'actionnaire principal. C'est l'autre divine surprise de ces ventes de printemps : les Français sont de plus en plus nombreux à se piquer d'art contemporain. Douze des cinquante et un lots proposés lors de la vacation du 17 mai chez Christie's proviennent en effet de clients de galeries parisiennes.

Harry Bellet

Le Monde.fr

Examens 2001 : toutes les chances de votre côté !

Sur [www.lemonde.fr/examens2001](http://www.lemonde.fr/examens2001), préparez vos examens en toute simplicité :

- Lisez notre sélection quotidienne d'articles et de dossiers, pour lier révisions et actualité.
- Accédez à trois années d'annales du Baccalauréat corrigées.
- Participez à notre forum d'entraide et d'informations.

lemonde.fr vous accompagne pour réussir votre Baccalauréat, votre concours d'entrée aux grandes écoles ou vos épreuves universitaires.

[www.lemonde.fr/examens2001](http://www.lemonde.fr/examens2001)

# « Le Couronnement de Poppée » marqué au sceau de l'humour théâtral de Charlie Degotte

Depuis 1998, le KunstenFestival des arts de Bruxelles consacre un cycle à Claudio Monteverdi

**L'INCORONAZIONE DI POPPEA, d'après Claudio Monteverdi. Charlie Degotte (mise en scène), Baudoin de Jaer (direction musicale et arrangements), Elisabeth Houtart et Michel Vinck (costumes et accessoires), Johan Daenen (scénographie), Marc Defrise (éclairages), Nina (chorégraphie). KUNSTENFESTIVAL DES ARTS 2001, Théâtre 140, Bruxelles, le 19 mai à 18 heures. Tél. : 00-32-2-219-07-07.**

## BRUXELLES

de notre envoyée spéciale  
« Soirées multimédias et pluricult », les fameux Lundis/Maandagen et leur cocktail détonnant de théâtre, mime, danse, sketches et chansons ont, dès le milieu des années 1980, consacré l'icône clacé « humoriste théâtral » Charlie Degotte. En 1998, alors que le KunstenFestival des arts inaugure officiellement son cycle Monteverdi avec l'*Orfeo* mis en scène par Trisha Brown, Degotte s'essaie en contrepoint, dans le cadre des Nox du festival, à un premier *Couronnement de Poppée* version minute – « un best of des états lyriques dudit

Monteverdi, les actes nettement moins lyriques des intrigants étant dévolus aux acteurs ». Trois ans plus tard, le *Couronnement de Degotte* se joue dans la cour des grands. « J'ai découvert Le Couronnement de Poppée de manière fortuite et, en homme de théâtre, j'ai commencé par en lire le livret. Le scénario convenait bien à nos "bêtises". La dernière scène où les vils assassins, Néron et Poppée, exaltent dans un duo touchant leur amour triomphant, ce qui m'a rempli de joie. Quelle subversion ! Puis j'ai écouté la musique : j'ai trouvé ça encore plus merveilleux, d'un cynisme absolument redoutable, donc très moderne ».

Dans la fosse, les résidus d'un instrumentarium de convention (violon et continuo, composé d'un clavecin et d'une contrebasse) côtoient les emblèmes de la modernité (guitare électrique et percussions). Sur la scène, assis de part et d'autre sur un amoncellement de caisses de Jupiler jaunes, des acteurs plus ou moins frugalement vêtus à la romaine. Au fond, cinq chanteurs en noir devant une paroi façon grotte de Lascaux avec singes et rhinocéros. Tout commence dans un déchaînement de fin du

monde : une musique arrangée par Baudoin de Jaer, digne élève de Philippe Boesmans, célèbre exégète compositeur d'un *Couronnement de Poppée* monté en mai 1989, à La Monnaie. Sons électriques saturés, harmoniques erratiques au violon et effets de guitare et de percussions caractérisent la première partie de l'exposition, traitée à vive allure.

## GAGS PIQUANTS

Les péripéties s'enchaînent sans crier gare, de gags piquants en dénonciations féroces, de farces grasses en humour décalé à la Monty Python. Telle cette Octavie déchue, *Disprezzata Regina*, portant ses seaux de larmes (Isabelle Dumont), ou le fougueux Néron de Jan Hammenecker s'empêtrant dans sa toge, tandis que la Lolita-Poppea d'Anne-Cécile Vandalem, adorable poupée grisée de sexe et de pouvoir, envisage sans barguigner la mort du cacochyme et rationnant Sénèque (Patrick Beckers), n'hésitant pas à mettre la main à la noyade philosophique !

Moment nodal que ce meurtre qui scelle, plus que l'amour même, le destin des amants impudiques. C'est aussi celui où la musique de

Monteverdi, jusque-là mâchouillée, entrecoupée, distordue, parvient à chanter et à émouvoir (*Solitudine amata*, accompagné par la seule contrebasse). Dès lors le ver musical est dans le fruit, et le besoin de Monteverdi va se faire de plus en plus pressant. Le couple Degotte-Jaer le sait, qui joue de notre faim pour mieux la maintenir en éveil : on a bientôt envie de conspuer les facéties d'Othon obliquant le chant de la nourrice veillant le sommeil de Poppée.

L'œil ne s'étonne plus, il s'agace de ces majorettes-travestis marquant le triomphe de la courtisane dépravée, de ce départ en baignoire de l'impératrice répudiée naviguant loin de Rome (magnifique *Addio Roma* de Madiha Feguigui). La musique de Monteverdi agit désormais comme un aimant. Il ne reste plus à Degotte qu'à botter en touche : alors que le duo d'amour final, *Pur ti miro* (Christine Minet et Michel Puissant), déploie son infinie beauté, une grosse patte d'éléphant descend du ciel, qui écrase la toute petite couronne de Poppée dans une ultime distanciation... pachydermique.

Marie-Aude Roux

## Adriana Varela, dame de pique du tango à Chaillot

**ADRIANA VARELA et son orchestre, au Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Trocadero. 20 h 30, les 23 et 24 mai. Tél. : 01-53-65-30-00. De 70 F à 150 F (de 10,67 € à 22,87 €). Egalement à Chaillot : les 25, 26 mai à 20 h 30 et le 27 mai à 16 heures, Juan José Mosalini et son grand orchestre de tango. Salle Gémier : pas de deux de Camilla Saraceni, jusqu'au 10 juin, à 20 h 30 ; le dimanche, à 14 heures.**

Lancée le 4 mai, à la Cité de la musique avec le récital d'une des meilleures interprètes du tango contemporain, l'aristocrate comédienne Susana Rinaldi, la transposition parisienne du festival Buenos Aires Tango aura permis la découverte de bandonionistes incroyablement talentueux, tels que Nestor Marconi ou Rodolfo Mederos, poète de la « jaula », la cage, nom donné au bandonion par ceux qui en craignent la puissance et la force de persuasion. Les violons en ligne, les bandonions en cohorte auront, une fois encore, organisé l'avancée du tango, à Chaillot, comme au Théâtre Colon de Buenos Aires, une maison d'opéra qui accueillait Osvaldo Pugliese, fondateur du tango moderne, et son orchestre, formidable machine à émotions.

Ainsi, El Arranque : à Paris, l'orchestre devait, en principe, accompagner, du 11 au 13 mai, Nelly Omar, « la Gardel en jupons », octogénaire

attachée au péronisme et adulée des amateurs, mais elle déclara forfait pour raison de santé. Seul en scène, El Arranque fut irrécusable, avançant en ordre groupé, avec la rigueur et la rigidité qui tiennent le tango debout. Une chemise rose, un mocassin blanc, un geste d'orgueil, un balancement de hanche : avec l'Orquesta Escuela de Tango, Emilio Balcarce a donné du tango sa version la plus élégante. Cet homme à la moustache blanche sait enlever le rythme et le phrasé sans jamais renoncer à la fierté qui tient lieu de colonne vertébrale du tango, permettant ainsi les frémissements charnels sans en autoriser l'étalement. Balcarce a invité à Paris les plus grands – Marconi, Mederos donc, mais aussi le pianiste Atilio Stampone, les bandonionistes Julian Plaza ou Raul Garello – à jouer avec les jeunes accros au tango recrutés dans les conservatoires. Pour le public parisien qui en est souvent resté à Astor Piazzolla, Emilio Balcarce, pourtant largement septuagénaire, a donné un bain de jouvence.

Adriana Varela arrive à la presque fin d'un programme où la faute fut rare. Femme de caractère, férue de psychanalyse, sombre et lumineuse, elle est une adepte des tangos d'Enrico Cadiccio, dont le thème *Anclao en Paris* (« Bloqué à Paris », composé dans les années 1920 pour Carlos Gardel, sans le sou dans la capitale française) ouvre toujours le récital. Son histoire fatale avec le tango a commencé dans les cabarets aux côtés de Roberto Goyeneche,

« el polaco », dernier des grands chanteurs de tango, mort en 1995.

Rockeuse par sa culture, ex-femme d'un champion de tennis, passée au chant à l'occasion d'une crise existentielle, Adriana Varela a la voix grave, très grave, une intensité combative qui la force à assumer la place habituellement occupée par le bandonion (ou la guitare, jouée à la « tanguera », avec un trancher incisif). L'orchestre ne lui arrive pas à la cheville : un flûtiste strident ; un bassiste qui a mal écouté les disques de John Coltrane ; un guitariste marqué par un axe Rio de Janeiro – Montevideo – Mar del Plata ; un pianiste et un bandonioniste honnêtes. Talons hauts, corps de top-model, la Varela ne s'en laisse pas conter, et d'ailleurs c'est une excellente diseuse – en tête à tête avec le piano ou le bandonion, l'inversion des valeurs musicales n'ayant plus cours, la chanteuse reprend son rang dans la hiérarchie des émotions. Adriana Varela est un personnage en lutte. Il faudrait, pour jouer à fond de l'affrontement des mâles et de femelles auquel Varela préside, rétrécir les murs de la salle, noircir davantage les lumières, verser à l'égérie du tango underground des rasades d'alcool fort, en prendre soi-même jusqu'à renverser la tête, afin de couper à cœur cette dame de pique à la lucidité métaphysique sans doute trop engagée dans l'exploration consciente des sentiments pour baisser la garde.

Véronique Mortaigne

## Brassages esthétiques joyeux en Meurthe-et-Moselle

**LE FESTIVAL DE L'EAU, Centre culturel André-Malraux, 1, place de l'Hôtel-de-Ville, mardi 22 mai, Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle), dans le cadre du 18<sup>e</sup> festival Musique Action, jusqu'au 27 mai. Tél. : 03-83-56-15-00. Prochains concerts du Festival de l'eau au Cabaret sauvage, parc de La Villette, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-La Villette. Les 29 et 30 mai, 20 h 30. Tél. : 01-40-03-75-15. 90 F (13,72 €).**

**VANDŒUVRE-LÈS-NANCY**  
de notre envoyée spéciale

Peu de festivals, même les plus aventureux des aventureux, savent aussi bien jouer que Musique Action du grand écart entre les genres musicaux et leurs pratiques. Organisé depuis 1984 au Centre culturel André-Malraux (CCAM) de Vandœuvre-lès-Nancy, Musique Action permet à l'auditeur-spectateur de dépasser les supposés clivages esthétiques. Ainsi, mardi 22 mai, à quelques minutes d'intervalle, étaient programmés *Mantra*, l'une des compositions-phares de Karl Heinz Stockhausen, et une nouvelle étape de l'expérience singulière qu'est le Festival de l'eau dirigé par Dominique Chevaucher et Camel Zekri, dialogue de traditions musicales africaines et d'improvisation électroacoustique.

Musique Action est aussi un lieu d'expositions et d'installations. Le « tout est musique » cher à John Cage n'y est pas qu'une vue de l'esprit. Dès l'entrée dans le hall du CCAM, les motifs géo-

métriques et les couleurs vives des tableaux du guitariste britannique Keith Rowe en disent long sur sa musique faite de hachures et sursauts, où les objets mis en relation avec les cordes génèrent des sons. Plus loin, *Ipo Factory*, de Daniel Koskowitz, Arnaud Paquette, Véronika Petit et François Cacic, est un monde de fils métalliques, de courbes, de projections mouvantes qui s'insèrent dans un dispositif sonore aléatoire qui pourrait provenir d'une jungle lointaine.

Stockhausen donc. Régulièrement son nom sert d'épouvantail dès qu'il s'agit de moquer la musique contemporaine. L'immersion dans l'interprétation rigoureuse,

**Musique Action permet à l'auditeur-spectateur de dépasser les supposés clivages esthétiques**

précise de *Mantra* par les pianistes Françoise Matringe et Alain Neveux remet les pendules à l'heure. Si l'on y entend des traces de sérialisme, des variations harmoniques – ici dues à l'utilisation d'un modulateur qui permet de légères « déformations » des timbres du clavier –, *Mantra* est avant tout une suite à la mélodie prenante, à

peine traversée d'à-coups, presque une ballade à chanter...

A cette manière de méditation succède le Festival de l'eau, foisonnement qui par moments se tient aux frontières de la transe, proveinent d'instruments de percussions, de machines, d'une voix et d'une guitare. Réunis par leurs parcours à entrées multiples, Dominique Chevaucher, danseuse, chanteuse, comédienne, et

Camel Zekri, guitariste, joueur d'oud, improvisateur, interprète de musiques traditionnelles (le *diwan* algérien, la chanson antillaise...), en ont l'idée en 1992. Quatre ans plus tard, ils descendent enfin le fleuve Niger avec des musiciens européens et africains pour une confrontation musicale et sociale – le lien avec des associations locales s'inscrit dans le projet. Au gré de concerts dans des villages africains comme dans des salles et des festivals en France, il s'agit de se découvrir musicalement et humainement. Début 2000, c'est au long du fleuve Moulou, au Burkina Faso, que continue ce voyage avec une nouvelle équipe qui traduit aussi la nature nomade et évolutive du Festival de l'eau, qui, en novembre, partira en Centrafrique.

En Afrique, la musique doit pouvoir parler au corps, être un relais pour la danse. Une composante essentielle pour Chevaucher, Zekri et les musiciens. Pour autant la part africaine – balafons, percussions à peau, flûte peule – ne sert ni de prétexte exotique ni de vague appât rythmique. Pas plus que l'utilisation des Theremin et Biomuse ne relève du gadget. Il y a là une osmose qui se traduit par des gestes communs, une attention à ne pas prendre le pas sur l'autre. Le terme d'improvisation collective, souvent mis à toutes les sauces, convient idéalement. Il faut y ajouter, pour être au plus exact des sensations, celui de fête permanente.

Sylvain Siclier

## SORTIR

### PARIS

**Juan José Mosalini et son orchestre de tango**

Pour clore l'excellent programme de tango proposé par la Cité de la musique et le Théâtre national de Chaillot, le bandonioniste Juan José Mosalini mène le bal et les festivités. Arrivé à Paris il y a vingt-cinq ans, quand l'Argentine abordait l'une des périodes les plus noires de son histoire, Juan José Mosalini est un militant surdoux des orchestres de tango, dans la tradition d'Anibal Troilo ou d'Astor Piazzolla. Ce grand connaisseur du répertoire (album chez Label Bleu) est l'un des bandonionistes les plus sensibles de la scène argentine.

*Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Trocadero. 20 h 30, les 25 et 26 ; 15 heures, le 27. Tél. : 01-53-65-30-00. De 70 F à 150 F.*

**Le Retour de Shiro Daimon**  
Habitué des performances des années 1980, créateur de spectacles inclassables, le Japonais Shiro Daimon – établi en Dordogne, au Buisson de Cadouin (il a créé un immense théâtre de plein air pour des stages et des formations) – revient au Centre Mandapa pour quatre représentations exceptionnelles. Il interprétera des danses extraites des traditions du nô et du kabuki, inspiré par l'esprit de son maître, l'illustre Kanzé Tetsunojo.  
*Centre Mandapa, 6, rue Wurtz,*

*Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Glacière. Du 24 au 26 mai, 20 h 30 ; le 27, à 18 heures. De 60 F à 90 F. Tél. : 01-45-89-01-60.*

### TARN

**Jazz balades**

Un festival qui porte bien son nom du fait de sa programmation et par sa manière de voyager dans plusieurs villes du Tarn (Albi, Mazamet, Castres...). On pourra ainsi entendre Michel Portal et son quintette, Souris rouge, le très beau duo Jean-Louis Martinier et Renaud Garcia-Fons, la saxophoniste Nelly Pouget, l'Italienne Paolo Fresu, Bugge Wesselltoft et son jazz électronique, l'accordéoniste Daniel Mille ou le récent trio composé par N'guyen Lê, Michel Bénita et Peter Erskine. Soit une affiche assez représentative des courants les plus actuels du jazz, qu'ils soient issus des années 60, free ou techno. Tous les artistes présents sachant mettre en avant leur personnalité, un son, un parcours, une histoire. Aux concerts s'ajoutent des projections de films, des passages vers d'autres arts (danse, arts plastiques), des randonnées musicales, des repas dans les quartiers et les villages, des rencontres entre artistes et le public avec un sens vrai de la convivialité.

*Jusqu'au 2 juin. Renseignements et tarifs à l'ADDA du Tarn, tél. : 05-63-77-32-18.*

## GUIDE

### FESTIVALS CINÉMA

**Les 100 jours de la comédie américaine**  
*Action Christine, Paris-6<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-11-30.*

**Cycle Europa, Europa : la Pologne**  
*MK2 Hautefeuille, Paris-6<sup>e</sup>. Tél. : 01-40-30-30-31.*

**G comme Godard**  
*Action Ecoles, Paris-5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-79-89.*

**Jim Jarmusch**  
*Le Quartier Latin, Paris-5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-26-84-65.*

**Jean-Pierre Jeunet**  
*Studio des Ursulines, Paris-5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-26-19-09.*

**Kiyoschi Kurosawa**  
*Studio des Ursulines, Paris-5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-26-19-09.*

**Nanni Moretti**  
*Le Champ-Espace Jacques-Tati, Paris-5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-54-51-60.*

**Quatorze grands westerns**  
*Grand Action, Paris-5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-44-40.*

**Satyajit Ray**  
*Le Quartier Latin, Paris-5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-26-84-65.*

**Roberto Rossellini**  
*Auditorium du Louvre, Paris-1<sup>er</sup>. Tél. : 01-40-20-84-00.*

**Semaine du cinéma argentin**  
*Latina, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-78-47-86.*

**Sokourov en cinq films**  
*Espace Saint-Michel, Paris-5<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-07-20-49.*

**Un certain regard**  
*L'Arlequin, Paris-6<sup>e</sup>. Tél. : 01-45-44-28-80.*

**Johan Van der Keuken**  
*Le République, Paris-11<sup>e</sup>. Tél. : 01-48-05-51-33.*

**Tennessee Williams à l'écran**  
*Action Christine, Paris-6<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-11-30.*

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

### VERNISSAGE

**Monique Frydman**  
*Galerie Jacques Elbaz, 1, rue d'Alger, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Tuileries. Tél. : 01-40-20-98-07. De 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 23 mai au 30 juin.*

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).  
*Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.*  
**Jacques Bonaffé et Denis Podalydès**  
Lecture d'extraits de *Mon amour*, d'Yves Charnet (éditions La Table ronde) au bar du théâtre et en présence de l'auteur, à l'issue de la représentation de *Lignes de vie*.  
*Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Théâtre de la Commune, Centre dramatique national, 2, rue Edouard-Poisson. 23 heures, les 24 et 25. Entrée libre.*  
**Andromaque**  
de Jean Racine, mise en scène de

Daniel Mesguich, avec Claude Mathieu, Véronique Vella, Olivier Dautrey, Laurent Montel, Laurent Natrella, Christian Cloarec, Sarah Mesguich et Gretel Delattre.

*Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Les 24 et 27, à 20 h 30 ; le 26, à 14 heures. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 190 F.*

**Davitt Moroney (clavecin, déclamation)**  
Couperin : *Œuvre pour clavecin, 14<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> ordres, L'Art de toucher le clavecin. Conservatoire national supérieur de musique, 209, avenue Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 17 heures, le 24. Tél. : 01-44-84-44-84. 95 F.*

**Vintage Orchestra**  
*Sunside, 60, rue des Lombards, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 21 heures, le 24. Tél. : 01-40-26-21-25. De 60 F à 80 F.*

**Didier Petit Solo**  
*7 Lézards, 10, rue des Rosiers, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Paul. 21 h 30, le 24. Tél. : 01-48-87-08-97. 70 F.*

**Luna Liena**  
*Opus Latino, 33, rue Blomet, Paris-15<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Sévres-Lecourbe. 20 heures, les 24 et 31. Tél. : 01-40-34-70-00.*

**Barbara Luna**  
*Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Quai-de-la-Gare. 20 heures, le 24. Tél. : 01-56-29-10-20. Entrée libre.*

**Zion Street**  
*Péniche Blues Café, quai de la Gare, face à la BN, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Quai-de-la-Gare. 21 heures, le 24. Tél. : 01-45-84-53-53. 50 F.*

### RÉGIONS

**Ricercar Consort**  
Weckmann : *Cantates. Bach : Cantates. Susan Hamilton (soprano), Carlos Mena (haute-contre), Jean-François Novelli (ténor), Philippe Pierlot (direction).*

*Abbaye royale, Fontevraud (Maine-et-Loire). 21 heures, le 24. Tél. : 02-41-51-73-52. 100 F.*

**Sin-Yung Huang (alto)**  
Haydn : *Quatuor à cordes op. 20 n° 6. Mendelssohn : Quatuor à cordes op. 12. Stravinsky : Pièces pour quatuor à cordes. Mozart : Quintette à cordes KV 593.*

*Théâtre du Casino, Divonne-les-Bains (Ain). 20 heures, le 25. Tél. : 04-50-40-34-16. De 80 F à 220 F.*

**Pierre Hantai (clavecin)**  
Couperin : *Extrait du 15<sup>e</sup> ordre. Bach : Suite pour clavier BWV 807, Suite pour clavier BWV 996. Froberger : Tombeau de M. Blancrocher.*

*Abbaye royale, Fontevraud (Maine-et-Loire). 21 heures, le 25. Tél. : 02-41-51-73-52. 100 F.*

**DERNIERS JOURS**

26 mai : **Le Costume**

de Can Themba, mise en scène de Peter Brook.

*Buffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris-10<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-07-34-50. De 50 F à 160 F.*

27 mai : **Les Primitifs italiens**

*Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-89-04-91. 37 F et 49 F.*

**POURQUOI LAURENCE EUILBEY SE MET-ELLE « AU VERT » À NOIRLAC À PARTIR DU 16 JUIN ?**

Retrouvez toute l'actualité des festivals internationaux de musique sur Internet.

**www.francefestivals.com**

MUSIQUE EN FESTIVALS



MERCREDI 23 MAI

## GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS	
20.45 et 1.00 Le Club LCI. La non-exécution des décisions pénales. Invités : Valéry Turcy ; Christian Matagrin ; Gérard Noulé ; Jean-Louis Pelletier.	LCI
21.00 Où en est la lutte anti-Mafia ?	Forum
22.05 Quel public pour le documentaire ?	Forum
MAGAZINES	
18.15 Union libre. Franck Dubosc.	TV 5
18.30 L'Invité de PLS. Henri Emmanuelli.	LCI
19.00 Nulle part ailleurs. Loft Story. Invités : Renaud Muselier ; Yann Galut.	Canal +
19.30 et 0.05 Rive droite, rive gauche.	Paris Première
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Femmes du Hezbollah.	Arte
20.55 Des racines et des ailes. Pompéi : le renouveau. Passions andalouses. L'Iran lève le voile.	France 3
21.05 Strip-tease spécial. Les larmes de Ludovic ou le concerto imposé.	TV 5
22.35 Ça se discute. L'insoumission.	France 2
23.20 Les Dossiers de l'Histoire. Chronique d'une renaissance : Le Musée national des arts asiatiques - Guimet.	France 3
0.15 Ciné-Cinécourts. La mer.	CinéCinemas
DOCUMENTAIRES	
20.15 Reportage. Le Combat du père Shay.	Arte
20.30 Portraits de la musique jamaïcaine.	Planète
20.35 Les Grandes Batailles. L'Invincible Armada.	La Chaîne Histoire
20.50 Un port, des marins et la mer. [3/6]. Saint-Cyprien.	Odyssée
21.00 Le XX <sup>e</sup> siècle. [2/3].	Histoire
21.25 Les Mystères de l'Histoire. Alerte aux requins 1916.	La Chaîne Histoire
21.40 Musica. Un Viennois à Hollywood.	Arte
21.50 Peuples de la forêt. La forêt des poètes (Landes).	Odyssée
22.00 Cubanismo. La salsa.	Mezzo
22.00 Les Présidents américains et la Télévision. [1/2].	Histoire
22.20 Qui a tué le juge Falcone ?	Planète
23.10 Profil. Les Chemins de Don Quichotte.	Arte
0.20 La Lucarne. De sable et de vent.	Arte
0.50 Cannes 2001. Cannes confidential.	Canal +
SPORTS EN DIRECT	
20.25 Football. Ligue des champions. Finale. Bayern Munich (All) - FC Valence (Esp).	TSR
20.35 Football. Ligue des champions. Finale : Bayern Munich - FC Valence (Esp).	TF 1

Le Monde  
TELEVISION

## Arte

20.45 **Les Mercredis de l'Histoire**  
Alexandre Adler propose ce soir un documentaire du Libanais Maher Abi-Samra, *Femmes du Hezbollah*. Les femmes qu'il a rencontrées expliquent leur adhésion au « parti de Dieu » quand celui-ci a comblé le vide social et politique dans lequel était leur communauté. Elles expriment aussi la misère immense et l'insupportable frustration des chiïtes sud-libanais, ballotés d'exode en exode.

## France 2

20.55 **Objectif bac**  
Ce téléfilm réalisé par Patrick Volson tombe à pic, au moment où les élèves de terminale révisent leur bac. Vif et léger, il raconte les dernières semaines de scolarité d'une classe de terminale d'un lycée du Mans. Clémentine Céleri inter-prète avec beaucoup de crédibilité une prof de philo passionnée, et les jeunes qui l'entourent sont épatants, notamment Arthur Jugnot, fils de son père.

## France 3

23.20 **Chronique d'une renaissance**  
Pendant plus d'un an, avant la réouverture en janvier, Martin Fraudeau a filmé la dernière phase des travaux qui ont transfiguré le vénérable Musée Guimet (Paris), voué aux arts asiatiques, l'un des plus riches au monde. On suit la réinstallation des œuvres dans un cadre nouveau. Tant de soins est admirable, mais l'auteur semble avoir manqué de recul.

## GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS	
18.30 Bibliothèque Médicis. Tête-à-tête Jean-Pierre Elkabbach - Monique Canto-Sperber. Le débat : Le sport. Invités : Jacques DeFrance ; Jean-François Nys ; Daniel Herrero ; Stéphane Caristan ; Alain Joyandet.	Public Sénat
21.10 et 0.10 Le Club LCI. Faut-il interdire les free-Party.	LCI
21.00 Quand l'enfant découvre son environnement.	Forum
22.00 Baleines, la conscience de la mer.	Forum
23.00 Monnaie, du troc à l'euro.	Forum
MAGAZINES	
13.55 C'est mon choix.	France 3
17.15 E = M 6 Spécial.	M 6
18.30 L'Invité de PLS.	LCI
19.00 Nulle part ailleurs. Invité : Louis Chedid.	Canal +
22.45 Faxculture. Le tarot de Niki. Invité : Niki de Saint Phalle.	TSR
22.50 Pièces à conviction. Bernard Tapie, l'homme qui rebondit.	France 3
23.20 Toutes les télé.	M 6
DOCUMENTAIRES	
17.10 Virunga. Des coulées de feu et de glace.	Odyssée
17.30 Régions de France. La Côte d'Opale.	Voyage
17.40 Sexe, censure et cinéma. [1/6]. Cinéma muet mais déjà voyeur.	Ciné Classics
17.50 Danse du siècle. [5/5]. Danse contemporaine, l'explosion.	Muzzik
18.00 Les Grandes Batailles. Gallipoli.	La Chaîne Histoire
18.05 Le Monde des animaux. Animaux rescapés. [18/24]. Le bison d'Amérique, l'alligator, la gazelle d'Arabie.	La Cinquième
18.15 L'Espoir pour mémoire. [1/3]. Pour qui sonne le glas.	Histoire
18.25 L'Actors Studio. Gwyneth Paltrow.	Paris Première
18.55 Viva la plata.	Planète
19.00 Voyages, voyages. L'Angleterre du Sud.	Arte
19.05 Retour à Plozevet.	Odyssée
19.15 Cannes et l'Histoire.	Histoire
19.45 Les Mystères de l'Histoire. Les grandes enquêtes de Scotland Yard.	La Chaîne Histoire
19.55 Knittelfeld, une ville sans histoire.	Planète
20.00 Monet et la Méditerranée.	Odyssée
20.05 The Awful Truth. [7/7].	Canal Jimmy
20.15 Reportage. Fulham, le rêve de Mo.	Arte
20.25 Terre magique du Sikkim.	Odyssée
20.30 Notre siècle. [1 <sup>re</sup> volet]. Corée, la guerre oubliée.	La Chaîne Histoire
20.30 Histoires d'avions. Les chasseurs anglais.	Planète
20.46 Thema. Ralentir école.	Arte
21.00 L'Art de la direction d'orchestre. [1/2].	Mezzo
21.05 François Mitterrand, le roman du pouvoir. [2/4]. Le conquérant (1958-1981).	TV 5
21.25 Questions d'enfants. [3/6]. Etre porté.	Planète
21.50 Qui a peur de... [2/3]. Qui a peur du chat de la sorcière ?	Odyssée
22.10 Les Brûlures de l'Histoire. Mai 1968, le rêve général.	La Chaîne Histoire
22.25 Thema. Trois sur mille.	Arte
22.40 Grenouilles et compagnie. La grenouille acrobate.	Odyssée
23.00 Sur la route avec Ray Brown. Entre les lignes.	Muzzik
23.05 Biographie. Joseph Staline.	La Chaîne Histoire
23.15 L'Inde fantôme, réflexions sur un voyage. [4/7]. La tentation du rêve.	Planète
23.40 Les Grands Fleuves. Le Gange.	Odyssée
23.50 Notre siècle. Churchill et son état-major.	La Chaîne Histoire
0.10 Qui a tué le juge Falcone ?	Planète
0.40 Les Brûlures de l'Histoire. Mai 1968, la danse du pouvoir.	La Chaîne Histoire
0.40 La Voie de Natalie. [2/2].	Mezzo
1.00 Lonely Planet. Amsterdam.	Voyage
SPORTS EN DIRECT	
15.30 Cyclisme. Tour d'Italie (5 <sup>e</sup> étape) : Avellino - Nettuno (226 km).	Eurosport
18.00 Football. Festival international Espoirs de Toulon et du Var. Groupe A : Italie - Etats-Unis.	Eurosport
20.00 Volley-ball. Championnat d'Europe féminin (qualifications) : France - Pays-Bas.	Pathé Sport
20.00 Football. Festival international Espoirs de Toulon et du Var. Groupe A. Colombie - Pays-Bas.	Eurosport
DANSE	
18.00 Sakountala. Chorégraphie de M.-C. Pietragalla. Musique de Pierre-Alexandre Mati. Par les solistes et le Corps de ballet de Marseille. Avec Marie-Claude Pietragalla, Axelle Trincherio, Julien Lestel, Larrio Ekson.	Mezzo

Le Monde  
TELEVISION

## Arte

20.15 **Fulham : le rêve de Mo**  
David Gormezano revient sur l'aventure du milliardaire égyptien Mohamed Al Fayed (le père de Dodi, ami de la princesse Lady Di) qui a racheté, il y a quatre ans, le Fulham FC, vieux club de football du sud-ouest londonien. En quelques années, à coups de dizaines de milliards de livres, le Fulham FC est redevenu une équipe de haut niveau, et Al Fayed, « le Président Mo », est reconnu par l'homme de la rue.

## Arte

20.45 **Examens : une épreuve pour réussir ?**  
Dans leur documentaire *Ralentir école*, diffusé en ouverture de cette « Thema », Vincent Glenn et Eric Guéret suivent le parcours scolaire d'enfants afin de comprendre la logique du système français. Ils analysent et montrent, avec les témoignages d'élèves, d'historiens, d'enseignants et de sociologues, la valeur des diplômes dans la société actuelle.

## Histoire

21.00 **Titanic**  
En 1942, Josef Goebbels, maître idéologique du cinéma allemand, impose la réalisation d'un film sur la catastrophe du *Titanic* à Wolfgang Selpin. Celui-ci critique le scénario et se retrouve jeté en prison. Il y est retrouvé pendu. C'est Werner Klingner qui terminera le film. Sans grande valeur artistique, il constitue un stupéfiant document sur les méthodes d'une propagande antibritannique acharnée.

## FILMS

15.15 <b>Des gens sans importance</b> ■ ■ ■ Henri Verneuil (France, 1955, 100 min) ○.	Ciné Classics
16.00 <b>La Lettre</b> ■ ■ ■ William Wyler (Etats-Unis, 1940, 100 min).	TCM
18.10 <b>Mission</b> ■ ■ ■ Roland Joffé (GB, 1986, v.o., 120 min) ○.	Ciné Cinémas 3
18.35 <b>La vie est belle</b> ■ ■ ■ Roberto Benigni (Italie, 1998, 115 min) ○.	Ciné Cinémas 2
19.15 <b>Land and Freedom</b> ■ ■ ■ Ken Loach (GB - Esp. - All., 1994, 105 min) ○.	Cinéstar 2
20.30 <b>Anna Karénine</b> ■ ■ ■ ■ ■ Julien Duvivier (GB, 1948, v.o., 140 min) ○.	Ciné Classics
20.45 <b>Butterfly Kiss</b> ■ ■ ■ ■ ■ Michael Winterbottom (GB, 1995, v.o., 90 min) ○.	Cinéfaz
21.00 <b>Le Tambour</b> ■ ■ ■ ■ ■ Volker Schlöndorff (All., 1979, v.o., 140 min) ○.	Ciné Cinémas 3
22.15 <b>Ne pas avaler</b> ■ ■ ■ ■ ■ Gary Oldman (Fr. - GB, 1997, v.o., 120 min) ○.	Cinéfaz



22.15 **L'Ennui** ■ ■ ■ ■ ■  
Cédric Kahn. Avec Charles Berling, Sophie Guillemin (France, 1998, 120 min) ○.
 Ciné Cinémas 1 || 22.50 **Lady Hamilton** ■ ■ ■ ■ ■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1941, 125 min) ○. | Ciné Classics |
23.20 **Elizabeth** ■ ■ ■ ■ ■ Shekhar Kapur (Grande-Bretagne, 1998, v.o., 120 min) ○.	Ciné Cinémas 3
0.00 **Atlantique latitude 41** ■ ■ ■ ■ ■ Roy Ward Baker (Grande-Bretagne, 1958, 115 min) ○.	Histoire
0.15 **Les Gens de la pluie** ■ ■ ■ ■ ■ Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1969, 105 min).	TCM
0.20 **Le Cavalier du désert** ■ ■ ■ ■ ■ William Wyler et Lewis Milestone (EU, 1940, v.o., 95 min) ○.	Cinéoïtole
0.50 **Good Men Good Women** ■ ■ ■ ■ ■ Hou Hsiao-Hsien (Taiwan, 1995, v.o., 105 min) ○.	Ciné Cinémas 2

## JEUDI 24 MAI

## FILMS

14.30 <b>Une femme cherche son destin</b> ■ ■ ■ ■ ■ Irving Rapper (Etats-Unis, 1942, v.o., 120 min).	TCM
16.30 <b>Rachel, Rachel</b> ■ ■ ■ ■ ■ Paul Newman (Etats-Unis, 1968, 105 min).	TCM
17.50 <b>L'Inraisemblable Vérité</b> ■ ■ ■ ■ ■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, v.o., 80 min) ○.	Cinéoïtole
18.00 <b>Elizabeth</b> ■ ■ ■ ■ ■ Shekhar Kapur (Grande-Bretagne, 1998, 120 min) ○.	Ciné Cinémas 2
18.05 <b>Mission</b> ■ ■ ■ ■ ■ Roland Joffé (Grande-Bretagne, 1986, 120 min) ○.	Ciné Cinémas 1
18.25 <b>Les Chiens</b> ■ ■ ■ ■ ■ Alain Jessua (France, 1978, 100 min) ○.	Ciné Cinémas 3
20.30 <b>Le Prisonnier d'Alcatraz</b> ■ ■ ■ ■ ■ John Frankenheimer (Etats-Unis, 1962, 150 min).	Festival



22.25 **Jeune et innocent** ■ ■ ■ ■ ■  
Alfred Hitchcock. Avec Nova Pilbeam, Derrick De Marney, Percy Marmont (GB, 1937, v.o., 85 min) ○.
 Cinéoïtole || 22.55 **Samba Traoré** ■ ■ ■ ■ ■ Idrissa Ouedraogo (Burk. - Fr. - Sui., 1993, 85 min) ○. | Cinéstar 2 |
23.00 **Comment je me suis disputé... (ma vie sexuelle)** ■ ■ ■ ■ ■ Arnaud Desplechin (France, 1996, 175 min).	France 2
23.50 **Les Frissons de l'angoisse** ■ ■ ■ ■ ■ Dario Argento (Italie, 1975, 105 min) ○.	Cinéfaz
0.10 **Sailor et Lula** ■ ■ ■ ■ ■ David Lynch (Etats-Unis, 1990, v.o., 125 min) ○.	Canal Jimmy
0.25 **Les Ailes du désir** ■ ■ ■ ■ ■ Wim Wenders (Fr. - All., 1987, 125 min) ○.	Ciné Cinémas 1

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

TF 1	
17.30 <b>Sunset Beach.</b>	18.20 et 0.30 <b>Exclusif.</b>
19.00 <b>Le Bigdil.</b>	20.00 <b>Journal, Tiercé, Météo.</b>
20.35 <b>Spécial sport.</b> Football. Ligue des champions. Bayern Munich - FC Valence. 20.45 Coup d'envoi.	22.55 <b>Confessions intimes.</b>
0.20 <b>Rallye.</b> Rallye du Maroc.	1.00 <b>TF 1 nuit, Météo.</b>

## FRANCE 2

17.25 **Premier rendez-vous.**  
17.55 **Friends** ○.  
18.25 **Un agent très secret** ○.  
19.10 **Qui est qui ?**  
19.50 **Un gars, une fille.**  
19.55 et 20.50 **Tirage du Loto.**  
20.00 et 0.40 **Journal, Météo.**  
20.55 **Objectif bac.**  
Téléfilm. Patrick Volson.  
22.35 **Ça se discute.** L'insoumission.  
1.05 **Des mots de minuit.** Fous de toros.

## FRANCE 3

17.50 **C'est pas sorcier.**  
18.15 **Un livre, un jour.**  
18.20 **Questions pour un champion.**  
18.50 **Le 19-20 de l'information, Météo.**  
20.10 **Tout le sport.**  
20.20 **Tous égaux.**  
20.55 **Des racines et des ailes.**  
22.45 **Météo, Soir 3.**  
23.20 **Les Dossiers de l'Histoire.**  
0.15 **La Loi de Los Angeles.**  
Trafic d'organes.  
0.55 **Un cerueil à Noël.**

## CANAL +

17.15 **Chris Colorado** ○.  
► **En clair jusqu'à 20.35**  
18.00 **Spy Groove** ○.  
18.30 **Nulle part ailleurs** cinéma.  
18.50 **Canal + classique** ○.  
19.00 **Nulle part ailleurs** ○.  
20.35 **Le Journal du cinéma.**  
21.00 **Jakob le menteur**  
Film. Peter Kassovitz ○.  
23.00 **Football.**  
Ligue des champions. Bayern Munich - FC Valence. En différé. Finale de la Ligue.  
0.50 **Cannes confidential** ○.

## FRANCE 2

13.45 **Le Miracle des loups**  
Film. André Hunebelle.  
15.25 **Tiercé.**  
15.40 **Jeanne et le loup.**  
Téléfilm. Laurent Jaoui ○.  
17.25 **Un livre.**  
17.30 **Mort sur le Nil**  
Film. John Guillermin.  
19.50 **Un gars, une fille.**  
20.00 **Journal, Météo.**  
20.50 **Spéciale Les Z'amours.**  
23.00 **Comment je me suis disputé... (ma vie sexuelle)** ■ ■ ■ ■ ■  
Film. Arnaud Desplechin.  
1.55 **Météo.**

## FRANCE 3

13.55 **C'est mon choix.**  
15.00 **Les Orgueilleux**  
Film. Yves Allégret.  
16.40 **5<sup>e</sup> Cirque Arlette Gruss.**  
17.50 **C'est pas sorcier.**  
18.15 **Un livre, un jour.**  
18.20 **Questions pour un champion.**  
18.50 **Le 19-20 de l'information, Météo.**  
20.15 **Tout le sport.**  
20.25 **Tous égaux.**  
20.55 **Passager 57**  
Film. Kevin Hooks ○.  
22.20 **Météo, Soir 3.**  
22.50 **Pièces à conviction.**  
0.25 **Europeo.**  
0.50 **Espace francophone.**  
Spécial cinéma africain.  
1.15 **Toute la musique qu'ils aiment.**  
Magazine musical.

## CANAL +

13.45 **Ben Harper, Live in Paris.**  
14.25 **Le Prof**  
Film. Alexandre Jardin ○.  
16.00 **Instinct**  
Film. Jon Turteltaub ○.  
► **En clair jusqu'à 19.00**  
18.00 **Spy Groove** ○.  
18.30 **Nulle part ailleurs** cinéma.  
18.50 **Canal + classique** ○.  
19.00 **Nulle part ailleurs** ○.  
20.35 **Un coup d'enfer**  
Film. Mike Barker ○.  
22.05 **Le « Cygne » du destin**  
Film. Charlie Peters (v.o.) ○.  
23.50 **Mickro ciné.**  
0.20 **Vincent, François, Paul et les autres (version réalisateur)** ■ ■ ■ ■ ■  
Film. Claude Sautet ○.

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES

**Les codes du CSA**  
○ Tous publics  
○ Accord parental souhaitable  
○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans  
○ Public adulte  
○ Interdit aux moins de 16 ans  
○ Interdit aux moins de 18 ans

## ARTE

19.00 **Connaissance.**  
19.45 **Météo, Arte info.**  
20.15 **Reportage.** Le Combat du père Shay.  
20.45 **Les Mercredis de l'Histoire.**  
Femmes du Hezbollah.  
21.40 **Musica.**  
23.10 **Profil.** Les Chemins de Don Quichotte.  
0.20 **La Lucarne.** De sable et de vent.  
1.10 **Les Alsaciens ou les Deux Mathilde.**  
Téléfilm. Michel Favart. [3/4].

## M 6

17.10 **Highlander** ○.  
18.10 **Buffy contre les vampires** ○.  
19.00 et 20.40, 0.35 **Loft Story.**  
19.50 **I-minute.**  
19.54 **Le Six Minutes, Météo.**  
20.05 **Une nounou d'enfer** ○.  
20.50 **Grosse tête.**  
Téléfilm. Olivier Péray ○.  
22.30 **Raz de marée, alerte sur la côte.**  
Téléfilm. George Miller ○.  
0.05 **Sex and the City.**  
Trente ans et des poussières ○.  
1.15 **Turbo sport.**

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

20.30 **Fiction 30.** *Le Divan de lumière ou la Vie de Younous el Filali racontée par ses disciples*, de Jean-Marie Simon.  
21.00 **Mesures, démesures.**  
22.12 **Multipistes.**  
22.30 **Surpris par la nuit.**  
0.05 **Sex and the City.**  
0.40 **Chansons dans la nuit.**

## FRANCE-MUSIQUES

20.00 **Concert.**  
Par l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Kasushi Ono, François Kerdoncuff, piano. Œuvres de Bon, Ratiu, Mestral.  
22.00 **Jazz, suivez le thème.** Yesterdays.  
23.00 **Le Conversatoire.**  
0.00 **Tapage nocturne.**

## RADIO CLASSIQUE

20.40 **Les Rendez-vous du soir.**  
Les Saisons, de Joseph Haydn. Par le Chœur Monteverdi, The English Baroque Soloists, dir. John Elliot Gardiner, Barbara Bonney, soprano, Anthony Rolfe Johnson, ténor, Andreas Schmidt, basse.  
23.00 **Les Rendez-vous du soir (suite).**  
Œuvres de Bach.

## LA CINQUIÈME/ARTE

13.45 et 18.40 **Le Journal de la santé.**  
14.05 **En quête d'art.** Art et nature.  
14.35 **Le Feu des alchimistes.**  
15.30 **Les Intrus.**  
16.05 **Fait main.**  
16.35 **Les Ecrans du savoir.**  
17.35 **100 % question 2<sup>e</sup> génération.**  
18.05 **Le Monde des animaux.**  
18.55 **Météo.**  
19.00 **Voyages, voyages.**  
19.45 **Météo, Arte info.**  
20.15 **Reportage.** Fulham. Le rêve de Mo.  
20.45 **Thema.**  
**Examens : une épreuve pour réussir ?**  
20.46 **Ralentir école.**  
22.05 **Trois Boys.** Gaby Dellal (v.o.).  
22.25 **Trois sur mille.**  
23.10 **Un été à toute épreuve.**  
Film. Tetsuya Nakashima (v.o.).

## M 6

13.34 et 18.59 **Bioclette.**  
13.35 **Orange sur la tour de contrôle.**  
Téléfilm. Paul Wendkos ○.  
15.15 **La Forêt de tous les dangers.**  
Téléfilm. Mark Soudard ○.  
16.55 **Drôle de scène.**  
17.15 **E = M 6 Spécial.**  
19.00 et 20.40, 20.50 **Loft Story.**  
19.50 **I-minute.**  
19.54 **Le Six Minutes, Météo.**  
20.05 **Une nounou d'enfer** ○.  
23.20 **Toutes les télé.**  
0.35 **Drôle de scène.**  
1.05 **Voleurs à 15 ans.**

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

19.30 **Cas d'école.**  
Islam et culture maghrébine.  
20.30 **Radiodrames.**  
*Party, d'Anna Langhoff.*  
21.00 **Le Gai Savoir.**  
22.12 **Multipistes.**  
22.30 **Surpris par la nuit.**  
Slam sur Panama.  
0.05 **Du jour au lendemain.**  
Jérôme Garcin (*C'était tous les jours tempête*).  
0.40 **Chansons dans la nuit.**  
1.00 **Les Nuits (rediff.).**

## FRANCE-MUSIQUES

18.00 **Le jazz est un roman.**  
19.07 **A côté de la plaque.**  
20.00 **Concert.**  
Par l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Günther Herbig. Œuvres de Prokofiev, Poulenc, Haydn.  
22.00 **Jazz, suivez le thème.** Yesterdays.  
23.00 **Le Conversatoire.**  
0.00 **Tapage nocturne.**

## RADIO CLASSIQUE

18.30 **L'Actualité musicale.**  
20.40 **Les Rendez-vous du soir.**  
Par l'Orchestre Chamber Orchestra, Esther Budiarjo, piano. Œuvres de Schoenberg, Mozart, Webern, Beethoven.  
22.50 **Les Rendez-vous du soir (suite).**  
Œuvres de Dvorak, Janacek, Suk.

**Les cotes des films**  
■ On peut voir  
■

## Les œufs d'or

par Pierre Georges

**QUELLE AFFAIRE**, mais quel l'affaire ! Avec le sentiment parfois d'un chroniqueur de guerre parlant un étrange sabir, nous voici dans l'obligation vaguement culpabilisée de donner les dernières nouvelles du front. Et elles sont terribles, quoique hilarantes : sur le terrain tourmenté et sacré de l'access prime time, les troupes juvéniles de Loft Story ont mis une pâte monumentale à la division de fer du Bigdil. Et le PAF en est, comme qui dirait, le cul par-dessus tête.

Quoi ? Encore Loft Story ! Ah non pas cela, pas vous, pas nous, pas eux, pas *Le Monde* ! Eh bien si, Loft Story jusqu'à la lie, jusqu'à l'hallali ! Lecteurs, vieux et chers lecteurs, avant que de maudire le chroniqueur tel un juge pitoyable ou de vous désabonner par mesure de rétorsion, prenez quelques termes ci-dessus cités et méditez-les : access prime time, Loft Story, Bigdil, c'est-y pas de la vraie télévision française bien de chez nous, en vrai français de chez nous ! Exception culturelle ? Mon eye ! Et ceci en version Zazie de chez Berlitz pour ne pas sombrer dans une définitive vulgarité française.

Access prime time, Loft Story, Bigdil, tout est dit. Nous en sommes bien à la rémouade universelle et planétaire, plat unique, parts de marché féroce et lutte à la grande cuiller. Et que le plus boulimique l'emporte !

Seconde observation et qui devrait elle aussi inciter à la méditation avant qu'à la fureur. Il se trouve que, dans l'industriel bâtiment, en presque loft, qui sert de casernement à la communauté du journal, nous avons pour voisin et camarade de géhenne le maître des pages-Débats. Poste stratégique s'il en

est, car au confluent de tous les textes d'opinion convergeant vers *Le Monde*. Et ce gardien des débats, d'un caractère égal, nous disait sa surprise. Depuis qu'il occupe cette noble et astreignante fonction d'écluser des idées, il n'avait pas souvent vu cela. Tant de textes et de si divers, une cinquantaine sur un seul sujet. Que même, il lui fallait remonter à la guerre du Kosovo, nettement plus prolifique que si l'on ose dire, 150 textes « extérieurs » publiés, pour trouver mieux.

Autrement formulé, dans un raccourci assez audacieux, un Loft Story ne vaut pas encore les Balkans, mais s'y efforce. Tant chacun a son idée, son analyse, son opinion sur La Chose. C'est admirable, c'est stupéfiant, c'est détestable, c'est inouï, c'est incroyable. C'est ainsi.

Elle est là aussi la vraie part d'audience qui fait que, si le phénomène nous dépasse, au moins feignons d'en être les analystes. Quant à nous, face à cette guerre TF1-M6, avec dégâts collatéraux sur les chaînes publiques, dans ce fracas des armures, à Audience Park, notre pensée ce matin va aux quelques poules incarcérées dans le poulailler de Loft Story.

Avec la plus grande perplexité nous nous étions demandés pourquoi les maîtres de cérémonie avaient cru nécessaire de planter au beau milieu de la Plaine-Saint-Denis un vrai-faux poulailler, en simili campagne, avec de vrais gallinacés en plumes. Il nous semblait en effet que les chers et urbains lofteurs seraient devant ces poules comme manchot devant un couteau suisse. Erreur d'analyse. Nous savons désormais : il s'agissait en fait de poules aux œufs d'or.

## Les salariés se mobilisent contre le plan de restructuration d'AOM-Air Liberté

Une manifestation de protestation des salariés est prévue mercredi à l'aéroport d'Orly-Sud

**KARINE, TARA et ISABELLE** sont venues en uniforme, tailleur rouge, calot idem, petit badge doré au revers de la veste. Même si les licenciements annoncés ne sont pas une surprise – « ça fait déjà plusieurs mois qu'on file un mauvais coton, tout le monde le sait », lâche Karine – pour ces trois employées d'AOM, le choc est immense. « Il faut rester zen ! », s'exclame, juché sur une table qui lui sert de tribune, le syndicaliste Gilles Nicolli, délégué CFDT d'Air-Liberté. Prévue d'abord dans les locaux d'AOM, à Orly-Sud, la réunion des personnels, appelée par l'intersyndicale, ce mardi 22 mai, a dû se déplacer, compte tenu de l'affluence, dans le parking voisin.

Le micro à la main, les syndicalistes se succèdent pour dénoncer le plan de restructuration présenté la veille par le PDG d'AOM-Air Liberté, Marc Rochet, et qui prévoit, entre autres, le licenciement de près d'un tiers des effectifs de la compagnie (*Le Monde* du 20 mai). Un plan « inacceptable » aux yeux des syndicats, qui pointent, articles à l'appui, les (nombreuses) « incohérences » de ce texte-fleuve de plus de huit

cents pages et le « manque de sérieux » du projet patronal. « On réduit la voilure pour limiter les pertes ! », ironise le président du bureau SNPL d'Air-Liberté, Jean Immediato. « On supprime 40 % des activités et 30 % du personnel, mais après il n'y a rien, aucune stratégie industrielle : c'est un plan social qui ne mène nulle part », assure-t-il.

### « MARIAGE RATÉ »

« Franchement, ça fait mal au cœur », soupire Isabelle, vingt-cinq ans, dont quatre ans et demi passés derrière les guichets d'AOM. Comme ses deux collègues, Isabelle ne craint pas de se retrouver sans emploi. Seulement, les choix sont limités – « à Air France, les embauches sont gelées » – et les conditions offertes par les autres compagnies beaucoup moins alléchantes, notamment du point de vue des salaires. « Pourquoi devrait-on être obligés de tout recommencer à zéro ? Pourquoi doit-on payer pour les erreurs de la direction ? C'est trop injuste ! », estime Tara, trente ans, qui avoue faire grève pour la première fois. « Si on m'avait dit, il y a quatre ans, que ça

finirait comme ça, je ne l'aurais pas cru : à l'époque, on commençait juste à fidéliser les clients. Mais c'est vrai, ajoute-t-elle, que ce n'est pas en fusionnant des compagnies déficitaires qu'on fait une compagnie gagnante. » A la tribune, l'un des pilotes grévistes, le commandant de bord Hugues Lafosse Marin, ancien secrétaire du comité d'entreprise d'AOM, évoque, justement, ce « mariage raté » entre AOM et Air Liberté. « Pourquoi ne pas s'offrir un divorce réussi ? », suggère-t-il.

Rares sont ceux qui l'applaudissent. Officiellement, l'heure est à l'unité. « On fait tous le même métier et on est tous dans le même pétrin ! Ce qu'on veut, c'est la survie d'AOM et d'Air Liberté, que cette survie passe, ou non, par le maintien de la fusion. On veut le meilleur pour les deux. Mais, pour cela, il faut être unis », martèle la déléguée CGT Nathalie Cohen-Levy.

A sa suite, certains syndicalistes évoquent les « fraudes » commises par les dirigeants et la responsabilité des pouvoirs publics. Dans la foule, Claude, trente-sept ans, approuve. « Ils ont bien injecté 20 milliards pour

sauver Air France, ils peuvent bien faire un geste pour nous ! » Puis, amer : « On trinque à cause des politiques. Tous ces mariages qu'on a subis, c'était des mariages arrangés : ils ont été téléguidés de l'Elysée. » Un peu plus loin, Denis, quarante ans, copilote d'Air Liberté, a le sourire philosophe. « C'est mon quatrième plan social. Jusque-là, on s'en est tiré. En y laissant des plumes, mais on s'en est tiré ! », résume-t-il.

Cette fois-ci, pourtant, il n'est guère optimiste. « Pour retrouver un job, dans le contexte actuel, il n'y a que deux profils valables. Soit on est jeune, pas cher, sans attaches et sans exigences. Soit on est un vieux commandant de bord, très expérimenté et très qualifié. Entre les deux, pff ! » Vers 11 h 30, un vote par acclamation est organisé. C'est à cris unanimes que le plan patronal est rejeté. Et qu'un long « oui » monte de la foule pour saluer l'annonce de la manifestation de protestation, prévue mercredi, à 14 heures, à l'aéroport d'Orly-Sud.

Catherine Simon

► www.lemonde.fr/restructurations

## Vladimir Poutine furieux de la publication d'un télégramme diplomatique allemand

BERLIN

de notre correspondant

La publication dans la presse allemande du télégramme rédigé par l'ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis, Jürgen Chrobog, suscite un tollé à Moscou. Le texte rend compte de la rencontre, le 29 mars à Washington, entre le président américain George W. Bush et le chancelier Gerhard Schröder. Vladimir Poutine, furieux, a déclaré, mardi 22 mai, qu'il s'agissait « d'une provocation destinée à détruire les relations de la Russie avec l'Union européenne et l'Allemagne ». La dépêche, qui n'a rien d'un faux, comporte en effet quelques perles.

### MANIPULATION

Selon M. Schröder, le président Poutine « viendrait du vieil appareil mais il a évolué » et reste « très attaché à la foi orthodoxe ». « La question est ouverte de savoir s'il parviendra vraiment à s'imposer contre les vieilles élites marquées par l'Union soviétique », a estimé le chancelier. « Le chancelier fut d'accord avec Bush qu'on ne pouvait envisager de nouvelles aides économiques tant que des sommes monstrueuses étaient transférées à l'étranger », poursuit le télégramme. Le président américain a critiqué l'attitude du président Poutine avec la presse et la politique de réarmement de l'Iran par la Russie.

Les dirigeants du Moyen-Orient en ont aussi pris pour leur grade. Selon le secrétaire d'Etat américain Colin Powell, Yasser Arafat « aurait perdu tout contact avec la réalité (« le type est perdu »). Il reporte la faute sur tous les autres et pas sur lui ». Enfin, Michael Steiner, conseiller pour les affaires étrangères de M. Schröder a rendu compte de son entrevue avec Muammar Kadhafi en mars 2000. Celui-ci « a reconnu que la Libye a participé à des actions terroristes. Il a expliqué avoir abjuré le terrorisme et a prié de donner la chance à Libye de pouvoir démontrer sa nouvelle attitude », est-il indiqué dans le télégramme.

Cette divulgation provoque d'énormes remous. Les Libyens crient à la manipulation, les Américains sont agacés de ne pas pouvoir avoir des entretiens confidentiels. L'opposition allemande reproche au gouvernement Schröder de ne pas être un partenaire fiable.

Bref, chacun essaie de se défausser sur l'autre. Le ministère des affaires étrangères cherche à ne pas faire porter toute la responsabilité de l'affaire à son ambassadeur à Washington. Michael Steiner reste la cible de toutes les attaques. C'est lui qui avait revu le télégramme avant sa transmission à l'administration.

Arnaud Leparmentier

### DÉPÊCHE

■ **VENTES** : le manuscrit de *Sur la Route*, roman culte de la Beat Generation, écrit en 1951 par l'écrivain américain Jack Kerouac (1922-1969), a été adjugé 2,42 millions de dollars (2,56 millions d'euros), le mardi 22 mai, chez Christie's, à New York. Ce manuscrit – un rouleau continu de 36 mètres de longueur – a été enlevé par Jim Irsay. Cet Américain, propriétaire de l'équipe de football américain des Indianapolis Colts, a assuré qu'il serait exposé au public. La somme est la plus élevée jamais atteinte par une œuvre littéraire lors d'une vente aux enchères. Elle bat le record du manuscrit de *Voyage au bout de la nuit*, de Louis-Ferdinand Céline, emporté par la Bibliothèque nationale de France, pour 1,91 million d'euros (*Le Monde* du 17 mai).

Faut-il être classique pour écouter Radio Classique ?

**RADIO CLASSIQUE**

RADIO CLASSIQUE PRESENT DANS PLUS DE 100 VILLES  
 PARIS ILE-DE-FRANCE 101.1 - BORDEAUX 92.2 - DIJON 105.8  
 LILLE 88.2 - LYON 96.5 - MARSEILLE 100.9 - NANTES 99.9  
 NANCY 88.2 - RENNES 92.3 - TOULOUSE 103.1

TOUTES LES AUTRES FRÉQUENCES : www.radioclassique.com ou 08 36 68 12 80 (2,21F/mn - 0,34 E).

LE PLAISIR DE LA MUSIQUE ET LES RENDEZ-VOUS DE L'ECONOMIE